

## LE MARÉCHAL D'ESTRADES

### ET SES CRITIQUES

---

Né à Agen en 1607, Godefroy, comte d'Estrades, appartenait à une honorable famille de petite noblesse. Son père, François d'Estrades, seigneur de Bonel, Colombes, Campagnac, etc., « qui était brave et sage », dit Saint-Simon, « et qui avait servi Henri IV contre la Ligue », devint gentilhomme de la chambre de ce roi et gouverneur de Vendôme. Sa mère était une Secondat, fille de ce Jean de Secondat pour qui la terre de Montesquieu fut érigée en baronnie et qui fut le trisaïeul du célèbre écrivain.

Page de Louis XIII, d'Estrades commença à vingt et un ans sa carrière militaire, en Piémont, puis en Hollande, puis comme aide de camp du cardinal de La Valette, se distinguant par sa bravoure partout où il était employé. « C'était », écrit Tallemant, « un grand homme froid, bien fait de sa personne. Il n'y a guères d'homme qui ait une valeur plus froide ; il a fait plusieurs beaux combats. On dit qu'un jour il se battit contre un certain brave qui se mit sur le bord d'un petit fossé et dit à Estrade : Je ne passerai pas ce fossé. — Et moy, répondit Estrade, en faisant une raze derrière soy avec son espée, je ne passerai pas cette raze. — Ils se battent, Estrade le tue. Tout froid qu'il estoit, il ne laissa pas de devenir amoureux de la cadette de M<sup>me</sup> d'Harambure », Angélique Tallemant, « d'esprit si accort que tout le monde l'aimoit », mais qui mourut toute jeune. « On dit qu'il n'a pas ry depuis la mort de cette pauvre Angélique... et on dit qu'il n'a espousé sa femme que parce qu'elle en avoit quelque air<sup>1</sup>. »

A partir de ce moment commence sa double carrière, à la fois mili-

1. Marie de Lallier du Pin, épousée en 1637 (*Historiettes*, édit. Monmerqué, t. VII, p. 5). Il eut, outre une fille qui se fit religieuse, quatre fils, dont trois furent soldats, deux desquels moururent en guerre et un, l'abbé d'Estrades, se distingua comme ambassadeur à Venise et en Piémont.

taire et diplomatique, qui fut longue et brillante. Chargé par Richelieu de diverses missions, principalement en Hollande, où il gagna la confiance du prince d'Orange Frédéric-Henri, de son successeur le prince Guillaume, plus tard de Jean de Witt, colonel d'un régiment français au service des États en guerre comme nous avec l'Espagne, il continua de se distinguer dans toutes les actions où il prenait part. Il soutint à Dunkerque en 1652 un siège célèbre, fut fait lieutenant général, contribua à la pacification de la Guyenne et devint maire perpétuel de Bordeaux en 1653. Il fit campagne en Catalogne, puis en Italie, fut nommé ambassadeur à Londres en 1661 (mission qu'interrompit le célèbre incident de la préséance), reçut le Saint-Esprit, fut appelé, en 1662, aux fonctions de vice-roi d'Amérique, où il ne se rendit pas parce qu'on eut besoin de lui en Europe. Il fut, en effet, chargé, la même année, de négocier le rachat de Dunkerque aux Anglais, fut ambassadeur aux Pays-Bas, 1663-1668, premier plénipotentiaire de France à Bréda en 1667, prit part à la campagne de Louis XIV en Hollande en 1672, devint maréchal de France en 1675, enfin premier plénipotentiaire français à Nimègue (1675-1678). Il mourut à Paris le 26 février 1686.

Il laissait une réputation d'habileté, d'honneur et de bravoure ; les témoignages privés et les témoignages officiels concordent. Saint-Simon, si volontiers sévère, loue « ce maréchal d'Estrades si capable dans son métier et si célèbre par le nombre, l'importance et le succès de ses négociations<sup>1</sup> ». Vallier note dans son Journal qu'il fut nommé maire perpétuel de Bordeaux à « l'extrême joie de tout le peuple... qui, faisant réflexion sur ses misères passées, ne pouvoit assez louer le choix que S. M. avoit fait... pour remplir cette importante charge et la faire revivre en faveur de ce brave et sage gentilhomme gascon<sup>2</sup> ». Le nommant vice-roi d'Amérique, Louis XIV déclarait s'être décidé, « après avoir fait réflexion sur les grands et recommandables services qu'il nous a rendus tant dans le commandement de nos armées et dans le gouvernement de plusieurs places très importantes... qu'en divers autres emplois de guerre... ayant aussi, d'ailleurs, dans les ambassades et autres négociations que nous lui avons commises au dehors de notre royaume, donné des preuves remarquables de son adresse, de sa dextérité et de l'expérience [qu'il] s'est acquise au maniement des affaires les plus difficiles, comme aussi de son zèle et de sa fidélité inviolable à notre service<sup>3</sup> ». Lorsque, après le rachat de Dunkerque, négocié par

1. *Mémoires*, édit. Boislisle, t. XX, p. 252.

2. *Journal de Jean Vallier*, édit. Courteault (Soc. de l'Histoire de France), t. IV, p. 378.

3. Archives des Affaires étrangères, *Mémoires et Documents — Amérique*, t. V, fol. 34.



lui, il en fut nommé gouverneur, Chapelain lui écrivit : « Monsieur, ce mesme serviteur qui a toujours pris part à vos douleurs et à vos joyes... ne peut vous voir remis en possession de la place qui s'estoit perdue si glorieusement entre vos mains sans vous tesmoigner la satisfaction qu'il a de voir couronner vostre vertu d'une si belle marque de la reconnoissance du prince qui en doit maintenant le retour à vostre conduite et sans vous assurer de l'approbation qu'il a reçue du choix qu'il a fait pour vous en confier la garde une seconde fois. » Chapelain se réjouit « que la probité, l'habileté, la valeur, la fidélité, la vigilance, la modération, la prudence, la constance qui composent l'excellent homme que vous êtes soient récompensées sans jalousie de vos rivaux<sup>1</sup> ». Sourches signale qu'il mourut fort âgé, « après s'être acquis beaucoup de réputation et fort peu de bien dans les grands emplois dont le Roi l'avoit honoré<sup>2</sup> ».

## II

Cette enviable réputation a été l'objet, de nos jours, d'attaques, les unes anglaises, les autres françaises, ces dernières les plus acharnées.

L'illustre historien de la *Great Civil War*, M. Samuel R. Gardiner, publia dans le numéro de juillet 1896 de l'*English Historical Review* un article intitulé *Cromwell and Mazarin in 1652*; il y donne nettement à entendre que d'Estrades fut, à un certain moment, disposé à vendre Dunkerque et à se vendre lui-même à Cromwell.

La possession de Dunkerque était alors ambitionnée par trois pays : l'Espagne, qui l'avait longtemps détenu comme faisant partie de ses domaines des Pays-Bas ; la France, dont les troupes, sous les ordres du duc d'Enghien, futur grand Condé, et des maréchaux de Rantzau et de Gassion, s'en étaient emparées en 1646, et l'Angleterre, qui rêvait d'avoir à nouveau un point d'accès sur le continent, de préférence Calais ou Dunkerque.

En ce temps de Fronde, de trahisons, de pactes avec les ennemis dont l'exemple était donné par des princes du sang et quelques-uns des plus grands personnages du royaume, le maréchal de Rantzau, qui commandait à Dunkerque, avait été arrêté en février 1649 sur des soupçons d'infidélité certainement mal fondés. Il eut pour remplaçant d'Estrades, que les Espagnols, commandés par l'archiduc Léopold et quelques-uns de leurs meilleurs généraux, vinrent assiéger en sep-

1. *Lettres*, édit. des *Documents inédits*, 11 décembre 1662, t. II, p. 279.

2. *Mémoires*, édit. de Cosnac et Bertrand, t. I, p. 143.

tembre 1651. Dans le même temps, les Anglais, se rendant compte de l'extrême importance qu'aurait pour nous leur aide contre l'Espagne, alors notre plus dangereuse ennemie, tentaient, par agents officieux, sans mandat défini, et qu'on pouvait à plaisir avouer ou désavouer, de savoir à quelles conditions nous leur céderions ce Dunkerque que nous étions, d'ailleurs, en danger de perdre. Un « gentilhomme anglois, de la faction des Esgualiseurs » (*Levellers*), était venu trouver à Paris, en février 1652, l'ancien mousquetaire Gentillot, officier dans un des régiments français au service des Provinces-Unies et, à diverses reprises, chargé de missions en Angleterre. Il lui avait déclaré, écrivait Gentillot au roi, que « sy Votre Majesté veut remettre aux Angloys Dunkerque, qu'il croit que les Angloys suivront tous les interets de Vostre Majesté » ; Gentillot ne l'avait pas rebuté, car il importait d'en savoir davantage : « A Vostre Majesté de tourner toutes leurs vanitté et ambitions à de belles utilitez<sup>1</sup>. »

Peu auparavant, en décembre 1651, alors qu'on avait déjà commencé « à retrancher le pain aux soldats », d'Estrades avait reçu à Dunkerque la visite d'un officier anglais, John Fitzjames, qu'avec le sans façon orthographique de nos ancêtres il appelle « M<sup>r</sup> fittems », familier de Cromwell, et qui était muni d'instructions écrites pour la libération de prisonniers anglais faits par nous sur mer<sup>2</sup>. Sans en avoir de pareilles pour cet autre sujet, il semble avoir parlé aussi du sort de Dunkerque : étant donné les ambitions de Cromwell, la chose n'a rien que de vraisemblable. Jusqu'où alla-t-il ? Nous ne savons. Bien qu'il se soit probablement borné à quelques propos en l'air, le Conseil d'État anglais, très jaloux de ses prérogatives en affaires étrangères, eut soupçon qu'il s'était mêlé de ce qui ne le regardait pas. Fitzjames eut à compa-

1. Lettre du 15 février 1652, ms. Harléien 4551, au British Museum, publiée par Gardiner dans son article précité, p. 489. Cf. lettre du même à Servien sur le même sujet, 23 février, aux Affaires étrangères, *Correspondance d'Angleterre*, t. XLI, fol. 16.

Le visiteur s'était présenté sous le nom de Villiers ; c'était un des trois ou quatre noms qu'il se donnait. Il était en réalité fils adultérin de Lady Purbeck et de Sir Robert Howard.

2. Cette question donnait lieu à des échanges de notes très vives. Voir au ms. Clairambault 579, fol. 35, une lettre à d'Estrades de l'amiral Popham, « from on board the James in y<sup>e</sup> Downes, Admirall for y<sup>e</sup> Commonwealth of England, 21th (sic) Apr. 1651 », et la réponse de d'Estrades qui prescrit toutes restitutions raisonnables, « mais, après ce que je fais, si vous ne me randés les François que vous tenés dans vos prisons, je supplié le Roy de me permettre d'user de représailles, et il n'est pas raisonnable qu'on vous fasse des courtoisies et n'en recevoir aucune de vous ».

Ce volume, l'un de ceux que se procura Pierre Clairambault en 1735 et qui contiennent des papiers de d'Estrades (voir plus loin), en renferme quantité concernant Dunkerque, les précautions à prendre, les projets des ennemis, les renforts et munitions qu'on tâcha de faire passer, les troubles intérieurs de la France, les projets de Condé, etc.

raitre devant le Conseil<sup>1</sup>, dit ce qu'il voulut et se défendit comme il put. De vagues rumeurs vinrent aux oreilles de Mazarin, bien muni surtout d'informateurs et d'espions, portés toutefois, comme tous les espions, à pousser les choses au sensationnel ; il inséra dans une longue lettre à d'Estrades, du 25 décembre 1651, un paragraphe ainsi conçu : « On m'a mandé que les Anglois voudroient bien traiter de Dunkerque, mais je vous crois trop bon François, quelque avantage que vous y trouvassiez, pour recevoir une semblable proposition<sup>2</sup>. »

D'Estrades répondit le 6 janvier 1652 : « Les Anglois ne m'ont point fait faire aucune proposition pour Dunquerque » — proposition de le leur vendre à son profit — « et quand ils auroient eu ceste pensée, je crois que V. E. a assés bonne opinion de moy pour estre persuadé que je ne considereré jamais mes avantages particuliers lorsqu'il s'agira du service du Roy. Tout ce que je sçais de cest affaire est que Cromuel s'est ouvert à une personne d'Angleterre, qui l'a écrit à un de mes amis de Hollande, qu'il falloit oster Dunquerque aus François et aider aus Espagnols à le reprendre pour estre en repos en Angleterre... qu'il falloit aussi s'opposer qu'elle ne vient pas entre les mains des Hollandois par quelque accomodement avec la France. C'est tout ce que j'en ay aprins<sup>3</sup>. »

Les Anglais n'étaient pas mal renseignés ; nous avons, en effet, songé un moment à céder la place aux Hollandais, meilleurs voisins éventuels pour nous que l'Espagne ; mais, par crainte précisément de l'Espagne, les Hollandais avaient refusé<sup>4</sup>. Quant à l'Espagne, son plan était d'obtenir l'aide des Anglais, afin de nous enlever Dunkerque, Gravelines et Calais, cette dernière place devant leur être remise en récompense. L'information fournie par d'Estrades sur les vues de Cromwell était précieuse et allait être justifiée par les événements ; c'est la destruction de l'escadre de secours de Mênillet par Blake sans déclaration de guerre qui devait causer la chute de Dunkerque et sa prise par les Espagnols, souhaitée par Cromwell comme pis aller.

Une offre précise nous fut toutefois adressée. Après s'être justifié tant bien que mal devant le Conseil d'État, invoquant l'autorité de

1. « Jan. 5 1652. — Col. Jno Fitzjames. — To attend Council daily upon some informations against him. » *Calendars of State Papers — Domestic*, 1651-1652, p. 547. « Jan. 5 » est vieux style ; 15 janvier de notre calendrier.

2. *Lettres*, édit. Chéruel, t. V, p. 576.

3. *Correspondance des Pays-Bas*, aux Affaires étrangères, t. XXXII, fol. 203.

4. « Messieurs les Estats ont absolument refusé de traicter de Dunkerque ; quand bien on leur voudroit donner pour rien ilz n'en voudroient pas », d'Estrades au cardinal, 12 décembre 1651. *Affaires étrangères*, *Correspondance des Pays-Bas*, t. XXXII, fol. 196.

« personnes d'honneur et d'intégrité », sans doute Cromwell, Fitzjames reparut à Dunkerque en février 1652<sup>1</sup>, avec une double proposition : l'une d'avantages considérables pour d'Estrades s'il voulait céder la place ; l'autre de négocier, à défaut, une telle cession avec le roi de France ; à ce prix, l'Angleterre s'unirait à nous. D'Estrades répondit, sur la première, « que la place estoit au Roy » et que, quant à lui, « il avoit vescu jusques à présent en sorte de préférer son honneur à tous les biens du monde, et qu'il tiendrait la mesme maxime<sup>2</sup> ». D'Estrades estimait, par ailleurs, que, dans l'état où nous étions, il fallait « ne traiter point avec Cromwell si le Roy estoit en estat de le secourir », lui d'Estrades, « mais que, si ses affaires et la guerre civile ne luy permettoient pas de sauver ceste place, qu'il estoit de la dernière importance de la vendre aux Anglois, dont infailliblement il se suivroit une rupture avec les Espagnols, qui estoit le plus grand avantage qui pouvoit arriver au Roy dans la conjoncture présente ».

D'Estrades, qui avait pensé d'abord, comme on le verra plus loin, faire le voyage lui-même, profitant d'un court moment où le siège était presque interrompu, envoya au cardinal un de ses meilleurs officiers, de Las, major de la place de Dunkerque, pour le mettre au courant : « Ledit sr Delas luy parlera d'une proposition qui m'a été faite, me remettant au rapport qu'il luy en fera, et de l'estat auquel je me trouve, ne pouvant conserver ceste place si on ne m'en donne les moyens et de quoy résister aux préparatifs qui se font par les Espagnols et Anglois tant par terre que par mer<sup>3</sup>. »

1. Tous les historiens, se conformant à la *Relation du siège* par d'Estrades lui-même (voir note suivante), disent 15 janvier 1652, même M. Gardiner, qui constate cependant que ce même jour et les suivants Fitzjames était à Londres, où il comparaisait devant le Conseil d'État. Mais la vraie date est le 15 février ; dans le manuscrit autographe de d'Estrades, écrit par lui au courant de la plume à un moment inconnu, il avait mis d'abord février, puis avait biffé le mot et écrit, non pas en surcharge, mais à la suite, janvier. C'est le premier souvenir qui était le bon (ms. fr. 11607, à la Bibliothèque nationale, fol. 9). Le fait est d'ailleurs placé hors de doute par la lettre de d'Estrades au cardinal, lui annonçant l'envoi, mentionné plus loin, de de Las, qui lui parlerait « d'une proposition qui m'a été faite ». Cette lettre est du 15 février 1652 (*Correspondance des Pays-Bas*, t. XXXII, fol. 212).

2. « Relation du siège de Dunquerque soutenu par M. le comte de Estrades, fait et escrit de la propre main dudit comte, à présent gouverneur de Maestric et de Dunquerque depuis qu'il a esté racheté des Anglois. » Note au dos du manuscrit autographe à la Bibliothèque nationale, ms. fr. 11607. La *Relation* n'est pas datée ; la mention du gouvernement de Maestricht, qui fut confié à d'Estrades en 1673, montre qu'elle fut écrite avant ou pendant qu'il remplissait cette fonction.

Ce texte a été publié par Tamizey de Larroque : *Relation inédite de la défense de Dunkerque*. Paris et Bordeaux, 1872.

3. Au cardinal, 15 février 1652 (*Correspondance des Pays-Bas*, aux Affaires étrangères, t. XXXII, fol. 212).



Le cardinal ne put se persuader encore qu'il fallût payer d'un tel prix le concours des Anglais ; les pourparlers continuèrent donc, mais inutilement, en vue d'une union entre les deux pays ; bien que par moments il laissât entendre le contraire, la possession de Dunkerque était chez Cromwell, comme on le vit mieux encore par la suite, une idée fixe<sup>1</sup>. Nos désordres, notre faiblesse, la perte de Gravelines, bien que d'Estrades se fût privé de « trois cens hommes choisis » pour l'aider à se défendre, l'incitaient de moins en moins à faire alliance avec nous.

Tout cela a été interprété par M. Gardiner d'une manière fort domageable pour le renom de d'Estrades. Suivant une supposition qui n'est d'abord qu'insinuée, mais qui devient plus affirmative à mesure qu'on s'éloigne, dans l'article, des commencements de preuve fournis, d'Estrades n'aurait pas reçu des propositions de céder la ville, mais en aurait fait lui-même à son propre avantage<sup>2</sup>. Cromwell aurait noblement refusé, voulant bien tenir la ville du roi de France, mais non d'un traître. Le retard mis par d'Estrades à renseigner Mazarin serait un argument contre lui.

Sur quoi il convient d'observer, d'abord, que, si d'Estrades avait été homme à se vendre, il eût sans doute choisi pour acheteurs les Espagnols, mieux à portée, encore plus intéressés que Cromwell à posséder Dunkerque et qui s'entendaient à bien traiter nos transfuges.

Ensuite, et c'est le point capital, le seul témoin à charge personnellement mêlé aux faits est Fitzjames, qui, invité par le Conseil d'État à justifier sa conduite, rédigea, à son gré, sans contrôle possible, une note

1. « Jamais homme n'a plus désiré avoir Dunkerque que lui », écrivait d'Estrades au cardinal, le 27 juin (*Ibid.*, fol. 320).

2. Au début de l'article, M. Gardiner admet que d'Estrades aurait pu n'offrir de vendre la ville qu'étant secrètement autorisé par son gouvernement à le faire : « Of course it does not follow that Estrades had not been permitted by his government to carry on the negotiation in his own name » (*English Historical Review*, juillet 1896, p. 484). Mais l'auteur perd tout aussitôt de vue cette hypothèse, contredite d'ailleurs par la demande d'explications de Mazarin, et ne cesse de représenter d'Estrades, dans la suite de son travail, comme ayant quelque chose de grave à cacher, c'est-à-dire comme ayant essayé de trahir. Il y a, pense-t-il, dans les lettres de d'Estrades « a good deal of *suppressio veri* », p. 486. — Fitzjames, à son second voyage, peut avoir eu pour instructions de « ask first if d'Estrades was ready to go on with what seems to have been his own proposal that he should sell the place for his own benefit » (plus bas, même page). — « D'Estrades had no intention of telling the full story and it is not strange that he did not always conceal it in the same way » (p. 488). — « We need no evidence to tell us that the underhand acquisition of Dunkirk, as proposed by Estrades, to Fitzjames, would be unacceptable to any party in the English government » (p. 503). D'après un tel *a priori*, selon lequel rien de surprenant qu'un lieutenant général français faillisse à l'honneur, mais qu'il n'est nul besoin de preuve pour montrer qu'aucun parti anglais n'aurait pu accepter ses offres, toute discussion de texte deviendrait oiseuse ; ce n'est plus question de fait, mais de sentiment.



sur son rôle et celui de d'Estrades. Or, dans cette note, publiée par M. Gardiner, il ne fait aucune allusion à des offres de se vendre qu'il aurait reçues du gouverneur de Dunkerque et, s'il en avait reçu, il les aurait sûrement mentionnées, puisqu'il se serait trouvé lui-même justifié par là d'un seul coup : on n'aurait pu lui reprocher d'avoir agi sans instructions, puisqu'il n'aurait pas agi du tout et n'aurait fait qu'écouter. Mais il ne dit rien de tel ; il ne fait nulle allusion à aucune offre déshonorante de d'Estrades, mais, au contraire, à l'idée d'un traité dont il reconnaît s'être mêlé sans instructions sur la suggestion de « gens d'honneur », et c'était précisément ce qu'on lui reprochait, c'était plaider coupable<sup>1</sup>.

Dans sa note, Fitzjames raconte surtout, et de manière pas très claire, des entretiens qu'il aurait eus avec des marchands français, envoyés, prétend-il, par d'Estrades pour se plaindre que des lettres de ce dernier (demandant sans doute, si elles ont été réellement écrites, des éclaircissements complémentaires ; elles n'ont pas été retrouvées) étaient demeurées sans réponse. Les marchands auraient affirmé que ce silence aurait été désastreux pour le gouverneur : « Sur quoi les marchands me dirent que j'aurais sans doute occasion de retourner en France et que, dans ce cas, je devrais m'attendre que le gouverneur se vengeât de moi pour l'avoir trompé en lui parlant d'un traité alors que je n'étais porteur d'aucune commission, si bien que j'ai chance de pâtir pour mes bonnes intentions et mes services à la République. »

Quoi qu'on puisse penser des autres assertions attribuées aux marchands, la fausseté de celle-là est, en tout cas, démontrée par les faits. Fitzjames n'hésita pas, en effet, à retourner peu après à Dunkerque (février 1652) et toute la vengeance de d'Estrades consista, comme on a vu plus haut, à rejeter son offre de le corrompre.

Faute d'un témoin *de visu* (et le seul qu'il cite détruit réellement sa thèse), M. Gardiner invoque une simple anecdote selon laquelle « les

1. *English Historical Review*, juillet 1896, p. 481. M. Gardiner considère que, signée : « Io. Fitzjames », et au-dessous : « Io : Griffith » (un Griffith qui paraît avoir joué un rôle subalterne dans l'affaire), cette note, rédigée au singulier (*I* et non pas *we*), est de Fitzjames, qui la remit au Conseil d'État le 15 ou le 16 janvier (nouveau style), plus probablement le 15. White-locke et d'autres membres du Conseil « disavowed », rapporte l'auteur, « y<sup>e</sup> havinge any treaty w<sup>th</sup> Monsieur Distrades, touching y<sup>e</sup> towne of Dunkerque, and that I had noe other instructions but to demand prisoners ».

Dans la réalité, on ne sait à qui était destiné ce papier qui résume peu clairement, en outre des relations de l'auteur avec d'Estrades, ce qui se passa au Conseil d'État. Il est certain seulement que c'est un essai, par Fitzjames, de récit justificatif de sa conduite. Le texte, qui est non daté, est en tout cas postérieur à la comparution qui dut avoir lieu, aux termes de la convocation, le 15 janvier et jours suivants.

Anglais » auraient eu honte pour le gouverneur de la conduite qu'il tenait et auraient refusé ses propositions. Elle n'émane pas de Fitzjames, mais se trouve dans les souvenirs de Bulstrode Whitelocke, membre du Conseil d'État, ambassadeur d'Angleterre en Suède en 1644-1645. Ce diplomate d'occasion dit avoir raconté l'histoire à l'ambassadeur espagnol Pimentel et lui avoir fait admirer « le sentiment d'honneur et de justice des Anglais<sup>1</sup> ». Mais Whitelocke, qui ne nomme ni d'Estrades ni personne et qui, selon son témoignage, s'exprima ainsi au cours de conversations où les deux ambassadeurs faisaient mousser à qui mieux mieux leur pays, raconte deux fois la même anecdote, en deux ouvrages différents<sup>2</sup> : dans une occasion, c'est un gouverneur français de Dunkerque qui aspire à trahir son pays pour de l'argent ; dans la seconde, c'est un gouverneur espagnol, à une époque où Cromwell était protecteur et où la ville était, en effet, aux mains des Espagnols. Il va sans dire que, parlant à Pimentel, il lui servit la première version. Aucune des deux ne mérite créance, elles se détruisent l'une l'autre.

Le retard à renseigner Mazarin s'explique probablement par le fait que les propos de l'officier anglais parlant sans mandat avaient été trop vagues pour mériter considération ; le défaut de réponse, mentionné par Fitzjames, à des lettres qu'il aurait reçues du gouverneur de Dunkerque après que lui-même serait rentré à Londres ne pouvait, en tout cas, encourager d'Estrades à prendre au sérieux les propos tenus. Mais surtout l'officier anglais s'était présenté dans un moment d'accalmie du siège et d'Estrades, qui avait demandé au cardinal, le 14 décembre 1651, la permission de l'aller voir, comptait sur un bien meilleur moyen qu'un envoi de lettres, souvent interceptées<sup>3</sup>, pour le mettre au courant : « Je vous supplie très humblement de me permettre de vous aller trouver. Je

1. Le journal est à la troisième personne : « Pimentelle was free in his discourse... particularly about Duynkerk ; and Whitelocke acquainted him with the honorable proceedings of the English when that town was offered to be delivered to them, which they refused to accept by treachery... At which relation Pimentelle seemed much pleased and highly commended the honor and justice of that matter ; » il envoya à son collègue anglais des citrons, des grenades « and curious Spanish comfitures ». *A Journal of the Swedish Embassy*, Londres, 1772, 2 vol. in-4°, t. I, p. 374.

2. L'autre ouvrage est *Memorials of the English Affairs*, 1732. M. Gardiner cite le passage dans son article, p. 482.

3. D'Estrades en signale beaucoup de cas ; il rappelle au cardinal, le 27 novembre 1651, les lettres qu'il lui a envoyées et qui sont restées sans réponse ; il lui écrit le 27 juin 1652 qu'il n'a rien reçu de lui depuis le 22 avril (*Correspondance des Pays-Bas*, t. XXXII, fol. 194, 320). Bienne envoyait ses lettres à d'Estrades en triple et quadruple exemplaire, quelquefois par la voie de la Hollande.

suis à présent fort inutile icy, les ennemis estant hors d'estat d'entreprendre sur cette place, ce qui leur reste d'infanterie estant allée du costé de France... Je ne puis escrire toutes les choses que j'ay à vous proposer pour la conservation de Dunkerque, ou pour, ne le pouvant pas, l'abandonner, en sorte que les ennemis n'en puissent pas profiter<sup>1</sup>. » Ce n'est pas d'un homme qui aurait voulu vendre la place à son profit, et moins encore ce passage d'une lettre au cardinal, du 12 mars 1652, rendant compte d'une troisième visite de Fitzjames : « Il m'a dit en suite que M. Cromuel l'avoit chargé de me dire que si V. E. ne pouvoit rester en France et que ses ennemis l'obligeassent d'en sortir, qu'il m'asseuroit quelle seroit bien receue en Angleterre silsi vouloit retirer, et traiter de la république avec toute sorte d'honneur, qu'on luy donneroit une bonne maison pour retraite avec seureté entière et l'exercice de la religion libre... Bien que je croyee que cest offre soit inutile, je nay pas laissé de len remercier et de luy dire que je vous le manderois<sup>2</sup>. » On peut croire qu'un homme à la conscience peu tranquille aurait escamoté une offre qui risquait d'aboucher le personnage qu'il aurait trahi avec celui à qui il aurait voulu se vendre.

Un prétendu voyage à Londres que d'Estrades aurait fait en février a prêté à commentaires. M. Gardiner croit qu'il était autorisé ; le Dr Lemaire, qui, comme on verra, interprète au pire tout ce qui concerne d'Estrades, croit que non, mais il est peu utile de discuter ce point : ce voyage est imaginaire. L'unique document où il en soit question est une lettre adressée de Londres à Brienne par l'informateur Choqueux, le 14 février 1652, où on lit : « Le même jour que je fis partir d'Estrades de cette ville<sup>3</sup>... » Il tombe sous le sens qu'il ne saurait

1. *Correspondance des Pays-Bas*, aux Affaires étrangères, t. XXXII, fol. 198. L'autorisation arriva tardivement ; d'Estrades guetta l'occasion de partir (« je me serviré du conget qui m'a esté envoyé dès que je le pourré », au cardinal, le 6 janvier, *Ibid.*, fol. 204), se mit en route, mais, peu après, les circonstances du siège changèrent ; il écrivit de Montreuil au cardinal, le 30 janvier 1652 : « Monseigneur, Après avoir donné ordre à la seureté de Dunquerque autant qu'il m'a esté possible, je m'estois mis en chemin pour me randre auprès de V. E. pour satisfere au desir que j'ay d'estre auprès d'Elle dans un temps où je crois que ses serviteurs luy sont nécessaires, mais, ayant receu un courier ceste nuit de Dunquerque par où lons me donne avis que les enemis préparent à Ostande onze fregattes », et que d'importantes troupes de terre sont en marche, « j'ai creu que tous ses préparatifs ne pouvoit estre que pour Dunquerque ou Mardik et que V. E. ne trouveroit pas à propos que je m'esloignasse dans un temps que les ennemis s'aprochent de ceste plasce, ce qui m'a fait résoudre de m'en retourner en diligence et j'espère estre demain au soir à Dunquerque, d'où je ne partirai que je ne reçoive ses ordres » (*Ibid.*, fol. 209). C'est après son retour que, comme il a été dit plus haut, il envoya, à son défaut, de Las pour expliquer au cardinal la situation et les propositions reçues.

2. Affaires étrangères, *Correspondance d'Angleterre*, t. LXI, fol. 40.

3. Texte publié par la *Revue nouvelle*, t. IX, p. 382.

s'agir, dans ce texte, du lieutenant-général gouverneur de Dunkerque. Jamais un Choqueux ne se serait permis de parler et d'essayer d'agir ainsi. La formule est celle habituellement employée pour les expéditions de courriers ; il ne peut être question que d'un homonyme ou quasi homonyme, un Lestrade quelconque, nom répandu et qui a causé parfois des confusions.

Une question, d'ailleurs, domine toutes les autres : que valait Fitzjames et que valent ses assertions, qui sont loin, d'ailleurs, d'incriminer d'Estrades comme on a dit ? Peu de chose. On trouve, en 1654, ce familier de Cromwell trempant dans un complot fomenté par les royalistes pour assassiner son maître, venant voir secrètement Charles II à Paris aux frais du roi exilé, s'appliquant à lui montrer que rien ne lui pouvait être plus avantageux qu'un tel crime, sans d'ailleurs qu'on puisse discerner exactement s'il était réellement, quant à lui, pour l'assassinat ou jouait seulement le rôle d'agent provocateur, déshonoré dans les deux cas. Il mourut noyé, dans des circonstances obscures, lors de son retour en Angleterre, et l'on trouva des lettres compromettantes dans les poches de son cadavre<sup>1</sup>. Un de ses associés, John Gerard, revint à Londres, fut pris et pendu.

Quant à d'Estrades, il montra, à part de tous arguments, qu'il n'était pas homme à vendre sa ville, par la défense qu'il en fit jusqu'à la dernière extrémité. Ne recevant aucune assistance, l'escadre tardivement envoyée à son aide ayant été détruite par les Anglais sous prétexte

1. Voir lettre de Bamfield à Thurloe rendant compte de toute l'affaire ; aux entretiens secrets à Paris avec Charles II, relativement au projet d'assassinat, assistaient, dit-il, « my lord Gerard, coll. Whitley, capt. Griffin, Fitzjames and Gerarde » (s. d., mai 1654, *Thurloe Papers*, t. II, p. 512). Lord Hatton écrit de Paris à Sir Edward Nicholas (royaliste) : « Bamfield is certainly very bad, as my informations out of England assure me ; and soe was Fitz James that was drowned, in whose pockets were found treacherous papers and in particular some reflections upon cap : Griffin, who lives near Dieppe, where Bamfield hath certainly bin as well as in England », 2 octobre 1654 (*Nicholas Papers — Camden Society*, t. II, p. 92).

Une note d'information, adressée de Paris, le 9 avril 1652, au cardinal alors avec la cour en province, montrait déjà que Fitzjames et son compère Griffith n'avaient pas trop bon renom comme droiture : « J'ay aussy advis à vous donner que je tiens de bonne part touchant Dunkerque où le cappitaine Griffin a séjourné longtemps comme un mescontent du Parlement, et néanmoins c'est luy qui a assuré le Conseil d'Estat et le Parlement d'Angleterre que tout est disposé pour faire réussir le dessein. Il a laissé le collonnele Fischemes à Dunkerque et aux environs et voit M. de Lestrade, lequel ne se desfile nullement de ces deux hommes qui ont grand correspondance avec Cromuel et Barrière lequel est tousiours à Londres » (Papiers de Mazarin, aux Affaires étrangères, *France*, t. 882 (nouveau numérotation), fol. 186). Barrière se montre en tout cas fort au courant des pourparlers avec Fitzjames. Voir sa lettre à Condé, du 15 avril 1652, publiée par Gardiner dans son article, p. 505.

de représailles<sup>1</sup>, sa garnison étant décimée et épuisée par les maladies et le feu de l'ennemi, à bout de vivres et de munitions<sup>2</sup>, il se rendit avec tous les honneurs de la guerre, emmenant ce qui restait de troupes, « tambours battants, enseignes déployées, mèches allumées et bales en bouche<sup>3</sup> », après un siège d'une année qui est demeuré célèbre. Une blessure à la cuisse l'empêchant de monter à cheval, il sortit de la ville dans un carrosse que lui prêta l'archiduc Léopold pour se rendre à Calais.

De Bouillon, où il était en exil, Mazarin écrivit à d'Estrades : « Je n'ay jamais souheté chose avec plus de passion que le secours de Dunquerque, et parce que je connoissois de quelle importance étoit au Roy la conservation de cette place, et parce que vous, qui êtes un des meilleurs amis que j'aye au monde et que j'estime le plus, esties engagé à la défendre<sup>4</sup>. »

### III

Les attaques françaises contre d'Estrades ont été plus persistantes et non moins avilissantes si on les tenait pour prouvées ; elles tendent à faire de ce maréchal de France un faussaire éhonté, sans cœur et d'une vanité désordonnée. Elles sont d'autant plus graves qu'elles viennent d'érudits de grand savoir et dont maints écrits font autorité, M. de Saint-Léger et le Dr A. Lemaire.

1. Les deux pays se considéraient comme en droit d'exercer des représailles ; nous avions capturé, en Méditerranée, des navires anglais richement chargés, mais nous reprochions à nos voisins d'avoir fait beaucoup pire en attaquant, bien avant l'affaire de l'escadre Ménézet, des navires de guerre du roi : « Car bien que nous ayons pris des vesseaux chargez de très riche marchandisez et que la perte de leur sujetz puissent excéder celle que les nostres ont souffertes, cella ne repare point et ne peut recompansser l'outrage qu'ils nous ont fait de ce prendre aux navires du Roy. » Brienne à d'Estrades, 13 mai 1651. Ms. Clairambault, à la Bibliothèque nationale, n° 579, fol. 81.

2. Il avait écrit sur ce sujet à Brienne huit semaines plus tôt : « Nous sommes réduits à telle extrémité que, hors du pain, nous n'avons nulle autre sorte de vivres... pour les chaires, le fromage et le beurre, il y a un mois qu'il ne s'en trouve plus et qu'il n'y en a point dans la ville ; nos soldats sont sans chemise et leurs habits sont déchirez... Il me reste encore six pièces de vin et huit vaches sallées avec quoy je norris soixante officiers ; je vous pris de me faire scavoir de vos nouvelles par la voye de M<sup>r</sup> le comte de Charost, qui fait tousjours passer quelque petit bateau », 24 juillet 1652. Ms. fr. 20660, à la Bibliothèque nationale, fol. 304. Charost commandait à Calais.

3. Original des « Articles de la capitulation accordée par S. A. Sérénissime au s<sup>r</sup> d'Estrade, lieutenant général es armées du Roy très chrestien et son gouverneur de la ville de Dunquerque, pour la reddition d'icelle ». Fonds Clairambault, à la Bibliothèque nationale, n° 579, fol. 291. Les articles sont signés de l'archiduc Léopold Guillaume, « au camp devant Dunquerque », 11 septembre 1652.

4. 30 septembre 1652, même ms., fol. 303.



Le goût était très vif au temps de d'Estrades pour les documents diplomatiques ; ils donnaient au lecteur l'impression qu'il pénétrait dans le secret des cours ; on en admirait le style à longs plis ; les ambassadeurs, à qui l'usage permettait de conserver par devers eux leurs archives une fois leur mission finie, ne refusaient pas toujours à leurs amis d'en prendre connaissance ; d'aucuns avaient des secrétaires qui, fidèles ou non, gardaient copie des pièces expédiées par eux<sup>1</sup>. Les secrétaires d'ambassadeurs n'étaient pas alors de carrière et la pauvreté dans laquelle ils tombaient quand leur chef n'avait plus besoin d'eux était mauvaise conseillère. C'est en grande partie pour parer à ce danger que Torcy tenta, en 1711, un premier essai d'embrigadement des secrétaires dans une carrière diplomatique officielle : « Ces gens », dit-il, « qui avaient tout le secret d'une négociation pendant qu'ils étaient employés, réduits au retour à chercher les moyens de subsister, pouvaient souvent abuser de la confiance que leurs maîtres avaient eue en eux<sup>2</sup>. »

Il arrivait ainsi que des copies circulaient sous le manteau et finissaient par trouver imprimeur. Le style sobre et sans paillettes de d'Estrades était fort apprécié ; Lionne lui écrivait, lors de son ambassade à Londres : « Comme je vois bien que toutes vos depeschcs seront pièces curieuses dont on doit estre bien aise de pouvoir remplir son cabinet, je vous prie de donner la peine à vos secrétaires de m'adresser toujours un duplicata de celles-là mesme que vous envoyez à S. M. par la voye de M. de Brienne, afin d'espargner cette fatigue aux miens, qui sont accablés, d'en tirer la copie quand ledit s<sup>r</sup> de Brienne me les communique pour former le projet des réponses. Je vous en seray fort obligé<sup>3</sup>. » D'Estrades fut grand écrivain de lettres et grand collectionneur de celles qui lui étaient adressées. Il ne publia rien, mais rédigea ou commença de rédiger quelques mémoires sur des phases importantes de sa carrière, le siège de Dunkerque, par exemple. La lettre citée plus haut de

1. Les *Mémoires de Monsieur le cardinal Reynaud d'Este* furent publiés après sa mort (Cologne, 1677, 2 vol. in-12) par un secrétaire qui intercale dans son récit quantité de lettres de personnages officiels, et qui ne s'explique pas très clairement sur les conditions dans lesquelles il fut en mesure de compiler cet ouvrage : « Le peu de fortune que j'ay fait durant tant d'années avec luy, aussi bien que la façon dont j'ay agy pour me retirer après sa mort avec les bonnes grâces de sa maison, ôtera tout soupçon de flatterie dans les choses qui luy sont avantageuses : et s'il y en a où la critique veuille mordre, on sçait assez, avec Sénèque, que les vertus les plus adustes sont toujours voisines de quelque extrémité vicieuse. »

2. *Journal inédit*, publié par Frédéric Masson. Paris, 1884, p. 380.

3. Minute autographe, 29 juillet 1661, *Correspondance d'Angleterre*, aux Affaires étrangères, t. LXXII, fol. 86.

Chapelain montre qu'il laissait lire volontiers ses pièces d'archives à ses intimes. Un témoignage de M<sup>me</sup> de Motteville, dont il sera question plus loin, le confirme. Chapelain écrivait à propos du rachat de Dunkerque négocié par d'Estrades en 1662 : « Mais, Monsieur, comme cette heureuse négociation est un des plus mémorables exploits de paix qu'on ait encore vu et qu'il est impossible que vous n'en ayés gardé des mémoires fort exacts, si c'estoit une chose qui se pust communiquer à une personne aussi attachée à vous que je le suis, je tiendrois à faveur de les voir dans la mesme confidence que je vis le journal du siège de cette mesme place, pour n'en user que selon que vous l'ordonneriez<sup>1</sup>. »

D'autres allèrent plus loin, comme Brienne père, qui rédigea ses souvenirs, y insérant en foule des documents que ses fonctions officielles avaient mis entre ses mains. Hugues de Lionne commença une collection, en superbes copies avec une feuille enluminée pour chaque pays, de toutes les instructions aux ambassadeurs qu'il avait rédigées<sup>2</sup>. Des lettres de Mazarin, « où l'on voit le secret de la négociation de la paix des Pyrénées », parurent à Cologne en 1690 ; les Mémoires de Brienne, à Amsterdam en 1717. En 1660, 1667, 1695, etc., parurent des lettres de Richelieu, « où l'on voit la fine politique et le secret de ses plus grandes négociations ». Vers la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et dans la première partie du XVIII<sup>e</sup>, les publications de ce genre se multiplièrent.

La demande faisant naître l'offre, les pièces intéressantes furent de plus en plus copiées par quiconque y avait accès, montrées, vendues, collectionnées, parfois corsées et embellies afin de les mieux vendre, parfois inventées, parfois volées<sup>3</sup>. Il en fut de ces papiers comme des médailles et des tableaux. Le grand-duc de Toscane Côme III de Médicis, grand amateur de documents, avait à Paris un fureteur à ses gages, le peu recommandable abbé Siri, qui lui envoyait en tas tout ce qu'il trouvait, du vrai ou du faux suivant l'occasion.

D'Estrades mourut en 1686. En 1709, cinq volumes in-douze furent publiés soi-disant à Bruxelles, mais réellement à La Haye, portant le titre de *Lettres, mémoires et négociations de M. le comte d'Estrades, ambassadeur de Sa Majesté Très Chrétienne auprès de Leurs Hautes Puissances Messeigneurs les États Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, pendant les années 1663 jusques 1668 inclus*. Si habitué qu'on fût à des

1. 11 décembre 1662, *Lettres — Documents inédits*, t. II, p. 280.

2. *Mémoires, Instructions et Depesches du Roy... ordonnées par S. M. au s<sup>r</sup> de Lionne — Cinq-Cents de Colbert*, à la Bibliothèque nationale, t. 334, 336.

3. Sur les vols de documents, les pages coupées, etc., à la Bibliothèque du roi en 1711 par Jean Aymon, voir Delisle, *Le Cabinet des manuscrits*, 1868, t. I, p. 399.

publications peu correctes, celle-ci fit scandale<sup>1</sup>. La même année parurent des *Remarques générales sur un livre qui a pour titre : Lettres* (etc., reproduction du titre). Le texte de cette brochure et quelques annotations manuscrites que porte l'exemplaire de la collection Clairambault<sup>2</sup> ne laissent guère de doute que son auteur était « M. de La Roque, secrétaire du Conseil de dedans pendant la Régence », et que ces papiers avaient été collectionnés par le peu scrupuleux diplomate Abraham de Wicquefort, qui fut en relations confiantes avec d'Estrades et avec les États-Généraux, et vendus au libraire par son fils, qui valait encore moins. C'est pour avoir gardé et cédé à un étranger des lettres interceptées qu'il était seulement chargé de traduire, que Wicquefort fut emprisonné en 1675. La nature de la publication de 1709 est ainsi appréciée au cours de la brochure de La Roque : « Pour ce qui regarde les dépêches rapportées dans les mémoires imprimez, il n'y en a pas trente d'entières ; toutes les autres sont tronquées et défigurées par des fautes tant du copiste que de l'imprimeur. Il y en a de mutilées dès le commencement, d'autres au milieu ou aux derniers articles et communément partout<sup>3</sup>. »

Mais d'Estrades était célèbre et le goût pour ces documents était vif ; les éditions augmentées se succédèrent où se mêlaient le vrai et le faux<sup>4</sup>. On ne s'est appliqué avec soin que de notre temps à les séparer ; ce fut surtout l'œuvre de M. Jaroslav Goll dans deux remarquables articles publiés en 1877 par la *Revue historique* (t. III, p. 283 ; t. IV, p. 278), et de MM. de Saint-Léger et Lemaire en divers articles, fruits de patientes recherches, et finalement dans l'Introduction à leur *Cor-*

1. Dans son avis liminaire, l'auteur de la publication vante sa marchandise : « Le Cabinet de France », le plus « impénétrable » de tous, livre ici ses secrets. « Comme il importe peu au public d'apprendre par quel moyen ces mémoires me sont tombez entre les mains, je ne l'en informerai point » ; il lui suffira d'être assuré de leur exactitude ; « je me suis fait une espèce de Religion de n'y pas changer la moindre chose. » Et il fait là-dessus débiter la troisième pièce de son recueil par ces mots révélant nécessairement la plus maladroite coupure : « Il me reste à parler de ceux dont je suis entré en conversation avec le Pensionnaire... », t. I, p. 7.

2. N° 580, fol. 753, à la Bibliothèque nationale.

3. Page 49.

4. 1718, 1719, 1743, sans parler des *Lettres et négociations* relatives à la paix de Nimègue, 1710, qui parurent, de plus, en anglais, à Londres, la même année. Voir *Les diverses éditions des Lettres, mémoires et négociations de M. le comte d'Estrades*, par M. de Saint-Léger, dans le *Bibliographe moderne*, t. XXI, p. 89.

Un exemplaire de l'édition de 1719, à la Bibliothèque nationale, porte, en écriture du temps, des notes manuscrites signalant une foule de documents qui manquent dans la série. Les instructions de Richelieu du 12 novembre 1637, par lesquelles débute la publication, ne sont l'objet d'aucune remarque, sauf au sujet de M<sup>me</sup> de Chevreuse, appelée une fois par erreur Mademoiselle.

*respondance authentique de Godefroï, comte d'Estrades* (Société de l'Histoire de France, 1924).

Les éditions subséquentes contenaient beaucoup plus de documents authentiques et intacts que la première ; mais encore pas mal de pièces fausses, tronquées, offrant de surprenantes interpolations et maintes erreurs.

On avait pensé jusqu'ici que des faux si grossiers étaient l'œuvre d'un Wicquefort père ou fils, d'un publiciste sans scrupules, de quelque secrétaire famélique, infidèle et maladroit. La conclusion que donnent à leurs travaux MM. de Saint-Léger et Lemaire est que le faussaire fut d'Estrades lui-même. Il aurait préparé une publication de ses archives, y aurait ajouté des documents de sa composition et aurait orné sa biographie de péripéties imaginaires.

Pour faire admettre que ce maréchal de France, cet ambassadeur, ce défenseur et preneur de villes, ce négociateur de quelques-uns des plus importants traités du siècle, estimé de tous, ait pu s'abaisser si gauchement et si bas, il faudrait des preuves bien fortes. Quelles sont celles qu'apportent ses critiques ? Elles ne sont, à la vérité, rien moins que probantes.

Leur raisonnement consiste à dire, d'abord, que d'Estrades a réellement commis ce méfait, ensuite qu'il en était bien capable. « C'est bien lui », disent-ils, « qui a fabriqué les fausses pièces... Il fabriqua ou fit fabriquer par son secrétaire des documents comme d'autres faisaient ou faisaient faire leurs mémoires. » Les passages interpolés dans les lettres authentiques sont aussi de lui. « Il parvint ainsi à imposer à l'opinion de ses contemporains et à la postérité l'image qu'il voulait qu'on eût de lui<sup>1</sup>. »

Ces assertions si positives sont intenable et il devrait suffire pour le montrer, sans avoir à entrer dans aucun détail, de rappeler que les éditeurs de la *Correspondance authentique* reconnaissent eux-mêmes que les pièces falsifiées soi-disant par d'Estrades fourmillent d'erreurs grossières, injustifiables et sans aucun objet. « Certes », disent-ils, « il y a de nombreuses erreurs de dates et de lieux, des inexactitudes quand il s'agit des personnes, des détails fantaisistes, des bévues, des contradictions absolues avec des faits que nous connaissons par ailleurs<sup>2</sup>. » Nous

1. Introduction, p. xxxvi, xl, xli.

2. Introduction, p. xxxi. Goll dit de même : « En fait d'indications de lieu et de date, ... il ne faut pas demander aux *Ambassades* » — c'est l'édition de 1718 de la *Correspondance imprimée* — « la moindre exactitude » (*Rev. histor.*, 1877, t. IV, p. 316).



n'avons pas besoin d'en savoir plus pour être fondés à déclarer que l'auteur de falsifications si mal réussies ne saurait être d'Estrades, qui, nanti de ses abondantes archives, pouvait éviter, sans aucune peine, de si ridicules faux-pas et ne se serait jamais, par exemple, représenté, ainsi qu'on le voit dans la deuxième pièce des *Ambassades*, comme descendant à Londres chez Bellièvre, qui était alors à Paris.

Mais, disent MM. de Saint-Léger et Lemaire, « l'auteur se montre bien renseigné au sujet de la carrière de Godefroi d'Estrades ; il est au courant de ses relations avec Richelieu, Mazarin » et bien d'autres ; « il est instruit des affaires de France et de la politique extérieure ; il n'ignore rien du mécanisme gouvernemental si compliqué dans la République des Provinces-Unies » (p. xxxi).

Il ne saurait résulter de là quoi que ce soit au détriment de d'Estrades. Un Wicquefort, un secrétaire quelconque, fidèle ou infidèle, en auraient su tout autant.

Un autre fait, et qui semble constituer aux yeux des deux auteurs la preuve la plus solide de leurs allégations, est celui-ci : « Ce qui frappe », disent-ils, « à la lecture de certains documents des *Ambassades*, c'est qu'ils ont été fabriqués ou falsifiés pour la plus grande gloire de Godefroi d'Estrades... On invente des missions qu'il n'a pas eues et on lui fait jouer le premier rôle dans celles où il a été employé en sous-ordre... Si le document est interpolé, le passage ajouté est tout à l'honneur de d'Estrades » (p. xxxii).

Encore un argument qui, à notre humble avis, ne prouve absolument rien. Le brocanteur et vendeur des papiers avait tout autant de raisons de grossir son personnage et de le rendre le plus intéressant possible, afin de mieux écouler sa marchandise. Les avis du libraire en tête des éditions imprimées portent aux nues le héros de leur publication, qui a peut-être surpassé « tous les habiles gens que Louis XIV a eus à son service ». Et le rédacteur de cette même préface de la publication de 1718 attire l'attention du lecteur sur le conseil qu'aurait donné d'Estrades d'ouvrir les écluses de Muyden en 1672 : or, ce passage est une interpolation dans une lettre vraie, propre, pense le libraire, à lui valoir des acheteurs ; de là son insistance.

Le cas n'est nullement isolé ; celui de La Beaumelle et des lettres de Mme de Maintenon publiées par lui à partir de 1752 est très semblable à celui-ci. Trouvant un peu ternes les lettres vraies sur lesquelles le trop confiant Louis Racine lui avait permis de mettre la main, il les embellit et enjoliva, et réussit si bien, car, malheureusement, disait Vol-



taire, il avait de l'esprit (ce qu'on ne saurait reprocher aux falsificateurs de d'Estrades), que plusieurs des traits les plus célèbres de M<sup>me</sup> de Maintenon ont reçu, non pas d'elle, mais de lui, la forme sous laquelle ils sont couramment cités. L'édition des *Mémoires de la vie de Théodore-Agrippa d'Aubigné*, parue à Amsterdam en 1731, n'est « qu'une paraphrase du texte original... les éditeurs ont tronqué et allongé certains récits, supprimé des pages entières ou intercalé des anecdotes plus que suspectes<sup>1</sup> ».

Mais il est possible de fournir une contre-preuve plus directe. Si d'Estrades avait été le faussaire éhonté qu'on nous présente, désireux de paraître à tout prix en plus belle posture que de droit devant la postérité, il n'aurait pas manqué de supprimer les lettres où il recevait des blâmes. Or, il n'en est rien, témoin celle du roi du 12 août 1661 qui figure dans les éditions imprimées et dans les manuscrits rouges dont il sera question plus loin, et où il est vertement réprimandé pour n'avoir pas envoyé son carrosse à l'entrée des ambassadeurs de Venise<sup>2</sup>.

Une des additions destinées à faire valoir d'Estrades, citée à l'appui de leur thèse par les auteurs de l'Introduction, est tellement contre nature qu'elle suffirait à montrer que le maréchal ne peut avoir été l'auteur de ces remaniements. Dans une lettre du 22 juin 1657, « Mazarin félicite le comte d'Estrades de la conduite de son fils à la prise de la ville de Nono. Quelques lignes ont été introduites dans le texte et elles attribuent tout l'honneur de cette conquête à d'Estrades lui-même » (p. xxxii). Non seulement Mazarin, qui avait une connaissance plus directe de ce soldat que ses critiques de maintenant, pensa, comme le

1. L. Lalanne, notice en tête de son édition des *Mémoires*, 1854, p. x. Les retouches dans les documents originaux n'avaient alors rien de rare. On sait avec quelles altérations, dues à Port-Royal même, parurent les *Pensées* de Pascal en 1670. Les *Mémoires* de M<sup>me</sup> de Motteville furent publiés en 1723 sans qu'on sache d'après quel manuscrit. Il existe, à la bibliothèque de l'Arsenal, un manuscrit partiel de ces *Mémoires* ayant appartenu à Conrart, ami de l'auteur ; il contient maint passage de « forme plus vive, plus colorée, plus originale » que le texte imprimé (Goll, *ut supra*, p. 292). Peut-être est-ce à Conrart lui-même que seraient dus des embellissements imaginés en ce cas par amitié. Son « silence discret » empêche d'être affirmatif ; voilà en tout cas deux rédactions fort différentes. Le premier essai d'édition générale des lettres de M<sup>me</sup> de Sévigné, donné en 1734 par le chevalier de Perrin, était, bien qu'autorisé, très fautif. Même chose en Angleterre où parurent, en 1733, les *Memoirs of the secret services of John Macky* (traduction française, même date), publiés par son fils, lequel lui attribua une série de caractères ou portraits qui sont en réalité (retouches et falsifications mises à part) de l'évêque Burnet. Voir W. A. Shaw, *Times Literary Supplement*, 14 et 21 juin 1928.

2. *Cinq-Cents de Colbert*, à la Bibliothèque nationale, t. 334, fol. 42. La même lettre, mais datée du 13, est dans les éditions imprimées et dans les « manuscrits rouges ». *Mémoires et documents — Angleterre* (aux Affaires étrangères), t. XXVII, fol. 9. La lettre est de ton très désagréable.

montre sa lettre, ne pouvoir faire plus de plaisir au père qu'en le félicitant de la bravoure de son fils, mais un tel acte ne correspond en rien à ce que ses lettres authentiques nous montrent du caractère de d'Estrades. Loin de s'attribuer toutes les prouesses, il ne cesse de mettre en lumière celles de ses officiers, de les louer, de demander pour eux de l'avancement. Il termine ainsi sa *Relation du siège de Dunkerque* : « Le s<sup>r</sup> d'Estrades doit randre ce tesmoignage à tous les officiers qu'ils ont eu une patience extraordinaire à souffrir toutes les incommodités du siège, qu'ils sont allés au devant de tout ce qui estoit nécessaire pour le service et qui leur estoit proposé par le s<sup>r</sup> d'Estrades. » Les plus méritants sont ensuite nommément désignés. Et le même d'Estrades se serait abaissé à retirer du front de son fils, un débutant aux armées, le brin de laurier qu'avec la bonne grâce qui lui était propre le cardinal s'était plu à y poser !

Les faux les plus importants, si ce sont réellement des faux absolus, imaginés à l'avantage de d'Estrades, concernent une mission en Angleterre que Richelieu lui aurait confiée à l'automne de 1637 ; c'est avec ce frontispice que s'ouvre l'édition de 1718 de la correspondance parue sous le titre d'*Ambassades et Négociations*. Ces documents circulèrent de bonne heure et sont cités par divers écrivains bien avant les publications imprimées, notamment par Wicquefort, et il n'y a rien là que de naturel si c'était lui le remanieur ou faussaire<sup>1</sup> ; par le P. d'Orléans, qui en eut connaissance avant 1694, date de son *Histoire des Révolutions d'Angleterre*<sup>2</sup> ; par M<sup>me</sup> de Motteville, qui intercale dans ses Mémoires, au milieu de l'année 1644, une digression relative à la mission de d'Estrades, qui lui aurait montré lui-même les papiers s'y rapportant<sup>3</sup>.

La mission est-elle imaginaire et les trois pièces qui s'y rapportent sont-elles, comme le pensent Goll et MM. de Saint-Léger et Lemaire,

1. Dans la première partie de son *Histoire des Provinces-Unies des Pays-Bas*, commencée avant sa condamnation en 1675 à la prison perpétuelle, et où il dit : « Ce ministre (Richelieu) avoit envoyé en Angleterre le colonel d'Estrades pour tâcher d'obliger la Reine, qui gouvernoit le Roy son mary, de le disposer à entrer dans les interests de la France contre ceux d'Espagne », etc., édit. Lenting, Amsterdam, 1861, t. I, p. 49.

2. Paris, 3 vol. in-4°, t. III, p. 39. Les « copies » utilisées par l'auteur devaient être sensiblement antérieures, car il dit dans l'avertissement de ce tome qu'il en a eu connaissance par le P. de La Rue, qui avait fait faire ces extraits « autrefois » (p. xxxv). MM. de Saint-Léger et Lemaire prétendent que le P. d'Orléans met en cause d'Estrades lui-même, en invoquant « le caractère du copiste » (*Correspondance authentique*, p. xxxvi). Le moins qu'on puisse dire d'une telle interprétation du mot copiste est qu'elle est singulièrement risquée.

3. L'abbé de Choisy (1644-1724) parle aussi de cette mission (*Mémoires*, édit. Lescure, t. I, p. 43), mais il vécut vieux et écrivit tard ; il est possible qu'il se soit servi des éditions imprimées.

des faux absolus, ou seulement de maladroits remaniements de pièces vraies, comme c'est le cas pour tant d'autres documents des éditions imprimées? La question demeure incertaine. Sans doute, les originaux de ces trois pièces n'ont pas été retrouvés, mais le cas n'est pas unique. Ce qui est dit, d'autre part, de l'impossibilité, en raison de ce que nous savons des mouvements de d'Estrades, qu'il ait été à Londres, en novembre 1637, n'est pas justifié par les faits. Voici les dates des trois documents des *Ambassades* et des pièces authentiques citées pour prouver cette impossibilité :

12 novembre 1637. — Instructions de Richelieu envoyant d'Estrades à Londres (*Ambassades*, I, 1).

24 novembre. — D'Estrades rend compte de sa mission (*Ambassades*, I, 3).

2 décembre. — Richelieu remercie et prie d'Estrades de se rendre en Hollande (*Ambassades*, I, 9).

12 décembre. — Brasset signale la présence à La Haye de d'Estrades, qui prépare la prochaine campagne militaire (*Correspondance authentique*, I, 1).

Entre le 17 et le 31 décembre. — Lettre de Richelieu disant que l'envoi (un nouvel envoi?) de d'Estrades en Hollande est décidé (*Correspondance authentique*, I, 1).

31 décembre. — Instructions pour d'Estrades allant en Hollande s'occuper de la prochaine campagne (*Ibid.*).

1<sup>er</sup> janvier 1638. — Départ de Dieppe, avec l'ambassadeur hollandais à Paris, Vosberghen; tempête, débarquement forcé à Margate, séjour à Londres, arrivée à Rotterdam, 4 février (rapport de Vosberghen; Goll, *Revue historique*, t. III, p. 293).

Il n'y a nulle impossibilité matérielle à ce que d'Estrades ait été à Londres en novembre, se soit trouvé en Hollande le 12 décembre, conformément à des instructions qu'il aurait reçues du cardinal par lettre du 2 du même mois, soit venu rendre compte à Paris et ait été de nouveau envoyé en Hollande par instructions du 31.

Les dires de Mme de Motteville peuvent s'expliquer de bien des manières autres que par un mensonge énorme, avec faux à l'appui, dont d'Estrades se serait rendu coupable : soit que la mission ait été réelle, soit que le passage en question des Mémoires se trouve, comme le suppose Goll, apocryphe, soit que, écrivant des années après un entretien où d'Estrades lui aurait seulement parlé, avec pièces à l'appui, de

son voyage forcé à Londres en janvier 1638<sup>1</sup>, elle ait confondu les deux, ait voulu se rafraîchir la mémoire et l'ait fait avec les documents, à tout le moins remaniés, qui circulaient déjà.

Mais, selon MM. de Saint-Léger et Lemaire, la mission est imaginaire; les pièces qui s'y rapportent sont d'un bout à l'autre des faux absolus; le coupable, et c'est d'ailleurs le seul point qui rentre réellement dans le cadre de cette étude, est d'Estrades.

Pour quel motif aurait-il perpétré des actes aussi graves? Pour corser, pensent-ils, et orner sa biographie aux premiers temps de sa double carrière. Il aurait déploré « les débuts modestes de sa fortune. Il voulut embellir son passé » (p. xxxix). Simple supposition et difficile à soutenir; cette carrière avait été, en effet, dès le début, des plus brillantes; il s'était tout de suite distingué sur les champs de bataille et peu après dans les chancelleries, pris en gré par le prince d'Orange, le cardinal de La Valette, le cardinal de Richelieu et tous ceux sous les ordres de qui il avait servi, connu dans le beau monde et même au pays des Précieuses, où il figurait sous le nom de Théodat. Il devait lui paraître d'autant moins nécessaire de s'attribuer une fausse mission à Londres en 1637 afin d'étoffer sa biographie que Richelieu, comme le signalent ses critiques eux-mêmes, lui en avait réellement confié une en Hollande à la fin de cette même année, une autre au début de 1638, une à Turin, aussi en 1638, et plusieurs autres par la suite en divers lieux<sup>2</sup>.

Il y a plus encore. Au tome XXVII des *Mémoires et documents, Angleterre*, aux Affaires étrangères, sur des volumes qui contiennent de ces copies de sa correspondance que d'Estrades aurait falsifiées, en vue de la postérité, figure, au fol. 241, un interminable « Estat des pouvoirs, commissions, offices et dignitez accordez en differents temps à Monsieur le maréchal d'Estrades, suivant la datte des provisions qui en restent en ses mains ». Ce document n'a guère pu, en tout cas, être rédigé que par lui-même<sup>3</sup>. Or, dans cette liste de pièces constituant son *curriculum vitae*, rien n'est dit des « lettres de créance » auprès de Charles I<sup>er</sup>, dont, selon les instructions attribuées à Richelieu, du 12 novembre

1. On ne sait à quelle époque de sa vie elle rédigea ses Mémoires. MM. Bourgeois et André pensent que ce fut dans sa vieillesse (*Sources de l'Histoire de France, XVII<sup>e</sup> siècle*, n° 773). En tout cas, l'interpolation se rapportant à 1637 est insérée, comme il a été dit, au milieu du récit de l'année 1644.

2. Introduction, p. iv et v.

3. L'original dû à d'Estrades devait s'arrêter aux pouvoirs pour la paix de Nimègue, 1676; mais un autre copiste ajouta plus tard : « Et il fut gouverneur de M. le duc de Chartres au mois de janvier, 1685. »

1637, il aurait été muni. Imagine-t-on un d'Estrades assez désireux de pouvoir se targuer d'une telle faveur pour l'inventer, et en même temps faussaire assez maladroit pour omettre, dans la liste des documents marquants de sa carrière, toute allusion à son titre de mission, laquelle aurait été cependant une mission en forme régulière, l'envoyé étant porteur de lettres de créance? C'eût été se démasquer pour le plaisir<sup>1</sup>.

Par des moyens qui, pour d'Estrades comme pour bien d'autres, nous sont inconnus, grâce peut-être à la complicité de quelque secrétaire du maréchal ou commis des Affaires étrangères, à l'effronterie de quelque publiciste du type de Wicquefort ou La Beaumelle, à la complaisance mal inspirée de la famille elle-même à une date ultérieure, des copies en plusieurs volumes d'une partie importante de la correspondance de d'Estrades furent réunies avant que parussent les éditions imprimées et se trouvent maintenant dans les bibliothèques publiques de plusieurs pays d'Europe. Toutes contiennent, avec beaucoup de pièces vraies, pas mal de pièces fausses. Aucune ne cadre exactement avec aucune des éditions imprimées. Une de ces collections, en belle reliure rouge, aux armes, était en 1735 en la possession de la famille d'Estrades, ce qui, disent les éditeurs de la *Correspondance authentique*, est « assurément un peu troublant ».

Mais non, semble-t-il, pas même un peu. Nous savons, par une note de Clairambault, généalogiste des ordres du roi et grand collectionneur de papiers politiques, qu'à cette date un certain abbé Muret lui communiqua une masse de documents originaux provenant des archives de d'Estrades et apparemment ces dix beaux volumes de copies<sup>2</sup>. Clair-

1. Si l'on disait que ses lettres de créance n'étaient pas des documents qui aient pu « rester en ses mains », il y aurait lieu de répondre qu'il en est de même pour ses ambassades ultérieures en Angleterre et en Hollande, pourtant dûment mentionnées, à cause de leur importance.

L'omission n'est, d'ailleurs, surprenante que dans le cas d'une mission à laquelle d'Estrades aurait attaché un prix hors pair et qu'il aurait inventée pour embellir sa carrière, à la différence de diverses autres qui étaient des faits courants dans sa vie et qu'il ne mentionne pas.

2. En tête de la collection, formant aujourd'hui les mss. Clairambault n° 572 à 582 à la Bibliothèque nationale, on lit cette inscription : « Recueil des négociations de M. le comte d'Estrades... en 1637 à 1668 inclus, dressé sur... Et sur des originaux et minuttes originales communiqués par M. l'abbé Muret en 1735 » (ms. 572). Il est probable, mais non certain, que ce fut l'abbé qui communiqua aussi les beaux manuscrits rouges auxquels il eut lui-même sûrement accès et dont Clairambault fit usage pour une sorte d'inventaire comparatif dressé par lui de cette correspondance tant écrite qu'imprimée. Cet « Inventaire et abrégé des négociations » forme, dans sa série, un manuscrit préliminaire, n° 571. A diverses reprises, au cours des extraits, analyses et comparaisons de pièces qu'il contient, figure la mention : « Extraits faits par M. l'abbé Muret », et ce sont, du reste, plutôt des analyses. Dans la note liminaire, fol. 3, les manuscrits rouges sont mentionnés comme ayant été utilisés pour ces comparaisons.



rambault dressa l'inventaire des copies et les rendit à la famille, aux mains de qui on les retrouve par la suite<sup>1</sup>, et conserva, dans des conditions certainement honorables, mais sur lesquelles nous ne savons rien, les pièces originales, aujourd'hui, avec le reste de ses papiers, à la Bibliothèque nationale.

Que la famille ait possédé au XVIII<sup>e</sup> siècle ces volumes n'a rien de dommageable ni pour elle, ni à plus forte raison pour le maréchal. Même si elle avait suspecté qu'ils contenaient des pièces fausses, il n'y aurait rien eu que de naturel qu'elle souhaitât être nantie d'une de ces collections. Le plus probable est que les descendants de d'Estrades ne se préoccupèrent guère de faire des comparaisons et gardèrent ces volumes comme une curiosité de famille.

Les critiques de d'Estrades vont plus loin et affirment qu'on ne pourra plus douter qu'il ait fabriqué lui-même les fausses pièces « quand on sera sûr qu'elles existaient dans ses papiers, non seulement en 1735 — comme nous le savons déjà par Clairambault — mais de son vivant » (p. xxxvi).

La réponse est que : 1<sup>o</sup> l'existence dans ses papiers de copies de pièces fausses ne prouverait pas plus qu'il en fût l'auteur, que la présence chez un de nos hommes politiques d'une caricature encadrée le représentant ne prouverait qu'il l'eût dessinée, ou celle, chez un écrivain, d'une édition « piratée » ou falsifiée de ses œuvres ne montrerait qu'elle est de sa composition ; 2<sup>o</sup> nulle preuve n'est fournie que les pièces fausses étaient dans les papiers de d'Estrades de son vivant. Ce qui est dit à ce sujet est l'inverse d'une preuve.

Les critiques du maréchal appuient, en effet, leur dire sur le fait que l'abbé Siri, déjà mentionné, envoya, en 1684, à son patron, le grand-duc de Toscane, « six groupes de documents relatifs aux négociations de d'Estrades... Il est impossible de n'être pas frappé des rapports qui existent entre ces groupes et le groupement des lettres dans les volumes rouges ». D'où il semble qu'on devrait conclure simplement que, dans les deux cas, les copistes suivaient, non, du reste, sans variantes, une même copie. Mais les auteurs de l'Introduction à la *Correspondance authentique* concluent que « les copies envoyées par Vittorio Siri au duc Côme ont été certainement faites d'après les copies communiquées par d'Estrades ». Il y a là un *non sequitur* évident.

1. Sur ce que devinrent les manuscrits rouges, aujourd'hui aux Affaires étrangères, voir A. de Saint-Léger, *Les papiers du maréchal d'Estrades* (*Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, 1924, p. 196 et suiv.).

Sur ce point encore, il est possible, au surplus, de fournir une contre-preuve positive. D'Estrades était au fait du peu de conscience avec lequel Siri approvisionnait son maître et nous savons ce qu'il en pensait. Dans un entretien sur ce peu scrupuleux abbé, dont il blâmait « le style et la manière », d'Estrades déclara à son interlocuteur, Primi Visconti, qui plaidait les circonstances atténuantes, que Siri « aurait mieux fait d'imprimer en français ou en italien, dans leur propre style, [les mémoires qu'on lui avait donnés], sans les abîmer par le sien, et qu'il savait qu'ils étaient faux par la malice de plusieurs personnes qui les lui avaient fournis<sup>1</sup> ». Peut-on imaginer que d'Estrades se serait plu à proclamer sa propre « malice » et à mettre les gens en garde contre des faux dont il serait l'auteur?

C'est cependant ce que font les éditeurs de la *Correspondance*, si persuadés que d'Estrades ne peut être que dans son tort qu'après avoir cité ce passage ils s'écrient : « Évidemment d'Estrades savait à quoi s'en tenir ! » Évidemment, il le savait ; de là son blâme à l'adresse des malintentionnés. Le raisonnement des deux critiques est difficile à suivre<sup>2</sup>.

#### IV

Ayant prouvé, dans la mesure qu'on a vue, que le maréchal était un faussaire, M. de Saint-Léger et le Dr Lemaire s'appliquent à montrer qu'il était bien homme à commettre des faux, ce qui n'est, du reste, qu'un raisonnement subsidiaire, car ce n'est pas la même chose que

1. *Mémoires de la cour de Louis XIV*, trad. de l'italien et publ. par Jean Lemoine, Paris, 1908, in-8°. Visconti déclare n'avoir jamais voulu aller chez Siri, ayant été averti qu'il était « toujours le premier à dire du mal de la Cour et des affaires, pour rapporter au Roi ce que les autres disent ». Il avait débuté « comme espion de la France lorsqu'il était religieux à Venise », p. 242, 243.

2. Sans avoir rien dit de cette supposition au cours de leur essai de démonstration que les pièces fausses auraient figuré dans les papiers de d'Estrades lui-même, les auteurs de l'Introduction à la *Correspondance* suggèrent incidemment, à la fin d'une note, plusieurs pages plus loin, que, « autant qu'on en peut juger, les manuscrits rouges sont de la main du secrétaire qu'il avait dès l'année 1662 » (p. xli, note 3). Il est permis de penser que si les auteurs avaient attaché eux-mêmes beaucoup d'importance à cette hypothèse, ils en auraient tiré un autre parti à l'endroit où ils discutaient précisément cette question. Il convient de faire remarquer, au surplus, que : 1° les manuscrits rouges ne semblent pas avoir appartenu à d'Estrades : ils offrent sur les plats et sur le dos des couronnes de marquis que portèrent ses fils et petits-fils et non lui ; c'est plutôt eux que lui qui les auraient fait ajouter comme surcroît d'ornementation à ses armes et à ses bâtons de maréchal ; 2° que le fait même d'une telle possession ne prouverait pas, comme il a été déjà dit, qu'il fût l'auteur du contenu, un contenu surtout si rempli de bévues et d'erreurs.

d'être capable de commettre un crime et de l'avoir commis. Leur recherche est conduite dans l'esprit révélé par la citation précédente. Obligés par leur première assertion de prouver la seconde, ils se sont livrés à de minutieuses recherches, interprétant au pire tous les actes, tous les écrits, toutes les paroles de d'Estrades. Comme il n'est plus là pour en fournir l'explication, ils ont beau jeu et l'on se demande quelle réputation pourrait tenir devant de telles investigations dont la conclusion est pour ainsi dire déterminée d'avance.

Il ne semble pas cependant impossible de répondre, sans que l'ombre de d'Estrades ait à s'en mêler. « Diplomate », disent ses critiques, « il n'avait pas hésité, lorsqu'il l'avait jugé utile, à truquer les dépêches officielles qui lui étaient adressées » (p. xxxvi), et ils donnent pour preuve deux copies remaniées, communiquées, allèguent-ils, à un prince étranger, de lettres officielles reçues par lui. A ceci nous répondons, d'abord, que les envoyés diplomatiques avaient un pouvoir d'appréciation ; ils étaient libres de remettre, en de telles occasions, des paraphrases plutôt que des copies littérales, et ils étaient *tenus* de le faire (et ils le sont encore) lorsque le document original était, comme dans les cas cités, chiffré en tout ou en partie. Colbert de Croissy avertit Lionne qu'il a fait divers changements à un exposé que celui-ci l'avait chargé de soumettre à Charles II et qu'il lui avait envoyé tout rédigé d'avance<sup>1</sup>. Les « copies » qui auraient été remises au prince d'Orange par d'Estrades sont fortement remaniées, mais gardent la même portée générale que les originaux ; un passage trop vif, relatif à ce prince, est supprimé ; son pouvoir d'appréciation le lui permettait. Mais surtout, et là paraît la propension des deux critiques à interpréter au pire tout ce qui concerne d'Estrades, la remise effectuée ou projetée de ces copies remaniées au prince d'Orange est purement hypothétique. Ils intitulent leurs reproductions de ces pièces, qui ne portent aucune indication quelconque quant à l'usage auquel elles étaient destinées<sup>2</sup> : « Copie arrangée par d'Estrades pour être communiquée au prince d'Orange ; » ils le déclarent, mais n'en savent rien et le reconnaissent à demi dans une note où ils disent (p. 88) que cette pièce « avait été sans doute arrangée ainsi par d'Estrades en vue de la com-

1. « J'ai même changé en bien des endroits la beauté de la diction, ne m'attachant qu'à la bonté des raisons, afin que mon discours ne parût pas étudié ni sentir la harangue, pour lesquelles le roi d'Angleterre a beaucoup d'aversion ». 2 octobre 1670, *Correspondance d'Angleterre*, aux Affaires étrangères, t. XCVIII, fol. 174.

2. Même les mots « déchiffré » et la date, mis en tête, ne sont pas de d'Estrades, mais bien *alia manu*. Ce n'est donc pas d'Estrades qui qualifie ce document de déchiffrement.

muniquer au prince d'Orange ». On est bien plus fondé à croire que d'Estrades avait développé ainsi, pour son usage, les instructions reçues, établissant le thème de ses conversations futures avec le prince, et d'autant plus que, dans l'un des deux exemples cités, il ne paraphrase pas un seul document, mais à la fois une lettre de Richelieu et une de Chavigny. Il n'y a rien là que de conforme aux usages ; plus d'un envoyé, encore aujourd'hui, prépare ses conversations importantes par écrit, pour sa commodité, disposant les arguments qui lui sont fournis de la manière la plus propre à faire effet et y ajoutant ceux qui lui viennent à l'esprit. Ces additions de leur cru étaient souvent recommandées aux ambassadeurs d'autrefois<sup>1</sup>. Rien dans tout cela d'où l'on puisse déduire la moindre preuve que l'auteur était homme à commettre des faux.

Un détail mérite l'attention. Les deux critiques font commencer leur transcription des documents incriminés par le mot : « Monsieur », ce qui donne à ces pièces, conformément à leur thèse, plutôt l'air d'une copie à remettre que d'un thème de conversation future. Or, ce mot est de leur invention et ne figure pas dans les deux rédactions de d'Estrades. On sait comment ils auraient qualifié une telle liberté, qui n'est pas la seule<sup>2</sup>, sous une autre plume que la leur.

Une lettre de Mazarin à d'Estrades du 1<sup>er</sup>, et non du 31, août 1643 est insérée page 168 de la *Correspondance*, avec cette remarque : « C'est d'Estrades qui a falsifié la date sur l'original en faisant précéder le chiffre 1 du chiffre 3, de façon à obtenir 31. » Aucun motif n'est allégué pour ce « faux », et il ne semble pas que d'Estrades, s'il a réellement formé lui-même ce chiffre, ce qui n'est pas facile à discerner, ait pu avoir d'autre dessein que de faire plaisir à ses critiques futurs. Ceux-ci ajoutent : « D'Estrades a, de plus, falsifié le texte, puisqu'il a ajouté de sa main le passage entre parenthèses<sup>3</sup> dans le blanc laissé entre le corps de la lettre et la formule de politesse. Cornelis Musch, greffier des États, était hostile à la France. D'Estrades lui fait des avances. »

Que l'envoyé ait cherché à nous ramener un étranger mal disposé pour la France n'est pas en soi fort blâmable ; qu'il l'ait fait par le moyen d'un « faux » ne peut se soutenir. S'il avait voulu en fabriquer

1. C'est ainsi que, par exemple, les instructions d'Antoine de Bordeaux, du 2 décembre 1652, lui prescrivent d'appuyer nos demandes « de toutes les raisons que lui pourra fournir son expérience et sa capacité ». *Correspondance d'Angleterre*, t. LXI.

2. L'amorce d'un paragraphe final, p. 85, dans la première des pièces en discussion, est une autre addition qui leur est due et qui ne figure pas dans le document autographe.

3. C'est-à-dire inséré entre parenthèses par les éditeurs de la *Correspondance* (p. 168) pour le distinguer du reste.

un, est-il probable qu'il l'aurait inséré de sa propre écriture? Ajouté, du reste, à une lettre à lui adressée par Mazarin, ce « faux » n'aurait pu avoir aucune influence sur Musch, et un d'Estrades faussaire n'aurait pas eu besoin d'avoir sous sa main un texte inventé par lui-même pour s'exprimer à l'avenant en conversation. Le grand blanc habituellement laissé alors entre la courtoisie et la signature était souvent utilisé pour ajouter des manières de post-scriptum; Ruvigny le fait constamment<sup>1</sup>. Le prétendu « faux » que le « faussaire » a pris soin d'écrire de sa main, afin de se mieux démasquer, n'est autre chose, selon toute probabilité, qu'un avis séparé que d'Estrades aura transcrit ici, à la place ordinaire des post-scriptum, pour ne pas l'oublier. Il y est question d'un envoi de chevaux destinés à la reine pour lesquels le cardinal se recommande à « M. Mus », qui lui avait déjà prêté son concours pour un envoi antérieur; il loue sa civilité et serait heureux de pouvoir, de son côté, lui rendre service à l'occasion<sup>2</sup>. L'envoi de chevaux, en tout cas, eut lieu; le cardinal remercie d'Estrades par lettre nullement falsifiée.

Une autre preuve que « ce que nous savons du maréchal d'Estrades ne doit pas faire rejeter l'idée qu'il ait pu commettre des faux » (p. xxxvi) est trouvée dans sa *Relation du siège de Dunkerque*, « qui est un panégyrique et un plaidoyer plutôt qu'un compte-rendu exact ». Même en admettant qu'il en soit ainsi, il est permis de penser qu'un homme peut écrire « un panégyrique et un plaidoyer » concernant ses actes publics sans que ce soit preuve qu'il y ait en lui le naturel d'un faussaire. Le panégyrique est d'ailleurs de ton assez modeste; si l'on y peut relever cependant une ou deux gasconnades de Gascon, en particulier relativement à ce qu'il lui restait de troupes à la capitulation (800 hommes, sans compter les malades, avait-il écrit sur le moment; 700 tout compris, dit-il dans sa *Relation*), les erreurs signalées sont de celles que peut commettre un auteur écrivant au courant de la plume (ce que montre l'état du manuscrit) des années, ce semble, après l'événement, comme lorsqu'il se trompe sur la date de la reddition de Gravelines<sup>3</sup>.

1. D'Estrades aussi parfois, La Meilleraye et bien d'autres de même. Voir des exemples, *Correspondance des Pays-Bas*, t. XXXII, fol. 192, 249, etc.

2. Il n'y aurait rien d'étonnant à ce qu'il s'agît d'une note à part, de Mazarin lui-même, que d'Estrades aurait remise à Musch (bonne manière de le flatter) et dont il se sera fait pour son compte la copie aujourd'hui incriminée. Nous ne dirons rien de la pièce citée p. 305 et qui, « rédigée probablement par ordre de Mazarin », selon ses critiques eux-mêmes, ne saurait incriminer d'Estrades.

3. « A la fin d'avril » au lieu du 19 mai. Si c'était libérer trop tôt les troupes espagnoles qui purent ainsi participer au siège de Dunkerque, c'était aussi diminuer la résistance de Gravelines, à laquelle d'Estrades avait contribué. M. Lemaire, dans son *Dunkerque sous la première*



Il est fort reproché, à d'Estrades, toujours au point de vue du mal dont il était capable, de s'être fait, spécialement lors de son admission dans l'ordre du Saint-Esprit, plus noble et de noblesse plus ancienne qu'il n'était. Un cachet de lui a été retrouvé, apposé sur une lettre, avec une couronne de comte, avant que sa mairie perpétuelle de Bordeaux lui ait donné un droit absolu à ce titre. Ce qui n'est pas dit est que rien n'était plus véniel que de telles prétentions à cette époque ; même les grands nobles s'attribuaient une imaginaire noblesse encore plus grande. La classe n'avait pas la fixité qu'on lui trouve en Angleterre, où d'une décision royale seule dépendait nomination ou promotion. En France, pour peu qu'on appartint à la noblesse, c'était chose courante que de se titrer à peu près comme on voulait, le titre de duc demeurant seul intangible. Le nombre de nobles portant des titres dont ils n'avaient pas hérité et qu'ils ne tenaient pas du roi (celui de marquis de préférence à tout autre ; c'était le titre à la mode) était prodigieux. Ce n'est pas par héritage que Simon Arnauld était marquis de Pomponne, ni que le grand Colbert était marquis de Seignelay, ni son fils non plus, car il se donna pour tel avant la mort du père ; même chose pour le marquis de Berny, fils de Lionne, qui lui-même n'avait pas hérité de ce titre. Le fils du comte de Grignan, gendre de M<sup>me</sup> de Sévigné, se faisait appeler le marquis de Grignan, joli titre, pensait-on, malgré Molière, surtout pour jeunes gens ; à la mort de son père, il abandonna le marquisat et prit à son tour le titre de comte de Grignan. Le fils de l'ambassadeur Colbert, marquis de Croissy, portait, du vivant de son père, le titre de marquis de Torcy ; à la mort de celui-ci, il hérita nécessairement du titre de Croissy, mais ne jugea pas à propos de le prendre et le repassa à son fils Jean-Baptiste. Le fils aîné de d'Estrades, lequel ne portait que le titre de comte et qui, d'ailleurs, dans sa *Relation* écrite à la troisième personne ne s'appelle lui-même que le sieur Destrades, prit du vivant de son père et porta toute sa vie le titre de marquis. On faisait, dans la plus large mesure, ce qu'on voulait.

Quand il s'agissait d'entrer dans cet ordre suprême du Saint-Esprit, dont Louis XIV a dit dans ses Mémoires que « c'est un des plus visibles effets de notre puissance que de donner quand il nous plaît un prix

*domination française* — *Union Faulconnier*, 1923, t. XX, p. 313, dit que, d'autre part, d'Estrades « avait intérêt à laisser certains points dans l'ombre et aussi à rédiger certains faits à la façon d'un homme qui a besoin de se défendre. » Ces remarques et celles figurant dans son *D'Estrades et Fitzjames* — *Ibid.*, t. XIX, p. 113, sont inspirées à M. Lemaire, qui croit au voyage à Londres en janvier 1652, par l'article de Gardiner.

infini à ce qui de soi-même n'est rien », l'usage était de fermer les yeux sur les preuves d'ancienne noblesse fournies par les personnages de marque ainsi honorés. Si un généalogiste complaisant faisait descendre d'Estrades d'un maréchal de France du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>, il n'allait pas aussi loin que Nicolas Chorier, généalogiste considéré, qui assignait pour ancêtre à Hugues de Lionne, « Homuleius Liones », vivant à Nîmes sous les Romains<sup>2</sup>. Le fils du drapier de Reims, « Au Long Vêtu », le grand Colbert, surpassa tous les autres par la passion (dont hérita son fils Séignelay) avec laquelle il se forgea, se faisant aider par nos ambassadeurs à Londres, une généalogie qui le rattachait à une illustre famille écosaisée alliée, lui assurait-on, à saint Cuthbert, <sup>vii</sup><sup>e</sup> siècle.

Il n'y a dans les reproches faits sur ce chapitre à d'Estrades rien qui vaille au point de vue de son aptitude aux bassesses dont on l'accuse.

A bien des détails paraît encore le désir des deux critiques de laisser dans l'esprit du lecteur, même lorsque l'affirmation n'est pas possible, un doute au moins, une impression défavorable au maréchal. Il est revenu, à diverses reprises, sur le fait que bon nombre de documents transcrits dans les manuscrits rouges, qui seraient dus à la plume du propre secrétaire de d'Estrades (p. xli, note 3), ont disparu : « Il est donc certain qu'on avait détruit ces originaux, comme n'offrant plus d'intérêt, et qu'on avait seulement conservé ceux qui n'avaient pas été copiés » (p. xxviii). Qui serait-ce « on » ? Il n'en est rien dit, mais il est difficile au lecteur de ne pas garder l'impression que ce devait être d'Estrades lui-même, le faussaire, peu désireux de comparaisons entre originaux et copies.

Les probabilités sont tout autres ; bien loin de « n'offrir plus d'intérêt » parce qu'ils avaient été copiés, les originaux avaient, au contraire, une grande valeur même marchande, et il y a beaucoup plus de chance pour qu'ils aient été vendus que détruits par quelque secrétaire ou copiste infidèle, agissant à la Wicquefort, plus probablement d'ailleurs après qu'avant la mort du maréchal. Il ne serait pas surprenant qu'on en découvrit un jour des restes dans quelque collection<sup>3</sup>.

1. Radulfe d'Estrades, maréchal de France en 1305. Cabinet des titres, carrés bleus, t. 257.

2. « Lionne estoit une famille de Nismes sous les Romains. On voit encore cette inscription : *T. Homuleio Lioni. Varinus Libertus.* » Nicolas Chorier, *Le nobiliaire de la province de Dauphiné*. Grenoble, 1697, t. III, p. 325.

3. M. de Saint-Léger a, dans un autre travail que le lecteur de son Introduction n'aura pas peut-être présent à l'esprit, envisagé l'hypothèse que la destruction pourrait être due à l'abbé Muret et qu'elle aurait été effectuée entre 1709 et 1735 (*Les papiers du maréchal d'Es-*

On peut voir encore le désir de prendre d'Estrades en faute dans ce qui est dit de sa tentative pour aller rejoindre Mazarin en janvier 1652 pendant le siège de Dunkerque. M. Lemaire déclare qu'il partit sur un désir exprimé par le cardinal<sup>1</sup>, ce qui laisse l'impression que celui-ci le mandait pour qu'il se justifiait des soupçons mentionnés plus haut. Mais c'est oublier que, comme on l'a vu, ce n'était pas sur la demande de Mazarin, c'était sur la pressante requête de d'Estrades que le voyage fut décidé : « Je vous supplie très humblement de me permettre de vous aller trouver... » », 14 décembre 1651.

De tout ce qui précède, il nous paraît résulter que le maréchal d'Estrades ne fut ni un traître, ni un faussaire, et que, malgré ce qu'il a plu à ses critiques anglais et français d'alléguer contre lui, on peut continuer de compter au nombre des honnêtes gens le défenseur de Dunkerque et le négociateur de Nimègue et de Bréda.

J. J. JUSSERAND.

*trades* — *Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, 1924, p. 196, 201). Il est difficile de concevoir quels motifs suffisants aurait pu avoir l'abbé. Quel qu'en soit l'auteur, détournement et vente sont plus probables que destruction.

1. *D'Estrades et Fitzjames* — *Union Faulconnier*, t. XIX, p. 119.

## LE PREMIER COMITÉ DE SALUT PUBLIC ET LA GUERRE

---

Le premier Comité de Salut public avait été formé, au lendemain même de la trahison de Dumouriez, par une coalition de la Plaine et de la Montagne, le 5 avril 1793. Comme son nom l'indique, il avait reçu pour mission essentielle de préserver le territoire de l'invasion qui partout battait les frontières. S'il ne resta que trois mois au pouvoir, s'il fut renversé, le 10 juillet 1793, c'est qu'il ne s'est pas acquitté de cette tâche primordiale, c'est qu'il laissa la France plus désorganisée, plus menacée, plus troublée qu'elle ne l'avait jamais été.

On pourrait croire que ce premier Comité, qui comprenait côte à côte des hommes comme Danton et Delacroix, d'une part, comme Barère et Cambon, de l'autre<sup>1</sup>, fut paralysé par ses divergences de vues, par ses dissensions internes. Ces désaccords existèrent dans la politique intérieure. Il est certain que Danton et Delacroix n'inspirèrent jamais confiance à Cambon, ni à la majorité de leurs collègues du Comité. Mais il faut avouer que, dans la conduite de la guerre, comme dans celle de la diplomatie, ces divergences n'apparaissent pas. Tous les membres du premier Comité semblent, d'un accord tacite, avoir désespéré de la victoire et mis tout leur espoir dans des négociations secrètes avec les coalisés. J'ai raconté ailleurs, dans mon livre *Danton et la paix*, avec quelque détail, ces négociations humiliantes que Danton et Barère poursuivirent en vain à l'aide d'une nuée d'aventuriers, comme Proli, Félix Desportes, Matthews, Mitchell, etc. Je voudrais aujourd'hui me borner à noter les défaillances du Comité dans le domaine proprement militaire.

Rechercher la paix à tout prix, laisser voir à l'ennemi qu'on le craint,

1. Membres nommés le 6 avril : Barère, Delmas, Bréard, Cambon, Danton, Jean Debry (bientôt remplacé par Robert Lindet), Guÿton de Morveau, Treilhard et Delacroix.

c'est déjà de mauvaises conditions morales pour faire la guerre. Mais ne pas savoir exactement ce qu'on veut, flotter désemparé sans programme, sans directions, c'est pire.

Or, les hommes du Comité n'osèrent pas choisir entre les deux politiques qui s'offraient à eux : ou bien, pour restaurer la discipline très ébranlée, supprimer l'élection des officiers par les volontaires, fortifier l'autorité des chefs, empêcher les soldats de communiquer avec les clubs, rappeler les représentants aux armées, bref, mener la guerre selon les méthodes d'autorité, selon les vieilles traditions monarchiques. Mais alors une politique d'autorité dans l'armée exigeait une politique d'autorité dans la nation, car armée et nation ne faisaient qu'un, étaient animées des mêmes passions. Ou bien, à l'inverse, renouveler les états-majors suspects pour s'assurer ainsi la confiance des troupes et des clubs, chasser les généraux nobles, s'appuyer avant tout au front sur le soldat, à l'arrière sur les petits, faire appel moins à l'autorité qu'à l'esprit révolutionnaire, qu'à la confiance populaire, laisser pénétrer librement dans l'armée le souffle civique qui animait les clubs, mener une guerre révolutionnaire et la faire avec les seuls éléments qui désiraient pleinement la victoire et comprimer les autres.

Il tombait sous le sens qu'après la trahison de Dumouriez, succédant à la défection de Lafayette, la première méthode : tout confier aux généraux, se heurtait à des difficultés graves, peut-être insurmontables. La défiance contre les généraux titrés et battus était trop forte pour que le Comité pût leur délivrer un blanc-seing. C'eût été risquer de faire dépendre le salut de la République de leur loyalisme, qu'on savait chancelant. Mais l'autre méthode, celle de la guerre révolutionnaire par le moyen des seuls sans-culottes enfiévrés et satisfaits, aurait pu être essayée tout de suite, si le Comité avait été résolu à se livrer aux Montagnards. Les hommes du Centre, qui le composaient en grande majorité, s'y refusèrent. Ils étaient, par définition, des conciliateurs. Ils recherchèrent un accord impossible entre les deux contraires. Ils se laissèrent arracher peu à peu et de mauvaise grâce, comme des concessions, des mesures qui auraient gagné à être prises plus tôt et sur l'initiative gouvernementale. Ils furent réduits à ruser avec les clubs comme avec les généraux. Leurs indécisions, leurs revirements prolongèrent le gâchis et se traduisirent par un redoublement de défaites.

Les armées, battues en Belgique et sur le Rhin, souffraient, comme la nation, d'une crise de confiance. L'amalgame, c'est-à-dire la fusion des soldats de ligne avec les volontaires, voté tardivement à la fin de février par suite de la résistance des Girondins et des généraux, n'avait



pas pu entrer en application. Volontaires et soldats de ligne, gardant leur statut distinct, se jalouaient plus que jamais<sup>1</sup>.

Les volontaires étaient plus républicains, les soldats de ligne, mécontents d'être moins payés que les volontaires, étaient plus portés au royalisme. La cavalerie surtout inspirait des inquiétudes. Le représentant Beffroy écrivait de Cambrai, le 27 juin, au Comité : « Les chasseurs [du 7<sup>e</sup> régiment] chantent hautement dans tous les lieux publics la complainte de Louis XVI, une chanson de réjouissance sur la prise de Condé qu'on croyait effectuée et déclarent hautement qu'il leur faut un roi. Ces faits m'ont été attestés, les larmes aux yeux, par de francs patriotes qui ne sont pas en force<sup>2</sup>... » Le 30 avril précédent, le Comité de Salut public, renseigné par ses agents secrets, avait écrit aux représentants aux armées du Rhin et de la Moselle pour leur dénoncer l'incivisme des dragons du 14<sup>e</sup> régiment (ci-devant Chartres). Plusieurs, séduits par leurs officiers, dit la lettre, avaient parlé d'un roi. Le 14 avril encore, le 10<sup>e</sup> bataillon de chasseurs à pied, qui servait à l'armée du Nord, avait déserté et les représentants, qui annonçaient la nouvelle, signalaient qu'il y avait encore beaucoup de royalistes dans les troupes de ligne. Les officiers des troupes de ligne, au dire des représentants à Lille qui signalent la chose le même jour, étaient en général peu disposés pour la République. Jusque dans l'armée qui opérait contre la Vendée, les royalistes étaient nombreux. Le 11 mai, le représentant Couston signale de Nantes la désertion de 400 hommes du 4<sup>e</sup> régiment d'infanterie (ci-devant Provence), qui sont passés aux insurgés. La moitié de la légion germanique, composée en grande partie d'Allemands, fit de même<sup>3</sup>. Dans les pays frontière et même à l'intérieur, les populations entretiennent le royalisme des soldats et des recrues et les encouragent à désertir. En Savoie, au milieu de mai, le canton de Thônes se soulève. Le représentant Hérault de Séchelles, qui est sur place, réprime la révolte, destitue le district d'Annecy, impose aux communes rebelles une contribution de 40,000 livres et fait fusiller deux meneurs. En juin, à l'arrière de l'armée du Nord, les aristocrates et les insoumis se rassemblent dans les bois près de Boulogne. Il faut envoyer le représentant Joseph Le Bon pour réprimer cette Vendée à sa naissance. Sur les frontières des Pyrénées, les habitants des campagnes renseignent l'Espagnol, le reçoivent avec des marques d'amitié, applaudissent à ses

1. Voir mon livre *La victoire en l'an II*, liv. II, chap. 1.

2. Les lettres des représentants et celles du Comité de Salut public sont citées d'après le *Recueil des Actes du Comité de Salut public*, édité par M. Aulard. On les trouvera à leur date.

3. Voir, sur la *Légion germanique*, l'ouvrage d'Arthur Chuquet.

succès. Au mois d'avril, les habitants de Saint-Laurent-de-Cerdans, dans le Roussillon, ouvrent leurs portes à l'armée ennemie<sup>1</sup>. Mêmes faits dans le pays basque.

A l'intérieur, les représentants ne peuvent parvenir à faire rejoindre les recrues de la levée de 300,000 hommes qu'en désarmant au préalable les nobles et en mettant en réclusion les prêtres suspects, comme le firent Turreau et Garnier dans l'Yonne en avril, Barras et Fréron dans les Hautes et Basses-Alpes en mai, Anthoine et Levasseur (de la Meurthe) en Lorraine, également en mai<sup>2</sup>.

Mais ce n'est pas seulement le royalisme qui est à craindre. Les soldats sont mécontents depuis que le décret du 11 avril 1793, rendu sur le rapport de Cambon, a ordonné le paiement de leur solde en assignats. Sans doute, par compensation, leur solde a été augmentée de moitié, mais, dans les pays frontière, ils ne peuvent rien obtenir avec de la monnaie de papier. Leur mécontentement fut particulièrement vif à l'armée du Var.

Les soldats manquent de tout. Profitant de l'anarchie générale, les fournisseurs volent plus que jamais. Ils se procurent à la Convention et jusque dans les Comités, jusque sur la Montagne, des protecteurs influents<sup>3</sup>. Le tribunal révolutionnaire n'a pas encore le droit de réprimer leurs concussions. Il ne l'obtiendra que par le décret du 29 septembre. Les soldats, déguenillés, mal chaussés, mal nourris, mal armés, se découragent. Ils se croient environnés de trahisons. Ils se mutinent. L'indiscipline générale grandit.

Les généraux, les officiers, qui se sentent épiés, non seulement par les représentants en mission, mais par les agents secrets du Conseil exécutif, sont de plus en plus aigris, irrités, dégoûtés. De crainte de mal faire et de s'exposer aux reproches et à pis encore, ils restent dans l'inaction, attendant que la situation où se débat la République se dénoue dans un sens ou dans un autre, dans le sens girondin ou dans le sens montagnard. L'organisation militaire tout entière, dans sa tête et dans ses membres, semble frappée de paralysie.

La direction manque. Le nouveau ministre de la Guerre, qui a succédé à Beurnonville, livré aux Autrichiens par Dumouriez, est le colonel

1. Voir le rapport de Barère du 29 mai 1793.

2. Voir, outre la correspondance des représentants, mon livre *La victoire en l'an II* et Antoine Richard, *Les résistances à la levée de 300,000 hommes dans le Puy-de-Dôme (Annales révolutionnaires de 1923)*.

3. Voir mes études sur les fournisseurs d'Espagnac, Simon, Choiseau, dans mes livres *La corruption parlementaire sous la Terreur*, *Autour de Danton*.

Bouchotte, ancien commandant de la place de Cambrai, un homme appliqué, consciencieux, paperassier, qui a été nommé à cette fonction par la Convention, le 4 avril, moins peut-être pour ses talents militaires que pour la qualité de son civisme. C'est un franc révolutionnaire qui choisit ses adjoints parmi les anciens commis de Pache, comme Xavier Audouin et Sijas, et qui prend pour secrétaire général le cordelier Vincent<sup>1</sup>.

Bouchotte n'aime pas les nobles. Il s'en défie. Il déclare, en prêtant serment devant la Convention, le 10 avril, qu'il faut faire la guerre avec le peuple, que seul le peuple la fera bien. Il pense donc exactement comme Robespierre, qui répètera le 10 mai suivant : « Il n'y a que les hommes gueux, il n'y a que le peuple qui puisse sauver la patrie ! »

Le Comité de Salut public est visiblement d'un avis différent. Il croit qu'il ne peut pas se passer de compétences. Si on révoque les généraux nobles, qui les remplacera ? Entre le ministre et le Comité, les désaccords s'accroissent promptement et vont dégénérer en lutte ouverte.

Le Comité ne voit qu'un seul général capable de sauver la frontière. Il a jeté les yeux sur Custine, un ci-devant, dont il fait son conseiller ou plutôt son guide. Or, Custine n'est qu'un pauvre homme effrayé, éperdu, mais fanfaron et ambitieux. Il se croit indispensable et rêve de s'imposer. Après sa retraite précipitée de Mayence sur Landau à la fin de mars, il rejette entièrement la responsabilité de sa défaite sur le ministre Beurnonville, qui lui a retiré sa cavalerie, dit-il, et sur le commandant en chef de l'armée de la Moselle, Ligniville, qui ne l'aurait pas secondé<sup>2</sup>. Il est si affolé qu'il exagère ridiculement les effectifs ennemis qui lui sont opposés et qu'il propose d'évacuer Lauterbourg, Wissembourg, toute la basse Alsace, pour se retirer derrière les Vosges. Dans sa lettre à la Convention du 3 avril, il réclame la suppression de l'élection des officiers par les volontaires : « On vous a dit une grande vérité, représentants du peuple, en vous assurant que le mode d'organisation que vous avez dictée pour l'avancement militaire devait perdre l'armée, si vous ne vous empressiez d'y remédier... » Il appuyait son conseil de l'offre de sa démission : « Je préfère mille fois la mort comme soldat à la honte d'essuyer une défaite comme général. Envoyez-moi un successeur, je l'attends avec impatience. » C'est ce rodomont aussi faible

1. Voir, dans les *Annales historiques de la Révolution française* de 1927, l'étude du colonel Herlaut sur les collaborateurs de Bouchotte aux bureaux de la Guerre.

2. Voir les longues lettres de Custine à la Convention, datées des 1<sup>er</sup> avril et 3 avril 1793, dans les *Archives parlementaires*, t. LXI, p. 308 et 395.

qu'ambitieux que le Comité investit de sa confiance. Le Comité frappe les généraux de l'armée de la Moselle qu'il a dénoncés, Ligniville et Destournelles (4 avril), et, le même jour, il donne de l'avancement à Custine en mettant sous ses ordres l'armée de la Moselle, qui est confiée à son lieutenant Houchard le 11 avril<sup>1</sup>.

Encouragé, Custine hausse le ton. Dans sa lettre du 9 avril, il fit la leçon à la Convention : « J'ai juré de vivre et de mourir républicain, mais, pour tenir ce serment, il ne faut pas que la Convention elle-même n'offre que le tableau d'une arène où les passions se heurtent sans effort, où l'égoïsme et l'intérêt de quelques individus dominant aux dépens de l'intérêt national, où quelques hommes prostituent à un parti la liberté publique, où l'on n'entend enfin que les hurlements de la fureur, les invectives de la haine, où les résolutions les plus exagérées tiennent lieu de discussions réfléchies et de raison<sup>2</sup>. » Les Girondins pouvaient applaudir à ce langage, à ces attaques à peine voilées contre la Montagne, mais celle-ci y reconnaissait la manière de Dumouriez. Et Custine, dans la même lettre, continuait plus audacieusement encore en s'offrant tout simplement pour être le sauveur du pays : « Il ne peut exister qu'une dictature, même dans le moment de la plus grande crise, c'est celle de la confiance qu'inspire un grand caractère, une âme ferme qui n'est guidée que par la vertu. La force des conseils d'un seul homme doit prévaloir quand ces conseils sont utiles. Mais ce pouvoir immense d'opinion doit cesser lorsqu'on aperçoit son égoïsme : un si grand caractère ne doit avoir d'ennemis que les ambitieux sans moyens et les vils agitateurs, et, dans la crise où nous sommes, il faut y avoir recours. Je crois qu'il n'est qu'un seul moyen de sauver la patrie ; ce moyen sera développé à votre Comité de Salut public et au Conseil exécutif ; s'il est adopté, si vous me croyez capable de le mettre à exécution, alors conservez-moi un moment dans le commandement de l'armée. Chargé d'une telle mission, je saurai, s'il le faut, m'anéantir avec elle sous les débris de la République. » La Convention accueillit sans broncher la lecture de cette lettre, où Custine réclamait pour lui seul la dictature militaire et menaçait les « agitateurs ». Le Comité de Salut public se borna, le 16 avril, à inviter secrètement les représentants à l'armée du

1. Dans sa séance du 4 avril, la Convention, sur la proposition de Boyer-Fonfrède, appuyé par Rühl, refusa d'accepter la démission de Custine, décréta qu'il avait son estime et sa confiance et lui ordonna de rester à la tête de l'armée « avec laquelle il a si glorieusement servi la République » (*Archives parlementaires*, t. LXI, p. 310).

2. *Archives parlementaires*, t. LXI, p. 619.

Rhin à surveiller Custine et son état-major : « Les opinions du général ont fait concevoir quelques alarmes<sup>1</sup>. »

Déjà Custine était dénoncé par le club de Strasbourg, qui lui reprochait ses duretés et ses mépris pour les volontaires, ses penchants aristocratiques et ses intrigues. Le club l'accusait, en outre, d'avoir pillé le château de l'électeur de Mayence avant sa retraite. Marat, dans sa feuille, faisait écho à sa dénonciation. Sommé par Haussmann, le 5 avril, de répéter à la tribune ses « calomnies », Marat ne se faisait pas prier. Il montait à la tribune au milieu des injures et des vociférations des Girondins, mais aux applaudissements des tribunes : « L'événement a prouvé », disait-il, « que j'étais le seul homme prévoyant dans la République. Le civisme de Custine n'est pas un problème. Je demande que Ruamps nous donne communication d'une lettre qu'il a portée au Comité, dans laquelle Custine disait à la ci-devant duchesse de Liancourt qu'elle ne lui ferait pas l'injustice de croire au ridicule qu'a voulu lui donner Curtius, en le faisant passer pour patriote dans les sociétés de Paris. »

Ruamps, ainsi interpellé, était obligé, bien malgré lui, de s'expliquer. Il démentait Marat pour la forme, mais le confirmait pour le fond : « Ce n'est pas cela. Je demande à rétablir le fait. Il y a quatre mois qu'on nous a amené au Comité de surveillance [de la Convention] un commissionnaire porteur d'un panier de pommes, sous lesquelles quarante lettres étaient cachées. Nous les ouvrimes et il s'en trouva une adressée à M<sup>me</sup> de Liancourt, sans signature, mais qui était écrite de la main de Custine. Il lui disait : « J'espère, ma bonne amie, que vous n'avez ajouté aucune foi au bruit répandu dans les sociétés de Paris « par Curtius. » L'on sait que Curtius avait dit que Custine était très bon patriote. Voilà le fait<sup>2</sup>. » La Convention n'éprouva pas le besoin d'approfondir l'affaire et de se faire représenter le billet écrit par Custine. Le girondin Joseph Serre demanda le décret d'accusation contre Marat, qui était évidemment un « émissaire de Dumouriez ». Marat, en réponse, accusa le Comité de Salut public d'être composé de traîtres. La Convention, mal à l'aise, se borna à passer à l'ordre du jour. Le lendemain, Marat publiait dans son journal le billet de Custine, qui était ainsi conçu : « J'espère que vous n'avez pas ajouté foi aux bruits ridi-

1. C'est Cambon qui, le 7 avril, avait fait décréter l'envoi de trois représentants auprès de Custine pour y rechercher, disait-il, les preuves des complicités de Dumouriez et de Beurnonville, dénoncés par Custine. La lettre du Comité aux commissaires à l'armée du Rhin est dans le recueil de M. Aulard, à la date.

2. *Archives parlementaires*, t. LXXI, p. 345.



cules répandus sur mon compte. Vous n'avez pas cru sans doute que j'ai mérité le ridicule que Curtius m'a donné dans les sociétés populaires, en me faisant passer... pour patriote ! »

Chose plus grave, jusque dans l'état-major même de Custine les officiers républicains soupçonnaient leur général d'arrière-pensées royalistes. L'un d'eux, le lieutenant-colonel Coquebert, aide de camp de Custine, allait trouver celui-ci : « Je vois votre plan », lui disait-il, « il est lié à celui de Dumouriez, vous voulez livrer l'armée de la République, faites-moi votre confidence. » Custine essayait de le rassurer, sans succès. Coquebert, quelques jours plus tard, revenait à la charge, accusait de nouveau Custine de trahison, le menaçait d'un pistolet, mais, au lieu de tirer sur lui, retournait l'arme dans sa propre bouche et tombait à ses pieds ensanglanté<sup>2</sup>. A quelques jours de là, le 10 avril, un autre officier, le capitaine Natte, prenait la défense de ses soldats du 36<sup>e</sup> régiment, qui avaient prétendu que certains de leurs chefs voulaient leur faire crier *Vive le roi* ! Aux reproches de Custine, il lui déclarait qu'il avait l'âme d'un Brutus et lui jetait sa démission pour ne plus servir sous ses ordres<sup>3</sup>.

Custine répliquait aux attaques de Marat et des Strasbourgeois et envoyait son fils à Paris pour se disculper aux yeux des gouvernants<sup>4</sup>.

Le général, peu endurant, souffrait impatiemment la surveillance des représentants du peuple qui venaient d'arriver à son quartier général. Il se plaignait à Bouchotte, dès le 1<sup>er</sup> mai, qu'ils se mêlaient d'objets dont il était seul responsable. Quelques jours plus tard, il entraînait avec eux en lutte ouverte.

Custine avait envoyé à Manheim le lieutenant-colonel d'artillerie Corbeau, avec mission d'observer la cour de l'électeur Palatin et de le renseigner sur les mouvements des armées ennemies. Corbeau, pressé, dit-il, par des réfugiés mayençais, avait cru bien faire en ménageant une entrevue entre les défenseurs de Mayence et les Prussiens pour traiter de la capitulation de la place déjà assiégée<sup>5</sup>. Un capitaine fran-

1. *Publiciste de la République française* du 6 avril 1793. Custine démentira le 13 avril qu'il eût jamais écrit à la duchesse de Liancourt. Voir sa lettre dans les *Archives parlementaires*, t. LXII, p. 177.

2. C'est Custine lui-même qui raconte longuement l'incident dans une lettre du 9 avril où il présente l'acte de Coquebert comme le fait d'un fou (*Archives parlementaires*, t. LXI, p. 168). Coquebert ne mourut pas de sa blessure.

3. L'affaire Natte est racontée dans la lettre de Custine du 12 avril (*Archives parlementaires*, t. LXII, p. 176).

4. Custine fils fut entendu au Comité de Salut public le 19 avril.

5. Sur les faits, voir la lettre du représentant Haussmann du 3 mai 1793 dans les *Archives parlementaires*, t. LXIV, p. 646.

çais prisonnier de l'ennemi, du nom de Boos, accompagné des majors prussiens Zastrov et Kleist, se présenta aux avant-postes, le 12 avril, et fit parvenir, par un parlementaire, au général d'Oyré, commandant de Mayence, en même temps qu'une demande d'entrevue avec les représentants du roi de Prusse, un billet de Custine ainsi conçu : « Vous pouvez ajouter foi à ce qu'on vous dira de ma part. J'ai le besoin le plus pressant de renforcer l'armée par la garnison de Mayence. Tâchez de prendre vos mesures pour une capitulation honorable le mieux que vous pourrez. L'Alsace est en danger. L'on m'enlève des troupes pour réparer les pertes de Dumouriez<sup>1</sup>. » Le général d'Oyré réunit aussitôt le conseil de guerre pour lui communiquer ce billet. Le conseil fut d'avis de ne pas refuser l'entrevue, qui eut lieu le jour même en avant du village de Hechtsheim. Les Français y étaient représentés par le représentant Reubell, le général d'Oyré, le chef de brigade d'Azincourt et l'adjudant général Kléber, les Prussiens par les majors Zastrov et Kleist. Boos exposa que Custine désirait renforcer son armée par le retour de la garnison de Mayence. Reubell répondit que, « s'il y avait matière à une négociation générale, il était prêt d'entrer en conférence avec le roi de Prusse ».

Le lendemain 13 avril, Reubell reçut, en présence de d'Oyré, une nouvelle lettre du major Zastrov qui « l'engageait à venir dans l'après-midi à Oppenheim, où le lieutenant général Kalkreuth se trouverait au nom du roi de Prusse pour entrer en matière avec lui ». Autorisé par le conseil de guerre, Reubell, accompagné des chefs de brigade Dieuderville et Beaupuy, se rendit à Oppenheim. D'après l'imprimé qui contient sa relation officielle, « Kalkreuth ayant annoncé qu'il n'avait aucune mission de faire des propositions particulières, ni même d'entrer en conférence sur des propositions générales », Reubell aurait rompu aussitôt les pourparlers<sup>2</sup>.

Cependant, une semaine plus tard, l'envoyé de Custine à Manheim, Corbeau, revenait à la charge. Il écrivait de nouveau aux représentants

1. Le billet est publié par Arthur Chuquet, *Mayence*, p. 176. Les circonstances de l'arrivée de Boos et des négociations sont racontées dans un *Imprimé* des représentants à Mayence, que Corbeau remit plus tard entre les mains du représentant Haussmann à Strasbourg et qu'Haussmann communiqua au Comité de Salut public dans sa lettre du 3 mai (*Archives parlementaires*, t. LXIV, p. 647).

2. Si l'on en croyait M. Chuquet, *Mayence*, p. 176, le conseil de guerre, dans sa première réunion du 12 avril, aurait examiné attentivement le billet de Custine apporté par Boos et aurait reconnu que « la signature du général était fautive et trop allongée ». Il est singulier que, dans sa relation officielle, Reubell ne dise rien de ce fait et que le conseil ait quand même autorisé les pourparlers s'il croyait à la fausseté de cette signature de Custine.

Reubell et Merlin de Thionville, enfermés dans Mayence, « pour les engager à se rendre à Oppenheim conférer derechef avec les officiers prussiens, auxquels il venait se joindre pour cet effet<sup>1</sup> ». Cette fois Reubell et Merlin se fâchèrent. Dans un billet daté du 20 avril, ils firent très expresse défense à Corbeau « de s'ingérer dans aucune négociation relative soit à la reddition de Mayence, dont il n'est pas question, soit à l'intérêt général de la République, dont M. Corbeau n'est nullement chargé ». Ils invitèrent Corbeau à quitter Manheim et à rentrer sur-le-champ en France, ce qu'il fit.

Mis au courant de l'incident par Corbeau lui-même, Custine voulut se disculper. Mais, au lieu de désavouer Corbeau, qui pouvait se défendre, car il était encore en liberté, il rejeta toute la faute, tout le « crime » sur le capitaine Boos, qui était encore aux mains des Prussiens. Prenant sa meilleure plume, il écrivit au duc de Brunswick, le 5 mai, pour lui dénoncer l'imposture du capitaine Boos, qui « avait osé se dire chargé de mission de sa part auprès des commissaires de la Convention nationale et du général commandant à Mayence, et que cette mission avait pour objet de les inviter à traiter pour la reddition de cette ville ». Il demandait sans rire à Brunswick de lui livrer ce criminel<sup>2</sup>. Mais si Custine parvint à convaincre le représentant Haussmann, qui était à Strasbourg, de la pureté de sa conduite, il ne fut pas aussi heureux auprès des représentants Ruamps, Soubrany et Maribon-Montaut, qui étaient attachés à son armée. Sans approfondir l'incident Boos sur lequel ils manquaient de renseignements, car ils ignoraient les pièces que Corbeau avait communiquées à Haussmann, ils dénoncèrent aussitôt au Comité de Salut public la lettre que Custine venait d'écrire à Brunswick : « La Convention verra-t-elle sans indignation ce général rendre hommage aux vertus de la Prusse, aux vertus et à la grande âme de Son Altesse Sérénissime le duc de Brunswick ? Et cette phrase remarquable : *J'espère obtenir celle d'un prince que sa sagesse, sa philosophie et l'amour qu'il porte au peuple qu'il gouverne appellerait à être le soutien de l'opprimé et la pacificateur du monde*, ne suffirait-elle pas pour retirer à cet homme une confiance que lui et ses semblables n'ont pas méritée et qu'ils n'auraient jamais dû obtenir ? » Les représentants avaient fait des observations à Custine au sujet de cette lettre. Ruamps lui avait reproché d'y avoir développé « des sentiments peu dignes d'un républicain ». Custine s'était emporté. Il offrit de nouveau sa démis-

1. Relation officielle dans l'imprimé cité.

2. La lettre de Custine à Brunswick est aux *Archives parlementaires*, t. LXIV, p. 618. Les représentants Louis et Pflieger firent arrêter Corbeau. Voir leur lettre du 6 mai dans Aulard, *Actes*, t. IV, p. 17.

sion : « A l'égard de sa démission, nous nous bornâmes à lui répondre froidement que le sort de la France ne dépendrait jamais d'un individu. Enfin, pour terminer une discussion dans laquelle seul Custine élevait trop la voix, l'un de nous fut forcé de le prendre encore plus haut et de lui rappeler le caractère des représentants du peuple auxquels il s'adressait. » Les représentants évoquaient ensuite la lettre par laquelle Custine s'était proposé pour dictateur. « Si une semblable lettre nous eût été envoyée directement, Custine serait déjà traduit au tribunal révolutionnaire... Mais que pouvons-nous faire lorsque l'Assemblée elle-même reste immobile et qu'au lieu de punir elle consigne dans le *Bulletin national* une pièce qui devrait avoir motivé le décret d'accusation ! »

Le Comité de Salut public resta sourd à l'invitation des représentants à l'armée du Rhin. Il n'essaya pas d'approfondir les responsabilités de Custine dans la conduite de son agent Corbeau et dans les pourparlers entamés en son nom pour la reddition de Mayence. Et comment l'aurait-il fait, quand le ministre des Affaires étrangères Lebrun avait donné pleins pouvoirs au général pour pénétrer les intentions des Prussiens et pour s'informer auprès d'eux s'il pourrait obtenir une suspension d'armes en livrant Mayence<sup>2</sup>? Il prit le parti de lui donner de l'avancement. Le 13 mai, Barère, en son nom, prononça devant la Convention un vif éloge de Custine, qui seul, dit-il, avait résisté à la manie diplomatique qui avait gagné les généraux, ce qui n'était pas exact, même d'une vérité approximative<sup>3</sup>. Barère le loua encore d'avoir maintenu dans son armée une sévère discipline, d'avoir tenu une comptabilité exacte, envoyé régulièrement ses états de revue, travaillé à faire recevoir les assignats, et il conclut en proposant de nommer Custine au commandement en chef des deux armées réunies du Nord et des Ardennes. Comme un membre rappelait l'altercation de Custine avec les représentants et demandait des explications sur sa démission, Barère n'hésitait pas à donner tort à Ruamps et il ajoutait que « le plus grand préjudice que l'on pût faire à la République dans ces temps orageux avait sa source dans les dénonciations vagues qu'on élevait chaque jour contre des hommes dont la conduite est digne de la reconnaissance publique ». La Convention, malgré une timide protestation de Billaud-

1. La lettre des représentants est dans Aulard, *Actes*, à sa date.

2. A. Chuquet, *Mayence*, p. 176.

3. Sur les pourparlers entamés par Custine auprès de Wurmser le 11 avril 1793, voir Aulard, *La diplomatie du premier Comité de Salut public*, dans la *Révolution française*, t. XVIII, p. 340, et la lettre de Wurmser à l'Empereur en date du 2 mai 1793, dans Vivenot, *Quellenkunde der deutschen Kaiserspolitik...*, t. III, p. 43-46.



Varennès, donna raison à Barère. Custine fut investi du commandement de notre principale armée, de celle qui couvrait la capitale.

Custine ne méritait guère la confiance que lui témoignait le Comité de Salut public. Depuis six semaines, il était resté inactif derrière les lignes de Wissembourg. Son armée avait reçu de nombreux renforts provenant de nouvelles levées. Les représentants le pressaient de prendre l'offensive, afin de débloquer Mayence. Il répondit que ses troupes n'étaient pas exercées, qu'il ne pouvait faire fond sur elles, qu'au reste l'ennemi était en forces supérieures. Mais, quand il apprit que le Comité de Salut public le nommait au commandement de l'armée du Nord, il ne voulut pas quitter l'Alsace avant de frapper un grand coup. Il commanda l'offensive aux deux armées du Rhin et de la Moselle pour le 17 mai. Houchard, qui dirigeait l'armée de la Moselle, refoula devant lui les Prussiens sur Limbach, mais, ne se sentant pas soutenu à sa gauche par le général Pully, qui restait immobile<sup>1</sup>, il arrêta son mouvement et battit en retraite, à l'étonnement des représentants, qui ne comprirent pas ce mouvement de recul. Custine, avec l'armée du Rhin, ne réussit pas à enfoncer les Impériaux. Une partie de son infanterie, dit-il, fut prise de panique. Les mouvements de ses autres colonnes furent mal combinés. Custine rejeta la responsabilité de son échec sur son lieutenant Ferrière, qui riposta en le dénonçant.

Tout autre que Custine aurait retenu de l'événement une leçon de modestie. Il paya d'audace. A peine arrivé à l'armée du Nord, il proposa au Comité de Salut public, le 28 mai, un grand plan d'opérations qui aurait mis dans sa main les meilleures troupes de la République. Il demandait qu'on abandonnât le projet de délivrer Mayence et qu'on fit porter tout l'effort de la guerre sur les Flandres, en direction de Bruxelles. Il commandait déjà à 80,000 hommes au moins. Cela ne lui suffisait pas. Il réclamait toute la cavalerie de l'armée de la Moselle, les plus beaux régiments de l'armée du Rhin, en tout 25,000 hommes. L'Alsace et la Lorraine dégarnies auraient été exposées presque sans défense aux coups de Wurmser et de Brunswick. Mais si grand était encore le prestige du général Moustache que le Conseil exécutif adopta son plan aventureux le 4 juin et que le Comité de Salut public le ratifia le 9 juin. Seul Bouchotte manifesta son opposition. Il fit coucher son refus sur le registre du Conseil.

Bouchotte était déjà en disgrâce auprès du Comité de Salut public. Il avait offert sa démission le 27 mai. La Convention avait renvoyé sa lettre au Comité et le Comité, le 30 mai, avait proposé d'accepter sa

1. Pully passera à l'ennemi deux mois plus tard.



démission. Comme son remplacement tardait, un député ami de Custine, Haussmann, le même qui avait déjà jeté un voile officieux sur l'affaire de Boos et de Corbeau, se mit à attaquer Bouchotte le 8 juin, en déclarant qu'il était « d'une ineptie inconcevable ». Mais le montagnard Lequinio prit la défense du ministre démissionnaire : « Je sais qu'il existe une cabale contre ce ministre parce qu'il est patriote ! » Le 23 juin, enfin, Barère, au nom du Comité de Salut public, proposa de nommer au ministère de la Guerre le général Beauharnais, qui commandait l'armée du Rhin. Après lui, Cambon se plaignit que Bouchotte n'était pas assez actif. Beauharnais fut nommé, mais il refusa, le 15 juin, sans doute parce qu'il fut intimidé par les violentes rumeurs qui avaient accueilli son élection aux Jacobins<sup>1</sup>.

Bouchotte continua d'assurer le service. Il n'est pas douteux que le Comité ne lui pardonnait pas sa résistance à l'exécution du plan de Custine et pourtant, a dit M. Chuquet, Bouchotte avait raison. Houchard, qui commandait l'armée de la Moselle, Beauharnais, qui commandait celle du Rhin, les représentants en mission auprès de ces deux armées se joignirent au ministre disgracié pour faire rejeter un plan désastreux. Beauharnais surtout se montra énergique dans son opposition. Il ne pouvait répondre de la frontière, écrivait-il, quand on lui aurait enlevé ses meilleurs régiments, les plus sûrs. Il s'élevait contre « l'imagination ardente » de Custine, il le peignait comme un ambitieux qui disposerait d'une puissance dictatoriale quand il aurait dans sa main toutes les ressources militaires du pays. « Il est reconnu par tous les républicains », ajoutait-il, « que si la liberté peut être menacée, c'est par un général. N'y a-t-il pas lieu de s'effrayer de la force immense qu'un tel fonctionnaire public a dans ses mains ? » Les représentants Maribon-Montaut et Du Roy coururent à Paris pour protester avec véhémence et accuser les combinaisons perfides de Custine, qui recommençait Lafayette et Dumouriez. Ils réclamèrent la marche sur Mayence. Le Comité de Salut public n'osa passer outre. Il laissa finalement les choses en l'état et révoqua l'approbation qu'il avait donnée au plan de Custine (19 juin). Mais il n'en fut que plus désireux de se débarrasser de Bouchotte, qui s'était mis en travers des combinaisons de son général favori. Le 21 juin, Hérault de Séchelles, au nom du Comité,

1. Le vicomte de Beauharnais, le premier mari de Joséphine, venait d'être nommé, le 30 mai, au commandement de l'armée du Rhin. Il motiva son refus du ministère par son désir de rester à l'armée et son peu d'aptitude « à être ministre au milieu des orages d'une Révolution ». Il se déclara d'ailleurs ferme montagnard. Voir sa lettre aux *Archives parlementaires*, t. LXVI, p. 724.

2. Voir, pour le détail, Chuquet, *Wissembourg*, p. 35-40.

proposa de remplacer Bouchotte par une créature de Danton, l'ancien courtier d'agent de change Alexandre, qui avait commandé le bataillon du faubourg Saint-Marceau, le 10 août, à l'attaque du château. Mais la chose n'alla pas toute seule. Thuriot déclara qu'Alexandre n'avait pas les talents nécessaires. En vain Danton fit son éloge. Il ne put pas emporter la nomination. La discussion reprit le lendemain 22 juin. Cette fois Barère et Fabre d'Églantine vantèrent les talents d'Alexandre. Fabre rappela que Louvois et d'Argenson, « les meilleurs ministres de la Guerre de l'Ancien régime, n'avaient été ni capitaines, ni lieutenants-colonels ». Éloquence inutile. A la demande de Thuriot et de Billaut-Varennes, la Convention, finalement, refusa de nommer le candidat proposé par le Comité de Salut public. Et Bouchotte, quoique démissionnaire depuis plus d'un mois, continua d'expédier les affaires. Rien ne montre mieux que cet épisode combien était profonde l'anarchie gouvernementale.

Trois semaines avaient été perdues en discussions vaines et irritantes autour du plan d'opérations de l'ambitieux Custine. Trois semaines précieuses, quand il s'agissait de débloquer Mayence assiégée depuis le mois de mars. Beauharnais et Houchard, obligés d'attendre les décisions de Paris, ne purent donner l'ordre de marcher en avant que le 27 juin, lors de leur conférence à Bitche. Il était trop tard. Ils ne pourront sauver Mayence.

Custine ne s'était pas pressé de prendre le commandement de l'armée du Nord qu'il savait démoralisée par ses échecs. Picot, comte de Dampierre, son prédécesseur, ancien protecteur, puis protégé de Danton, que celui-ci avait employé dans des pourparlers avec les Autrichiens, doutait tellement de la victoire qu'il avait proposé un instant de faire la paix en mettant le duc d'York sur le trône de Belgique. Il n'avait pu défendre le camp de Famars et s'était fait tuer bravement, le 8 mai, devant Valenciennes, au village de Raismes. Custine n'arriva à Cambrai que le 27 mai. Il perdit un mois dans une immobilité complète, se bornant à inspecter les troupes et laissant tranquillement Cobourg poursuivre le siège de Valenciennes, sans l'inquiéter<sup>1</sup>. Cette inaction parut suspecte et redoubla les attaques des Jacobins. Marat demanda la destitution de Custine à la Convention le 6 juillet. Si Custine restait inactif dans le camp de César, au lieu de secourir Valenciennes, Marat n'en doutait pas, c'est qu'il attendait une insurrection des départements du Nord qu'il seconderait pour marcher sur Paris ! Dans son

1. Pour le détail, voir A. Chuquet, *Valenciennes*.

dernier numéro, paru le 14 juillet, Marat prophétisait que Custine ne serait que le second tome de Dumouriez.

Custine s'emportait. Dans le privé, il déclamaient contre la journée du 31 mai, contre Pache, contre Marat, contre Robespierre. En public, il polémiquait avec les journalistes, par exemple avec Laveaux, qui rédigeait le *Journal de la Montagne* et qui l'accusait de trahison. Pendant tout sang-froid, Custine finit par traiter Bouchotte dans ses lettres officielles avec un mépris insultant. Il lui écrivait le 6 juin : « Le temps n'est plus où le général regardait un ministre, même imbécile, comme un Dieu ; je n'ai jamais été de ces hommes sans caractère. Républicain avant la République, toutes les fois que j'ai rencontré de ces idoles ministérielles je les ai frappées de mépris. » Le 15 juillet, dans une lettre à la Convention, il se révolta ouvertement contre les ordres du ministre et refusa de les exécuter. Pour que l'Assemblée tolérât plus longtemps ce langage et cette conduite, il aurait fallu que Custine remportât des victoires, qu'il fit reculer l'invasion. Or, Condé capitulait le 10 juillet, le jour même où la Convention se décidait à renouveler le Comité de Salut public, qui avait toujours protégé Custine. Les Austro-Prussiens se rapprochaient de Paris. Mayence capitulera le 23 juillet, Valenciennes le 28.

Sur les autres frontières, le premier Comité de Salut public n'avait pas plus de succès à son actif que sur celles du Nord-Est. Kellermann, un instant suspect lui aussi, défendait avec peine les vallées savoyardes contre un retour offensif des Piémontais, qui rentrèrent en Maurienne et en Tarentaise au moment où le siège de Lyon affaiblit l'armée des Alpes.

Le commandant en chef de l'armée d'Italie chargé de défendre le comté de Nice, Brunet, se compromettait avec les fédéralistes de Toulon et de Marseille, contre lesquels il refusait de diriger les bataillons que les représentants Barras et Fréron lui demandaient. Ceux-ci le révoquaient et l'envoyaient au tribunal révolutionnaire.

L'armée des Pyrénées occidentales, commandée par Servan, l'ancien ministre de la Guerre des Girondins, ne comprenait que quelques milliers d'hommes de qualité médiocre et dépourvus de tout. Heureusement, les Espagnols se bornèrent à des escarmouches jusqu'au début de mai. Quand ils prirent l'offensive en direction de Bayonne, le 2 mai, ils s'emparèrent facilement par une attaque de nuit du camp français de Sare. Une compagnie française de miquelets, c'est-à-dire de francs-tireurs basques, trahit avec son commandant. Les Espagnols, avec un

peu d'audace, auraient pu entrer à Bayonne sur les talons des fuyards. Ils s'attardèrent à piller le camp français et Servan put rallier ses troupes derrière la Nivelle. Mais il dut évacuer, le 27 mai, le saillant des Aldudes et une partie du val Carlos. Les habitants du pays abandonné demandèrent leur annexion à l'Espagne.

Aux Pyrénées orientales, ce fut pire. Là, les Espagnols étaient commandés par un général appliqué, Ricardos, qui disposait d'ailleurs de forces supérieures. Ricardos envahit le Roussillon et le Vallespir au début d'avril. Il enfonça les républicains, commandés par le vieux général La Houlière, neveu de Voltaire, le 20 avril, devant Cérét. Mais, heureusement, il ne sut pas profiter de sa victoire. Il s'attarda au siège des places de la frontière et il perdit son temps à canonner Bellegarde. La Houlière, désespéré, s'était brûlé la cervelle. Son successeur, De Flers, reçut des renforts de l'armée d'Italie amenés par le brave Dagobert. Il n'en fut pas moins refoulé par Ricardos devant Perpignan, le 19 mai.

En Vendée, enfin, les désastres succédaient aux désastres. Ils étaient en partie imputables au Comité de Salut public, qui avait commis la faute d'organiser contre les révoltés deux armées distinctes, celle des Côtes de Brest, avec quartier général à Nantes sous Canclaux, celle des Côtes de La Rochelle, avec quartier général à Niort sous Biron. La dualité de commandement empêcha l'unité d'action. Biron, qui n'avait pas confiance dans les nouvelles levées qu'il commandait et que les ordres des représentants impatientaient, resta longtemps immobile. Quand les représentants, après la prise de Saumur par les rebelles, voulurent concentrer à Tours toutes les forces républicaines, il s'y opposa. Les Vendéens profitèrent de ces divisions pour marcher sur Nantes en deux colonnes, l'une au nord, l'autre au sud de la Loire. Ils l'attaquèrent le 29 juin et faillirent s'en emparer. Cathelineau fut tué dans l'affaire. Les représentants qui étaient à Tours reprochèrent à Biron de n'avoir pas secondé Canclaux en prenant à revers les Vendéens pendant leur marche sur Nantes. Ceux qui étaient auprès de lui à Niort, Goupilleau de Montaigu et Bourdon de l'Oise, prirent sa défense et firent même arrêter le général sans-culotte Rossignol, qui s'était pris de querelle avec Westermann, protégé de Biron.

Le Comité de Salut public flotta, comme à son ordinaire, entre les avis contraires. Il soutint Biron, refusa sa démission, mais, par compensation, il fit remettre Rossignol en liberté et le réintégra dans son commandement.

Une attaque générale qu'ordonna Biron, d'accord avec Canclaux,

1. Sur la guerre dans le Roussillon, voir Chuquet, *Dugommier*.



commença au début de juillet, mais aboutit à des échecs retentissants. Westermann, qui se gardait mal et dont les hommes faisaient bombance après leur succès de Châtillon-sur-Sèvre, le 2 juillet, fut surpris et taillé en pièces le lendemain, en laissant à l'ennemi toute son artillerie, les bagages et de nombreux prisonniers.

Si l'on réfléchit qu'à cette date du début de juillet 1793 la révolte fédéraliste bat son plein, que la plupart des grandes villes refusent de reconnaître la Convention, on mesure toute l'étendue du péril que la faiblesse, les maladresses, les demi-mesures, les indécisions du premier Comité de Salut public avaient laissé grandir.

Dans son grand rapport du 29 mai sur la situation militaire, Barère a ingénument livré le secret de la désastreuse politique du Comité : « Dans le choix des officiers généraux », disait-il, « nous avons quelquefois obéi aux défiances populaires et aux dénonciations individuelles. Ces changements de généraux et de chefs sont une des causes les plus funestes de la désorganisation. » C'était avouer que si le Comité n'avait écouté que ses préférences; il aurait fermé résolument l'oreille aux criailleries des clubs et qu'il aurait partout maintenu en fonctions les généraux nobles comme étant les seuls capables. Et c'était avouer aussi qu'il n'avait pas eu ce courage.

La situation était telle qu'on ne pouvait faire la guerre qu'avec ceux qui voulaient la pousser jusqu'à la victoire. Or, le Comité avait recherché la paix à tout prix. Il avait ménagé les Girondins autant qu'il avait pu. Il n'avait pas compris qu'il était vain de poursuivre la conciliation des contraires, qu'il fallait choisir entre la politique de réaction et la politique de mouvement. Non seulement il n'avait pas fait cette guerre du peuple, cette guerre des gueux que réclamaient Bouchotte et Robespierre, mais il avait essayé, sans succès il est vrai, mais avec obstination, de se débarrasser de Bouchotte, qui avait la confiance des patriotes ardents. Les généraux nobles qu'il avait soutenus contre le ministre et contre les clubs et dont il avait vanté les talents, Custine, Dampierre, La Houlière, De Flers, Biron, n'avaient essuyé que des échecs. La situation militaire était plus critique au milieu de juillet quand il fut renversé qu'au début d'avril quand il avait pris le pouvoir, tant il est vrai que ce qui fait la valeur des hommes d'État c'est encore moins l'intelligence, la souplesse, l'habileté que la décision, la fermeté et le caractère.

Albert MATHIEZ.

---



## MÉLANGES

---

LA

### QUESTION DE DROIT ENTRE CÉSAR ET LE SÉNAT

(MARS 59-JANVIER 49)

---

En commençant la guerre civile au début de 49, César semblait croire qu'il avait la loi pour lui ; au dire de ses amis, les *Patres* étaient sortis les premiers de la légalité en enlevant au proconsul des Gaules ses légions et ses provinces avant l'expiration de son commandement. Le sénatus-consulte du 1<sup>er</sup> janvier 49 était-il régulier ou violait-il aux dépens de César des dispositions antérieures ? Tel est le nœud de la « question de droit » entre César et le Sénat.

La situation de César en Gaule était définie par la *Lex Vatinia* de 59 et par la *Lex Pompeia Licinia* de 55 : si nous connaissions le terme que ces lois assignaient au commandement de César, nous serions à même, semble-t-il, de répondre à la question posée ; mais, comme nous n'en possédons pas le texte, tous les chercheurs qui jusqu'alors se sont intéressés à ce problème d'histoire ont essayé de préciser à quelle époque la *Lex Vatinia* fut mise en

BIBLIOGRAPHIE. — Zumpt, *Studia Romana*, 1859, p. 65 et suiv. — Mommsen, *Die Rechtsfrage zwischen Cäsar und dem Senat*, Breslau, 1859 (*Gesam. Schrift.* Berlin, 1906, I, p. 92-165). — Napoléon III, *Histoire de Jules César*, 1866, II, p. 471 et suiv. — Hofmann, *De origine belli civilis Caesarini*, Berlin, 1857. — Guiraud, *Le différend entre César et le Sénat*, Paris, thèse, 1879. — Fustel de Coulanges, *La question de droit entre César et le Sénat* (*Journal des Savants*, juillet 1879, p. 437), réédité dans *Questions historiques*, Paris, 1893, p. 453-469. — Judeich, *Das Ende von Cäsars gallischer Statthalterschaft und der Ausbruch des Bürgerkrieges* (*Rhein. Mus. für Phil.*, 1913, p. 1 à 10). — Holzapfel, *Die Anfänge des Bürgerkrieges zwischen Cäsar und Pompejus* (*Klio, Beitr. zur alt. Gesch.*, IV, 1904, p. 327-382). — Hirschfeld, *Der Endtermin der gallischen Statthalterschaft Cäsars* (*Klio*, IV, 1904, p. 77-88 ; voir aussi *Kleine Schriften*, Leipzig, p. 310-323). — Id., *Nochmals der Endtermin der gallischen Statthalterschaft Cäsars* (*Kleine Schriften*, p. 324-329). — C. Jullian, *Histoire de la Gaule*, III, p. 166, n. 4 ; p. 320, n. 4. — R. Laqueur, *Cäsars gallische Statthalterschaft und der Ausbruch der Bürgerkrieges* (*Neue Jahrb.*, XLVII, 1920, p. 241 ; un deuxième article, *Ibid.*, 1921, p. 233-250). — Frank Burr Marsh, *The Chronology of Caesar's Consulship* (*The Classical Journal*, XXII, 1927, p. 504). — M. Gelzer, *Die Lex Vatinia de imperio Caesaris* (*Hermes Zeitschrift für Klassische Philologie*, Berlin, avril 1928).

vigueur, puis quelle durée la *Lex Licinia* assignait au proconsulat des Gaules. Pourtant, à notre sens, ces recherches ne sauraient suffire : le différend entre César et le Sénat prend sa source dans les événements des années 51-50 bien plutôt que dans l'interprétation des lois antérieures ; aussi distinguerons-nous nettement dans les pages qui vont suivre le problème qui traite de la fin du proconsulat des Gaules de celui qui pose la question de droit entre César et le Sénat : il ne saurait y avoir confusion entre les deux.

## I

LE QUINQUENNium. — D'après la *Lex Vatinia*, le gouvernement de César en Gaule devait durer cinq ans : sur ce point, tous les témoignages sont formels<sup>1</sup> ; ce que nous ignorons, c'est le terme initial et le terme final de ce *quinquennium*. Pour Mommsen, il s'étendrait du 1<sup>er</sup> janvier 58 au 1<sup>er</sup> mars 54 ; d'après ses calculs, en effet, le 1<sup>er</sup> mars continuait, depuis 153, à marquer le début de l'année militaire : le consul qui entrait en charge en janvier ne prenait donc l'« imperium » qu'en mars, mais en vertu du principe « annus coeptus pro completo habetur » les deux mois qui s'écoulaient entre janvier et mars comptaient pour une année entière ; ainsi César, bien qu'il ne partit en Gaule qu'en mars 58, était proconsul depuis le 1<sup>er</sup> janvier de la même année : ses cinq ans prenaient donc fin en mars 54.

Mais est-il exact de voir dans le 1<sup>er</sup> mars le début de l'année militaire ? Guiraud l'a nié, et sa critique, fondée sur une analyse méthodique des documents épigraphiques, montre que le 1<sup>er</sup> mars ne semble avoir joué aucun rôle dans la vie militaire des Romains<sup>2</sup> ; d'ailleurs, les consuls n'attendaient jamais le 1<sup>er</sup> mars pour solliciter une *Lex curiata de imperio* : en 49, Marcellus et Lentulus purent entrer en campagne contre César dès le mois de janvier sans avoir reçu du peuple des pouvoirs spéciaux ; ainsi, l'année militaire se confondait purement et simplement avec l'année civile et la période de janvier à mars 58 ne saurait compter pour un an. Faut-il conclure avec Guiraud que le *quinquennium* accordé à César ne prenait fin que le 1<sup>er</sup> mars 53 ? Nous ne le croyons point, car cette opinion a contre elle un texte formel de Cicéron.

Dans le discours *De provinciis consularibus* (XV), Cicéron nous parle, en effet, de deux propositions faites par les consuls de 55 devant le Sénat, demandant qu'on nommât un successeur à César : il était spécifié que, par égard pour la *Lex Vatinia*, les consuls de 55 ne pourraient pénétrer en Gaule qu'après les calendes de mars 54. Cicéron s'étonne que, pour respecter une loi qu'il juge indigne, on enlève deux mois d'« imperium » aux consuls de 55 : « ... legem, quam non putat, eam quoque servat ; praeфинit enim successori

1. Suétone, 22. — Dion, XXXVIII, 85. — Plutarque, *César*, 14, et *Pompée*, 48. — Appien, *Civ.*, II, 13, 49. — Cicéron, *De Prov. consul.*, 15, 36, 37.

2. Pour toute cette discussion, cf. Guiraud, *op. cit.*, II, p. 19 et suiv.

diem ; fuerit dato consulatu sine provincia... Januario, Februario provinciam non habebit ; kalendis ei denique martiis nascetur repente provincia !<sup>1</sup> Il n'est donc pas douteux que le *quinquennium* dût se terminer en mars 54<sup>1</sup> : c'est qu'il avait commencé à courir à partir de mars 59 et non, comme le prétendaient Mommsen et Guiraud, à partir de mars 58. Le pouvoir proconsulaire de César n'était pas, en effet, une magistrature ordinaire, régie par la *Lex Sempronia* ; il partait du jour même où il avait été conféré par le plébiscite vatinien<sup>2</sup> ; or, selon toute vraisemblance, la loi de Vatinius fut votée peu de temps après la mort de Metellus Celer, survenue au début de mars 59, avant que celui-ci ait pu rejoindre la Gaule dont il avait obtenu le proconsulat<sup>3</sup>. Ainsi, le *quinquennium* n'aurait pas commencé exactement le 1<sup>er</sup> mars 59 : il est probable qu'il prenait fin, dans les mêmes conditions, au début de mars 54, sans qu'on ait fixé d'avance une date précise à laquelle César serait appelé à Rome<sup>4</sup>.

## II

LA FIN DU PROCONSULAT DES GAULES. — Il est d'ailleurs inutile de chercher une approximation plus grande quand on veut connaître la date à laquelle les pouvoirs du proconsul expiraient : nous savons, en effet, que les dispositions de la *Lex Vatinia* furent abrogées à la suite des conférences de Lucques par la *Lex Pompeia Licinia* (55) ; en 56, en effet, les triumvirs qui s'étaient entendus pour donner à Pompée et à Crassus cinq années de commandements militaires<sup>5</sup> avaient décidé aussi de prolonger les pouvoirs extraordinaires de César en Gaule ; mais quelle était la durée de cette prolongation ? Le nouveau commandement s'ajoutait-il au *quinquennium* consenti par la *Lex Vatinia* ou commençait-il à courir dès 55, date de promulgation de la *Lex Pompeia Licinia* ? La question est obscure : une analyse minutieuse des lettres de Cicéron permet pourtant d'y jeter un peu de clarté.

Il ne semble pas que la loi de 55 ait prolongé le proconsulat des Gaules au delà de mars 50. Dans une lettre à Atticus<sup>6</sup>, écrite à la fin de décembre 50, Cicéron adresse cette apostrophe à César : « Tenuisti provinciam per decem annos, non tibi a senatu, sed a te ipso per vim et per factionem datos. » Le

1. Cf. Hirschfeld, *op. cit.*, p. 311.

2. Cf. Zumpt, *op. cit.*, p. 74-82.

3. Cf. Plin., II, 170. — Gelzer croit même que le vote de la *Lex Vatinia* dont la date nous est inconnue doit être reporté aux premiers jours du mois de juin 59 ; Marsh pense, au contraire, que si le sénatus-consulte confirmant le plébiscite est du mois de juin, le plébiscite lui-même remonte au 28 février 59. Quelle que soit la thèse que l'on préfère, nos conclusions sur l'incertitude du terme assigné par ce document au *quinquennium* ne sont pas modifiées : cf., sur ce point, Gelzer, qui accepte le début de mars 54 comme terme final du *quinquennium*.

4. Sur ce point, voir R. Laqueur, *op. cit.*, 1<sup>er</sup> article.

5. Cf. la *Lex Trebonia* [Plutarque, *Caton*, 43. — Dion, XXXIX, 34-35].

6. Cf. *Ad Atticum*, VII, 94, Orelli.

fait que Cicéron emploie le parfait *tenuisti* montre qu'à l'époque où il écrit les pouvoirs de César sont déjà expirés. D'autre part, nous savons que ces pouvoirs prenaient fin avant l'été 50 : Hirtius nous dit, en effet, dans les Commentaires, qu'au cours de l'été 51 César se hâta de rejoindre ses lieutenants devant Uxellodunum pour écraser la révolte d'Aquitaine avant le début de l'hiver : « ... cum omnibus Gallis notum esse sciret aliquam esse unam aetatem suae provinciae, quam si sustinere potuissent, nullum ultra periculum vererentur<sup>1</sup>. » — Cet unique été qui reste à César ne peut être que celui de 51, sans quoi on s'expliquerait mal sa hâte d'en finir avec la rébellion s'il avait encore devant lui toute une année de campagne ; la résolution des assiégés de tenir jusqu'à la fin de l'été 51 montre que César devait être rappelé à Rome au cours de l'hiver 51-50.

Après Mommsen et Guiraud, Hirschfeld admet, en effet, que le proconsulat de César devait prendre fin en mars 50 ; pourtant la lettre à Atticus (VIII, 9, 4) parle formellement de dix années de commandement, et de mars 59 à mars 50 il n'y a que neuf ans. Cette remarque a conduit Holzapfel à contester les conclusions de Hirschfeld et à admettre la date de mars 49 comme terme du proconsulat des Gaules<sup>2</sup>. Ce point de vue nous semble difficile à soutenir : Holzapfel néglige, en effet, le texte d'Hirtius, pourtant suggestif ; il oublie qu'en décembre 50 Cicéron parle de la magistrature de César au passé (« tenuisti provinciam... Praeteriit tempus »), mais, surtout, il interprète mal, à notre sens, le « decem annos » de la lettre à Atticus. Cicéron, remarquons-le, n'insiste pas sur le fait que les pouvoirs de César ont légalement duré dix ans, mais bien plutôt sur le fait que ces dix ans de commandement effectif n'ont pas été accordés par le Sénat : loin d'affirmer que l'occupation de la Gaule pendant dix ans était prévue par la loi, il constate qu'en fait César l'a occupée pendant dix ans et il s'en indigne<sup>3</sup>. En décembre 50, il y avait à peu près dix ans que le proconsul était en Gaule : il y était arrivé en mars 59 et, comme il n'avait pas quitté ses légions en mars 50, il y avait exactement neuf ans et dix mois qu'il était absent de Rome. Que Cicéron ait écrit dix ans au lieu de neuf ans et dix mois, cela n'a rien qui doive surprendre dans un texte où l'auteur, loin de faire une discussion en règle, se livre à des invectives enflammées.

La *Lex Pompeia* n'avait donc pas accordé à César un nouveau *quinquennium* au terme du premier, comme semble le croire Holzapfel. Lorsque Suetone, Velleius, Plutarque ou Appien affirment que la loi de 55 donna cinq

1. Cf. *De Bello Gallico*, VIII, 39.

2. Cf. *Klio*, V, 107.

3. Dans ce cas, il faut supposer que « per vim et per factionem » ne font pas allusion au plébiscite vatinien, comme on a semblé le croire jusqu'ici. Cicéron constate que, depuis mars 50, le Sénat a essayé à plusieurs reprises de relever César de son commandement sans lui accorder de nouveaux délais (« non tibi datos ») ; « per vim et per factionem » fait allusion à l'attitude de César et de ses amis de Rome depuis mars 50, attitude de révolte qui a contraint le Sénat intimidé ou conciliant à différer son rappel.

années de commandement à César, c'est qu'ils considèrent que la *Lex Pompeia Licinia* abrogeait implicitement le plébiscite vatinien et qu'elle entraînait en vigueur dès 55 et non pas seulement en 54, à la fin du *quinquennium*<sup>1</sup>. D'ailleurs, César n'avait-il pas intérêt à ce qu'elle entrât immédiatement en vigueur? Le décret de 59 était considéré à Rome comme illégal; à chaque instant, il pouvait être abrogé comme tel; en ne faisant commencer son second proconsulat qu'au terme fixé par le plébiscite vatinien, César restait pendant plus d'un an exposé aux attaques de ses adversaires; s'il renonçait à profiter jusqu'au bout de ces avantages, bien fragiles en somme, c'est qu'il tenait avant tout à affermir sa situation; comme le remarque Fustel de Coulanges, sa grande préoccupation à Lucques avait été bien moins d'allonger son commandement que de régulariser et de légaliser ses pouvoirs. La *Lex Licinia Pompeia* marque donc en 55 le début du second proconsulat des Gaules, et le terme de celui-ci, fixé *ipso facto* en mars 50, reste entièrement indépendant de la date à laquelle le plébiscite vatinien devenait caduc.

### III

LES DIFFICULTÉS ADMINISTRATIVES. — Le rappel de César en janvier 49 n'était nullement prématuré; le Sénat était donc dans son droit en faisant rentrer à Rome un proconsul dont les pouvoirs étaient expirés depuis huit mois. Voilà, semble-t-il, la question de droit résolue! En réalité, cette question n'a rien à voir avec les problèmes chronologiques dont nous venons d'esquisser la solution; la date de mars 50 ne joue aucun rôle dans les conflits qui vont surgir entre César et le parti sénatorial.

Pas plus en 55 qu'en 59 on n'avait fixé la date exacte où César devait quitter ses légions. La réflexion de Cicéron dans une lettre à Atticus: « *Exercitum habebas diutius quam populus jussit, invito senatu*<sup>2</sup>, » semble indiquer en effet qu'on avait laissé au Sénat le soin de nommer un nouveau proconsul en Gaule quand bon lui semblerait, à l'expiration des cinq ans accordés à César. D'ailleurs, dans les discussions qui s'engagent au Sénat entre 51 et 49, il n'est jamais question de rappeler purement et simplement César, mais toujours de lui nommer un successeur; ainsi, le proconsulat des Gaules n'était pas susceptible de prendre fin à une date fixée d'avance; il était limité dans sa durée par le fait qu'à partir de mars 50 on pouvait envoyer un autre magistrat en Gaule; aussi longtemps que le Sénat négligerait de nommer ce successeur, César pouvait rester à la tête de ses légions<sup>3</sup>.

1. Dion Cassius, qui parle de trois ans, se place au terme fixé par la *Lex Vatinia* pour juger du bénéfice que retirait César des conférences de Lucques: *Oi ὕπατοι, προσποιήσατο αὐτοῖς, ὥστε τὴν ἡγεμονίαν καὶ ἐκείνῳ τρία ἔτη κλείω (ὥστε ταλῆθες εὐρίσκειται).* [*Caesar*, 39, 33].

Cf. Fustel de Coulanges, *op. cit.*, p. 473.

2. *Ad Attic.*, VII, 9, 4. Cf. aussi *Ad Familiares*, VIII, 89.

3. Cf. R. Laqueur, *op. cit.*, 2<sup>e</sup> article.



C'est là que commençaient les difficultés. A qui pouvait-on attribuer, en mars 50, les provinces césariennes? En vertu de la *Lex Sempronia*<sup>1</sup>, elles pouvaient être dévolues aux consuls de 49 qui allaient être élus en juillet 50. Or, les consuls de 49 ne pouvaient prendre possession de leurs provinces qu'en mars 48 : si donc le commandement de César prenait légalement fin le jour où on lui nommait un successeur, en fait, par la conséquence logique des lois en vigueur en 56 ou, si l'on veut, par la bizarrerie de l'administration romaine, César avait la possibilité de rester en Gaule jusqu'en mars 48. Pompée ne semble pas avoir songé à Lucques à cette éventualité : grâce à elle, César pouvait, en effet, assurer la continuité entre ses magistratures et échapper ainsi aux poursuites dont ses adversaires le menaçaient le jour où, dépouillé de toute fonction publique, il redeviendrait un simple citoyen et aurait à répondre des illégalités commises en 59.

En vertu des lois syllaniennes, César, consul en 59, ne pouvait dans l'esprit de ses adversaires être réélu qu'en 49 : s'il rentrait à Rome avant la fin de 50, il restait jusqu'en juillet 49 exposé aux coups de ses ennemis ; s'il restait dans sa province jusqu'aux comices, il revenait à Rome revêtu du consulat et par suite inviolable. Tandis qu'il s'efforçait de se maintenir dans les charges publiques, ses ennemis ne songeaient qu'à créer dans la série de ses magistratures une interruption qui le livrerait à leur vengeance<sup>2</sup>. En septembre 51, Caelius écrit en effet à Cicéron : « Pompeius tuus aperte non vult Caesarem et provinciam tenere cum exercitu et consulem designari<sup>3</sup>. » En mai 50, il écrivait encore : « Pompeius tuus, tanquam Caesarem non impugnet, valde autem non vult et plane timet Caesarem consulem designari prius quam exercitum et provinciam tradiderit<sup>4</sup>. » Ainsi, dès la fin de 51, Pompée voulait, lui aussi, que César redeviât pour un temps simple particulier ; mais comment pouvait-on, en restant fidèle à la lettre des lois, priver César des avantages qu'il était en droit d'attendre de la *Lex Licinia Pompeia*? Dès 52, d'ailleurs, mis en éveil par une loi de Pompée soumettant à la juridiction des tribunaux les actes passés des magistrats<sup>5</sup>, César, de plus en plus résolu à ne

1. Il ne semble pas que la *Lex Sempronia* obligeât à décréter dix-huit mois à l'avance les provinces qui reviendraient aux consuls sortant de charge et à choisir dès janvier le lot des consuls à élire en juillet : il suffisait que ce choix fût arrêté quelque temps avant les comices consulaires [cf. Laqueur, *op. cit.*, p. 237]. Comme d'après la *Lex Licinia* les pouvoirs de César prenaient fin avant juillet 50, les provinces qu'il occupait pouvaient être distribuées aux consuls à élire en juillet 50.

2. La clause de sauvegarde reconnue en faveur de César : *cum rei publicae causa abeset, reus non feret*, devenait évidemment, d'après ce qui précède, sans effet à partir de mars 50. Même, si, comme le veut Gelzer, l'immunité lui eût été conservée après la perte de ses provinces (*Lex Cornelia*), elle disparaissait dès qu'il aurait franchi le *pomerium* : c'était donc pour César l'impossibilité de se présenter en personne aux comices consulaires, sans redevenir, ne fût-ce qu'un jour, simple citoyen.

3. *Ad Fam.*, VIII, 9, 5.

4. *Ad Fam.*, VIII, 12, 2.

5. La loi n'intéressait que ceux qui avaient été magistrats depuis 70. Cf. Appien, I, 24.

pas quitter ses légions avant d'être réélu au consulat, se faisait reconnaître le droit de poser sa candidature devant les comices tout en restant absent de Rome : Pompée laissait passer la loi, et le vainqueur des Gaules pouvait se croire au terme de ses inquiétudes.

Pourtant, quelques semaines plus tard, Pompée portait devant le Sénat une loi exigeant la présence à Rome de tout candidat aux élections consulaires. Nous sommes mal renseignés sur cette loi : il est probable qu'elle abrogeait le décret rendu quelque temps avant en faveur de César ; mais pouvait-on lui donner ainsi une portée rétroactive sans en faire un coup d'État en miniature ? Pompée comprit sans doute le danger quand il inséra après coup une clause où, de sa propre autorité, il confirmait le privilège antérieurement reconnu à César. Fustel de Coulanges a pu se demander « s'il y avait plus d'illégalité à ce que Pompée enlevât subrepticement à César ce que la loi tribunicienne venait de lui donner ou à ce qu'il lui restituât subrepticement le lendemain ce que sa propre loi venait de lui enlever ». Pour nous, le problème n'est point là ; Pompée tenait à conserver toutes les apparences de la légalité et, comprenant qu'il avait fait une fausse manœuvre, il revenait purement et simplement au *statu quo*. Son intention avouée était qu'après le 1<sup>er</sup> mars 50, alors qu'aux termes de la loi de 55 les pouvoirs de César auraient pris fin, celui-ci pût être rappelé à Rome : c'est ce qu'en octobre 51 Caelius écrit à Cicéron <sup>1</sup> : « Aliquando tamen, saepe re dilata et graviter acta et plane perspecta, Cn. Pompei voluntate in eam partem, ut eum [Caesarem] decedere post Kal. Mart. placeret, quod tibi misi, factum est. » Plus loin, il précise davantage la pensée de Pompée, qui aurait prétendu : « ... se ante Kal. Mart. non posse SINE INJURIA de provinciis Caesaris STATUERE <sup>2</sup> : post Kal. Mart. se non dubitaturum. »

Pour éviter l'« injuria », Pompée porta devant le Sénat dès 52 une *Lex de Provinciis* qui introduisait une importante réforme administrative <sup>3</sup>. Elle supprimait l'obligation d'attribuer les provinces avant les comices consulaires : on pouvait même envoyer dans les provinces des personnages consulaires. Ainsi, après le 1<sup>er</sup> mars 50, César pourrait être immédiatement remplacé en Gaule : la durée de ses pouvoirs se trouvait arbitrairement diminuée. Pourtant, il n'y avait rien d'illégal dans le décret de Pompée : en se renfermant dans les limites de la plus stricte légalité, il mettait fin à une fantaisie administrative découlant logiquement des lois existantes, mais qu'aucune loi spéciale ne sanctionnait. La protestation de Curion en mai 51 resta sans

1. *Ad Fam.*, VIII, 8, 4.

2. Notons le mot « statuere » : il est question de délibérer et non de rappeler César.

3. Cette nouvelle manœuvre n'est pas autre chose qu'une manœuvre latérale que Pompée substitue à l'attaque directe, si maladroitement menée en 52 (interdiction des candidatures « in absentia »). Pourquoi César n'a-t-il pas protesté contre cette nouvelle mesure ? Sans doute parce qu'il comptait faire admettre l'interprétation large qu'il donnait du plébiscite des tribuns : celle-ci ne devait pas faire violence à l'esprit du plébiscite, puisqu'on verra (cf. ci-dessous, p. 26) que Cicéron lui-même l'accepta (*Ad Attic.*, VII, 7, 6).

effet : en fixant au 13 novembre 50 la date du rappel de César, le Sénat voulait seulement accorder au proconsul un délai de grâce<sup>1</sup>, maigre compensation en face des avantages qu'on lui avait ravis, légalement certes, mais à coup sûr injustement.

En vertu de la *Lex de Provinciis*, les consuls de 50 ne reçurent aucune province lors de leur entrée en charge : les Gaules, vacantes dans le courant de mars, devaient leur revenir. A la fin de 50, César n'avait donc plus qu'à se retirer : sans violer ouvertement aucune loi, par une simple modification dans la législation des provinces, ses adversaires avaient su ouvrir dans la série de ses magistratures la brèche qu'il redoutait.

#### IV

LE CONFLIT ET LA QUESTION DE DROIT. — César sentait d'ailleurs fort bien que Pompée avait sauvegardé la légalité. En lisant attentivement le *De Bello Civili*, on voit qu'il ne reproche nulle part à ses adversaires de l'avoir frustré dans ses dix années de commandement ; à aucun moment il n'invoque la *Lex Licinia Pompeia* à l'appui de sa thèse : n'est-ce pas là une preuve que cette loi était périmée au moment où s'ouvrit le conflit entre César et le Sénat, qu'elle ne pouvait plus servir à soutenir les revendications du vainqueur des Gaules et que, par conséquent, elle n'a plus rien à faire dans l'histoire du différend qui devait se terminer dans les champs de Pharsale ?

En janvier 49, quand le Sénat eut lancé l'ordre de rappel, César fit connaître aux Pères Conscrits, par la bouche de Roscius et de L. César, le mécontentement qu'il éprouvait : « Quod populi romani beneficium sibi per contumeliam ab inimicis extorqueretur, ereptoque semenstri imperio in urbem retraheretur cujus absentis rationem haberi proximis comitiis populus jussisset<sup>2</sup>. » Les six mois dont parle César ne sauraient être que ceux qui vont de janvier à juillet 49 ; dans son idée, en lui conférant l'autorisation de briguer le consulat « in absentia » aux comices de 49, le plébiscite de 52 avait prolongé du même coup ses pouvoirs jusqu'en juillet 49<sup>3</sup>. Plus loin, César revient sur cette idée en demandant pourquoi Pompée, qui avait accepté la possibilité d'une candidature « in absentia — ut sui ratio absentis habere-tur » — lui refusait la jouissance des avantages conférés par le peuple : « Cur se uti populi beneficii prohibuisset ? »

Mais la reconnaissance du droit d'« absentia » impliquait-elle nécessairement une prolongation de commandement ? Ne connaissant ni la forme ni la teneur du plébiscite, il nous est difficile d'en juger. La proposition des tribuns

1. Cf. *Ad Fam.*, VIII, 11, 3 : « ... in unam causam omnis contentio est de provinciis con-jecta : in quam adhuc incubuisse cum senatu Pompeius videtur, ut Caesar Id. Nov. decedat ; Curio omnia potius subire constituit quam id pati. »

2. *De Bello Civili*, I, 9.

3. Et par suite aussi son immunité. Cf. Gelzer, *op. cit.*, p. 128 et suiv.

étant antérieure à la loi des provinces, il peut sembler étrange que César ait réussi à déjouer d'avance les menées de Pompée et à assurer par un nouveau stratagème la continuité de ses magistratures. Cependant, l'interprétation que présente César de la loi de 52 n'est pas sujette à caution : dans une lettre à Atticus, Cicéron, l'ennemi acharné du proconsul, est le premier à reconnaître que la clause relative à l'« absentia » entraînait bel et bien une prolongation des pouvoirs : « Quid ergo, exercitum retinentis cum legis dies transierit rationem haberi placet? Mihi vero ne absentis quidem : sed cum id datum est, illud una datum est <sup>1</sup>. »

C'est seulement sur la durée exacte de cette prolongation que Césariens et Sénatoriaux ne sont pas d'accord. Deux historiens nous donnent quelques renseignements sur l'objet du débat. D'après Dion Cassius, César, même absent de Rome, pouvait se présenter au consulat le jour où légalement il devenait éligible, c'est-à-dire le jour où, d'après la loi de Sylla, il se serait écoulé dix ans depuis la date de son premier consulat : ἀπὸντι τὴν ἀρχὴν ἔτεον ἐκ τῶν νόμων κατὰ τὴν αἰτέσει <sup>2</sup>. Consul en 59, César pouvait donc jouir de son commandement jusqu'en juillet 49. — Suétone nous présente les faits sous un jour quelque peu différent ; d'après lui, en effet, le plébiscite de 52 spécifiait : « Ut sibi absenti [Caesari] quandoque tempus expleri cœpisset, petitio secundi consulatus daretur <sup>3</sup>. » César pouvait briguer le consulat « in absentia » au moment où son proconsulat tirerait à sa fin. Or, à quel moment pouvait-on dire que le proconsulat de César tirait à sa fin, sinon pendant la période qui s'étend de mars à juillet 50 <sup>4</sup>? Légalement, ses pouvoirs avaient pris fin et pratiquement il pouvait être remplacé d'un jour à l'autre : c'est donc en juillet 50 que, selon Suétone, César aurait pu briguer le consulat.

De ces deux versions, quelle est la bonne? César affirme à plusieurs reprises qu'il n'était éligible qu'en 49 pour 48 <sup>5</sup> : le plébiscite de 52 ne l'avait pas dispensé d'obéir à la loi de décennalité ; le Sénat, par contre, raisonnait autrement et s'en tenait à l'interprétation que présente Suétone, ainsi qu'en témoigne une lettre de Caelius, datée d'octobre 51, où l'auteur examine si César peut être candidat en juillet 50 <sup>6</sup>. Ainsi, la question de droit qui se pose à cette époque roule tout entière sur l'interprétation du plébiscite de 52 : elle consiste à se demander si oui ou non César était éligible en 50 comme le prétendait le Sénat et comme, pour son compte, César le niait <sup>7</sup>. Mommsen a

1. *Ad Attic.*, VII, 7, 6.

2. *Dion*, XL, 51, 2.

3. *Suétone*, *Caesar*, 26.

4. *Cf. R. Laqueur*, 2<sup>e</sup> article.

5. *Cf. De Bello Civili*, I, 32 (« expectato legitimo tempore consulatus »), et *Ibid.*, III, 1, « is enim erat annus (c'est l'année 48) quo per leges ei (Caesari) consulem fieri liceret ».

6. *Ad Fam.*, VIII, 8, 9.

7. Les renseignements épigraphiques ne nous permettent pas de savoir si depuis Sylla jusqu'à César la loi de décennalité avait toujours été rigoureusement appliquée. Il faut reconnaître qu'en l'absence de toute dérogation la thèse de César était très solide. D'après Gelzer

tranché rapidement la question en adoptant le point de vue de César ; Hofman a accepté, au contraire, la version de Suétone, mais aucun de ces deux historiens n'a vu là le centre du problème qui nous occupe : tous ont passé rapidement sur ce petit détail et sont allés chercher l'origine du conflit dans la durée assignée par les *leges Vatinia* et *Licinia* au proconsulat des Gaules. En réalité, tout le problème est là : la loi de 52 avait-elle retardé en faveur de César l'application de la loi des provinces ou abrogé la clause décennale des lois syllaniennes ? Au fond, on se disputait pour savoir quelle loi serait violée, et il est difficile de dire où se trouvait la plus grande illégalité.

Conformément à l'interprétation qu'il donnait de la loi de 52, le Sénat, en 50, décida que la candidature de César serait prise en considération pour les comices de juillet ; Pompée, feignant l'indécision, ne demandait qu'à laisser au Sénat l'initiative de la rupture<sup>1</sup>. Admettait-il le principe de la continuité des magistratures césariennes ? Renonçait-il à livrer César aux tribunaux ? En réalité, il croyait avoir trouvé le moyen d'abattre définitivement César en lui tendant un piège redoutable : tout avait été préparé pour faire échouer la candidature du proconsul des Gaules ; l'influence de Pompée était considérable à Rome<sup>2</sup> ; tandis que César devrait confier à ses amis le soin de sa campagne électorale, il pourrait de son côté manœuvrer sur place au mieux des intérêts du parti sénatorial : l'échec des Césariens aux élections de 50, la nomination de Marcellus et de Lentulus montrent que la cause du Sénat était gagnée d'avance. César le comprit fort bien ; aussi repoussa-t-il en juillet 50 une combinaison qui, en l'autorisant à se présenter devant les comices, semblait lui offrir l'occasion tant attendue de réaliser la continuité de ses magistratures : en réalité, il se voyait au lendemain des comices battu, sans armée, sans province, à la merci d'une action en illégalité.

La puissance de Pompée était menaçante : tant qu'il serait en Italie et qu'il y ferait régner la crainte de ses légions, la liberté des assemblées électorales ne serait qu'un vain mot<sup>3</sup>. Mais pourquoi César s'obstinait-il à repousser d'un an sa candidature ? La situation eût-elle été différente en 49 ? Espérait-il que, dans le courant de l'année, Pompée se déciderait enfin à gagner l'Espagne, dont il exerçait théoriquement le proconsulat depuis 55 ? Gelzer voit dans ces attermoissements un calcul politique d'une habileté con-

(*op. cit.*, p. 129), le Sénat, qui avait accepté la troisième candidature de Pompée en 52, sans tenir compte de la clause décennale, était prêt à passer outre une fois de plus en faveur de César. En refusant de poser sa candidature en 50, César adressait donc une critique à Pompée et se donnait l'air de faire passer, plus que son rival, la légalité avant sa situation personnelle : simple calcul, comme on verra.

1. *Ad Fam.*, VIII, 13, 2 : « Stomacho est Magnus nunc ita languenti, ut vix id, quod sibi placeat, reperiat. »

2. *De Bello Civili*, I, 85, 8 : « In se novi generis imperia constitui, ut idem ad portas urbanis praesideat rebus et duas bellicosissimas provincias absens tot annis obtineat. »

3. *De Bello Civili*, I, 9, 5 : « Metus » civitate tollatur, libera comitia atque omnis res publica senatui populoque romano permittatur. »



sommée : César s'était fait dans ses provinces toute une clientèle qu'il s'efforçait d'incorporer peu à peu dans la cité romaine : l'inscription de 5,000 nouveaux citoyens sur les listes de *Novum Comum* lui avait valu une grande popularité<sup>1</sup>. En mai 51, le bruit courut que toute la Transpadane allait recevoir le droit de cité romaine<sup>2</sup> et un passage d'Hirtius nous apprend qu'au cours de l'été 50 César projetait une extension plus large encore du titre de citoyen romain<sup>3</sup>. Ainsi, pour les élections de 49, il aurait pu compter sur les voix de ces néo-citoyens<sup>4</sup> recrutés dans les provinces soumises à son imperium : dans la bataille électorale, il aurait eu cette fois en mains toutes les chances de succès. Là serait le secret de son intransigeance, de son prétendu respect pour les vieilles lois : en 50, l'échec était inévitable ; un an plus tard, le succès était certain. Gelzer nous présente l'attitude de César sous un jour un peu nouveau et son explication est des plus séduisantes. R. Laqueur ne cherche pas si loin les raisons de l'obstination de César à refuser sa candidature en 50 : dans ce conflit, surgi à l'improviste, il aurait trouvé simplement un prétexte commode pour justifier l'emploi de la force qu'il avait jugé depuis longtemps inévitable ; aussi repoussait-il toute solution transactionnelle. Si telle était la pensée de César, il faut reconnaître pourtant que le Sénat brusqua le cours des événements : à la fin de 50, il estimait que les avantages conférés à César par la loi tribunitienne de 52 étaient périmés ; César ne s'était pas présenté aux élections de 50 : libre à lui ; mais dès lors les Pères Conscrits le rappelaient à Rome le 1<sup>er</sup> janvier 49, tandis que, du fond de la Gaule, il persistait à soutenir que son « *privilegium* » continuait à courir jusqu'en juillet 49.

En somme, chacun cherchait à interpréter à son idée un document resté volontairement imprécis et à faire jouer à son profit tous les ressorts de la légalité. Peut-on dire avec Hirschfeld que César avait pour lui le droit, mais que Pompée avait la stricte légalité ? Certes, Pompée n'avait violé aucune loi, mais il avait modifié la situation constitutionnelle de telle façon que les avantages accordés jadis à César devenaient illusoires. Un détraquement irrémédiable s'était produit dans le jeu de la constitution romaine le jour où l'on avait inauguré les magistratures de longue durée, indéfiniment renouvelables, et les attributions de pouvoirs extraordinaires. Pratiquement, on vivait depuis 59 sous un régime permanent de coups de force légaux : les lois liciniennes, comme celles de 52, bien que constitutionnellement légales, bouleversaient en fait toute la législation.

Dans ces conditions, Pompée avait-il pour lui toute la légalité ? Si l'on s'en tient aux *Leges Licinia Pompeia* et *Pompeia de Provinciis*, on peut répondre par l'affirmative : au delà, Pompée sortait résolument, lui aussi, du domaine

1. Suétone, *Caesar*, 28, 3. — Strabon, V, 213.

2. Cicéron, *Ad Attic.*, V, 2, 3. — *Ad Fam.*, VIII, 1, 2.

3. *De Bello Gallico*, VIII, 24, 3.

4. *De Bello Gallico*, VIII, 50, 4.

légal dans le débat qui forme le cœur de la question de droit ; le plébiscite de 52, selon l'interprétation qu'on en donnait, était en opposition formelle soit avec la *Lex Pompeia*, soit avec la loi décennale de Sylla. Laquelle allait-on sacrifier ? Pompée voulait que ce fût la loi de Sylla, César préférait sacrifier la loi de 52 : c'était deux façons différentes de comprendre la légalité ou, si l'on veut, l'illégalité.

Dans ces conditions, peut-on parler, au sens rigoureux du terme, d'une question de droit ? Elle semble se poser quand on essaie d'expliquer les événements de 50-49 au moyen des mesures décrétées par les triumvirs en 56 ; mais quand on considère que les germes de la guerre civile sont dans l'interprétation du décret de 52, on s'aperçoit très vite que le débat n'a rien de juridique. Comment parler de question de droit là où la légalité n'est qu'une arme de combat et où le respect d'une loi se traduit par la violation d'une autre ? En suivant pas à pas le détail des faits, on voit s'évanouir la question de droit qui avait pu paraître si précise à l'origine : à la place de ce fantôme, on rencontre la terrible rivalité des deux hommes qui ne veulent déchoir ni l'un ni l'autre, le conflit de deux forces.

A côté du droit gravé dans les tables d'airain, il y a, en effet, le droit tel que le font les hommes et les circonstances : lui seul intervient dans le domaine des événements politiques ; aussi, quand on se demande qui de César ou du Sénat avait pour lui le droit et la légalité, on pose un faux problème : tout se réduit à l'interprétation d'un document imprécis, de valeur juridique douteuse, où les passions et la force jouent le plus grand rôle. « Obscuritas » et « certamen »<sup>1</sup>, tels sont les deux mots de Cicéron qui caractérisent le mieux l'histoire de ce débat où le droit et la moralité n'occupent aucune place.

Aimé PERPILLOU.

## NAPOLÉON ET LES JUIFS

*Napoléon et les Juifs*, c'est le titre d'une thèse de doctorat récemment soutenue avec succès à la Faculté des lettres de l'Université de Paris<sup>2</sup> par M. Anchel, archiviste aux Archives nationales. Il est peu de sujets qui soient d'un intérêt aussi étendu, et par l'ampleur des conceptions impériales, et par le

1. Cf. *Pro Marcello*, X : « Erat enim obscuritas quaedam, erat certamen inter clarissimos duces. »

2. Robert Anchel, *Napoléon et les Juifs*. Paris, les Presses universitaires de France, 1928, 1 vol. in-8°, xxxi-598 pages ; prix : 75 fr.

caractère quasi universel, international, dirait-on aujourd'hui, de la question juive.

On n'y saurait avoir désormais de meilleur guide que M. Robert Anchel, en la thèse qu'il vient de soutenir devant la Sorbonne et qu'elle a particulièrement distinguée : une des bonnes thèses, en effet, de ce temps où on les compte.

Elle vaut aussi par la solidité impeccable de ses sources, qui ont permis à M. Anchel d'épuiser le sujet, du moins en ce qui concerne la France. Nous n'avions jusque-là, en dehors de quelques ouvrages généraux, beaucoup trop généraux, que quelques bons articles, comme ceux de Liber dans les *Études juives*, ou de Sagnac dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, et quelques utiles pages de Pariset dans l'*Histoire contemporaine de la France* (Lavisse). Sans doute, il y avait et il y a aussi des documents et des études en hébreu ; mais elles ne sont pas de l'accès le plus facile ; on en dirait autant des diverses langues slaves : car la question juive se pose dans les pays slaves et dans toute l'Europe centrale de la façon la plus dramatique.

Ce n'était pas le sujet de M. Anchel, et, comme M. Pariset, il ne veut connaître de Napoléon que dans le cadre de la France, tout au plus de la France et du royaume d'Italie. Il est possible, d'ailleurs, que Napoléon n'ait vu la question juive que de ce point de vue.

En ce sens, M. Robert Anchel avait une source aussi abondante que neuve dans l'ensemble des papiers versés aux Archives nationales par l'ancienne direction des Cultes. Il s'agit surtout de la sous-série F. 19, complétée par quelques archives départementales et consistoriales. Par ailleurs, la bibliographie de M. Anchel appelle surtout l'attention sur le grand ouvrage de Philippson, sur la notice de Coquebert-Montbret, « État des Israélites en France, en réponse à des questions proposées par un savant étranger », sur les articles de Farges, de Liber, de Sagnac. Quelques épithètes sévères nous mettent en garde contre certaines publications tendancieuses ou partiales : on se doute qu'en la matière il se rencontre de part et d'autre des passions véhémentes.

Cette bibliographie et les titres de chapitres délimitent très précisément le sujet : les Juifs en France de 1789 à 1806, l'intervention de l'Empereur, une oppression préliminaire, l'assemblée juive de 1806, la consultation de l'assemblée, l'élaboration des décrets impériaux, un régime d'oppression, le fléchissement de l'arbitraire, le retour à l'égalité, deux actes complémentaires, l'application des décrets sur l'organisation cultuelle, la gestion des consistoires. Nous reviendrons sur quelques-unes de ces formules.

En somme, à part environ soixante pages (sur 598) et quelque rapide prolongement au delà de 1814, la thèse traite essentiellement des grands actes de 1806-1808, de l'assemblée des notables juifs, du grand Sanhédrin et des décrets impériaux qui en sont sortis.

C'en est assez pour donner à ce livre le plus grand intérêt. Dans la pensée

et dans l'œuvre générale de Napoléon, il ne faut point les séparer du Concordat de 1801 avec l'Église catholique et de celui de 1802 avec les Églises protestantes : même préoccupation de soumettre les questions religieuses à l'examen et au contrôle du gouvernement civil, d'assurer le repos des consciences et la liberté des cultes, pourvu que soit garanti l'ordre établi par la loi, selon les formules de la Déclaration des Droits de l'homme, de ramener toutes les « sectes » comme tous les partis, comme tous les ordres ou états sociaux sous la tutelle et l'autorité de l'État : en un mot, construction de l'État, de l'État français, laïque, c'est-à-dire neutre, respectueux de toutes les consciences, sévère à tous les « fanatismes », comme on disait alors, selon les inspirations de la philosophie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Nous sera-t-il permis de dire ici que Napoléon fut le meilleur disciple de la philosophie du XVIII<sup>e</sup> siècle, qu'il avait mis la philosophie sur le trône ? Despotisme peut-être que le régime napoléonien, mais despotisme éclairé, éclairé des lumières du siècle, un despotisme comme celui de Frédéric II et de Catherine II. Il arrive qu'il faille de l'autorité pour assurer la liberté, pour garantir la révolution de la réaction. Paradoxe, dira-t-on ; il y a des paradoxes qui sont plus vrais que certaines « vérités » admises, préjugés ou partis pris ; mais nous n'en sommes pas encore là...

M. Robert Anchel consacre son premier chapitre à l'état des Juifs de 1789 à 1806 : bonne introduction, en effet, à son étude. On aurait même aimé qu'il remontât à l'Ancien régime : il eût été bon de rappeler la condition à laquelle ils étaient autrefois réduits, et, malgré les atténuations que l'état des mœurs y avait apportées, malgré l'édit de tolérance de Malesherbes en 1787, il eût été utile de dire qu'ils étaient toujours, aux yeux de la loi et dans les mœurs, des réprouvés. Ainsi seulement on mesurerait parfaitement la portée des décrets de la Constituante et de ceux de Napoléon ; car ensemble ces décrets, de 1789 à 1806, sont pour eux des décrets de libération, puisqu'ils proclament et consacrent l'égalité, c'est-à-dire la fin des persécutions.

M. Anchel dit fort bien (p. 9) que, de 1789 à 1806, les Juifs furent affranchis, mais que la haine n'avait pas désarmé et s'opposait à ce qu'ils prissent rang dans la société, et encore (p. 11) : même après le décret du 7 août 1790 qui abolissait toutes les redevances particulières aux Juifs, et celui du 27 septembre 1791 qui déliait les dernières entraves, l'opinion resta à peu près généralement hostile. Car il ne suffit pas de proclamer des principes, et il n'était pas si facile de faire passer dans la loi et dans les mœurs les bienfaisantes formules de la Déclaration des Droits : « Tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits... Nul ne sera inquiété pour ses opinions, même religieuses... »

De là aux décrets de Napoléon, il y a toute la distance, souvent fort longue et parfois infranchissable, qui sépare la théorie de la pratique.

Ici il y a, dans l'intervalle, la Terreur, qui fut aussi dure aux Juifs qu'aux

catholiques. « La synagogue », dit M. Robert Anchel, « fut menacée, comme l'Eglise catholique, dans ses dogmes, la prière hébraïque proscrite comme la messe latine. » Notamment, le procureur de la commune de Lunéville fit cesser, le 24 ventôse an II, « les singeries et les rassemblements illégaux des Juifs ». La synagogue de Metz devint un parc à bestiaux. A l'Isle-en-Vaucluse, le vandalisme révolutionnaire détruisit entièrement la synagogue et le ghetto. Les ornements et le matériel des temples subirent le même sort que ceux des églises catholiques. A Nancy, un membre du Conseil général de la Commune présenta une motion tendant à faire tenir pour suspects tous les Juifs qui n'épouseraient pas des catholiques. Le 21 brumaire an II, les Juifs portugais de Paris furent admis à la séance de la Convention : « Le peuple israélite », dirent-ils, « a toujours trouvé le bonheur dans les lois descendues de la Montagne ; aujourd'hui un petit nombre de ce peuple qui se plait à Paris et qui a un petit temple faubourg Saint-Germain le dépouille pour en faire une offrande aux saints de la Montagne. »

A Strasbourg, à l'instigation des représentants en mission, on brûla dans un autodafé les livres de la Loi.

« Les Jacobins », écrit M. Anchel, « poursuivirent non seulement l'exercice public du culte, mais aussi ses pratiques privées. Celles des Juifs les exaspérèrent d'autant plus qu'ils les comprenaient moins, et il est permis de se demander si le zèle déployé contre elles ne procédait pas de la haine traditionnelle autant que des sentiments patriotiques invoqués. » Sans aucun doute. Car il arrive aux plus fiers républicains de ne pas connaître la liberté de conscience.

L'observance du sabbat fut généralement interdite, surtout après la mise en vigueur du calendrier républicain, et même dans des localités où les Juifs ne se trouvaient qu'en bien petit nombre, comme à Troyes. La circoncision, l'abatage des bestiaux selon le rite, les modes vestimentaires pour les hommes comme pour les femmes, motivèrent des poursuites. Le procureur du district de Strasbourg requiert là contre le 1<sup>er</sup> frimaire an II : « Il existe parmi ces hommes la loi inhumaine d'opérer sanguinairement sur l'enfant mâle qui naît, comme si la nature n'était pas parfaite. Ils portent la barbe longue par ostentation et pour singer les patriarches dont ils n'ont pas hérité les vertus » (p. 19-21).

Il y eut une pétition à la Convention la sollicitant d'interdire aux Juifs la circoncision, le port de la barbe. La Convention la repoussa ; mais, paraît-il, les Juifs de Metz se rasèrent, pour ne pas être rasés de par la loi.

Un autre motif explique la persécution, comme au temps de Philippe le Bel : « Molestés en raison de leurs croyances, les Juifs étaient en même temps inquiétés à cause de leurs opérations commerciales. Les Jacobins les dénonçaient comme accapareurs et spéculateurs. » Et voici (p. 21) une maxime qui porte loin ci-devant et ci-depuis : « De tout temps dans les circonstances difficiles les partis avancés ont expliqué au peuple que des fournisseurs de l'État, des industriels, des commerçants s'enrichissaient à ses dépens. » A



Bordeaux, les plus riches commerçants israélites furent traduits devant le tribunal révolutionnaire, et la plupart condamnés à de fortes amendes qui alimentèrent « le gigantesque chantage politique » de la Terreur bordelaise. Il y eut des exécutions capitales, à Paris et ailleurs.

La persécution jacobine rappelait les pires violences de la monarchie absolue. Napoléon reprit les maximes de la Constituante et leur donna la vie ; car il faut en prendre son parti, si pénible que ce soit à de certains préjugés, il est impossible, historiquement, de séparer Napoléon de la Révolution : né de la Révolution, il la consacra, il la sacra, et même il la jeta au delà des frontières, à travers l'Europe, sous le signe de son Code. Ici comme ailleurs.

On peut affirmer que l'œuvre était ici particulièrement délicate.

Les Juifs en France n'étaient pas nombreux, 64,000 à cette date ; mais il est bien permis de dire qu'ils occupaient à tous égards une situation beaucoup plus importante qu'on n'en jugerait en proportion de ce chiffre. Ils n'étaient pas tous de même origine ; les uns venaient du Portugal, d'où ils avaient été chassés, comme de l'Espagne, au xvi<sup>e</sup> siècle ; ils s'étaient réfugiés en partie à Avignon, dans les États du pape ; ils constituaient le groupe des Juifs portugais et avignonnais ; on les trouvait surtout dans le midi de la France, et ils étaient venus en grand nombre s'établir à Paris. Les autres, les cinq sixièmes de l'ensemble, venaient d'Allemagne et de Pologne. On soutiendrait facilement que, séparés depuis tant de siècles, ils avaient pris des caractères fort distincts et constituaient dans la nation juive deux nations différentes. Cependant ils demeuraient étroitement unis par leurs croyances religieuses, par leur fidélité à la loi de Moïse : nations ou nation singulièrement originale par la conservation séculaire de ses coutumes propres, par la persistance indéfectible de son unité religieuse, éparse parmi les autres races et les autres nations, une nation internationale.

Par là son histoire et ses destinées dépassent toujours les cadres nationaux où on l'observe, comme ici, d'un point de vue particulier.

Les Juifs allemands et polonais, cela s'entend les Juifs français d'origine allemande et polonaise, s'étaient accrus d'un nombre considérable depuis 1789 et surtout depuis 1793, d'abord parce que beaucoup étaient venus en France pour y jouir des bienfaits de la Révolution et assurer leur émancipation — la France nouvelle, Terre promise de tous les opprimés — ensuite parce que d'autres, en plus grand nombre même, avaient fui devant les armées des rois envahissant la France républicaine : toute une migration de Juifs rhénans s'était abattue sur l'Alsace et la Lorraine. Nous connaissons par expérience la gravité de ces problèmes ethniques quand ils se posent aussi soudainement. Mais parce qu'ils n'avaient pas de ressources normales dans le pays où ils venaient s'établir, parce que de tous temps les Juifs avaient été victimes des pires traitements, parce que certaines professions et souvent la propriété foncière leur étaient interdites, ils se livraient pour vivre à de petits métiers, à la brocante, au colportage, au commerce

de l'argent ; ils prêtaient aux taux les plus élevés ; en Alsace particulièrement, ils avaient pris sur les terres des paysans les plus lourdes hypothèques et soulevé par là un problème économique et social d'une exceptionnelle gravité.

M. Anchel cite à ce propos une brochure d'un avoué parisien nommé Pouljol (p. 71-73) qui semble être parvenue jusqu'à Napoléon. On y lit que le Talmud recommande l'usure comme une loi sacrée, une sorte de reprise sur les Infidèles ; que le juif a ruiné l'Alsace, qu'il lui arrive de saisir 25 à 30,000 francs de biens pour un prêt de 500 francs ; qu'il vend à vil prix des marchandises saisies et écrase toute espèce de concurrence possible avec le commerçant honnête ; que les Juifs sont tous usuriers, qu'ils tiennent désormais presque tous les biens-fonds ; qu'il faut réduire leurs créances au quart, leur interdire de prêter à certaines catégories de personnes, leur permettre le prêt seulement par constitution de rentes ou obligation notariée, prohiber les transports de créances, les billets au porteur, le prêt sur gages, aggraver pour eux les peines contre le vol : « Ce sera justice vis-à-vis de cette race qui s'entête dans ses habitudes alimentaires spéciales et qui mange trop d'oignon. »

De Bonald, à la même date (février 1806), publiait dans le *Mercure de France* un article nettement antijuif : il y estime qu'avec leurs onze millions d'hypothèques les Juifs sont les véritables hauts et puissants seigneurs de l'Alsace, féodalité laissée debout ou dressée par la Révolution sur les ruines des autres classes. Il déclare que la condition misérable dont les Juifs se sont plaints est le châtiment d'un grand crime et l'accomplissement d'un terrible anathème..., c'est-à-dire, pour parler clairement, que les Juifs ne peuvent pas être, et même, quoi qu'on fasse, ne seront jamais citoyens sous le christianisme sans devenir chrétiens.

La question juive était posée ; il fallait qu'elle fût résolue ; le préfet du Haut-Rhin faisait connaître à l'Empereur que l'usure des Juifs compromettait l'ordre public en Alsace. Les Juifs eux-mêmes souhaitaient que leur statut fût fixé, comme l'avaient été celui des protestants et celui des catholiques par les Concordats ; à demeurer dans leur condition particulière, ils risquaient de retomber, comme par le passé, sous un régime d'exception, favorable à de nouvelles persécutions. Il leur fallait entrer dans la loi, s'absorber dans l'État, sinon dans la nation française.

C'était aussi le ferme dessein de Napoléon. Il s'y attacha au retour d'Austerlitz, où, passant par Strasbourg, il connut toute la gravité du problème. Il demanda l'avis de ses ministres ; il y appela les délibérations du Conseil d'État ; on y releva naturellement des tendances diverses, les uns comme Barante et Molé, disposés à des mesures particulières de répression contre les Juifs ; les autres comme Beugnot, hostiles à toute mesure d'exception contraire à la doctrine de l'égalité de tous les citoyens devant la loi, prêts seulement à toute législation générale qui aurait pour objet de réprimer les abus, les délits de vol et d'escroquerie, quels qu'en fussent les auteurs, chrétiens ou juifs.

Une séance plénière du Conseil d'État fut tenue à Saint-Cloud, le 30 avril 1806, sous la présidence de l'Empereur. Napoléon entendit les opinions diverses : selon Molé, il approuva sa manière de voir et fut rude à l'idéologie de Beugnot. Le gouvernement français, aurait dit l'Empereur (p. 91), ne peut voir avec indifférence une nation avilie, dégradée, capable de toutes les bassesses, posséder exclusivement les deux beaux départements de l'Alsace... C'est une nation dans la nation. Je voudrais leur ôter, au moins pour un temps déterminé, le droit de prendre des hypothèques ; car il est trop humiliant pour la nation française de se trouver à la merci de la nation la plus vile. Des villages entiers ont été expropriés par les Juifs ; ils ont remplacé la féodalité ; ce sont de véritables nuées de corbeaux... L'affaire est grave, aurait-il dit encore à Molé, la spoliation de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine par l'usure serait une corne à mon front...

Il est bien possible que Napoléon ait parlé de la sorte : il avait de ces brusqueries ; mais il ne faut pas en faire état pour conclure à une évolution dans sa pensée, comme dit Liber ; à un changement de front, comme dit Anchel ; alors il s'informait, il écoutait ; il exigeait de droite et de gauche les opinions diverses, et il prenait sa décision ; celle-ci restait conforme, sans évolution ni changement de front, à toute sa politique : l'égalité de tous selon le Code, mais l'ordre public garanti par l'autorité de l'État.

Tout de suite il résolut de convoquer les États-Généraux des Juifs, ou une synagogue générale.

Et d'abord, en attendant ses délibérations, il rendit le décret du 30 mai 1806 par lequel il accordait aux débiteurs des Juifs un sursis d'un an : grave mesure, mesure d'exception, qui produisit des abus, dont certains débiteurs chrétiens essayèrent de profiter pour éteindre des obligations gênantes, dont certains créanciers chrétiens abusèrent pour s'assurer le monopole des prêts usuraires... Mais la question avait pris en Alsace une telle acuité qu'il fallait un remède. Il ne préjugait rien des résolutions de l'assemblée prochaine.

\* \* \*

Et nous voici au cœur du sujet, au centre de la thèse de M. Anchel, qui apporte des lumières décisives sur l'assemblée des notables juifs et sur le grand Sanhédrin (1806-1807), puis sur les décrets impériaux de 1808 où s'exprima décidément la politique de Napoléon à l'égard des Juifs.

L'assemblée des notables juifs fut convoquée pour le 26 juillet 1806.

Ce fut l'occasion d'une enquête administrative et de statistiques qui furent aussi précises qu'il était alors possible ; car il fallut déterminer le chiffre des populations israélites et la proportion des députés qui les représenteraient. On arriva à un total de 64,835, dont 57,315 dans les départements de l'Est (Bas-Rhin, Haut-Rhin, Mont-Tonnerre, Rhin-et-Moselle, Sarre, Roër, Moselle, Meurthe, Vosges), 5,500 dans la Seine, et quelques centaines dans la Gironde, les Basses-Pyrénées, le Vaucluse, la Côte-d'Or.

Ils furent représentés par soixante-quatorze députés, dont soixante et un pour les départements de l'Est. On y ajouta ensuite dix députés pour les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône, le Doubs, le Gard, l'Hérault, la Meuse-Inférieure, le Nord et les Landes. Treize députés furent appelés à représenter les départements transalpins, seize autres le royaume d'Italie. Au total, l'assemblée compta cent onze membres. Les choix furent déterminés par des ententes locales entre les communautés juives et les préfets. Les préfets jouent un grand rôle dans toutes les sortes d'élections au temps de l'Empire.

L'assemblée se réunit le 26 juillet 1806. Elle allait délibérer jusqu'au 6 avril 1807. Neuf mois de séjour : les députés rencontrèrent de sérieuses difficultés, d'abord pour s'installer à Paris, ensuite pour y vivre. Il parut naturel qu'ils fussent défrayés par leurs « commettants » ; mais leurs commettants ne l'étaient que théoriquement ; ils supportèrent mal cette contribution supplémentaire réellement onéreuse ; il y fallut de la contrainte ; un décret impérial venu de Posen rendit cette contribution obligatoire. L'assemblée tint ses séances à la chapelle Saint-Jean, derrière l'Hôtel-de-Ville. Elle comptait un grand nombre de rabbins, par nature plus intransigeants que les laïques, parce qu'ils étaient moins disposés à accepter des amendements à la loi religieuse. Mais le président Furtado représenta vraiment une majorité prête à faciliter au gouvernement l'organisation administrative qu'il voulait accomplir : bonne volonté de part et d'autre.

Les commissaires du gouvernement impérial auprès de l'assemblée furent Molé, Portalis fils et Pasquier, maîtres des requêtes au Conseil d'État. Ils ne passaient pas pour favorables aux Juifs, notamment Molé, et ils déposèrent au nom de l'Empereur devant l'assemblée un questionnaire où M. Anchel voit une inspiration malveillante (p. 167). On y demande s'il est licite aux Juifs d'épouser plusieurs femmes, si les mariages avec des chrétiens sont permis par la loi juive, si aux yeux des Juifs les Français sont des frères et des concitoyens ou restent des étrangers, si les Juifs nés en France et traités par la loi française comme citoyens regardent la France comme leur patrie et reconnaissent l'obligation de la défendre, quels sont les pouvoirs des rabbins parmi les Juifs, si la loi des Juifs leur défend de faire l'usure à leurs frères, si elle leur permet ou leur défend l'usure aux étrangers, c'est-à-dire aux non-Juifs.

Malveillance? Inquisition, ou seulement enquête? Étant donné les mœurs et les opinions régnantes, et qui n'ont peut-être pas après un siècle totalement disparu, on comprend que le gouvernement impérial eût besoin d'être exactement informé sur les commandements essentiels de la loi juive : pouvait-elle se concilier avec la loi française? Le Talmud s'accordait-il avec le Code? Y avait-il possibilité de fondre la nation juive dans la nation française, c'est-à-dire, en propres termes, de faire disparaître l'une dans la masse de l'autre?

Là était le problème capital. Se pouvait-il résoudre? L'assemblée, du



moins, aboutit tout de suite à la fusion entre les divers éléments de la nation juive de France : on n'y distingua bientôt plus les Juifs d'Alsace, ou les Juifs portugais ou les Juifs allemands : ce fut un de ses résultats importants que d'avoir préparé l'unité du judaïsme français. Par ailleurs, sous la direction très libérale du président Furtado, tous ensemble, ils manifestèrent les dispositions les plus sages à l'égard de la France ; ils exprimèrent leur gratitude pour la grande nation qui reconnaissait la liberté de leur conscience ; ils déclarèrent le 9 avril qu'ils se conformeraient aux volontés paternelles de l'Empereur, que leur religion leur prescrivait de tenir comme loi suprême la loi du prince en matière civile et politique, qu'ils s'étaient toujours fait un devoir de se soumettre aux lois de l'État et que depuis la Révolution ils n'en avaient point reconnu d'autres, ainsi que tous les autres Français.

Ce n'était pas répondre à toutes les questions du questionnaire impérial. Les commissaires du gouvernement en conclurent que rien ne s'opposait à l'assimilation avec le reste de la population française ; nourris de cet esprit philosophique du XVIII<sup>e</sup> siècle qui faisait peu de place au tourment religieux, ils estimèrent qu'il était assez indifférent que le Talmud enseignât ceci ou cela... Ils connaissaient les dispositions conciliantes de l'Empereur et sa volonté d'aboutir.

Cependant Napoléon voulut aller plus avant, pénétrer jusqu'à la loi religieuse des Juifs, et il ordonna la convocation d'un grand Sanhédrin, à l'imitation du Tribunal Suprême qui, autrefois, gouvernait les Juifs de Jérusalem. On s'est moqué, et M. Anchel aussi un petit peu, de cette prétention à refaire l'œuvre de Moïse. Mais, lorsqu'il avait voulu réaliser le Concordat avec les catholiques, n'avait-il pas traité avec le Saint-Siège ? Ici de même il est naturel qu'il aille jusqu'à la plus haute autorité religieuse reconnue par les Juifs.

A cette date, il est au cœur de la Prusse ; il a traversé toute la Pologne. Quoique M. Anchel n'en dise rien, il se trouve au milieu des populations juives de l'Europe orientale, dans le voisinage de Brody, *la Nouvelle-Jérusalem*. Sans doute il eut le sentiment qu'il y avait là l'un des plus redoutables problèmes qui pût s'imposer à l'attention des gouvernements ; il eut l'idée de l'universalité de la question juive. Il eut l'espoir que le grand Sanhédrin lui donnerait quelque prise sur l'immense et peut-être insaisissable nation internationale des Juifs d'Orient.

Il y aurait peut-être un autre livre à faire sur Napoléon et les Juifs d'Orient, depuis Posen jusqu'à la Bérésina.

Quoi qu'il en soit, Napoléon voulut mettre sous la garantie du grand Sanhédrin le Concordat qu'il voulait réaliser avec les Juifs ; il voulut, sous cette haute autorité religieuse, s'assurer qu'il n'y avait pas incompatibilité entre la loi de Moïse et le Code civil des Français. Il y appela soixante et onze hauts représentants de la nation juive, « des trois quarts de l'Europe », soit quarante-cinq rabbins et vingt-six laïques : donc une prépondérance de hauts dignitaires religieux, une sorte de collège de cardinaux, si l'on peut



dire. Il leur demanda de faire disparaître les contradictions apparentes des lois religieuses des Juifs avec les lois civiles et politiques des pays qu'ils habitaient et de manifester leurs véritables sentiments sur la nature des devoirs qui les rattachaient au prince et à la patrie. Il espéra d'eux une proclamation solennelle qui ferait loi pour toutes les synagogues de l'Europe. Politique d'une extraordinaire ampleur, dans le plus haut sens du mot « politique » : il s'agissait d'arracher les Juifs au mystère de leur séculaire isolement, de les tirer du ghetto moral où ils s'étaient et où ils avaient été enfermés dans tout le monde chrétien depuis la dispersion, de les introduire largement, à la grande lumière du Code, dans la société moderne.

Qui dira que l'Empereur y a échoué ?

Pour lors, le grand Sanhédrin se réunit le 9 février 1807, à la synagogue de la rue Sainte-Avoye, en grand costume national (voir p. 205). Il tint huit séances, jusqu'au 9 mars 1807.

Il fut mis au courant des instructions que l'Empereur avait envoyées de son quartier général de Finkenstein, près d'Eylau. Napoléon demandait que le Sanhédrin distinguât dans les lois de Moïse les dispositions religieuses, en soi immuables, et les dispositions politiques qui peuvent évoluer selon les circonstances des temps et des lieux ; que le grand Sanhédrin supprimât de la législation de Moïse « les lois qui sont atroces et celles qui n'appartenaient qu'à la situation des Juifs en Palestine » ; que, pour faciliter la réconciliation des Juifs avec les chrétiens, le Sanhédrin autorisât les mariages mixtes et l'incorporation des jeunes gens juifs dans la conscription militaire. Le but est, en protégeant les Juifs, « de secourir les campagnes, arracher plusieurs départements à l'opprobre de se trouver vassaux des Juifs, car c'est un vasselage que l'hypothèque d'une grande partie des terres d'un département à un peuple qui, par ses mœurs et par ses lois, formait une nation particulière dans la nation française ; il faut donc mettre des bornes aux usures et aux hypothèques, comme on l'a fait pour la mainmorte (on appréciera au passage la portée de cette comparaison). Il faut atténuer, sinon détruire, la tendance du peuple juif à un si grand nombre de pratiques contraires à la civilisation et au bon ordre. Pour cela, il faut changer l'esprit des Juifs par les mariages mixtes, par l'accoutumance aux métiers, par l'obligation d'être propriétaires pour prendre des hypothèques, par l'adoption des sentiments français qu'ils acquerront aux armées : il ne leur restera plus comme Juifs que des dogmes, et ils sortiront de cet état où la religion est la seule loi civile ».

Il ne semble pas que l'Empereur ait obtenu toute satisfaction ; il y avait une part d'impossible en son dessein : une parfaite « incorporation sociale » ne pouvait se faire qu'avec beaucoup de temps ; les mariages mixtes, indispensables à cet égard, rencontraient de part et d'autre des difficultés parfois insurmontables. « Que les Israélites cessent d'être un peuple pour n'être plus qu'une religion », cela ne se pouvait pas obtenir par le coup de baguette d'un décret impérial. Il y a peut-être, même entre l'État laïque et la loi de

Moïse, des incompatibilités absolues. Le grand Sanhédrin fut dissous dès le 9 mars sur une vague adhésion morale aux désirs de l'Empereur, et l'assemblée des notables, sous cette garantie dont il fallut se contenter, acheva ses travaux. Elle donna son avis sur le règlement organique du culte israélite en France, sur l'organisation des consistoires et des synagogues, sur la concordance des circonscriptions ecclésiastiques avec les circonscriptions départementales — ainsi avaient fait le Concordat et les articles organiques de 1801 et de 1802 avec les églises chrétiennes — aussi sur les moyens de corriger l'usure et autres « mauvaises habitudes commerciales », sur l'obéissance aux lois de la conscription et le service militaire des jeunes Israélites.

Elle tint sa dernière séance le 6 avril 1807. Elle laissait du moins au gouvernement impérial tous les éléments d'information dont il avait besoin pour mettre sur pied le nouveau régime.

\* \* \*

Il est dans une série de décrets impériaux qui tinrent lieu de Concordat (car il fut impossible de rédiger un Concordat) : ce sont les décrets du 30 septembre 1807, du 17 mars, du 20 juillet et du 11 décembre 1808. Il nous paraît indispensable de les rassembler en un bloc, si l'on veut exprimer exactement toute la pensée et toute l'action politique et sociale de Napoléon en la matière. D'abord, comment M. Anchel peut-il faire du décret du 30 septembre 1807 un « complément » du grand décret du 17 mars 1808 (p. 432)? Disons plutôt qu'il le prépare : il fixe le taux de l'intérêt légal, pour tout le monde, à 5 0/0 en matière civile, 6 0/0 en matière commerciale. Peut-on y voir une « intention de persécution »? Il arrive qu'on fasse à l'Empereur des procès de tendance.

Le décret du 17 mars 1808 est spécial aux Juifs. M. Anchel y voit « un régime d'oppression », et ce gros titre domine ce point culminant de son livre. Disons seulement : un régime d'exception, et avouons que le cas était, en effet, exceptionnel. D'ailleurs, les stipulations du décret ont un caractère provisoire et ne sont valables que pour dix ans. Il soumet les créances usuelles à une révision qui, en effet, demandait de délicates enquêtes ; par exemple, il annule les engagements pris sans autorisation par les mineurs, les femmes mariées et les militaires. Les Juifs sont obligés, pour faire du commerce, de se munir de patentes spéciales dont l'obtention est subordonnée à l'autorisation des conseils municipaux et des consistoires : il arriva que ces garanties fussent utiles à tous, les consistoires se montrant eux-mêmes sévères en la matière, dans l'intérêt du bon renom de la communauté. — Les Juifs sont privés du droit de libre établissement dans les départements alsaciens. M. Anchel y voit une intention « nettement persécutrice » et qu'on revenait « ainsi aux pratiques de l'Ancien régime ». Il ne s'agit pourtant que de l'immigration des Juifs étrangers qui avaient créé en Alsace, depuis

1789 et 1793, une situation si délicate, et M. Anchel reconnaît que « le droit essentiel de libre domicile fut sauvegardé pour les Juifs français » et même « qu'aux Juifs allemands et polonais le décret impérial ne masquait pas la figure de la liberté française » (p. 347). Alors où est l'oppression? Les Juifs sont astreints au service militaire par des dispositions spéciales : que cette astreinte n'ait pas été populaire, d'accord, mais non pas seulement parmi les Juifs ; qu'elle leur fût particulièrement dure, étant « habitués à recevoir des coups plus qu'à en donner », soit ; qu'ils eussent à redouter des brimades et autres vexations, un ennui qui ne leur fut pas particulier.

D'ailleurs ces exceptions étaient provisoires ; elles constituaient un régime de transition et non d'oppression, et l'arbitraire ne tarda pas à « fléchir » à mesure que les Juifs... et les chrétiens s'habituaient ensemble au droit commun et à la loi commune, et que les mœurs et les opinions se réformèrent en ce sens. Très tôt les Juifs de la Gironde et des Landes furent exceptés du décret du 17 mars, puis ceux de la Seine, de Livourne, des Basses-Pyrénées. Toute une enquête fut instituée à cet égard, dont on suit ici tout le détail, département par département ; les exceptions se multiplièrent, se généralisèrent, avec l'appui très net des préfets et des magistrats de l'ordre judiciaire. On put noter partout les heureux effets du décret : les Juifs entraient dans la société française, s'y absorbaient sans considération de religion, et le décret du 17 mars, bien avant les dix ans qu'il avait prévus, était en fait tombé en désuétude. En 1818, le gouvernement de Louis XVIII n'eut qu'à constater, en ne le renouvelant point, qu'il avait rempli son objet. Il ne faut pas en attribuer le mérite à la Restauration, mais à l'Empire, qui avait ainsi consacré, sur ce point particulier comme sur les autres, les principes de la Révolution.

Les deux autres décrets, du 20 juillet et du 11 décembre 1808, quoique M. Anchel appelle le premier un « acte complémentaire », nous paraissent, au contraire, essentiels, n'ayant plus ni l'un ni l'autre le caractère provisoire qui est celui du « grand décret » du 17 mars.

Le décret du 20 juillet oblige les Juifs à avoir un état civil, c'est-à-dire un nom de famille et des prénoms fixes, comme les chrétiens. Jusque-là, ils n'avaient que des « noms de circoncision », comme nous dirions, des noms de baptême : on disait Abraham, fils de Jacob ; Benjamin, fils de Samuel. Il est évident qu'aux yeux de l'État ils étaient ainsi anonymes, dépourvus de toute personnalité saisissable, en vérité, de toute identité. On conviendra que, non seulement au point de vue de la conscription, mais à celui des contributions, ou de la justice, ou de toutes les circonstances de la vie courante, les pouvoirs publics avaient besoin de savoir à qui ils avaient affaire.

En fait, dit M. Anchel (p. 456), dans les relations journalières entre eux, les Juifs conservèrent les dénominations premières, selon l'ancienne coutume ; leur emploi ne disparut que lentement, au fur et à mesure qu'ils se mêlèrent davantage à la vie commune du pays. Et ce fut comme le signe extérieur de leur assimilation, de leur absorption dans la société française.

On poussa la tolérance jusqu'à admettre en justice le serment « *more judaico* », exception conforme au respect de la liberté de conscience et qui dirait une fois de plus combien nous sommes ici loin d'un « régime d'oppression ».

Le décret du 11 décembre 1808 — c'était au temps où Napoléon devant Madrid avait signé les fameux décrets du 4 décembre qui supprimaient l'Inquisition d'Espagne et enfonçaient dans la péninsule les principes de la Déclaration des Droits de l'homme — achevait en France l'organisation culturelle des Israélites. Il organisait le consistoire central, les consistoires locaux, en conformité des circonscriptions administratives. Il moulait la vie publique des Juifs sur les grands cadres de l'État français. Il fixait le siège des synagogues, l'étendue et la composition des circonscriptions consistoriales. Il réglait la désignation des notables chargés de la formation des consistoires, le choix des rabbins.

Dès lors, les consistoires, qui avaient commencé ici ou là de fonctionner, prirent une activité régulière, officielle, reconnue et garantie par l'État. Ils avaient dans leurs attributions l'exercice du culte, les locaux et les frais culturels, la recherche des ressources nécessaires, les moyens de percevoir les taxes afférentes au culte, aussi la liquidation des biens des anciennes communautés et leur administration nouvelle. Ils exercèrent une action morale, mais très efficace, sur la conscription des jeunes Israélites, sur la restriction de la mendicité ; ils organisèrent la bienfaisance dans les conditions les plus heureuses ; ils ouvrirent, sous la tutelle de l'État, de nombreuses écoles ; ils donnèrent les plus grands soins au développement de l'instruction. D'ailleurs, grâce au nouveau régime, les enfants des Juifs entrèrent en grand nombre dans les écoles publiques, dans les grands établissements de l'État ; tout de suite ils se dirigèrent — et ce fut bientôt chez eux comme une tradition — vers l'École polytechnique où ils introduisirent dès lors des contingents d'une importance exceptionnelle.

C'est ainsi que nous arrivons, avec l'excellent guide qu'est pour nous le livre de M. Anchel, à des conclusions que tout le monde agréera : que la France de l'Empire, même sous le sceptre autoritaire de Napoléon, n'avait pas désavoué la France révolutionnaire ; que, si la question d'un statut spécial s'était posée, ou imposée, les Juifs en étaient quelque peu responsables, ayant conservé la plupart de leurs anciens usages qui différenciaient si visiblement leur vie quotidienne de celle des chrétiens ; que le décret du 17 mars — où réside le « régime d'oppression » — finit, semble-t-il, par tomber à l'état de lettre morte ; que l'œuvre impériale servit utilement à la fusion des Juifs dans la société française ; qu'elle créa entre les Juifs français une cohésion jusqu'alors inexistante ; que cette conception de l'existence d'un judaïsme français ne resta pas sans influence dans l'avenir ; qu'en ce qui concerne les relations avec l'État, les préjugés se dissipèrent, qu'on envint, dans les ministères et les préfectures, à traiter les affaires juives comme de quelconques affaires administratives ; que les actes d'injustice, d'hosti-

lité systématique se révélèrent de plus en plus comme de simples manifestations des passions individuelles ; que « ces divers bienfaits du règlement napoléonien permettent de n'accorder qu'une importance secondaire aux critiques qu'on lui adressa », et que, malgré les traditions séculaires de persécution auxquelles l'Empereur ne répugna pas de recourir — ici M. Anchel exagère et d'ailleurs corrige aussitôt : « elles disparurent rapidement », dit-il — son œuvre relative aux Juifs se présente à nous comme « animée d'un dessein unique d'amélioration sociale », et il inscrit aux dernières lignes de son livre « la pensée du grand organisateur qui, pour le bon ordre, fit entrer dans les cadres de l'État une religion coexistante aux autres : ce fut la partie de son travail que le temps consacra ».

Le temps ? Dès lors, les bienfaits de cette pensée libérale, de cette organisation aussi souple que vigoureuse et pratique et durable, se révélaient à tous les yeux.

M. Anchel ne dit rien — ce n'était peut-être pas son sujet qui se tient dans l'ordre des choses civiles et politiques — du rôle considérable joué, sous l'Empire même, par les Juifs, en toute sécurité, dans l'organisation financière et économique de la France nouvelle, dans la fondation de la Banque de France, puis des grands établissements où se constitua la propriété mobilière de la France, dans les grandes entreprises de travaux publics, bientôt dans la formation des grandes sociétés industrielles et commerciales, chemins de fer, etc., tout particulièrement dans les études et travaux préliminaires à la construction du canal de Suez ; on sait la place qu'ils ont tenue parmi les Saint-Simoniens et la contribution qu'ils ont apportée à leur programme d'aménagement et d'exploitation des richesses du globe : leurs « traditions séculaires », les qualités particulières qu'ils avaient acquises y trouvèrent le meilleur emploi, dans l'intérêt de toute la communauté nationale dont ils faisaient désormais partie. En les émancipant, dans le plus beau sens de ce mot, la Constituante et Napoléon avaient ouvert la carrière à leur activité libre et préparé ainsi une contribution capitale à la prospérité économique de la France.

Édouard DRIAULT.

---



## BULLETIN HISTORIQUE

---

### HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

(1927-1928)

I. INSTRUMENTS DE TRAVAIL. PUBLICATIONS DE DOCUMENTS. MÉTHODOLOGIE. — Il n'y a guère à signaler d'inventaires dont l'histoire économique ait fait spécialement l'objet. Mentionnons cependant le catalogue de la bibliothèque de la station agricole anglaise de Rothamsted<sup>1</sup>. Cette bibliothèque est riche surtout en livres agronomiques anglais, bien qu'une section soit consacrée aux livres étrangers. Elle contient quelques ouvrages très rares, comme le beau volume de Crescentius, imprimé à Augsbourg en 1471, et la deuxième édition du *Boke of Husbandry*, de Fitzherbert, qui date de 1534 (de la première édition, de 1523, on ne connaît qu'un seul exemplaire, conservé au British Museum). On lira avec intérêt les notices sur les auteurs, écrites par Miss Mary ASLIN.

Malgré le malheur des temps, qui nuit si gravement aux publications scientifiques, la Commission des Documents économiques poursuit son œuvre si utile. — MM. GODARD et LÉON ABENSOUR nous donnent le second volume des *Cahiers du bailliage d'Amont*<sup>2</sup>. Parmi les cahiers de doléances de 1789, il en est peu qui soient aussi intéressants et spontanés, qui contiennent autant de renseignements topiques sur les droits seigneuriaux, la mainmorte, qui existe encore en Franche-Comté, la propriété, l'agriculture, les droits d'usage et les biens communaux. C'est que beaucoup de ces cahiers sont visiblement l'œuvre des paysans eux-mêmes. Voilà sans doute la raison pour laquelle les éditeurs, malgré certaines similitudes, ont dû renoncer à former des groupes de cahiers. Les notices relatives à chaque localité ont été faites avec soin, mais l'annotation des cahiers nous a paru quelque peu indigente.

Dans la même collection viennent de paraître les Cahiers des sénéchaussées de Quimper et de Concarneau, publiés par MM. Jean SAVINA et Daniel

1. *Rothamsted Experimental Station Library. Catalogue of the printed Books on Agriculture, published between 1471 and 1840*, with notes on the authors by Mary S. ASLIN, 1926, in-8°, 331 p.

2. M. GODARD et LÉON ABENSOUR, *Cahiers de doléances du bailliage d'Amont*, t. II. Auxerre, impr. de « l'Universelle », et Paris, E. Leroux, 1927, in-8°, 582 p. ; prix : 15 fr.

BERNARD<sup>1</sup>. Ils sont moins originaux que les précédents, car ils ont été écrits pour la plupart par des bourgeois, et les éditeurs ont pu constituer des groupes. Cependant, ils contiennent des renseignements intéressants, notamment sur le domaine congéable, et les cahiers de la zone côtière sont précieux par les données qu'ils fournissent sur la pêche de la sardine, ainsi que sur les démêlés entre pêcheurs et négociants. Il convient de louer MM. Savina et Bernard du soin extrême avec lequel ils ont élaboré leur édition ; grâce aux notices, aux notes nombreuses et précises, aux recherches faites dans les dépôts d'archives, grâce aussi à la substantielle et excellente introduction, cette publication constitue un précieux instrument de travail pour l'histoire économique et sociale de la Basse-Bretagne.

Dans l'*Economic History Review*, signalons une excellente étude du professeur russe KOSMINSKY sur les travaux entrepris par des Russes sur l'histoire économique de l'Angleterre<sup>2</sup> : elle caractérise heureusement la nature des travaux de Savine — disciple de P. Vinogradoff —, de Petrushevsky, de Tugan-Baranovsky, etc. Dans la même revue, M. Georg BRODNITZ décrit les travaux dont a fait l'objet, depuis vingt-cinq ans, l'histoire économique de l'Allemagne<sup>3</sup>.

Signalons la fondation, à Boston, aux États-Unis, en 1926, de *The Business Historical Society*, qui a pour but de recueillir des documents relatifs à l'histoire économique, et notamment les papiers des firmes industrielles et commerciales. La Société possède déjà une importante bibliothèque spécialisée et fait paraître un Bulletin mensuel, fort intéressant<sup>4</sup>.

A la méthode en histoire économique, l'historien bien connu Alfons DOPSCH consacre une intéressante étude<sup>5</sup>. Il montre comment a évolué la conception de l'histoire économique ; après s'être occupée surtout des phénomènes juridiques, elle étudie de plus en plus les faits purement économiques et concrets. Suivant une idée qui lui est chère, M. Dopsch insiste sur l'aide considérable que l'histoire économique peut attendre de disciplines voisines : géographie, préhistoire, linguistique, sociologie, ethnologie comparée. Il faut avoir recours aussi à une critique des sources approfondie<sup>6</sup>. Les historiens-économistes auront intérêt aussi à se préoccuper de la mentalité (*Geist*), dans le sens où l'entendent les Max Weber, les Troeltsch et les Sombart, ainsi que de l'histoire de la civilisation générale. M. Dopsch n'effleure

1. JEAN SAVINA et DANIEL BERNARD, *Cahiers de doléances des sénéchaussées de Quimper et de Concarneau*. Rennes, Oberthur, et Paris, E. Leroux, 1927-1928, 2 tomes in-8°, LXXIII-418 p. ; prix : 15 fr.

2. E. A. KOSMINSKY, *Russian Work on English Economic History* (*Economic History Review*, 1928).

3. GEORG BRODNITZ, *Recent Work in German History, 1900-1927* (*Ibid.*, 1928).

4. Son adresse est : Baker Library, Soldiers Field, Boston, Mass.

5. ALFONS DOPSCH, *Zur Methodologie der Wirtschaftsgeschichte*, 21 p. (extr. de la *Festschrift für W. Goetz*, Leipzig, B.-G. Teubner, 1927).

6. Dans cet ordre d'idées, voy. HENRI ÉLIE, *The Intendants' Memoirs of 1698 and their Value for Economic History* (*Economic History Review*, 1928).

que la question si importante des rapports entre l'histoire économique et l'histoire tout court. Spécialiste du Moyen Age, il néglige un peu les problèmes qui se posent pour ceux d'entre nous qui étudient l'histoire économique des temps modernes et contemporains.

II. HISTOIRE ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE. — L'Histoire économique générale de Max WEBER, dont voici une excellente traduction anglaise, est un ouvrage posthume, ou plutôt c'est d'après des notes d'élèves que de pieux éditeurs en ont établi le texte<sup>1</sup>. L'auteur était avant tout un sociologue, mais un sociologue familier avec l'histoire économique et l'économie politique, et, mieux que cela, un esprit original et brillant. — Dès le premier abord, on voit que ce volume est l'œuvre d'un sociologue ; il fait appel très souvent à la méthode comparative, dans son sens le plus étendu, et, d'autre part, il ne se préoccupe qu'assez peu de marquer le lien entre les phénomènes économiques et les phénomènes politiques. Il a sans doute le sens de l'évolution, mais plus encore de l'évolution des diverses institutions économiques que de l'histoire prise dans tout son ensemble. Son plan, en effet, ne tient pas compte de la chronologie. Il ne marque pas, pour chaque période, l'action et la réaction des divers groupes de phénomènes économiques. Il étudie successivement le régime agraire et les divers systèmes de propriété foncière, l'évolution industrielle, le commerce, l'origine du capitalisme moderne. On peut penser que, s'il avait pu rédiger lui-même son ouvrage, il aurait suivi un plan un peu différent, qu'après avoir décrit le régime agraire il eût mis en vedette le commerce, qui, jusqu'au triomphe du capitalisme, a vraiment « dominé l'industrie », selon l'heureuse formule d'Arthur Giry. — Quoi qu'il en soit, le volume abonde en remarques intéressantes, en vues suggestives. Signalons, par exemple, le chapitre dans lequel on nous montre comment le capitalisme a dissocié le régime domanial. Les chapitres sur les diverses formes d'organisation commerciale, sur la monnaie, la banque, l'intérêt à l'époque précapitaliste sont aussi particulièrement instructifs. Enfin, le dernier chapitre, qui traite de l'évolution du régime capitaliste, donne un résumé de la thèse que Max Weber a soutenue avec un si grand talent dans ses *Aufsätze zur Religions-soziologie*.

C'est une esquisse très générale de l'histoire prise dans son ensemble que nous a donnée M. Carl BRINKMANN<sup>2</sup>, professeur à l'Université de Heidelberg.

Négligeant forcément les détails, il s'est appliqué surtout à exposer les transformations essentielles qui se sont accomplies au cours des siècles et à en expliquer le sens. Cet ouvrage a donc un bien plus grand intérêt scientifique qu'un simple manuel. M. Brinkmann ne donne qu'un aperçu assez

1. MAX WEBER, *General Economic History*, transl. by Frank H. KNIGHT. New-York, Greenberg, 1927, in-8°, xviii-401 p. ; prix : 3 dol. 50. — L'édition originale allemande (*Wirtschaftsgeschichte*) a paru en 1923.

2. CARL BRINKMANN, *Wirtschafts-und Sozialgeschichte*, Munich et Berlin, Oldenbourg, 1927, vi-160 p.

sommaire de l'histoire économique de l'antiquité. Il consacre, au contraire, une importante section du volume au Moyen Age, au système féodal, au régime agraire et à l'économie urbaine, puis aux origines du capitalisme depuis le Moyen Age jusqu'à l'époque contemporaine, marquée par le triomphe du *Hochkapitalismus*. — Cet exposé repose sur une connaissance approfondie de tout ce qui a paru d'important sur ces questions, comme le montrent des indications bibliographiques très précises, qui rendront grand service aux travailleurs. L'auteur n'expose pas, en des chapitres séparés, l'histoire économique des divers pays, et l'on ne peut que l'en louer; mais, comme il est naturel, c'est surtout à l'histoire économique et sociale de l'Allemagne qu'il se réfère. Peut-être, en ce qui concerne le Moyen Age, eût-il fallu faire une plus grande place à l'histoire des Pays-Bas et donner plus d'attention aux travaux si importants de M. Henri Pirenne. Pour la période moderne et contemporaine, il nous a semblé que M. Brinkmann laissait par trop dans l'ombre l'agriculture et le régime agraire.

Pour l'histoire économique de l'antiquité, l'ouvrage synthétique de M. J. TOUTAIN<sup>1</sup> rendra les plus grands services. Émanant d'un excellent spécialiste, il nous fournit des données très sûres; il a aussi le mérite de se reporter pour chaque période à l'histoire générale et d'avoir suivi l'ordre chronologique. Le plan nous a paru cependant un peu stéréotypé; en ce qui concerne la Grèce antique, c'est le commerce qui joue le principal rôle; pourquoi ne pas l'avoir mis en vedette? L'auteur ne montre pas assez combien les sources dont il dispose sont insuffisantes; les historiens des temps modernes en sont plus frappés que lui; en réalité, pour tout ce qui concerne le régime de la propriété, l'organisation du travail dans l'antiquité, il nous semble que nous ignorons beaucoup de choses. Si M. Toutain s'était préoccupé davantage de l'histoire comparée, il aurait mieux fait ressortir le caractère du capitalisme antique, que Max Weber a mis si fortement en lumière.

Le brillant essai de M. Corrado BARBAGALLO sur la fin de la Grèce antique<sup>2</sup> est une véritable philosophie de l'histoire grecque; riche d'idées, il nous apparaît comme une interprétation économique de l'histoire, au sens large du mot. L'auteur étudie d'abord l'esclavage et montre ses conséquences fâcheuses, par le fait de sa faible productivité. Il marque avec force le fondement économique des divers impérialismes qui se sont succédé (d'Athènes, de Sparte, de Thèbes, de la Macédoine, etc.). Il estime aussi que les guerres continuelles ont épuisé la Grèce antique. Enfin, la révolution économique produite par l'« hellénisme » a déplacé le centre de gravité du monde grec;

1. J. TOUTAIN, *L'économie antique*. Paris, Renaissance du Livre, 1927, xxvi-439 p.; prix : 30 fr. (coll. « Évolution de l'Humanité »). Comme tous les volumes de la collection, celui-ci est précédé d'une Introduction de M. Henri Berr.

2. Corrado BARBAGALLO, *Le déclin d'une civilisation ou la fin de la Grèce antique*, trad. Georges BOURGIN. Paris, Payot, 1927, in-8°, 320 p.; prix : 25 fr. — L'original est intitulé *Tramonto di una civiltà*. Félicitons M. G. Bourgin du soin avec lequel il s'est acquitté de sa tâche.

la Grèce et ses anciennes colonies ont été vidées de leur substance économique et intellectuelle. *Finis Graeciae*, s'écrie-t-il au moment de la conquête romaine. Mais n'aurait-il pas fallu indiquer que la civilisation grecque, loin de périr, s'est montrée singulièrement vivace, plus même que la civilisation romaine, puisqu'elle a survécu, dans l'Empire d'Orient, bien longtemps après que s'était écroulé l'Empire d'Occident?

C'est précisément la décomposition du monde romain que décrit et explique M. Ferdinand Lot dans la première partie de l'admirable volume qu'il vient de publier<sup>1</sup>. En ce qui nous concerne, signalons son chapitre particulièrement remarquable sur la régression du monde romain. Il montre qu'il n'y avait pas de grande industrie, que le commerce était bien moins important qu'on ne le croit ordinairement, enfin qu'il n'y avait qu'un capitalisme purement financier : « Le capitalisme romain », déclare-t-il, « n'était qu'une mince couche, balayée au souffle de la tempête, et le roc sous-jacent de l'économie naturelle perça très vite. » C'est surtout à cette régression que M. Lot attribue la chute du monde romain. S'il a une vue si juste et si pénétrante des choses, c'est que son esprit ne s'est pas étroitement cantonné dans la période qui fait l'objet de ses études ; il connaît et comprend le monde moderne.

C'est aussi une vue large des choses, qui est un des principaux mérites du livre que nous donne M. Josef KULISCHER, professeur à l'Université de Leningrad, et dont le premier volume, consacré au Moyen Age, a seul paru jusqu'ici<sup>2</sup>. Il s'est appliqué à décrire moins les institutions économiques que la vie économique dans son ensemble ; il a voulu montrer ce qu'il y a de général et de commun à tout l'Occident. Cependant, en ce qui concerne le régime agraire, il n'a pas négligé le côté juridique de la question. Le volume comprend deux parties : des débuts du Moyen Age au XI<sup>e</sup> siècle ; du XI<sup>e</sup> siècle au XV<sup>e</sup> ; dans chacune de ces sections, il étudie successivement le régime agraire, l'industrie, le commerce, le crédit et les questions financières. Sa documentation est étendue et précise, son exposé, très net ; il sera donc utile non seulement aux spécialistes, mais à tous les historiens.

Une conception fort originale a inspiré l'histoire économique de l'Europe, jusqu'à la fin du Moyen Age, du professeur Melvin M. KNIGHT<sup>3</sup>.

Bien que cet excellent volume ait été écrit spécialement pour le public et les étudiants américains, il sera aussi très utile aux personnes qui, en Europe, s'intéressent à l'histoire économique. Se préoccupant fort des origines,

1. Ferdinand Lot, *La fin du monde romain et le début du Moyen Age*. Paris, Renaissance du Livre, 1927, in-8°, xxvi-513 p. ; prix : 30 fr. (coll. « Évolution de l'Humanité »).

2. Josef Kulischer, *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte des Mittelalters und der Neuzeit*, Band I, *Das Mittelalter*. München und Berlin, Oldenbourg, 1928 (Handbuch mittelalterlichen und neueren Geschichte, de G. von Below et Meinecke).

3. Melvin M. Knight, *Economic History of Europe to the end of the Middle Ages*. Boston, Houghton Mifflin Co [1926], in-8°, x-260 p.



M. Knight étudie d'abord assez longuement la vie économique des peuples anciens de l'Orient, de la Grèce et de l'Empire romain. En ce qui concerne le Moyen Age, le plan suivi par l'auteur contribue à nous faire mieux comprendre l'évolution : il consacre d'abord un chapitre à l'Europe méditerranéenne (Byzance, Espagne et Italie), insistant surtout sur la vie économique de l'Italie et, en particulier, sur son commerce, qui a tiré un si grand profit des croisades, sur son organisation financière qui a servi de modèle au reste de l'Europe. Puis, l'auteur nous expose le réveil économique du nord de l'Europe, où la vie rurale reste prédominante. Un chapitre spécial, très bien informé, est consacré au régime seigneurial, dont on indique clairement les caractères essentiels, ainsi que le déclin, qui se manifeste à la fin de l'époque médiévale. Un dernier chapitre traite du commerce et de l'industrie en Europe au cours du Moyen Age ; on montre bien que, malgré la prépondérance de la petite industrie et du régime corporatif, l'on ne saurait parler d'« économie fermée » ; en certains centres apparaissent des germes du futur capitalisme, qui se manifestent surtout dans les Pays-Bas. Il faut louer tout particulièrement M. Knight de s'être gardé de toute théorie *a priori*, économique ou sociologique, d'avoir de l'histoire une conception réaliste. On voit qu'il a une connaissance très précise de tout ce qui a été publié d'important sur l'histoire économique du Moyen Age ; les bibliographies qui accompagnent chaque chapitre sont fort bien choisies. Son exposition, très claire, vivante, alerte, n'est pas moins digne d'éloge. En un mot, ce remarquable ouvrage est beaucoup plus qu'un simple manuel à l'usage des étudiants anglo-saxons<sup>1</sup> ; il a bien le caractère d'une synthèse explicative.

Une suite à cet ouvrage a été donnée par MM. KNIGHT, BARNES et FLUGEL pour les temps modernes de l'Europe, étudiée dans son ensemble<sup>2</sup>. Les phénomènes économiques qui se déroulent du xvi<sup>e</sup> au xix<sup>e</sup> siècle sont habilement groupés dans les chapitres suivants : débuts de l'expansion européenne ; révolution commerciale ; révolution industrielle ; *factory-system*. On insiste avec raison sur l'importance du capitalisme commercial. Le xix<sup>e</sup> siècle a été traité plus longuement que les périodes précédentes : des chapitres spéciaux sont consacrés à l'agriculture, à l'industrie et au commerce de la France, de l'Allemagne et de l'Angleterre, aux associations industrielles et commerciales. Sont étudiées ensuite les autres régions de l'Europe occidentale, le Sud-Est et enfin la Russie. Tout le volume se recommande par la précision et par une vue large des choses. Les bibliographies sont bien choisies<sup>3</sup>.

1. Il sera d'ailleurs particulièrement utile à ces derniers, parce que l'auteur est aussi au courant des travaux concernant l'Europe continentale que de ceux qui s'occupent spécialement de l'Angleterre.

2. Melvin M. KNIGHT, Harry Elmer BARNES, Felix FLUGEL, *Economic History of Europe in modern times*. Boston, Houghton Mifflin Cy, 1928, vii-550 p.

3. En ce qui concerne la Russie, on a omis de citer l'ouvrage déjà ancien, mais toujours bon

Aux ouvrages d'un caractère général ajoutons le gros volume de M. Ernst BAASCH sur l'histoire économique de la Hollande<sup>1</sup>. L'auteur était désigné par ses précédents travaux pour écrire ce bon manuel, fort bien documenté<sup>2</sup>. L'auteur ne remonte pas plus haut que l'Union d'Utrecht, de laquelle, en effet, datent les Provinces-Unies ; c'est peut-être une façon un peu étroite de concevoir le sujet, car la Hollande et la Zélande avaient déjà avant cette date une individualité bien marquée. Le volume se divise essentiellement en deux parties : de 1579 à 1815 ; de 1815 à nos jours. Pour chacune, M. Baasch étudie les diverses formes d'activité économique, et il consacre à la période de la domination française un chapitre spécial, qui n'est pas le moins intéressant. Il nous a semblé que l'influence prépondérante du capitalisme et des institutions financières n'est pas assez marquée ; on n'insiste aussi qu'assez peu sur la vie sociale. Manuel plus descriptif qu'explicatif ; il n'en est pas moins précieux.

On sera très reconnaissant à l'Institut des études slaves d'avoir publié l'excellente histoire économique de la Pologne de M. Rutkowski ; elle renseignera d'une façon très précise le lecteur français sur des questions qu'il ignore presque totalement<sup>3</sup>. L'information de l'auteur est aussi sûre qu'étendue ; il a utilisé les nombreux ouvrages qui ont paru sur l'histoire économique de la Pologne, à laquelle ses propres travaux ont apporté la plus précieuse contribution. Son livre se distingue aussi par un esprit vraiment critique et scientifique, hostile à toute hypothèse hasardée. Il répartit son exposé en deux périodes : le Moyen Age et l'ère moderne, jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire jusqu'à l'époque où les fameux partages effacent la Pologne de la liste des nations indépendantes. Pour chacune, c'est le même plan qui est employé : l'auteur étudie successivement la population, l'économie rurale, le régime agraire, les villes, l'industrie, le commerce, la monnaie et l'organisation du crédit, les finances. Plan rationnel et commode, qui n'a que le défaut d'être un peu trop géométrique, de décomposer un peu trop la réalité vivante.

A lire cet exposé si consciencieux, on a l'impression que la Pologne est venue assez tard à la civilisation, que sa mise en valeur a été moins précoce que celle de l'Europe méridionale et occidentale ; elle n'a pas connu directe-

à consulter, d'Anatole Leroy-Beaulieu, *L'Empire des Tsars et les Russes*, ainsi que les récents ouvrages de Daudé-Bancel et de Zagorsky.

1. Ernst BAASCH, *Holländische Wirtschaftsgeschichte*. Iéna, G. Fischer, 1927, vi-638 p. ; prix : 30 mk. (Handbuch der Wirtschaftsgeschichte, de G. Brodnitz).

2. Nous ne voyons pas figurer dans la bibliographie les intéressants *Mémoires sur le commerce des Hollandais*, de P.-D. Huet, l'évêque d'Avranches.

3. Jan RUTKOWSKI, *Histoire économique de la Pologne avant les partages*. Paris, Ed. Champion ; Varsovie, Gebethner et Wolff, 1927, in-8°, xii-268 p. (Institut des Études slaves de l'Université de Paris). M. Rutkowski, professeur à l'Université de Poznan, a, pendant son séjour en France, écrit une *Étude sur la répartition et l'organisation de la propriété foncière en Bretagne au XVII<sup>e</sup> siècle*, qui a été publiée dans les *Annales de Bretagne*, t. XXVII.

ment la civilisation antique, car elle n'a pas été occupée par les Romains. Voilà pourquoi sans doute son évolution économique diffère sensiblement de celle de nos pays d'Occident. L'économie agricole reste assez primitive : la chasse, l'élevage jouent longtemps un rôle important. La propriété individuelle apparaît plus tard, et il semble que la petite propriété joue encore un grand rôle à un moment où, en France, elle a été en grande partie éliminée par la grande propriété. En Pologne, c'est au x<sup>e</sup> siècle qu'elle commence à subir les atteintes de celle-ci, qui s'accroît beaucoup par la mise en valeur des terres incultes et les défrichements de forêts. L'auteur montre aussi l'influence exercée sur le régime agraire par la constitution de l'État polonais et par la colonisation allemande. On constate au Moyen Âge l'existence d'esclaves, mais non de serfs, au sens où l'on entend ce mot en France. Le servage ne s'établit qu'au xvi<sup>e</sup> siècle. Ce phénomène, bien mis en lumière par M. Rutkowski, a été conditionné par l'accroissement des réserves, et celui-ci a pour cause essentielle le progrès de l'exportation des blés par la Baltique ; pour cause essentielle, mais non unique, car il faut tenir compte aussi du désir des propriétaires nobles d'accroître leurs profits par l'exploitation du travail servile. On voit à quel point l'évolution de ce régime agraire diffère de celle de l'Europe occidentale.

Les terribles guerres du xvii<sup>e</sup> siècle n'ont pas modifié sensiblement le régime économique ; elles n'ont fait qu'entraver la prospérité agricole de la Pologne. Mais, au xviii<sup>e</sup> siècle, commence à se poser la question de la réforme agraire ; certaines grandes seigneuries et le pouvoir royal, dans quelques-uns de ses domaines, ont affranchi leurs serfs et accensé une partie de leurs réserves. Les plus grands propriétaires, qui ne s'occupaient pas de gérer leurs domaines, pouvaient y avoir intérêt ; tel n'était pas le cas des moyens et des petits propriétaires, qui s'occupaient eux-mêmes d'administrer leurs terres. Les réformes proposées à la diète ne furent pas réalisées ; seul, Kosciuzko, au moment de la lutte pour la libération, prit une mesure radicale, que sa défaite ne tarda pas à rendre vaine. — L'ouvrage contient aussi des données intéressantes sur le développement de l'industrie et du commerce depuis le xvi<sup>e</sup> siècle. Le rôle de Dantzig a été bien mis en lumière, mais sans doute à cet égard aurait-il été bon de ne pas s'en tenir seulement aux sources polonaises, de faire appel notamment aux documents hollandais, car le trafic avec la Hollande était fort actif. Au xviii<sup>e</sup> siècle, des manufactures sont créées en Pologne, mais ce sont des créations artificielles, et le capitalisme y prend peu de part, bien que des banques aient été établies, surtout par des étrangers, et que l'on voie déjà quelques sociétés par actions.

M. Rutkowski n'a pas négligé de montrer les répercussions sociales des phénomènes économiques ; peut-être cependant aurait-il bien fait d'y insister davantage. Ses allusions à l'histoire générale sont trop peu explicites, surtout au gré du lecteur étranger. On pourrait lui reprocher encore de ne faire que trop rarement appel à la méthode comparative, et l'on s'en éton-

nera d'autant plus que, dans l'un de ses ouvrages, publié en polonais (*Le ser-vage en Pologne et dans d'autres pays de l'Europe*, 1921), il a très heureuse-ment confronté l'organisation agraire de la Pologne et celle des autres pays de l'Europe. Il eût aussi rendu service aux travailleurs en condensant, dans une conclusion, les résultats essentiels de sa consciencieuse étude synthé-tique, qui prendra rang parmi les meilleurs travaux d'histoire économique parus depuis une quinzaine d'années. La traduction entreprise par M<sup>me</sup> Ma-rie Räkowska est plus soignée qu'élégante<sup>1</sup>.

Le remarquable ouvrage de M. Eugène TARLÉ, professeur à l'Université de Leningrad, sur le Blocus continental et l'Italie<sup>2</sup> n'intéresse pas seulement l'histoire économique, mais aussi l'histoire générale de l'Italie<sup>3</sup> et de la pé-riode napoléonienne; il est fondé presque uniquement sur des documents inédits des Archives nationales de France et de Milan. Toute la politique économique de Napoléon montre à quel point, sous sa domination, les inté-rêts économiques de l'Italie ont été sacrifiés à ceux de la France et à l'ambi-tion du souverain. Non seulement son industrie a été gravement atteinte, mais son commerce a beaucoup souffert. La démonstration de M. Tarlé est tout à fait probante. L'ouvrage est, d'ailleurs, habilement composé, agréa-blement écrit, et l'on n'a jamais l'impression de lire une traduction.

Sur la période de la monarchie censitaire, nous avons tenté, en un court volume, de dresser un bilan des connaissances<sup>4</sup>; les monographies sont encore trop peu nombreuses pour qu'il soit possible d'écrire une véritable synthèse.

Le consciencieux travail de M. TUPLING concerne seulement un coin de l'Angleterre; mais, fondé sur une riche documentation en partie inédite, exposé avec talent, il montre une fois de plus tout l'intérêt que présentent les monographies régionales pour l'histoire économique et sociale<sup>5</sup>. Il s'agit d'un canton du Lancashire, Rossendale, d'abord occupé presque entière-ment par une vaste forêt, et où, jusque vers le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle, on ne distingue, pour ainsi dire, pas de terres cultivées; la forêt est utilisée surtout pour le pâturage du bétail et comme terrain de chasse. Pendant le siècle suivant, se créent un certain nombre de fermes, dont l'élevage fait presque

1. Le mot *postulat*, employé dans le sens de projet de réforme ou programme, n'est pas heu-reux; en français, il a un sens tout autre.

2. Eugène TARLÉ, *Le Blocus continental et le royaume d'Italie. La situation économique de l'Italie sous Napoléon 1<sup>er</sup>*. Paris, Félix Alcan, 1928, in-8°, xii-377 p.; prix: 40 fr. — Précédem-ent, M. Tarlé a publié, en russe, un ouvrage fort important sur le Blocus continental. Cf. *Rev. histor.*, t. CLVII, p. 387.

3. M. Tarlé ne semble pas connaître le *Voyage en Italie* d'Arthur Young, qui fournit des renseignements très intéressants sur cette région en 1789; voy. la traduction française de Lesage. Paris, 1860.

4. Henri SÈE, *La vie économique de la France sous la monarchie censitaire, 1815-1848*. Paris, Félix Alcan, 1927, 190 p.; prix: 20 fr.

5. G. H. TUPLING, *The economic history of Rossendale*. Manchester et London, Longmans, 1927, in-8°, xxii-274 p.; prix: 21 sh.



l'unique ressource. Enfin, du milieu du  $xiv^e$  siècle à la fin du  $xv^e$ , se constituent un nombre assez considérable de tenures affermées (*leaseholds*). Ce qui caractérise le  $xvi^e$  et le  $xvii^e$  siècle, c'est le mouvement des clôtures (*enclosures*), qui ne se fait pas au profit de la grande propriété, mais qui multiplie, au contraire, les tenures paysannes, la plupart données en *copyhold*. Les spéculations, dont les terres font l'objet, ont moins pour effet la concentration de la propriété que son morcellement. M. Tupling étudie aussi la situation des terres communes (*common lands*) en un chapitre nourri; il montre qu'aux  $xvi^e$  et  $xvii^e$  siècles le propriétaire noble, désireux d'agrandir ses domaines, s'efforce de s'approprier les tenures tenues en *copyhold*; celles-ci sont menacées de précarité, et le danger est grand non seulement pour les tenures récentes, mais aussi pour les anciennes, quelle que soit la validité de leurs titres. Cependant, la population s'accroît rapidement, et beaucoup de paysans n'ont plus assez de terre pour vivre uniquement de la culture. Ainsi s'explique le développement dans les campagnes de l'industrie de la laine, industrie rurale et domestique. Les artisans ruraux vendent leurs produits aux fabricants de Rochedale, qui constitue leur marché. Au  $xviii^e$  siècle, la fabrication est caractérisée par une plus grande spécialisation, et, en même temps, ce sont des *clothiers* locaux qui commandent tout le processus de la fabrication. A la fin du  $xviii^e$  siècle apparaît une nouvelle industrie, celle du coton, qui crée un mode nouveau de production, le *factory system*: grâce aux nombreux cours d'eau, de nombreuses filatures (*mills*) se créent. L'introduction de la machine à vapeur, après 1820 et surtout après 1836, achève la transformation du pays; non seulement les routes, mais les chemins de fer sillonnent ce pays, autrefois désert et couvert de forêts.

A la fin de son ouvrage, M. Tupling indique que la « révolution industrielle » n'a pas diminué le nombre des petits tenanciers (*small holders*), dont la situation s'améliore même, car les besoins de la consommation font hausser les prix de la viande et du lait. Il semble bien d'ailleurs, à en juger par l'ouvrage de M. Moffit (*England on the eve of the industrial revolution*)<sup>1</sup>, que le Lancashire, dans son ensemble, a échappé aux conséquences de ce que l'on appelle, assez peu justement, la « révolution industrielle ». D'ailleurs, on pourrait lui reprocher, en ce qui concerne le  $xviii^e$  et le  $xix^e$  siècle, d'avoir perdu de vue les questions rurales et de les avoir par trop sacrifiées à l'étude de l'industrie. Il eût été intéressant aussi de marquer le lien entre les conditions géographiques et l'évolution économique et sociale. Ce genre d'étude, très en honneur en France, et qui a produit nombre d'excellents travaux de géographie humaine, ne semble pas jusqu'à présent avoir tenté nos voisins, dont l'école historique est cependant aujourd'hui si florissante.

On sait dans quels étroits rapports sont l'histoire économique et la géographie. C'est donc une bonne fortune pour nous d'avoir à notre disposition

1. Que M. Tupling ne cite pas dans sa consciencieuse bibliographie; il a omis aussi le volume d'E. Larson, *History of the woollen and worsted industry*.



le récent ouvrage de M. Pierre DENIS sur l'Amérique du Sud<sup>1</sup>, c'est-à-dire sur une région qui n'avait donné lieu à aucune description générale. Écrit, en grande partie, de première main, l'ouvrage abonde en données précises et sûres, autant sur la géographie humaine que sur la géographie physique. Le volume débute par une description générale, où sont exposés les caractères essentiels de cette immense région, mais les idées générales ne nous semblent pas avoir toujours été assez fortement dégagées ; les faits de géographie humaine n'apparaissent pas toujours avec une netteté suffisante pour les profanes que nous sommes. Peut-être aussi M. P. Denis aurait-il pu faire plus souvent appel à l'histoire, notamment en ce qui concerne les relations commerciales de l'Amérique du Sud avec l'Europe. L'ouvrage n'en est pas moins hautement méritoire ; ajoutons qu'il est orné de belles illustrations, enrichi de cartes et de croquis vraiment parlants.

Dans une importante monographie de géographie urbaine sur Voiron (dans l'Isère), M. JOUANNY<sup>2</sup> décrit, de façon intéressante, l'évolution économique de cette région, d'abord adonnée uniquement au commerce, puis à l'industrie de la toile, qui, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, a été remplacée par des papeteries, des soieries, des établissements métallurgiques.

La question du matérialisme historique intéresse très directement l'histoire économique. Le récent ouvrage de M. N. BOUKHARINE<sup>3</sup> serait donc précieux pour nous, si l'auteur n'avait fait de l'apologétique, plutôt que de la science, et c'est d'autant plus regrettable que l'auteur a des connaissances économiques étendues, — nous n'en dirons pas autant de ses connaissances historiques, — un réel talent d'exposition, beaucoup de verve, parfois trop même, lorsqu'il lui arrive d'injurier violemment ceux qui ne pensent pas comme lui. Il accepte la doctrine marxiste comme un dogme ; il n'en discute pas les principes ; il se propose seulement de « les préciser et développer », et il se vante de ce que son ouvrage est l'interprétation de Marx « la plus orthodoxe, la plus matérialiste et la plus révolutionnaire ». Cependant, il se permet quelques innovations, destinées à boucher les brèches faites à la doctrine par la critique « bourgeoise », car il paraît qu'il y a une science « bourgeoise » et une science « prolétarienne » ; nous pensions jusqu'ici qu'il y avait la science tout court. D'ailleurs, à entendre notre auteur, les historiens doivent avoir pour tâche essentielle d'apporter des faits destinés à consolider la doctrine. Il sera cependant difficile de prouver que toutes les luttes de l'histoire ont toujours été des « luttes de classes ». M. Boukharine s'en rend

1. Pierre DENIS, *L'Amérique du Sud*. Paris, Armand Colin, 1927, gr. in-8°, 479 p. en deux tomes ; prix : 120 fr. (*Géographie universelle*, t. XV).

2. M. JOUANNY, *Voiron, étude de géographie urbaine* (*Revue de géographie alpine*, année 1927, t. XV, p. 171-249). — Dans la même Revue (année 1927, p. 71-133), signalons un autre travail considérable de P. MONNET, *Le pays d'Allevard*, qui décrit l'évolution industrielle de ce canton alpestre.

3. N. BOUKHARINE, *La théorie du matérialisme historique, manuel populaire de sociologie marxiste*. Paris, Éditions sociales internationales, 1927, in-8°, 358 p. ; prix : 25 fr.

bien compte lui-même, mais il se tire de la difficulté par des arguments quelque peu sophistiques.

Nous aurions d'ailleurs mauvaise grâce à insister sur ce qui nous paraît critiquable dans ce curieux ouvrage, puisque nous avons nous-même consacré un petit volume à l'étude de cette question<sup>1</sup>. Nous plaçant en dehors de toute préoccupation de parti, nous avons surtout voulu traiter un problème de connaissance historique, l'interprétation économique de l'histoire ; mais l'œuvre de Karl Marx est si grandiose et a exercé une telle influence sur les idées contemporaines que nous avons dû examiner la conception marxiste à la lumière des faits historiques ; nous avons essayé de marquer ce qu'il y a de périmé en elle, tout en reconnaissant les grands services qu'elle a rendus et qu'elle rend encore à nos études.

Le *Traité d'économie politique* de M. Étienne ANTONELLI<sup>2</sup>, bien que l'auteur s'occupe de politique active, est un travail vraiment scientifique. Dans une longue introduction, il expose ce qu'il pense être la méthode et l'objet de l'économie politique. Il distingue dans cette discipline trois parties essentielles : l'économie pure, l'économie appliquée, l'économie sociale. Il marque nettement les relations de l'économie politique avec des disciplines voisines. Il donne un aperçu de l'évolution qui a abouti au système économique actuel. Dans un chapitre intitulé « Sociologie économique », il dépeint le milieu extérieur, la technique, la population, les institutions. La deuxième partie du volume, consacrée à « l'économie pure du système économique actuel », constitue une étude pénétrante de la *valeur* ; M. Antonelli, qui a subi fortement l'influence de l'école de Walras, fait usage des mathématiques ; c'est là un domaine interdit aux profanes.

Le volume de M. TEILHAC sur J.-B. Say<sup>3</sup> est une étude approfondie et qui contient beaucoup de vues suggestives ; mais l'exposé en est trop souvent obscurci par l'emploi, vraiment excessif, de termes abstraits — comme *naturalisme économique, social, individuel, rationalisme politique*, etc. — qui en rendent souvent la lecture pénible. Un premier chapitre, et ce n'est pas le moins intéressant, retrace la carrière de J.-B. Say, partisan fervent de la Révolution, qui se refusa à servir Napoléon, devint industriel, puis, après 1812, se donna tout entier à la science économique et à l'enseignement. Économiste libéral, sans avoir l'étroitesse d'esprit et de sentiment que l'on constate chez quelques-uns de ses successeurs, J.-B. Say reste démocrate et, par bien des traits, se rapproche de Rousseau.

M. Teilhac montre bien que J.-B. Say n'est pas purement et simplement un disciple de Smith, qu'il a une conception originale du monde économique.

1. Henri SÈXE, *Matérialisme historique et interprétation économique de l'histoire*. Paris, M. Giard, 1927, in-16, 136 p. ; prix : 10 fr.

2. Étienne ANTONELLI, *Traité d'économie politique*, t. I. Paris, Félix Alcan, 1927, in-8°, XIX-345 p. ; prix : 35 fr.

3. Ernest TEILHAC, *L'œuvre économique de Jean-Baptiste Say*. Paris, Félix Alcan, 1927, in-8°, 392 p. ; prix : 35 fr.

Il est convaincu du lien étroit qui existe entre les diverses sortes d'« industries », agricole, manufacturière, commerciale. Cependant, il a donné la première place à la seconde, et par là il s'apparente à plus d'un de ses contemporains, notamment à Saint-Simon. D'autre part, sa « loi des débouchés » montre l'importance qu'il attribue à la fonction commerciale et au rôle de la consommation. Il a souvent aussi des vues profondes sur le rôle du capital. Le chapitre le moins clair, précisément à cause de l'abus du jargon philosophico-économique, nous paraît être celui où M. Teilhac traite de la « biologie sociale ». Par contre, ceux qui se rapportent à la formation de l'économie politique en France et en Angleterre abondent en renseignements précieux pour les historiens. Plus nouvelles encore sont les pages consacrées à l'influence de J.-B. Say et de l'économie française en Amérique, influence qui se marque fortement encore dans les théories de Henry George. — Le volume se termine par une abondante bibliographie, qui sera fort utile non seulement aux économistes, mais aux historiens<sup>1</sup>.

III. RÉGIME AGRAIRE. — Sur l'histoire du régime agraire au Moyen Age et sous l'Ancien régime, nous n'avons eu connaissance d'aucun travail bien important. En un article de la *Revue historique*, M. P.-P. VIARD a étudié la dîme au XVII<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. Il l'a fait surtout au point de vue juridique, d'après des documents imprimés. Il montre que la dîme profita surtout aux gros décimateurs ; l'édit de 1695 établit pour la première fois la portion congrue du clergé paroissial. La question des menues dîmes et des noales se pose déjà nettement. En un mot, la dîme constitue une lourde charge pour les populations rurales.

Dans un précédent Bulletin, en 1926, nous avons signalé la très importante étude consacrée par M. Claudio Sanchez ALBORNOZ<sup>3</sup> aux *behetrias*, cette forme si curieuse de *recommendation*, usitée dans le Léon, au Moyen Age. Le même auteur reprend l'étude de cette question dans un long mémoire, consacré à la réfutation de la thèse soutenue par M. E. Mayer, dans son *Historia de las instituciones sociales y políticas de España y Portugal del siglo V al XIV*. Notre incompetence ne nous permet pas de prendre parti dans cette controverse ; mais il suffit de parcourir ces pages pour se convaincre de la grande érudition et de l'esprit critique dont elles témoignent. En appendice, sont publiées quatorze chartes des XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles, importantes pour l'étude des *behetrias*.

On sait à quelles controverses ont donné lieu les causes de la révolte des

1. Pour quelques ouvrages allemands, notamment pour ceux de Menger, l'auteur cite les traductions anglaises ; pour le lecteur français, il serait plus utile d'indiquer les traductions françaises.

2. Pierre-Paul VIARD, *La dîme en France au XVII<sup>e</sup> siècle* (*Revue historique*, nov. 1927).

3. Claudio Sanchez ALBORNOZ, *Muchas paginas mas sobre las behetrias* (*Anuario de historia del derecho español*, t. IV. Madrid, 1927, p. 5-157).

paysans allemands de 1525. Ces causes sont-elles d'ordre économique ou d'ordre religieux? La révolte s'explique-t-elle par l'aggravation de la condition des paysans ou a-t-elle été provoquée par les réformateurs? M. Hans NABHOLZ<sup>1</sup>, mettant en œuvre des documents du *Staatsarchiv* de Zurich, nous fournit, pour l'étude de ce problème, une très intéressante contribution. Il nous montre qu'à plusieurs reprises, dès le xv<sup>e</sup> siècle, les paysans de la région de Zurich ont émis de nombreuses doléances sur les droits auxquels ils étaient soumis et sur certaines innovations administratives de leurs seigneurs, attentatoires à leur autonomie. En 1523 et 1525, ces doléances prennent un caractère plus général et plus hardi et les paysans invoquent des arguments religieux, qui marquent l'influence des prédications de Zwingle ou de ses disciples. Ce n'est pas la misère qui a poussé les paysans zurichoïses à la révolte, loin de là (leur situation économique s'était plutôt améliorée), mais leurs doléances presque séculaires ont pris une teinte religieuse et un aspect révolutionnaire. L'auteur se garde de généraliser; cependant, pour l'étude de la question, dans son ensemble, on devra tenir grand compte de ses suggestions, fondées sur une étude pénétrante des documents.

Pour la première fois, la question de la liquidation du régime seigneurial, de 1790 à 1793, est étudiée scientifiquement. M. André FERRADOU<sup>2</sup>, qui a dévoué avec la plus grande conscience une énorme quantité de documents, provenant surtout des fonds notariaux, des fonds du domaine et de l'enregistrement, conservés aux archives départementales de la Gironde, décrit les rachats des droits seigneuriaux dans ce département avec un grand luxe de détails. Il conclut qu'il y a eu plus de rachats qu'on ne le croit, bien qu'il ne soit pas possible de fixer leur quantité exacte. Le rachat, dit-il encore, n'était pas aussi dur, aussi impraticable qu'on le croit, puisque bien des gens se sont décidés à le demander; la loi était viable, et, sans les mesures prises par la Législative et la Convention, le régime seigneurial aurait pu disparaître sans secousse. Mais, le rachat étant individuel et facultatif, l'opération aurait pu durer fort longtemps. C'était là, en effet, un des grands vices de la législation de la Constituante. M. Ferradou constate que, dans la Gironde, la question ne suscita pas une grande agitation. C'est parce que le régime seigneurial y était singulièrement doux; dans bien d'autres régions, elle provoqua des troubles graves, par exemple en Franche-Comté et en Bretagne. L'auteur a étudié d'une façon minutieuse la procédure du rachat, les biens et les droits rachetés; il constate que les lods et ventes ne l'ont été qu'assez rarement. Il indique encore que l'administration départementale a veillé à l'application stricte de la législation; les autorités municipales, au contraire, prenaient bien souvent le parti des redevables. Ce travail si

1. HANS NABHOLZ, *Zur Frage nach den Ursachen des Bauernkrieges 1525*, 33 p. (extr. de la *Gedächtnisschrift für Georg von Below*. Stuttgart, 1928).

2. ANDRÉ FERRADOU, *Le rachat des droits féodaux dans la Gironde*. Paris, Soc. du Rec. Sirey, 1928, in-8°, 460 p.; prix: 50 fr.



méritoire pourra, à bien des égards, servir de modèle à d'autres travaux analogues<sup>1</sup>.

Un autre travail excellent est celui que M. Paul NICOLLE a consacré à la vente des biens nationaux dans la région de Vire (Manche)<sup>2</sup>. C'est la suite du travail qui avait fait l'objet de sa thèse complémentaire. Il a utilisé non seulement les documents relatifs à la vente, mais aussi les rôles de vingtièmes, les états d'imposition dressés par ordre de l'Assemblée provinciale, en 1788, etc. ; il a poussé son enquête jusqu'en 1830 et a fait d'utiles recherches dans les archives communales. Il établit qu'avant la Révolution la noblesse détenait moins de 20 % du sol, les paysans plus de 60 %, mais que beaucoup de ceux-ci n'en possédaient qu'une quantité insuffisante. On fit bon accueil à la nationalisation des biens du clergé et la vente des biens des émigrés eut aussi un réel succès. M. Nicolle trouve que les agriculteurs ont acquis plus de 54 %, les nobles 20 %, les bourgeois environ 9 %. On ne compte pas de propriétaires nouveaux. Les familles privilégiées qui sont parvenues à être réintégrées dans leurs biens les aliéneront ensuite, en grande partie, de 1800 à 1830. Finalement, ce sont les paysans qui ont le plus profité de la vente des biens nationaux. Remarquons que ces conclusions confirment, de tous points, celles qu'avait formulées Loutchisky. Les documents sont publiés par communes ; pour chacune d'elles, l'auteur indique sa population, son attitude pendant la Révolution, l'état économique à la fin de l'Ancien régime, la répartition de la propriété d'après les rôles de vingtièmes, enfin les ventes des biens des deux origines. Cette remarquable publication se termine par des tableaux récapitulatifs, soigneusement dressés.

Les décrets de ventôse an II, qui décidaient d'attribuer aux sans-culottes pauvres les biens des suspects, n'avaient jamais fait l'objet d'une étude approfondie. Un important article de M. Albert MATHIEZ<sup>3</sup> comble cette lacune. Il montre la part que Saint-Just a prise à leur rédaction et il s'efforce de prouver que, par ces lois, les robespierristes entreprirent de remanier la propriété au profit des classes pauvres ; les sans-culottes nantis constitueraient un soutien efficace de la République démocratique. Les lois de ventôse accrurent les divisions des Comités et de la Convention elle-même, inquiétèrent les possédants et apparaissent comme une des causes essentielles du 9 Thermidor. Les lois de ventôse, difficiles à appliquer, ne reçurent jamais un commencement véritable d'exécution et furent rapportées par les Thermido-

1. Il est regrettable que les notes, très abondantes, empiètent sur le texte de façon à en rendre la lecture vraiment pénible.

2. Paul NICOLLE, *La vente des biens nationaux dans les anciens cantons de Vire (fin) et de Pontarcy*. Vire, 1927, in-8°, xxxviii-121 p. (publ. du Comité des Documents économiques du Calvados).

3. Albert MATHIEZ, *La Terreur, instrument de la politique sociale des robespierristes : les décrets de ventôse sur le séquestre des biens des suspects et leur application (Annales historiques de la Révolution française, mai-juin 1928)*.



riens. Seulement, on peut se demander si, même réalisées, elles auraient vraiment constitué une révolution sociale durable.

L'histoire de l'agriculture de 1789 à nos jours s'est enrichie du très important et précieux volume que M. Paul MASSON a consacré aux Bouches-du-Rhône<sup>1</sup>. On en trouvera l'analyse dans les Comptes-rendus critiques.

Le bon mémoire de M<sup>me</sup> Marcelle RICHARD sur les forêts du plateau de Langres<sup>2</sup> marque fortement le contraste entre l'économie rurale d'ancien régime et l'économie contemporaine. Avant la Révolution, les forêts, plus étendues d'ailleurs que de nos jours, étaient mêlées étroitement à la vie rurale et locale; les journaliers y trouvaient des occupations d'appoint; on y pratiquait aussi des droits d'usage. Maintenant, la vie forestière a perdu son caractère local.

Le *Poor Husbandman's Advocate*, de Richard BAXTER, est un document très intéressant, qui décrit avec force la situation des *leaseholders*, écrasés par de lourdes rentes et très misérables (les *leaseholds* sont des baux à temps assez précaires); M. Powicke vient d'en donner une nouvelle édition<sup>3</sup>.

Dans une œuvre posthume du regretté William ASHLEY sur le pain que l'on mangeait jadis en Angleterre<sup>4</sup>, on retrouve les qualités qui ont fait sa réputation à l'étranger comme dans sa patrie originaire: beaucoup d'érudition, un jugement sûr, une forme agréable. Remontant le cours de l'histoire, l'auteur établit qu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle le pain était fait, en Angleterre surtout, presque uniquement même, avec de la farine de froment, qu'en 1764 le froment constituait les trois cinquièmes de la farine employée et que la proportion en était considérable, surtout dans les comtés du Sud-Est. En 1696, la production était déjà de quatorze millions de boisseaux de froment contre dix millions de boisseaux de seigle; au cours du XVII<sup>e</sup> siècle, il y avait presque égalité; au XVI<sup>e</sup> siècle, le seigle l'emportait, et, au Moyen Age, autant que l'on peut s'en rendre compte, le froment n'a dû jouer qu'un rôle tout à fait secondaire dans l'alimentation. D'ailleurs, même au XVIII<sup>e</sup> siècle, on use beaucoup de céréales mélangées, ce qu'on appelle *maslin* ou *mancorn*: c'est le *mêteil* ou *mesléard*, que l'on employait beaucoup aussi en France sous l'Ancien régime.

Ainsi, l'Angleterre a été le premier pays de l'Europe du Nord-Ouest à substituer, dans son alimentation, le froment au seigle. Sir William s'ef-

1. *Encyclopédie départementale des Bouches-du-Rhône*; t. VII: *L'agriculture*, par Paul MASSON et ÉL. ESTRANGIN. Paris, Champion, et Marseille, Arch. dép., 1928, gr. in-8°, xv-906 p. — Nous n'avons pas reçu l'ouvrage de Georges CHARLEMAÏNE, *Quelques aspects de l'évolution agricole depuis la Révolution: le pays d'Ardents en Berry*. Châteauroux, 1926, in-8° (thèse de doctorat en droit).

2. Marcelle RICHARD, *Les forêts du plateau de Langres*, 35 p. (extr. de la *Revue de géographie alpine*, 1927).

3. Richard BAXTER, *The Poor Husbandman's Advocate to Rich Rocking Landlord*, éd. par F. J. POWICKE. Manchester, University Press, 1926.

4. Sir William ASHLEY, *The bread of our forefathers; an enquiry in economic history*. Oxford Clarendon Press, 1928, xi-206 p.; prix: 12 s. 6 d.

force d'en déterminer les raisons ; il les estime d'ordre historique, plutôt que géographique. En effet, le sol et le climat, en Angleterre, ne sont pas, comme dans le midi de l'Europe, particulièrement favorables au froment. Pour l'obtenir, il faut employer beaucoup de fumier et se servir d'amendements, comme la marne ou la chaux. Si donc cette transformation dans la culture des céréales y a été plus précoce, c'est que ce pays a pu consacrer à l'agriculture, dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, des capitaux plus considérables que les autres pays de l'Europe ; le fait que beaucoup d'hommes ayant fait fortune dans les affaires ont acquis d'importantes propriétés foncières a été d'un grand poids, à cet égard. Puis, les consommateurs ont exercé aussi une notable influence : les exigences du marché ont poussé les cultivateurs à substituer de plus en plus le froment au seigle. Le froment n'est sans doute guère plus nourrissant que le seigle, mais on le digère plus facilement, qualité qui est plus appréciée par le citadin que par le travailleur de la campagne, vivant en plein air. En fait, dans des pays, comme la France ou l'Allemagne, dans lesquels la population a été longtemps surtout agricole, le seigle a pu prédominer plus longtemps qu'en Angleterre, où l'« urbanisation » fait de si grands progrès, dès le XVIII<sup>e</sup> siècle. L'auteur nous a ainsi montré, comme il se le proposait, que la question du pain se lie à des problèmes fondamentaux d'histoire économique et sociale ; son charmant volume nous prouve une fois de plus que les transformations agricoles sont le plus souvent déterminées par des causes extérieures à la vie rurale proprement dite. On consultera aussi avec profit les documents contenus dans l'Appendice, et dont les plus intéressants sont des « Corn Certificates » de la période des Tudors ou de l'époque des Stuarts ; les cartes jointes au texte sont également fort instructives.

IV. COMMERCE. — L'histoire générale du commerce d'Arturo SEGRE, dont la deuxième édition, publiée en 1923<sup>1</sup>, vient seulement de nous parvenir, est sans doute la meilleure que nous possédions. Elle est très au courant des travaux qui ont paru, et les nombreuses références qu'elle contient constituent, à elles seules, un précieux instrument de travail. — Le premier volume s'arrête à la Révolution française. L'antiquité grecque et latine n'est traitée que d'une façon assez sommaire, mais les chapitres consacrés au Moyen Age sont instructifs, notamment ceux qui traitent du commerce italien ; par contre, une place trop restreinte a été attribuée aux Pays-Bas, qui ont joué un rôle économique si considérable, surtout à partir du XIII<sup>e</sup> siècle. En ce qui concerne les temps modernes, on lira avec intérêt les chapitres consacrés aux découvertes maritimes, ainsi qu'à l'expansion espagnole et portugaise<sup>2</sup>. Par contre, l'Angleterre et la Hollande ont été traitées

1. Arturo SEGRE, *Storia del Commercio*, 2<sup>a</sup> edizione. Torino, S. Lattes, 1923, 2 vol. in-8°, 1,208 p. ; prix : 80 lire. Cf. *Rev. histor.*, t. CXLVI, p. 263.

2. L'auteur semble ignorer les importantes publications de l'« Instituto de investigaciones historicas » de Buenos-Aires.

un peu sommairement. Le second volume s'ouvre par un bon chapitre, bien informé, sur la période de la Révolution et de l'Empire, et dans lequel l'histoire du commerce est traitée d'ensemble. Mais, après 1815, chaque pays est examiné à part. L'information continue à être satisfaisante; cependant, pour une histoire générale, consacrer deux chapitres à l'Italie, alors que la France est traitée en un seul chapitre avec l'Espagne, et un seul aussi à l'Asie et aux deux Amériques, c'est là un défaut de proportion un peu choquant, et qui n'a pour excuse que la nationalité de l'auteur. — Dans un manuel du genre de celui-ci, il est peut-être plus commode d'étudier séparément le commerce de chaque pays; mais l'inconvénient d'une pareille méthode, c'est que l'évolution générale du commerce n'apparaît pas assez fortement. Il eût été bon, tout au moins, dans un chapitre de conclusion de mettre en évidence les traits caractéristiques de cette évolution.

D'un caractère moins scientifique sont deux autres histoires du commerce dues, elles aussi, à des étrangers<sup>1</sup>.

Celle de M. Clive DAY<sup>2</sup> est la nouvelle édition d'un manuel qui, publié pour la première fois en 1907, a été fort bien accueilli aux États-Unis. L'histoire du commerce dans l'antiquité n'est traitée que dans de courts chapitres; par contre, plus de la moitié du volume est consacrée à la période contemporaine. Il faut féliciter l'auteur d'avoir, pour chaque période, insisté sur l'organisation économique et de nous donner une vue générale des choses. Comme il est naturel, toute une partie du volume, comprenant plus de cent pages, traite de l'histoire du commerce aux États-Unis; c'est la partie qui pourra nous être le plus utile. Dans toutes les sections du volume, l'exposé repose sur une documentation sérieuse, dont témoignent les bibliographies particulières des chapitres et la bibliographie générale. S'adressant au public américain ou anglo-saxon, M. Day ne cite guère que des ouvrages écrits ou traduits en anglais; c'est là une règle un peu stricte, surtout en ce qui concerne des pays comme la France et l'Allemagne; c'est ainsi que même l'*Histoire des classes ouvrières* et l'*Histoire du commerce*, d'E. Levasseur, et le remarquable ouvrage de R. Ehrenberg (*Das Zeitalter der Fugger*) ne sont pas mentionnés.

Le manuel de M. VALVERDE, qui expose l'histoire générale du commerce depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, repose sur des connaissances sérieuses<sup>3</sup>. Écrit par un Cubain, il développe tout particulièrement l'histoire du commerce des pays méditerranéens au Moyen Âge (Italie, Espagne, Levant) et, dans les temps modernes, de l'Amérique espagnole.

1. L'ouvrage de M. Gustave LEGARET : *Histoire du développement du commerce depuis la chute de l'Empire romain jusqu'à nos jours* (Paris, Belin, 1928), ne nous est pas parvenu. Mais voir *Rev. histor.*, t. CLVII, p. 394.

2. Clive DAY, *A history of commerce*. Londres, Longmans, 1926, 676 p.

3. Antonio L. VALVERDE, *Compendio de historia del comercio para uso de las escuelas comerciales*, 2<sup>e</sup> éd. Madrid, Victoriano Suarez, 1927, in-16, 541 p.

C'est surtout à ce dernier point de vue que les historiens auront profit à le consulter. Par contre, le rôle économique des Pays-Bas et même de l'Angleterre est un peu laissé dans l'ombre. Le plan ne nous a pas semblé très heureux : décrire successivement, pour chaque période, l'histoire du commerce des divers pays empêche de montrer les grands courants économiques et le sens profond de l'évolution. Les institutions et pratiques commerciales ne sont traitées aussi que d'une façon tout à fait incidente. Le volume se termine par une bibliographie utile, bien que trop sommaire.

L'alerte et vivante esquisse de M. TERAN sur les origines de l'Amérique espagnole<sup>1</sup> est conçue dans un véritable esprit scientifique ; elle nous donne un aperçu intéressant des origines de l'Amérique espagnole. L'auteur, recteur de l'Université de Tucuman (République Argentine), ne pallie, en aucune façon, contrairement à Pereyra, les violences de la conquête, mais il les explique surtout par le fait que les *conquistadores* étaient très jeunes et qu'ils se trouvaient transportés sous un climat tropical. Arrivant sans famille, ils se sont unis, par mariage ou autrement, à des femmes indigènes, ce qui a donné naissance à une nouvelle race, en grande partie métisse. M. Teran insiste aussi sur l'exploitation des Indiens, sur le régime néfaste de l'*encomienda*. Les caractères du génie espagnol se sont forcément altérés en Amérique : ce ne sont plus les sentiments chevaleresques qui y prédominent ; les sentiments loyalistes ont vite disparu aussi : les luttes fratricides des colons ont abouti rapidement à de véritables rébellions contre l'autorité royale. Quant au sentiment religieux, il était bien plus formel que réel : les Indiens ne sont souvent devenus chrétiens que de nom et ils ont conservé en fait leur ancien fétichisme ; dans le clergé, il y avait des évangélistes ardents, mais bien des prêtres songeaient surtout à leurs intérêts temporels ; on constate maintes dérogations au droit ecclésiastique. M. Teran montre encore fortement les effets de la fiscalité, la fréquence des concussions, les conséquences déplorable de la législation commerciale ; elles expliquent qu'en Amérique on saluait souvent comme des sauveurs les contrebandiers et corsaires étrangers. D'une façon générale, la législation n'exerçait souvent qu'une faible action sur la réalité vivante. En un mot, l'œuvre de la colonisation a été en grande partie artificielle ; on le voit bien, si l'on considère la ville américaine, construite de toutes pièces, résidence administrative, si différente des villes d'Europe, qui sont nées peu à peu, d'une façon spontanée. En un dernier chapitre, l'auteur fait l'apologie de Las Casas, l'*anticonquistador*, qui, au nom de la foi chrétienne et aussi de la raison, a montré ce qu'aurait dû être une véritable colonisation.

En une étude très vivante, M. Henri HAUSER nous montre l'importance très grande que le sel a eue autrefois pour le commerce international<sup>2</sup>. Les pays où l'on pratiquait la pêche en avaient un besoin urgent, car le poisson

1. Juan B. TERAN, *El nacimiento de la América española*. Tucuman [1927], in-16, 338 p.

2. Henri HAUSER, *Le sel dans l'histoire* (*Revue économique internationale*, août 1927).



ne pouvait se conserver que salé, et l'insuffisance des moyens de transport ne permettait pas le commerce du poisson français. Voilà pourquoi les gens du Nord et, en particulier, les Hollandais venaient en France chercher le sel, surtout du Bas-Poitou. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le sel a beaucoup perdu de son importance commerciale.

Pendant les guerres du règne de Louis XIV, la marine danoise et surtout norvégienne s'efforça, dans une certaine mesure, de supplanter les Hollandais dans le commerce avec la France. M. P.-J. CHARLIAT, qui s'occupe activement de l'histoire du commerce de la France avec le Nord, nous montre que, dès 1670, ces relations sont devenues vraiment actives<sup>1</sup>; les bateaux norvégiens venaient nombreux chercher en France le sel, les vins et eaux-de-vie et y apportaient la roque, qui servait d'appât à la sardine; à partir de 1683, on voit paraître en Norvège des navires de Dunkerque. Pendant la guerre de 1689 à 1697, viennent en France, chaque année, environ 200 navires nordiques; l'ambassadeur français en Danemark, Bonrepaus, fit beaucoup pour développer ces relations. M. Charliat publie les mémoires adressés par thor Möhlen au comte de Pontchartrain, en vue d'accroître encore les rapports commerciaux entre les deux pays; la correspondance se poursuit pendant toute une année, mais sans donner de résultats<sup>2</sup>.

M. G. N. CLARK nous fournit des renseignements très précis sur la guerre commerciale entre la France, d'une part, et l'Angleterre, de l'autre, pendant la guerre de la Succession d'Espagne<sup>3</sup>. Il y eut une lutte énergique des corsaires des pays belligérants, mais, en même temps, apparaît la rivalité entre l'Angleterre et la Hollande. Après 1705, on dut relâcher un peu les règles relatives à la prohibition commerciale, et, d'ailleurs, le trafic clandestin ne cessa jamais complètement.

Les nombreuses études consacrées à la course maritime s'attachent presque toutes à son aspect soi-disant héroïque. Dans un travail aussi pénétrant que documenté, M. LÉON VIGNOLS décrit sa « face économique et sociale<sup>4</sup> ». Il dépeint « l'industrie corsaire » depuis la mise en chantier des bâtiments jusqu'à la liquidation des croisières. Le plus souvent, les armateurs en course constituent de véritables sociétés par actions, mais ils se taillent la plus belle part. On voit que les campagnes sont souvent peu lucratives en fin de compte, sinon pour les armateurs, en bien des cas peu honnêtes, du moins pour les

1. P.-J. CHARLIAT, *Mémoires inédits de thor Möhlen à la Cour de France, avec une Introduction sur les relations économiques entre la France et l'Europe septentrionale à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle*, 72 p. (extr. des *Bergens Historiske Forenings Skrifter*, XXXIII, 1927).

2. Sur le rôle économique de la douane du Sund, voy. Ch. E. HILL, *The Danish Sound Dues and the Command of the Baltic*. Durham, Duke University Press, 1926, in-8°, 305 p.; prix : 4 doll. *Cl. Rev. histor.*, t. CLVII, p. 155.

3. G. N. CLARK, *War Trade and Trade War, 1701-1713* (*Economic History Review*, année 1928).

4. LÉON VIGNOLS, *La course maritime, ses conséquences économiques, sociales et internationales*, 25 p. (extr. de la *Revue d'histoire économique*, année 1927, n° 2).



actionnaires et surtout pour les matelots, qui ne touchent presque rien en dehors de leurs « avances ». M. Vignols donne des détails très caractéristiques sur la « moralité », peu édifiante, de beaucoup d'armateurs, d'états-majors et d'équipages ; ceux-ci, recrutés de plus en plus difficilement et d'une façon fort hétéroclite, désertent assez souvent et dépensent en orgies leurs gains. M. Vignols prouve encore qu'au point de vue militaire la course n'a rendu que peu de services, surtout aux Français, et que le résultat le plus clair en était d'augmenter énormément chez les belligérants le prix de la vie. Aussi comprend-on qu'après les guerres napoléoniennes l'opinion se soit prononcée si fortement contre la course qu'on a dû finir par l'abolir.

On sait combien les diverses puissances maritimes s'attachaient, encore au XVIII<sup>e</sup> siècle, à maintenir le *pacte colonial*, c'est-à-dire le monopole commercial de la métropole sur ses colonies. Dans sa thèse sur les *Idées coloniales des physiocrates*, M. LABROUQUÈRE<sup>1</sup> montre les efforts des économistes pour battre en brèche cette conception ; ils considèrent les colonies comme de simples provinces de la mère patrie, dont les intérêts doivent être garantis, aussi bien que ceux de la métropole ; ils en arrivent à penser que les colons doivent pouvoir s'approvisionner où ils veulent ; ils sont hostiles aussi aux compagnies privilégiées. L'auteur publie quelques lettres et mémoires d'économistes, qui sont en même temps fonctionnaires coloniaux, Lemercier de La Rivière, le bailli de Mirabeau, Poivre ; ces personnages indiquent comment pratiquement les idées nouvelles pourraient être appliquées.

Contrairement à ce que l'on affirme souvent, les foires régionales, en France, ont continué à jouer un rôle commercial important pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle. C'est ce que nous avons essayé de montrer, en nous appuyant principalement sur des papiers de firmes commerciales et sur des documents conservés dans les Archives départementales du Calvados<sup>2</sup>. Aux foires de Caen, par exemple, viennent des marchands de régions éloignées de la France et même de pays étrangers. Les règlements de comptes se font encore dans les foires, en grand nombre.

La Révolution a eu pour effet de porter un coup fatal au commerce et à l'industrie de la toile en Bretagne et dans le Bas-Maine. D'après des papiers de négociants, nous avons pu saisir sur le vif ce phénomène, en ce qui concerne ce dernier pays : la baisse des assignats, l'insécurité et surtout la fermeture des marchés lointains ont exercé, à cet égard, une influence néfaste ; la dépréciation des assignats et le manque de crédit poussent les marchands les plus prudents au trafic *spéculatif*. Bien des négociants aussi achètent des biens nationaux et se retirent des affaires<sup>3</sup>.

1. André LABROUQUÈRE, *Les idées coloniales des physiocrates*. Paris, Presses universitaires, 1927, in-8°, 201 p. (thèse de doctorat en droit).

2. Henri SÈRE, *Notes sur les foires en France, et particulièrement à Caen, au XVIII<sup>e</sup> siècle* (*Revue d'histoire économique*, 1927).

3. Henri SÈRE, *Le commerce des toiles de Laval à la fin de l'Ancien régime et pendant la Réco-*

M. LEWIS a consacré une belle publication, précédée d'une excellente introduction<sup>1</sup>, aux comptes des douanes des ports gallois ; elle montre combien l'activité de ces ports s'est accrue pendant le règne d'Élisabeth, comme d'ailleurs toute la vie économique de la Grande-Bretagne. Cardiff, Milford et les autres ports moins importants, non seulement font un actif commerce de cabotage en Angleterre, en Écosse et en Irlande, mais sont aussi en relation avec l'Espagne, le Portugal et surtout la France. A Bordeaux et à La Rochelle, ils expédient du charbon ; ils en reçoivent surtout des vins, de l'eau-de-vie et du sel. Les bateaux bretons jouent un rôle considérable dans ce commerce ; on se l'explique, car les toiles bretonnes, notamment de Basse-Bretagne, semblent recherchées dans le pays de Galles. On saisit ici l'origine d'une activité économique, qui se développera dans les siècles suivants.

La participation du commerce d'Amsterdam à la formation de la République des États-Unis : voilà un sujet très neuf, que M. P. J. VAN WINTER est parvenu à élucider complètement<sup>2</sup>, grâce à une documentation excellente : non seulement il a exploré les papiers d'État et les fonds des firmes privées de Hollande, mais encore il s'est livré aux recherches les plus minutieuses en Amérique. Dans un premier chapitre, il montre qu'entre les Provinces-Unies et les colonies anglaises de l'Amérique, les relations économiques n'ont jamais cessé, en dépit du pacte colonial ; la colonie de New-York avait primitivement appartenu à la Hollande et l'élément hollandais a conservé une réelle importance ethnique ; puis, par leurs possessions aux Antilles et dans l'Amérique du Sud, les Provinces-Unies jouent un rôle considérable dans le Nouveau Monde. Les colonies révoltées n'ont cessé d'éprouver de graves embarras financiers. Il était donc naturel qu'elles eussent recours à un pays qui, même dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, est encore, avec Londres, le grand marché financier du monde. M. Van Winter décrit avec une grande précision toutes les négociations financières qui s'engagèrent à cette occasion, les démarches des envoyés américains, comme Franklin, et de courtiers, comme le Français Ch.-F.-G. Dumas, un type curieux d'aventurier cosmopolite. L'aboutissement, ce furent les importants emprunts de 1782 et 1784.

Les Hollandais — comme les Français — espéraient que le nouvel État affranchi constituerait pour leur commerce un client de premier ordre. Il n'en fut rien ; c'est l'Angleterre qui capta la plus grande partie de ce trafic, dont

*lution, d'après les papiers des Piquois et de Delauney, 1786-1800 (Bull. de la Commission historique de la Mayenne, année 1927, fasc. 153 et 154).*

1. E. A. LEWIS, *The Welsh Port Books (1550-1563), with an analysis of the customs revenue accounts of Wales for the same period.* London, Soc. of Cymmrodorion, 1927, in-8°, XLVII-363 p.

2. Dr P. J. VAN WINTER, *Het aandeel van den Amsterdamschen Handel aan den opbouw van het amerikaansche gemeenebest, Erste deel.* S'Gravenhage, Martinus Nijhoff, 1927, in-8°, XXXVI-240 p. ; prix : 6 fl. (Werken door de Vereeniging het nederlandsch economisch-historisch archief, n° 7).

elle avait la longue expérience. — La question vraiment grave qui se posa, de 1783 à 1790, ce fut la liquidation des dettes de la jeune République. A quelles difficultés elle donna lieu, quelles furent les vicissitudes de ces négociations, c'est ce que l'auteur expose avec un grand luxe de détails ; finalement, en 1790, les États-Unis s'entendirent avec leurs créanciers hollandais, comme ils le firent avec l'État français. Le règlement de la dette est non seulement parallèle dans les deux pays, mais il y a aussi certains intérêts communs, puisque le gouvernement français avait contracté un emprunt en Hollande, au bénéfice des colons insurgés<sup>1</sup>. — En un mot, la participation de la Hollande à l'affranchissement des États-Unis a été moins glorieuse que celle de la France, mais elle a eu une importance plus grande qu'on ne le croit souvent : le succès de la guerre de l'Indépendance n'eût sans doute pas été possible sans l'appui financier des négociants et banquiers hollandais.

*Le tarif douanier et les partis aux États-Unis, 1789-1927*, par M. BELMONT<sup>2</sup>, est un ouvrage de circonstance, écrit par un homme politique appartenant au parti démocrate ; il tend à montrer que ce parti, s'il l'emportait aux prochaines élections, réduirait le tarif douanier, pour le plus grand profit du peuple et surtout des agriculteurs de l'Ouest, dont la situation est si critique. Cependant, les historiens auront profit à lire ce petit volume ; il montre que la question douanière, depuis trois quarts de siècle au moins, domine la politique américaine et l'attitude des partis. Ainsi, en 1860, l'élection de Lincoln a été assurée, parce que la Pensylvanie, protectionniste, a voté pour le parti républicain. M. Belmont donne aussi des indications intéressantes sur les origines lointaines des deux partis — républicain et démocrate — qui se disputent le pouvoir, ainsi que sur les tarifs douaniers successifs, œuvre des républicains, et qui, par leur taux si élevé, mettent obstacle à l'importation des marchandises européennes, pour le plus grand profit de nombre d'industriels qui s'arrogent ainsi un véritable monopole ; tel est le cas notamment de la toute-puissante « Aluminium Company of America ».

V. INDUSTRIE. — M. BOISSONNADE, qui a tant fait pour l'histoire de l'industrie en France, vient enrichir cette branche de l'histoire économique d'un nouveau travail sur la période de 1453 à 1661, fruit de trente-cinq ans de recherches<sup>3</sup>. Il s'est appliqué à montrer comment l'État monarchique,

1. Sur le règlement de la dette américaine en France, il faut se reporter à l'excellente étude de M. Aulard, publiée dans la *Revue de Paris* et dans la *Révolution française* en 1925, et à un article de M. Marion, *La France créancière des États-Unis, 1781-1795*, dans la *Revue des Deux Mondes*, 15 avril 1928.

2. PERRY BELMONT, *Le tarif douanier et les partis aux États-Unis, 1789-1927*. Payot, 1928, 111 p. ; prix : 15 fr.

3. P. BOISSONNADE, *Le socialisme d'État. L'industrie et les classes industrielles en France pendant les deux premiers siècles de l'ère moderne (1453-1661)*. Paris, É. Champion, 1927, in-8°, 380 p.

avant Colbert, a essayé de « susciter et d'encourager les entreprises industrielles, de réglementer la production, de déterminer le régime du travail patronal et celui du travail salarié, ainsi que la police des classes ouvrières ». C'est ce qu'il appelle le « Socialisme d'État » ; ce terme ne nous semble pas très heureux, attendu qu'aujourd'hui il a un sens défini et tout autre. Mais ne lui cherchons pas chicane à cet égard ; admirons plutôt la profonde érudition qu'il a déployée en ce difficile sujet et dont suffiraient à témoigner les notes et les renseignements bibliographiques, si copieux, qui forment l'Appendice de l'ouvrage.

Dans une première période, qui s'étend de 1453 à 1589, on voit déjà se dessiner toutes les pratiques, qui seront reprises avec plus d'ampleur au XVII<sup>e</sup> siècle et surtout par Colbert. L'État se donne pour mission de développer la production industrielle, qu'il encourage par des subventions, des privilèges, par le recrutement de la main-d'œuvre. Aux frais du Trésor, on organise les premières entreprises artistiques de caractère industriel. La grande industrie est, à bien des égards, une industrie d'État. M. Boissonnade marque aussi les efforts du gouvernement pour développer le régime des jurandes. — Dans la deuxième partie du volume, il décrit l'œuvre économique d'Henri IV et de Richelieu, qui contribuent à la renaissance industrielle, après les terribles dévastations des guerres religieuses, dont on nous montre avec précision les répercussions économiques. Dans l'industrie à forme capitaliste, l'administration royale prend parti pour la classe patronale ; la classe ouvrière est soumise « à une discipline de fer ». Dans cet excellent ouvrage, on trouvera aussi des données précieuses sur les mines, les verreries, les manufactures de soie, les imprimeries, etc.

Nous ne possédions aucun bon travail sur les inspecteurs des manufactures. M. F. BACQUIÉ<sup>1</sup> rend donc un grand service en publiant cet important volume, pour lequel il a fait de longues et fructueuses recherches aux Archives nationales et dans les dépôts d'Archives départementales, notamment de Languedoc et de Bourgogne ; il publie *in extenso* beaucoup de documents d'un grand intérêt. Il est parvenu à distinguer nettement les diverses catégories d'inspecteurs, que l'on confond souvent (généraux, ambulants, principaux, particuliers, ordinaires, sous-inspecteurs). Contrairement à ce qu'affirmait M. Germain Martin, il montre la réelle valeur de ce personnel, dans son ensemble ; les listes biographiques de la fin du volume sont, à cet égard, fort intéressantes. M. Bacqué prouve aussi que les fonctions des inspecteurs ne se bornaient pas à l'industrie textile. Ils devaient avant tout veiller à l'application des règlements, mais on les chargeait aussi d'enquêtes et de statistiques ; leurs rapports, conservés dans la série F<sup>12</sup> des Archives nationales, constituent des documents de premier ordre pour l'histoire de

1. FRANC BACQUIÉ, *Les inspecteurs des manufactures sous l'Ancien régime, 1669-1791 (Mémoires et documents sur l'histoire du commerce et de l'industrie, de J. Hayem, 11<sup>e</sup> série)*. Paris, Hachette, 1927, in-8°, xxii-390 p. ; prix : 30 fr.



l'industrie et du commerce. Les inspecteurs se préoccupent également des améliorations techniques. L'auteur étudie avec soin leurs relations avec les intendants, les sièges de justice, les gardes-jurés des corporations. Leurs appointements seraient suffisants, s'ils n'étaient si incertains ; parfois, ils sont fournis par les *droits de marque*. M. Bacqué conclut que la réglementation industrielle n'a pas été aussi funeste qu'on le dit souvent ; il considère, avec Ch. Ballot, que c'est l'État qui, en France, a souvent suscité la grande industrie. Inspecteur du travail, l'auteur, de par ses fonctions mêmes, a pu démêler beaucoup de choses qui auraient échappé à un profane.

Bien des entreprises ne parvenaient pas à obtenir le titre de manufactures royales. Tel a été le cas de la manufacture de points d'Espagne, fondée, au XVIII<sup>e</sup> siècle, par un certain Decomble, et dont M. Paul-M. BONDOIS nous décrit l'histoire, d'après des documents de la collection Joly de Fleury<sup>1</sup>. Decomble, qui exploitait très durement le travail de très jeunes filles, réussit médiocrement ; il fut en butte à l'hostilité de plusieurs concurrents et des merciers de Paris.

M. COORNAERT nous donne, en un court article, une idée des importantes recherches qu'il a entreprises sur l'industrie rurale en Flandre au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>.

L'excellent travail de M. G. HOTTENGER sur la métallurgie lorraine<sup>3</sup> n'intéresse pas seulement l'histoire de la Lorraine, mais aussi l'histoire économique et sociale de la France tout entière, car c'est l'exemple le plus frappant de la transformation qu'a subie l'industrie métallurgique, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, transformation plus profonde que celle qui s'est manifestée dans n'importe quelle autre sorte de fabrication. A la veille de la Révolution, pour la sidérurgie, la généralité de Nancy venait au troisième rang et fournissait environ le dixième de la production totale ; mais, comme dans tout le reste de la France, c'était une petite industrie dispersée, ne comprenant, en général, que de médiocres établissements, et la fonte s'opérait uniquement au bois, bien que l'on connût la fonte au coke. Puis, la marque des fers, ainsi que le régime douanier, entravaient singulièrement le commerce de tous les produits fabriqués. A ce point de vue, la Révolution accomplit des réformes salutaires, mais l'état de guerre continu, de 1793 à 1815, bien qu'ayant un moment galvanisé l'industrie métallurgique, en arrêta, en fin de compte, l'expansion. A l'époque de la Restauration et, dans une moindre mesure, sous la monarchie de Juillet, les établissements français ne prospérèrent que grâce au régime protectionniste, qui, d'autre part, paralysait toute ini-

1. Paul-M. BONDOIS, *La manufacture de points d'Espagne de Clamart* (*Revue d'histoire économique*, année 1927, p. 405-420).

2. COORNAERT, *L'organisation administrative du travail dans une industrie rurale en Flandre au XVIII<sup>e</sup> siècle* (*Revue d'histoire économique*, 1927).

3. Georges HOTTENGER, *L'ancienne industrie du fer en Lorraine*. Nancy, Société industrielle de l'Est, et Paris, Dunod, s. d., gr. in-8°, VIII-207 p.



tiative. M. Hottenger montre que les transformations industrielles ont été assez lentes jusque vers 1865 : la fonte au bois prédominait encore ; les forges et autres usines étaient modestes. Le traité de libre-échange de 1860, d'abord fort mal accueilli par la plupart des maîtres de forges, devait contribuer puissamment à la « révolution industrielle » ; il fut, en général, funeste pour la petite et la moyenne industrie, mais suscita les efforts de la grande industrie, qui ne cessera de se développer ; la métallurgie lorraine deviendra particulièrement prospère, quand le procédé inventé par Thomas permettra d'utiliser des minerais que l'on pouvait difficilement traiter auparavant. C'est aussi le moment où se crée le Comité des forges, où se produisent « l'intégration » et la concentration industrielles. — M. Hottenger montre avec force comment la métallurgie, autrefois aux mains de maîtres de forges isolés, et n'ayant que de modestes capitaux, exige maintenant la formation de sociétés, d'abord en nom collectif, puis en commandite, et enfin par actions, disposant de capitaux considérables, nécessaires pour l'outillage coûteux et les grandes affaires qui se traitent. La dispersion de l'industrie a complètement cessé aussi ; de là, un changement radical, au double point de vue économique et social. M. Hottenger décrit très justement cette immense transformation, accomplie en moins d'un siècle : « Lorsque en imagination on a revu ces petites forges, ces minuscules hauts fourneaux, qui, livrés au caprice des chutes d'eau, donnaient à peine deux tonnes de fonte par jour ; lorsqu'on retrouve ensuite, dans leur impressionnante réalité, livrées à un travail intensif et continu, ces usines immenses qui comptent par dizaines d'hectares la superficie qu'elles couvrent, par milliers les ouvriers qu'elles occupent, qui, en un ou deux jours, produisent autant et plus que bien des anciennes usines en toute une année, c'est un monde nouveau qui naît, un monde dans lequel, toutes proportions étant renversées, les installations du bon vieux temps ne seraient plus que de simples joujoux <sup>1</sup>. »

Ce sont des phénomènes analogues que nous décrit M. L. DUNHAM, à propos de l'industrie cotonnière en France sous le Second Empire<sup>2</sup>. Au moment du traité de 1860 avec l'Angleterre, cette industrie était très arriérée, excepté en Alsace. Après 1861, elle subit des crises graves, mais qui n'étaient pas dues uniquement au traité ; elles furent, en grande partie, provoquées par la guerre de Sécession, par des changements dans la mode, par la spéculation ; l'afflux des marchandises anglaises ne fut pas aussi considérable qu'on l'a prétendu. Cependant, le traité obligea les industriels à améliorer le

1. M. Hottenger est bien au courant de la bibliographie générale de son sujet ; cependant, nous n'avons pas vu cité le petit ouvrage, si commode, de J. Levainville, *L'industrie du fer en France*. Paris, A. Colin, 1922.

2. A. L. DUNHAM, *The Development of the Cotton Industry in France and the Anglo-French Treaty of Commerce of 1860* (*Economic History Review*, 1928). Voy., du même, une excellente étude : *The influence of the anglo-french treaty of commerce of 1860 on the development of the iron industry* (*Quarterly Journal of economics*, 1927).

machinisme ; beaucoup de petits établissements firent faillite et la concentration industrielle se produisit<sup>1</sup>.

Dans la Mayenne, comme en Bretagne, on assiste, dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, à la ruine de l'industrie textile<sup>2</sup>. C'est d'abord l'industrie de la toile, qui décline de plus en plus, de 1815 à 1830 ; l'industrie cotonnière et les coutils en prennent la place, mais elles sont surtout urbaines. D'ailleurs, sous la monarchie de Juillet, on constate le fléchissement même des cotonnades, qui ne peuvent lutter contre les centres de l'Alsace et du pays rouennais. Les salaires des ouvriers cotonniers sont très faibles, et, dans la crise de 1830-1832, la misère est extrême.

C'est une industrie toute moderne que celle de la soie artificielle. M. Louis GUENEAU<sup>3</sup> nous en expose l'origine et montre qu'elle s'est surtout développée, depuis 1919, à la suite de la guerre mondiale. Elle a fait de grands progrès en France et surtout aux États-Unis.

On sait qu'en France la première loi de protection ouvrière a été la loi sur le travail des enfants. M. L. GUENEAU nous en donne une étude très précise d'après des documents inédits<sup>4</sup>. Il en étudie l'origine et l'élaboration, et notamment les enquêtes de 1837 et 1840. Puis, ce sont les discussions dans les Chambres. L'auteur marque l'insuffisance de la loi de 1841 ; comme elle n'a pas établi d'inspecteurs spéciaux, son efficacité fut faible. Il y a aussi un lien évident avec l'organisation de l'enseignement primaire, encore défectueuse, malgré la loi de 1833. Les chrétiens et les nobles (ceux-ci pour faire pièce à la bourgeoisie industrielle) se sont montrés favorables à la loi, qui rencontra des adversaires parmi certains intellectuels, comme Victor Cousin et Gay-Lussac.

Sur l'organisation industrielle de l'Angleterre, le seul travail important qui ait paru est celui de Mrs. Stella KRAMER sur les corporations de métiers<sup>5</sup>, remarquablement documenté. Elle décrit l'amalgame des corporations de marchands et d'artisans, qui se produit dès le XIV<sup>e</sup> siècle ; par exemple, à Londres, en 1345, on voit les *pepperers*, les *cannassdealers* et les *spicers* se fondre dans la compagnie des *grocerers*. Ces amalgames avaient

1. Le petit bassin houiller de Lalevade (Ardèche) n'a connu longtemps qu'une exploitation très primitive ; au XIX<sup>e</sup> siècle, elle se perfectionne, grâce à la constitution d'une société. Voy. A.-E. MITARD, *Le bassin de Lalevade* (Revue de géographie alpine, 1927).

2. Henri SÉE, *Note sur l'industrie textile de la Mayenne dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle* (Bull. de la Commission historique de la Mayenne, année 1927, fasc. 155).

3. Louis GUENEAU, *Le développement de l'industrie de la soie artificielle dans le monde* (Bull. de la Société d'histoire moderne, novembre 1927).

4. Du MÊME, *La législation restrictive du travail des enfants* (Revue d'histoire économique, année 1927, p. 420-503).

5. Stella KRAMER, *The English Crafts, studies in their Progress and Decline*. New-York, Columbia University Press, et Londres, H. Milford, 1927, xi-228 p. ; prix : 23 sh. — En 1903, elle avait déjà fait paraître un ouvrage sur *The English Craft Gilds and the Government*. Le présent volume a été déjà signalé dans le Bulletin de Grande-Bretagne (Rev. histor., t. CLVI, p. 352).

pour but de renforcer le pouvoir des *gilds*, surtout dans les petites localités, de diminuer les rivalités entre métiers similaires, qui empiétaient les uns sur les autres ; il y avait lutte non seulement entre marchands et artisans, mais même entre marchands, — contrairement à ce que déclare G. Unwin. — Le déclin des *gilds* se manifeste au xvii<sup>e</sup> et surtout au xviii<sup>e</sup> siècle. C'est qu'à cette époque elles perdent le pouvoir de mettre en action les règlements, par exemple ceux qui sont relatifs à l'apprentissage ; le statut des apprentis était tombé en désuétude bien avant 1813, date où il fut aboli. Puis, l'intérêt des bourgs et des villes consistait à admettre des étrangers, lesquels ne pouvaient faire partie des *gilds* ; un mouvement de plus en plus fort se dessinait en faveur d'un régime de liberté<sup>1</sup>.

Au début du xvii<sup>e</sup> siècle, les marchands drapiers de toute la Hollande, en lutte avec les *Merchant Adventurers* d'Angleterre, forment une puissante union, sous l'égide des États généraux, et la maintiennent ferme, en dépit des réclamations anglaises. M. N. W. POSTHUMUS a recueilli et publie de nombreux documents sur cette question, qu'il expose dans une intéressante introduction<sup>2</sup>. Il montre qu'il s'agissait là d'une union vraiment nationale, qui a pris peu à peu la forme d'un cartel<sup>3</sup>.

Le très important ouvrage de M. Paul DE ROUSIERS sur les grandes industries modernes<sup>4</sup> se clôt par un volume sur les industries chimiques, qui ne le cède pas en intérêt aux précédents. L'auteur montre que ces industries diffèrent de toutes les autres en ce qu'elles sont nées uniquement de l'application des sciences ; le travail de l'usine est une suite nécessaire du travail du laboratoire. De plus en plus les usines de produits chimiques entretiennent des laboratoires de recherches qui entraînent de gros frais et à longue échéance. En outre, les opérations de l'industrie chimique nécessitent le grand atelier (M. des Rousiers en cite des exemples caractéristiques). Voilà pourquoi la concentration industrielle s'impose plus que n'importe où ; le machinisme y joue un rôle prépondérant. Aussi, dans ces industries, la main-d'œuvre est-elle assez restreinte. C'est également leur nature qui veut que l'intégration, c'est-à-dire la réunion sous une même direction d'industries connexes, prenne une grande extension. D'autre part, les conditions mêmes de la vente, qui souvent n'atteint pas directement le grand public des consommateurs et se heurte à des difficultés multiples, entraînent la concentra-

1. Dans l'ancien Japon, les corporations exerçaient de véritables monopoles ; personne, en dehors d'elles, ne pouvait exercer de métiers ; en 1868, elles furent abolies et les professions furent déclarées libres. Voy. YOSHITOMI, *Les anciennes corporations du Japon* (*Revue d'histoire économique*, année 1927, p. 504-509).

2. N. W. POSTHUMUS, *De nationale Organisatie der lakenkoopers tijdens de Republiek*. Utrecht, Kemink, 1927, in-8°, ix-369 p. (publ. de l'*Historisch Genootschap*).

3. L'ouvrage de Laurent DECHESNE : *L'industrie drapière de la Vesdre avant 1800* (Paris, Recueil Sirey, et Liège, J. Wykmans, 1926, in-8°, 277 p.), ne nous est pas parvenu.

4. Paul DE ROUSIERS, *Les grandes industries modernes* ; t. V : *Les industries chimiques. Le régime légal des ententes*. Paris, Armand Colin, 1928, in-16, 254 p. ; prix : 12 fr.

tion commerciale. M. de Rousiers nous montre encore que l'importance respective des marchés nationaux s'est modifiée depuis la Grande Guerre : les États-Unis, déjà au premier rang avant 1914, ont vu leur avance s'accroître encore ; pour l'Allemagne, il y a eu un recul assez marqué, ainsi que pour l'Angleterre ; au contraire, la France, très en retard avant la guerre, se place maintenant en bon rang. — La deuxième partie du volume traite du régime légal des ententes ; il a été modifié dans des pays comme les États-Unis et l'Allemagne, où l'on a paré aux abus de la spéculation et à l'accaparement ; l'auteur préconise aussi une réforme de la législation en France, car il considère que les ententes sont imposées par le caractère même des industries modernes et qu'elles diffèrent profondément des anciens monopoles.

VI. CAPITALISME. CRÉDIT PUBLIC ET PRIVÉ. — Tous les travaux récemment publiés ou en voie d'élaboration contribuent à prouver que c'est bien en Italie que se sont produites les premières manifestations du capitalisme moderne. Parmi ces travaux, il convient de signaler ceux de M. Armando SAPORI, qui a étudié et va bientôt publier les papiers commerciaux des Peruzzi, la grande firme bancaire de Florence. Dans une très intéressante étude<sup>1</sup>, il montre toute la variété de renseignements que fournissent ces registres (de 1308 à 1345), qui sont conservés à la Biblioteca Riccardiana de Florence : ils permettront de saisir sur le vif les opérations bancaires, l'activité des succursales affiliées, les transactions à l'étranger, le trafic sur les changes, etc. Ces précieux documents fourniront aussi des données concrètes, très intéressantes, sur la vie sociale de Florence au XIV<sup>e</sup> siècle, sur ses mœurs et usages privés, ainsi que sur l'histoire politique de l'Italie et même d'autres pays de l'Europe<sup>2</sup>.

En une étude neuve et suggestive, M. M. POSTAN<sup>3</sup> prouve qu'au Moyen Âge — en Angleterre tout au moins — le commerce use fréquemment du crédit, sous des formes diverses ; les marchands ayant peu de capitaux doivent recourir au crédit ; aussi les ventes à crédit sont-elles fréquentes. Prêts, placements, achats de rentes, *partnerships*, etc., montrent qu'il y a déjà de nombreuses manifestations du capitalisme, sous des formes diverses.

Deux articles de M. André SAYOUS<sup>4</sup> devront être retenus par les historiens du capitalisme. Il étudie les changes de l'Espagne avec l'Amérique, au XVI<sup>e</sup> siècle, comme on ne l'avait encore jamais fait : dans le commerce avec

1. Armando SAPORI, *I libri di commercio della Compagnia dei Peruzzi di Firenze* (extr. des *Studi medievali*, 1928).

2. Rappelons que M. Armando Saporì a récemment publié un ouvrage du plus grand intérêt sur la banque florentine, *La crisi delle compagnie mercantili dei Bardi e dei Peruzzi*. Firenze, Leo S. Olschki, 1926.

3. M. POSTAN, *Credit in Medieval Trade* (*Economic History Review*, année 1928).

4. André-A. SAYOUS, *Les changes de l'Espagne sur l'Amérique au XVI<sup>e</sup> siècle*, 31 p. (extr. de la *Revue d'économie politique*, 1927) ; — *Les procédés de paiement et la monnaie dans l'Amérique espagnole*, 34 p. (extr. de la *Revue économique internationale*, novembre 1927).



l'Amérique, ce fut d'abord le troc de marchandises, puis le prêt maritime, enfin les lettres de change, usitées surtout dans la seconde moitié du siècle. L'auteur montre que le change perdait sensiblement en Amérique. Il a tiré bon parti de la littérature du sujet, qu'il connaît très bien, et notamment de la *Summa de ratos y contratos*, du P. P. Thomas de Mercado (Séville, 1571). — M. Sayous étudie aussi les procédés de paiement dans l'Amérique espagnole. Chez les Indiens, il n'y avait pas de monnaie, mais on se servait, pour les échanges, d'une commune mesure, comme le cacao. Les Espagnols durent donc importer de la monnaie en Amérique, puis ils en frappèrent, mais en quantité insuffisante; c'était surtout de l'argent que produisait ce pays.

On sait l'énorme importance de l'afflux des métaux précieux provenant de l'Amérique. Un mémoire de M. Paul HARSIN sur la théorie de la monnaie chez les auteurs français<sup>1</sup> constitue une intéressante contribution à cette étude; l'auteur sous-estime quelque peu l'influence de Jean Bodin, mais met en relief la valeur de quelques écrivains contemporains.

Sous le titre *Les débuts du capitalisme*<sup>2</sup>, M. Henri HAUSER a eu l'heureuse idée de réunir toute une série d'études, qu'anime la même idée : celle de « rechercher dans les faits du passé les origines des formes économiques et sociales de l'époque actuelle ». Il a réimprimé presque sans modification un travail, publié il y a vingt-cinq ans, sur les origines du capitalisme en France; ces origines lointaines, il les cherche jusqu'au xve siècle, montrant que, tout au moins au xvi<sup>e</sup>, apparaissent déjà la division du travail, le machinisme, la concentration du capital, les conflits entre le capital et le travail. On lui saura gré d'avoir, sous ces divers chefs, groupé avec talent un grand nombre de faits intéressants; peut-être, cependant, y a-t-il quelque exagération à déclarer que, dès le xviii<sup>e</sup> siècle, « le capital est roi ». C'est au même ordre d'idées que se rattache sa pénétrante étude sur les conceptions économiques de Calvin, qui, se rendant compte des besoins économiques de son temps, a affirmé la légitimité du prêt à intérêt et a fortement distingué la « bonne » et la « mauvaise usure ». Mais on peut douter que ce soit Calvin qui ait rendu possible le développement du crédit dans des pays comme la Hollande; la catholique Italie avait déjà connu des institutions analogues. L'incertitude qui règne sur le moment précis où, pour la première fois, a paru le mot « industrie » dans son acception actuelle, donne l'occasion à M. Hauser de marquer encore une fois ce qu'il y a de fluide et de complexe dans l'histoire des phénomènes économiques<sup>3</sup>.

1. PAUL HARSIN, *L'afflux des métaux précieux au XVI<sup>e</sup> siècle et la théorie de la monnaie chez les auteurs français*, 30 p. (*Revue d'histoire économique*, année 1927. Cf. *Rev. histor.*, t. CLVII, p. 178).

2. HENRI HAUSER, *Les débuts du capitalisme*. Paris, Félix Alcan, 1916, in-16, xii-326 p.; prix : 25 fr.

3. Nous avons nous-même déclaré que le mot industrie dans son sens actuel n'apparait pas encore au xviii<sup>e</sup> siècle; M. Hauser conteste notre assertion en s'appuyant sur des exemples



La plus grande partie du volume est occupée par des études sur l'organisation du travail et sur les origines du colbertisme, qui, même avant d'avoir été réunies dans ce volume, étaient devenues, pour ainsi dire, classiques. Il a rendu un grand service à l'histoire économique en montrant le rôle si important joué par le travail libre, même à l'époque où le système des jurandes est pleinement épanoui et aussi en montrant que, bien souvent, il n'y a pas de distinction tranchée entre la pure liberté du travail et la jurande. Rien de plus vrai non plus que de soutenir que le colbertisme existait avant Colbert, qu'il se manifeste dès le xvi<sup>e</sup> siècle, et en ce sens aussi son chapitre sur le système social de Barthélemy Laffemas présente un grand intérêt. — Enfin, quiconque étudie l'histoire du commerce et du capitalisme commercial et financier au xvii<sup>e</sup> siècle aura le plus grand profit à méditer le chapitre qui traite du *Parfait négociant*, de Jacques Savary. En un mot, ce récent volume est bien digne de ses aînés, *Ouvriers du temps passé* et *Travailleurs et marchands de l'ancienne France*<sup>1</sup>.

M. Robert BIGO a comblé une lacune en nous donnant une monographie, sérieusement documentée, de la fameuse Caisse d'escompte, créée en 1776, et dont la fondation est une des preuves du progrès des affaires, à la fin de l'Ancien régime<sup>2</sup>. On avait besoin d'une banque d'escompte ; l'entreprise, qui répondait aux idées du banquier Panchaud, réussit bien, mais la Caisse fut entraînée à prêter de l'argent au Trésor, dont les difficultés ne cessaient de s'aggraver, ce qui la compromit fort. L'auteur montre encore que, pendant la Révolution, les émissions répétées d'assignats lui furent funestes ; finalement elle fut supprimée en août 1793, avec les autres sociétés par actions. Mais on sentit bientôt le besoin d'une autre institution analogue, et, sous le Consulat, on créa sa « sœur jumelle, la Banque de France », beaucoup mieux organisée.

M. Maurice VIRLOGEUX a recherché quelle était la valeur des théories *a priori* dans l'étude des variations des prix<sup>3</sup>. Il a examiné cette question d'une façon réaliste, et, pour se rendre compte de l'importance véritable du facteur monétaire, il a étudié les périodes 1850-1860 et 1914-1924. On trouvera donc dans sa thèse des renseignements, puisés aux meilleures sources, sur l'évolution des prix dans ces deux périodes si intéressantes. Il aboutit

dont quelques-uns semblent lui donner raison et dont d'autres sont plus contestables. Remarquons qu'Arthur Young emploie toujours le mot *industry* dans le sens d'activité économique.

1. Puisque M. Hauser paraît affectionner ce genre de rectifications, qu'il nous permette de lui signaler deux fautes d'impression : page 259, note 4 : « *Da consolatione* », au lieu de *De* ; page 316, 1758, au lieu de 1798.

2. Robert BIGO, *La Caisse d'escompte (1776-1793) et les origines de la Banque de France*. Paris, Presses universitaires, 1927, in-8°, 317 p. (thèse de doctorat en droit).

3. Maurice VIRLOGEUX, *Quelques aspects de l'évolution des prix au siècle dernier et en notre temps. Théories et réalités*. Paris, M. Glard, 1927, in-8°, 207 p. (thèse de doctorat en droit). A la suite, des graphiques fort bien établis. Cf. *Rev. histor.*, t. CLVII, p. 170.

aux conclusions suivantes : 1<sup>o</sup> l'élément monétaire ne joue un rôle exceptionnel et de premier plan qu'aux époques d'inflation aiguë et brusque ; 2<sup>o</sup> le change « mène nettement le mouvement », comme en Allemagne, au moment de la chute du mark, ou en France, en 1926 ; 3<sup>o</sup> les périodes les plus nombreuses sont celles où aucun facteur ne domine avec évidence. M. Virlogeux considère que les conditions de la production et des échanges commerciaux, ainsi que le facteur revenu, exercent une influence bien plus grande sur les prix que le facteur monétaire. Ces vues, qui s'appuient sur des faits, sont fort intéressantes et méritent d'attirer l'attention non seulement des économistes, mais des historiens, car l'auteur croit beaucoup à l'efficacité des recherches historiques. Il estime qu'il faut se garder de toute théorie *a priori*, du pur dogmatisme, mais aussi du pur empirisme. Il a fait personnellement des études scientifiques ; il pense cependant que l'économie politique ne peut formuler de lois analogues à celles des sciences physiques ; les causes profondes de l'évolution, dit-il, « résident en l'action combinée du facteur humain et des facteurs matériels », entre lesquels il y a, à tout instant, action et réaction. La méthode qu'il préconise nous semble digne d'estime.

Il y a bien des renseignements à prendre dans l'ouvrage de N. BOUKHARINE sur l'économie mondiale et l'impérialisme, qui a été écrit en 1915-1917<sup>1</sup>. C'est une description intéressante de l'« internationalisation » capitaliste — qu'on excuse ce mot barbare, — considérée surtout au point de vue financier. Ce mouvement, d'après l'auteur, se double d'un accroissement du capitalisme national, provoqué par la recherche de débouchés pour l'industrie et les capitaux et le désir de se procurer des matières premières. Les colonies forment, en quelque sorte, une soupape de sûreté, mais elles suscitent aussi des luttes entre les diverses puissances. M. Boukharine ne voit dans l'État que le comité des intérêts capitalistes et il regarde la guerre comme résultant uniquement de la concurrence des divers capitalismes nationaux. On reconnaît là une application stricte de la doctrine du matérialisme historique, entendu au sens le plus étroit ; mais on sait que, pour l'auteur, c'est un article de foi. Les économistes et historiens, qui ne professent pas aveuglément ce credo, sont flétris du nom de « bourgeois ».

Le récent ouvrage de Werner SOMBART méritera sans doute cette épithète ; en tout cas, c'est un travail réellement scientifique ; il constitue la dernière partie de l'œuvre monumentale du célèbre sociologue et économiste, *Der moderne Kapitalismus*, qui, malheureusement, n'est pas encore traduit en français<sup>2</sup>. C'est une grande construction sociologique et économique, plutôt qu'un travail d'histoire, mais qui doit cependant intéresser fortement les historiens, car il fait souvent appel à l'histoire des cinquante

1. M. BOUKHARINE, *L'économie mondiale et l'impérialisme*. Paris, Études sociales internationales, 1928, in-8°, 178 p. ; prix : 12 fr.

2. Werner SOMBART, *Das Wirtschaftsleben im Zeitalter des Hochkapitalismus*. München und Leipzig, 1927, in-8°, xxii-1,064 p. (en deux tomes) ; prix : 14 mk. 50.

dernières années et même de tout le siècle précédent. Comme dans les autres volumes, on y trouvera des bibliographies critiques, extrêmement utiles. Le travail de documentation sur lequel est édifié ce volume est vraiment imposant et, par lui seul, il mériterait d'attirer notre attention, si l'ouvrage ne se recommandait encore par des qualités plus hautes.

C'est toute l'organisation du monde capitaliste, dans son ensemble, que M. Sombart s'est proposé de décrire, pour la période où le capitalisme, préparé par une lente évolution, est vraiment triomphant ; de là le titre *Der Hochkapitalismus*. Il a repris la tâche que s'était assignée Karl Marx, dont il affirme hautement le génie et dont il ne craint pas de se réclamer. La différence, c'est qu'il n'écrit pas en politicien, ni en « partisan ». Il n'a d'autre préoccupation que la science, et ses conclusions générales diffèrent très notablement de celles du grand écrivain socialiste.

Son exposé est si riche qu'il serait vraiment impossible d'en donner une analyse précise. Ce sont d'abord les forces « agissantes » qui sont étudiées. En des chapitres très nourris, l'auteur décrit le caractère et l'action des entrepreneurs capitalistes, des chefs d'industrie, les fonctions économiques de l'État moderne ; enfin, la technique contemporaine et son importance économique. Une seconde partie est consacrée au capital lui-même : on distingue le capital-argent, le capital-crédit — au rôle de plus en plus prépondérant, — enfin le *Sachkapital*, c'est-à-dire la production et la mobilisation des biens. M. W. Sombart étudie aussi tout à fait en détail les « forces de travail » ; il montre comment le prolétariat s'est accru en nombre et comment il s'est adapté peu à peu, mais non sans résistance et sans luttes, qui durent toujours, à l'organisation capitaliste.

La seconde moitié de l'ouvrage traite du processus (*Hergang*) de l'organisation capitaliste. Comment satisfait-elle aux besoins humains ? Quels sont les marchés auxquels elle a affaire ? Quels sont les éléments de l'organisation industrielle ? Quelle est l'action de la concurrence ? Comment se produisent les crises et quels en sont les effets ? Voilà quelques-unes des questions les plus importantes qui sont examinées. Ce que l'auteur met surtout en lumière, c'est la *rationalisation* de plus en plus accentuée de tout le processus économique, et notamment des marchés, des prix, des diverses entreprises industrielles et commerciales. Il a étudié avec une ampleur particulière la question si importante de la *concentration*. A la lumière d'innombrables documents, surtout de statistiques, il montre que cette concentration ne s'est nullement manifestée dans l'agriculture, qu'elle n'a cessé de se développer dans l'industrie et qu'elle a fait aussi de notables progrès, mais beaucoup plus lents, en ce qui concerne les entreprises commerciales. Les prédictions de Karl Marx ne se sont donc que partiellement réalisées ; con-

1. Dans la bibliographie relative aux crises économiques, nous n'avons pas vu cité l'excellent ouvrage de Jean Lescure, *Les crises de surproduction*, dont la troisième édition a paru récemment.

trairement à ce qu'affirme le grand théoricien socialiste, les grands établissements *concentrés* ne se développent pas aux dépens des petits ; ils travaillent « sur un terrain nouveau ».

Un autre trait de l'organisation capitaliste, que l'auteur met en relief, c'est l'organisation scientifique de la production capitaliste, qui vise, avant tout, l'économie d'argent, d'espace et de temps, qui devient de plus en plus impersonnelle, surtout en ce qui concerne les forces de travail, car, plus les établissements deviennent énormes, et plus grandit l'action personnelle des chefs d'industrie.

A lire cet exposé si complet et si abondant, on a bien l'impression de l'énorme emprise exercée par le capitalisme sur tout le monde contemporain. Cependant, l'auteur nous montre quelles sont ses limites, même dans le pays le plus capitaliste du monde, les États-Unis : l'économie rurale y échappe presque complètement, la coopération ne cesse de se développer, enfin l'on constate les progrès de l'intervention de l'État dans la production même. C'est pourquoi M. Sombart ne se rallie pas à la conception unilatérale de Karl Marx, et il estime qu'à l'avenir on verra coexister encore les diverses formes d'économie : capitaliste, paysanne, artisanne, coopérative, étatique. Il y a là certainement une vue large des choses, et qui semble plus près de la réalité que les doctrines unilatérales.

Sans doute, on pourra critiquer telle ou telle partie de cette vaste construction, mais il n'est aucun économiste, sociologue ou historien qui puisse se dispenser de la lire et de la méditer. Ajoutons que, malgré son aspect un peu compact et un abus des subdivisions qui, voulant éclairer le lecteur, le déroutent parfois, ce gros volume se lit avec agrément : le style, clair et souvent vigoureux, reflète la force de la pensée et la richesse de connaissances, qui font du *Capitalisme moderne* l'une des œuvres les plus considérables que l'on ait vues paraître depuis le début du *xx<sup>e</sup>* siècle.

C'est aux États-Unis que l'on peut le mieux se rendre compte du caractère de ce *Hochkapitalismus*. Aussi lira-t-on avec intérêt les deux ouvrages suivants.

D'abord le petit volume de M. TEILHAC<sup>1</sup>. On y trouvera des données précieuses sur la législation à laquelle ont donné lieu les *trusts* aux États-Unis ; l'auteur est servi, en effet, par une connaissance approfondie de la littérature économique américaine, comme le montre une excellente bibliographie générale. Mais l'ouvrage a une portée encore beaucoup plus grande, car un chapitre spécial est consacré au capitalisme américain, dont le caractère est décrit d'une façon très pénétrante ; on montre que son essence est beaucoup moins d'ordre industriel que d'ordre financier et *spéculatif*. On comprend mieux alors les deux chapitres qui suivent : les *trusts* et la politique intérieure ; les *trusts* et la politique extérieure. Il n'est plus question mainte-

1. E. TEILHAC, *L'évolution juridique des trusts et sa portée*. Paris, Félix Alcan, 1927, in-36, 162 p. ; prix : 15 fr.



nant de libre concurrence et de liberté commerciale (*free trade*), qui ont été articles de foi pour le capitalisme naissant. On en revient au mercantilisme, mais à un mercantilisme « nouveau modèle », qui s'efforce, non pas tant de drainer de la monnaie que de dominer le monde par la force du capital ; de là, l'intérêt que la finance américaine attache au placement de fonds à l'étranger et en particulier en Europe. De la sorte, la politique relative aux dettes interalliées s'éclaire d'un jour nouveau. Voilà donc un ouvrage précieux pour qui veut comprendre l'évolution du capitalisme. Il abonde en vues suggestives. Exprimons une fois de plus le regret que l'auteur abuse vraiment d'un jargon économico-philosophique, parfaitement inutile.

Pour qui veut se rendre compte de ce qu'est l'impérialisme américain, il n'est pas de lecture plus instructive que l'excellent petit volume dans lequel M. Melvin M. KNIGHT décrit la pénétration économique des États-Unis à Saint-Domingue<sup>1</sup>. C'est après la guerre de Sécession que commencent les premières tentatives un peu sérieuses, avec l'*American West India Company*, puis la *San Domingo Improvement Company*. Les gouvernements de la république de Saint-Domingue, qui se succèdent rapidement en ce pays de révolutions, doivent contracter des emprunts aux États-Unis. Comme ils ne peuvent payer ou paient mal les intérêts, le gouvernement du président Roosevelt impose à Saint-Domingue des receveurs américains, qui percevront les droits de douane. Finalement, en 1916, les États-Unis envoient à Saint-Domingue des marins, qui exercent une véritable dictature et qui occuperont le pays jusqu'en 1924. L'auteur décrit avec force les violences dont se sont rendus coupables les occupants, mais, en même temps, il reconnaît que l'ordre a été rétabli, que des routes ont été construites et que l'administration s'est améliorée. C'est surtout à partir de 1916 que la plus grande partie des sucreries sont tombées entre les mains du capital américain et que le commerce d'importation est de plus en plus livré aux Yankees. — Il ne s'agit pas d'un « protectorat », nous dit l'auteur, pas même d'un protectorat financier. Mais le danger, pour Saint-Domingue, c'est que l'agriculture soit « américanisée » ; il faudrait tâcher de développer les petites exploitations, qui conviendraient à la nature du pays et au caractère des habitants. L'ouvrage, qui repose sur une documentation très étendue, ainsi que sur des enquêtes faites sur place, se distingue encore par l'impartialité la plus scrupuleuse ; c'est un acte de courage pour un Américain de l'avoir écrit ; le lecteur sera séduit aussi par l'agrément du style et par un humour du meilleur aloi.

En une étude bien documentée et fort attachante, un Administrateur des colonies, très au courant des choses de l'Inde et de l'Indo-Chine, M. LEROI<sup>2</sup>,

1. Melvin M. KNIGHT, *Studies in American Imperialism, The Americans in Santo Domingo*. New-York, Vanguard Press, 1928, xviii-189 p. ; prix : 1 dol.

2. René LEROI, *La politique monétaire anglaise dans l'Inde. Pourquoi et comment les Anglais veulent stabiliser la roupie*. Marcel Giard, 1928, 83 p. ; prix : 10 fr.



nous montre qu'autrefois l'Inde, comme l'Indo-Chine et la Chine, ne connaissait que l'étalon monétaire d'argent fin, ce qui entravait ses échanges avec les puissances occidentales et notamment l'Angleterre. Les Anglais ont fait un long effort pour transformer l'étalon d'argent en étalon d'or (*Gold Exchange Standard* et *Gold Bullion Standard*). La stabilisation est près de se faire, mais la question qui se pose est le taux de cette stabilisation : la roupie à 1 sh. 4 den. ou à 1 sh. 6 den. ? Les nationalistes hindous sont partisans du premier ; le gouvernement anglais tient pour le second, qui lui est plus avantageux ; M. Leroi estime qu'il serait profitable à l'Inde elle-même. On lira avec grand intérêt aussi l'introduction, où l'on trouvera un aperçu de la vie économique de l'Inde, pays presque exclusivement agricole, cultivé par des paysans souvent misérables et très ignorants. Comme tous les Hindous, ils aiment beaucoup les bijoux, qui constituent leur seul capital ; ils les mettent en gage chez les usuriers, auxquels ils sont obligés d'avoir recours. Ce qui manque totalement à ces populations, ce sont des institutions de crédit, qui les sauveraient de l'usure. M. Leroi, qui professe une grande admiration pour l'administration anglaise, pense que celle-ci finira par doter l'Inde des bienfaits du crédit, comme elle la sauve de la famine et des épidémies. N'est-il pas un peu trop optimiste ? C'est ce qu'il ne nous appartient pas de discuter<sup>1</sup>.

VII. CLASSES SOCIALES. MOUVEMENT SOCIAL. SOCIALISME. — Sur la façon dont peuvent se constituer les classes sociales, on trouvera des vues très suggestives dans un pénétrant mémoire d'histoire comparée, de M. Marc BLOCH, sur la ministérialité<sup>2</sup>. Servi par l'érudition la plus étendue, il montre comment les serviteurs, les *sergents* de seigneuries ecclésiastiques ou laïques ont pu, en France, même lorsqu'ils étaient d'origine servile, s'élever, souvent assez rapidement, à une classe supérieure, pénétrer dans les rangs des chevaliers, des nobles ; cette ascension se produit pour les *maires* domaniaux, comme pour les serviteurs directs des seigneurs. Les sergents n'ont donc pas, en France, constitué une catégorie à part de *ministeriales*, comme en Allemagne ; en ce dernier pays, il y a une forte hiérarchie et un fossé profond sépare les nobles des classes inférieures au Moyen Age. En France, au contraire, « il n'y a pas, à proprement parler, de noblesse, mais des hommes vivant noblement ». Ce sont surtout des situations de fait, la richesse, les fonctions, qui discriminent les diverses conditions, et il en est de même en Angleterre. Voilà qui ouvre des aperçus singulièrement suggestifs sur la formation de la noblesse et, d'une façon générale, des aristocraties.

On trouvera les mêmes qualités remarquables d'érudition et de finesse

1. Dans une note intéressante, l'auteur s'efforce de prouver que la stabilisation de la piastre indo-chinoise serait également souhaitable.

2. Marc BLOCH, *La ministérialité en France et en Allemagne* (*Revue historique de droit, année 1928*, p. 46-91).

dans un autre travail du même auteur sur les *colliberts* ou *culverts*<sup>1</sup>. M. Marc Bloch montre que les *colliberti*, dont l'existence se manifeste nettement au XI<sup>e</sup> siècle dans la France du Nord, disparaissent entre 1100 et 1140. Ils ne sont ni hommes libres, ni serfs, et cependant ils ne se distinguent des serfs ni par la condition juridique, ni par leur situation sociale ou la qualité de leurs seigneurs ; rien d'étonnant qu'au XII<sup>e</sup> siècle ils se soient fusionnés avec les serfs. L'auteur a recours à l'histoire comparée, examine la condition des *colliberti* d'Italie et d'Espagne. Il conclut en disant que les *colliberts* sont les descendants d'anciens affranchis (*liberti*), dont la condition est identique à celle des anciens *coloni*, tombés dans le servage. Cette identité de condition explique qu'au XII<sup>e</sup> siècle ils se soient parfaitement confondus avec les serfs, de telle sorte que leur nom même a disparu.

L'étude de M. J. MASSIET DU BIST sur le chef-cens et les demi-libres dans les villes du Nord<sup>2</sup> est aussi fort intéressante pour l'histoire sociale, bien qu'elle soit loin d'avoir la même limpidité que les travaux de M. M. Bloch. L'auteur s'efforce de démontrer que les *capite censi*, ou demi-libres, représentent d'anciens hommes libres, qui, surtout sur les terres d'Église, ont été atteints par le droit domanial. Cette classe des hommes libres n'a pas subsisté juridiquement, mais elle a cherché un refuge dans l'institution des *sainteurs*, classe bien plus nombreuse qu'on ne pourrait le croire. Les demi-libres avaient des privilèges, dont le plus marquant consistait dans l'exemption du droit de tonlieu. M. Massiet du Bist déclare que le droit domanial s'est accommodé peu à peu au droit des marchands, puis à son successeur, le droit urbain. Cette conception s'apparente à celle qu'a mise en lumière M. Henri Pirenne, notamment dans son article sur les *Jurés dans les villes flamandes*<sup>3</sup>.

Dans les villes françaises du XVIII<sup>e</sup> siècle, on constate des antagonismes de classes entre le patriciat urbain et la moyenne ou petite bourgeoisie, représentée par les hommes de loi et les gens des métiers. Ces rivalités, ainsi que le rôle joué dans la municipalité de la ville bretonne de Vitré, ont été bien mis en lumière dans le consciencieux mémoire de Louis EVEN<sup>4</sup>, qui confirme ainsi les travaux de M. Le Lay sur Pontivy et Maurice Bernard sur Brest.

Le curieux livre de M. B. GROETHUYSEN sur les origines de l'esprit bourgeois en France<sup>5</sup> s'apparente aux travaux de Max Weber et de Sombart,

1. MARC BLOCH, *Les colliberts* (*Revue historique*, nos de janvier et mars 1928). — Il avait déjà montré antérieurement que la « prétendue étymologie populaire, née d'un calembour médiocrement décent », ne repose sur aucun fondement.

2. J. MASSIET DU BIST, *Le chef-cens et la demi-liberté dans les villes du Nord avant le développement des institutions urbaines* (*Revue historique de droit*, année 1927, nos 3 et 4).

3. *Revue belge de philologie et d'histoire*, avril-septembre 1926.

4. LOUIS EVEN, *La vie municipale à Vitré au XVIII<sup>e</sup> siècle* (Comité des Travaux historiques, Section d'histoire moderne et contemporaine, fasc. XIII, 1927). Ce travail avait été présenté pour le diplôme d'études d'histoire à l'Université de Rennes.

5. B. GROETHUYSEN, *Origines de l'esprit bourgeois en France* ; t. I : *L'Église et la bourgeoisie*.

bien que l'auteur s'intéresse plus à l'aspect psychologique qu'à l'aspect économique de la question. Il nous montre que l'Église a dû longtemps lutter contre l'ignorance des gens du peuple, superstitieux, et qui « croient trop ». Le bourgeois, d'autre part, a « trop peu de foi » et l'incrédulité le guette. Les idées religieuses se sont transformées au XVIII<sup>e</sup> siècle, et elles sont contaminées par l'esprit critique ; sur le problème de la mort, l'idée de Dieu, l'idée du péché, les conceptions religieuses des gens instruits se sont édulcorées. Le bourgeois est mal à son aise dans le monde chrétien. Pour lui, la charité perd son ancienne efficacité ; il place au premier rang des vertus la prévoyance et il considère le travail comme quelque chose d'agréable et de fructueux. L'Église n'aime pas beaucoup les nouveaux riches, qui se poussent trop vite et sont trop entreprenants. Elle se défie aussi du négociant, qui songe surtout à ses affaires et vit d'une vie trop peu « spirituelle ». En outre, elle condamne toujours, en principe au moins, le prêt à intérêt. Or, au XVIII<sup>e</sup> siècle, les économistes montrent la légitimité de celui-ci, qui est rendu indispensable par l'expansion même des affaires. M. Groethuysen prétend qu'il y a un profond malentendu entre l'Église et le capitalisme. En principe, sans aucun doute ; mais en est-il de même en pratique ? On sait que, dès le Moyen Âge, l'Église avait admis bien des « accommodements » et qu'il ne pouvait en être autrement. L'auteur a une connaissance très étendue des écrits théologiques, des ouvrages de piété, des sermonnaires, etc. ; mais il s'est un peu trop cantonné dans cette catégorie de sources, et l'histoire économique et concrète ne lui semble pas très familière. N'empêche que son livre est neuf, original et que le lecteur est séduit aussi par le charme de l'exposition.

Le volume de M. Roger PICARD sur le salaire<sup>1</sup> concerne l'époque tout à fait contemporaine, agite des problèmes du temps présent ; traité d'une façon très scientifique, il mérite d'attirer l'attention des historiens. La question des assurances sociales et surtout de l'assurance-chômage est examinée de très près. Plus importantes encore pour nous sont ses études sur le salaire et le rendement du travail, sur les salaires à la journée et aux pièces, sur les allocations familiales. Tous ces problèmes sont examinés sans parti pris, par un homme qu'anime profondément le sentiment de la justice.

En Angleterre, il a paru récemment deux ouvrages fort importants sur la misère et l'ancienne *Poor Law*, de Dorothy MARSHALL et de S. et B. WEBB<sup>2</sup> ; mais aucun d'eux ne nous est parvenu, non plus que le volume de REDFORD sur les migrations ouvrières<sup>3</sup>.

Paris, Gallimard, 1927, in-8°, xiii-298 p. ; prix : 30 fr. — Il a paru une édition allemande de cet ouvrage contenant des notes beaucoup plus développées.

1. Roger PICARD, *Le salaire et ses compléments. Allocations familiales. Assurances sociales*. Paris, Marcel Rivière, 1927, in-12, 279 p. ; prix : 12 fr.

2. Dorothy MARSHALL, *The English Poor in the XVIII Century*. London, Routledge, 1926 ; — S. et B. WEBB, *English Local Government. English Old Poor Law*, part. I. London, Longmans, 1927, in-8°, xi-447 p. ; prix : 21 sh.

3. Arthur REDFORD, *Labour Migration in England, 1800-1850*. Manchester, University Press, 1926.

M. Georges BOURGIN était préparé par ses travaux antérieurs à écrire le petit volume sur les premières journées de la Commune de 1871<sup>1</sup>, qui débute par une intéressante esquisse de l'histoire de Paris pendant le siège. Il marque les causes de la Commune, surtout d'ordre économique, et montre que ce mouvement était condamné à l'échec par le peu d'unité de ses dirigeants, ainsi que par leur incapacité.

M. HEARNshaw n'est, en aucune façon, un économiste ; il enseigne l'histoire du Moyen Age à l'Université de Londres ; mais, nous dit-il, tout jeune encore, il s'est passionné pour la question du socialisme ; depuis quarante ans, il a lu des centaines de volumes, pris des milliers de notes, et c'est le résultat de tout ce travail qu'il nous présente aujourd'hui en un gros volume<sup>2</sup>. Nous voyons, en effet, que ses lectures ont été considérables, bien qu'il soit beaucoup moins au courant de ce que l'on a écrit sur le sujet en Allemagne et surtout en France qu'en Angleterre. Il commence par définir ce qu'est le socialisme et par en marquer les traits essentiels. Puis — et il eût sans doute mieux valu commencer par là — il décrit les origines du socialisme, depuis les temps les plus reculés : simple aperçu, qui ne saurait viser à l'originalité<sup>3</sup>. Il insiste sur le socialisme marxiste et sur son fondateur. Il critique les pièces essentielles de cette doctrine (matérialisme historique, lutte des classes, théorie de la plus-value capitaliste), mais cette critique ne nous semble ni approfondie ni originale. Il dénie toute valeur au marxisme et doit cependant reconnaître son immense influence ; il se l'explique par le fait que la doctrine fait appel non à l'intelligence, mais à la passion. Puis un chapitre est consacré aux modifications du marxisme : revisionisme, fabianisme, syndicalisme. L'auteur remarque avec raison l'influence d'Eduard Bernstein sur les progrès du revisionisme ou réformisme : au congrès de Heidelberg, de 1925, les socialistes allemands ont semblé faire assez bon marché du matérialisme historique et de la lutte des classes. M. Hearnshaw juge sans indulgence les fabiens, qu'il considère comme des sortes d'escamoteurs. — Dans une dernière partie du volume, il met en balance les quelques mérites du socialisme et ses défauts infiniment plus nombreux et graves. Il ne nous appartient pas de discuter ses opinions ; mais, sans aucun doute, il manque de sérénité scientifique ; il ne s'attaque pas aux doctrines seulement parce qu'il les juge « fausses », mais parce qu'il les considère comme « pernicieuses » : ce n'est l'attitude ni d'un savant, ni d'un philosophe.

Henri SÉE.

1. Georges BOURGIN, *Les premières journées de la Commune*. Paris, Hachette [1928], in-12, 129 p. — Son récit s'arrête au 29 mars 1871.

2. F. G. C. HEARNshaw, *A Survey of Socialism, analytical, historical and critical*. London, Macmillan, 1928, in-8°, xii-473 p. ; prix : 15 sh.

3. Il semble ne pas connaître l'ouvrage capital d'A. Lichtenberger, *Le socialisme au XVIII<sup>e</sup> siècle*, et, en ce qui concerne les saint-simoniens, il ignore l'excellente édition que MM. Bouglé et E. Halévy nous ont donnée de *L'Exposition de la doctrine saint-simonienne*.

## HISTOIRE DE NORVÈGE

L'histoire de la Norvège est peu connue en France. Dans l'*Histoire générale* de Lavis et Rambaud, par exemple, elle est presque toujours sacrifiée à celle de la Suède et du Danemark. Aussi accueillera-t-on avec une vive satisfaction le chapitre consacré à ce pays dans *Histoire et Historiens depuis cinquante ans* (t. I, p. 233-287), chapitre rédigé par un de nos meilleurs historiens, M. Edvard BULL. Le présent Bulletin a pour objet de continuer son œuvre en mentionnant les plus récents travaux sur l'histoire norvégienne, et surtout ceux qui méritent le plus d'attirer l'attention. Peut-être aussi le Congrès d'Oslo justifie-t-il une attention particulière donnée à notre histoire nationale. On trouvera donc touchées ici notre préhistoire<sup>1</sup>, l'histoire générale de la Norvège à la fin du Moyen Âge<sup>2</sup>, l'histoire d'une classe<sup>3</sup>, l'histoire locale<sup>4</sup>, l'histoire politique du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup> et la période la plus récente<sup>6</sup>. Si à chacun de ces comptes-rendus sont jointes quelques remarques générales, les phases les plus importantes de l'histoire norvégienne auront été tout au moins effleurées.

I. — L'« Institut pour l'étude comparative des civilisations » organise tous les ans à Oslo plusieurs séries de conférences destinées à être publiées ensuite dans la bibliothèque de l'Institut, soit en langue scandinave et dans une des trois grandes langues européennes, soit seulement dans l'une de celles-ci. C'est ainsi que cette bibliothèque compte, par exemple, un livre de M. Antoine Meillet, *La méthode comparative en linguistique historique*; un autre de M. A. W. Brøgger, *Det norske folk i oldtiden* (édition allemande : *Kulturgeschichte des norwegischen Altertums*), et une *Préhistoire de la Norvège* par H. Schetelig.

De cette série de publications, qui compte déjà plusieurs ouvrages impor-

1. Magnus OLSEN, professeur de vieux norrois à l'Université d'Oslo, *Ottegård og Helligdom (Ferme ancestrale et centre religieux)*. Aschehoug, Oslo, 1926, 302 p. Publié par l'« Instituttet for sammenlignende kulturforskning ».

2. Oscar Albert JOHNSEN, professeur d'histoire à l'Université d'Oslo, *Norgesveldets undergang (La chute de l'Empire norrois)*. Sous-titre : *Vue générale et mise au point. La période de décadence*. Aschehoug, 1924, 323 p.

3. Halvdan KONT, professeur d'histoire à l'Université d'Oslo, *Norsk bandereising (Le redressement paysan en Norvège)*. Sous-titre : *Préparation à la politique paysanne*. Aschehoug, Oslo, 1926, 379 p.

4. Edvard BULL, professeur d'histoire à l'Université d'Oslo, *Jemland og Norge*. Gyldendal norsk, Oslo, 1927, 247 p.

5. Halvdan KONT, *Johan Sverdrup*, I-III. Aschehoug, Oslo, 1922-1925.

6. Vilhelm KEILHAU, chargé de cours d'économie politique à l'Université d'Oslo, *Norge og Verdenskrigen (La Norvège et la guerre mondiale)*. Aschehoug, Oslo, 1927, 367 p. Publié par l'Institut Carnegie pour la paix entre les peuples, dans la série de l'*Histoire économique et sociale de la guerre mondiale*.



tants sur l'antiquité norvégienne, *Attegård of Helligdom (Ferme ancestrale et centre religieux)* est le dernier en date, mais point en mérite. Le sous-titre en précise l'objet : *Noms de lieu norvégiens considérés du point de vue de l'histoire sociale et religieuse*. Choissant dans l'innombrable masse des noms de lieu les noms de ferme, qui représentent souvent une tradition ininterrompue de mille ans et plus, M. Magnus OLSEN a voulu rechercher en quoi ils peuvent nous renseigner sur la colonisation en Norvège et sur l'importance sociale des différentes fermes, classées d'après leur appellation.

Les trois premiers chapitres traitent de questions générales : I. Les noms de lieu ; II. La région et la route ; III. La ferme. Dans le deuxième est établie une distinction entre les noms attribués par les voyageurs (exemple : Norvegr, route du Nord) et ceux qui proviennent des habitants fixés au sol. Le troisième pose une question très importante : si la Norvège est aujourd'hui un pays qui ne connaît que des fermes isolées, n'a-t-elle jamais eu de villages ? La réponse est négative : l'examen de toutes les données que nous possédons sur la ferme nous montre que nous avons eu toujours affaire à des fermes isolées, ce qui ne veut point dire la ferme d'un particulier. Au contraire, tout porte à croire que la ferme était habitée par une famille patriarcale, qui y formait une petite société. Le noyau de cette ferme ancestrale était le franc-allou ou terre cultivée héréditaire.

Les noms de ferme formés avec une terminaison qui signifie ferme, habitation ou exploitation agricole, sont de beaucoup les plus significatifs. Allant du plus récent au plus ancien, de la périphérie vers les centres initiaux de colonisation et d'organisation, M. Olsen en répartit l'étude dans les chapitres suivants : IV. Noms de ferme en *-stadir* (= habitation ; ex. : *Sæmundarstadir*) et *-rud* (= terrain défriché ; ex. : *Sleinnararud*) ; V. Noms de ferme en *-land* (= terre, champs ; ex. : *Raudaland*) ; VI. Noms de ferme en *-setr* (= endroit où l'on s'est fixé ; ex. : *Linsetr*) et *-heimr* (= demeure ; ex. : *Sceheimr*) ; VII. Noms de ferme en *-vin* (= pâturage, prairie ; ex. : *Hofvin*) et noms simples (non composés) tirés des aspects naturels (ex. : *Berg* = mont).

Ensuite vient l'examen des noms de paroisse (chap. VIII). Parmi les noms de ferme qui sont devenus noms de paroisse, preuve que ces fermes occupaient un emplacement central et avaient une importance sociale considérable, tous les groupes ci-dessus sont représentés, sauf celui des noms en *-rud*, trop récents et peu importants, mais en proportions très variables. C'est ainsi que, sur 1,000 noms de ferme en *-vin*, il y a 67 noms de paroisse, alors que pour les *-setr* la proportion n'est que de 5 sur 900. Ce fait s'accorde bien avec les données de l'histoire, qui ne fait jamais mention d'un homme d'importance habitant une ferme dont le nom se termine en *-setr*.

Le livre se termine par deux chapitres sur les souvenirs culturels dans les noms de ferme, à savoir : IX. *Hov* et *Horg* (deux mots qui désignent les temples païens), et X : Les grands centres religieux. Poésie mythique.

Dans une commune norvégienne, les conditions naturelles indiquent assez

clairement où l'on doit chercher le centre de colonisation, et quelles sont les fermes qui, en raison de leur emplacement, doivent être de fondation plus récente. C'est pourquoi la topographie peut fournir des renseignements tout à fait précieux pour la chronologie des noms de ferme. Mais quand il s'agit d'une ferme, on peut dire que, en règle générale, l'ancienneté implique la considération sociale. C'est même avant tout pour cette raison que la chronologie intéresse l'auteur, comme un moyen d'élucider l'histoire sociale. Voici quelques-uns des principaux résultats apportés par ce livre si dense.

Prenant son point de départ dans les grandes fermes dont la fondation remonte peut-être au delà de l'ère chrétienne, et qui étaient sans doute toujours des centres religieux, la colonisation se développe de deux façons distinctes : 1° défrichement de terres nouvelles et construction d'une habitation, qui est souvent l'œuvre d'un particulier et dont le souvenir se perpétue dans le nom de la ferme (ex. : Ingjald-stadir) ; 2° ascension progressive et lente d'une terre déjà exploitée au rang de ferme indépendante (ex. : Rugland, terre à seigle). Il est des régions en Norvège où les noms simples empruntés aux aspects naturels sont parmi les plus anciens des noms de ferme. D'autres, non moins vénérables, ont gardé le souvenir d'un culte païen, de caractère privé par exemple dans *Hof-land*, de caractère public dans *Hof* non composé. Cependant, il est tels petits pays où l'on retrouve les traces d'un culte plus vénérable encore : celui qui s'est rattaché à des fermes aux noms en *-haug* dans le sens de tumulus (ex. : Olvishaugr). C'est là le point central où convergent les données de la topographie, de l'archéologie, de la toponomastique et de l'histoire. Là on a vénéré dans sa tombe le roi mort, en souvenir de son œuvre, que nous ne pouvons qu'entrevoir, et du lien qu'elle a créé entre les habitants.

L'étude de M. Magnus Olsen est magistralement conduite. On ne sait ce qu'il y faut le plus louer, la méthode rigoureuse et prudente ou l'imagination, le don d'analyse ou la force de synthèse. Ce livre occupera une place d'honneur dans la bibliothèque de l'Institut pour l'étude comparative des civilisations. Une édition anglaise vient de paraître<sup>1</sup>.

II. — Alors que la préhistoire ne cesse de faire la lumière sur des époques de plus en plus reculées, l'histoire politique de la Norvège ne commence qu'assez tard, vers la fin du ix<sup>e</sup> siècle, époque où Harald à la belle chevelure réalisa l'unité du pays. Cette histoire, racontée de façon lumineuse dans les *Sagas des rois norvégiens* de Snorre Sturlasson, est marquée souvent par des vicissitudes de fortune et des luttes intestines, surtout par une expansion continue, par l'établissement du christianisme vers l'an 1000 et par le développement de l'Eglise, dont le centre était l'archevêché de Nidaros avec la cathédrale de Saint-Olav, roi et martyr. Au xiii<sup>e</sup> siècle, enfin, la Norvège était devenue l'État le plus puissant des pays scandinaves. Elle formait un vaste empire, une vraie thalassocratie, comprenant, outre la Norvège

1. MAGNUS OLSEN, *Farms and fanes of ancient Norway*. Oslo, Aschehoug, 1928.

actuelle, l'Islande, le Groenland, les îles Faeroer, les Shetland, les Orcades, les Hébrides et l'île de Man, ainsi que plusieurs provinces qui, par la suite, devinrent suédoises. Mais cette grandeur dura peu. Vaisseau de haut bord au XIII<sup>e</sup> siècle, la Norvège n'est, quelques centaines d'années plus tard, qu'une pauvre barque à la remorque du Danemark; en 1536, elle perd même le nom d'État indépendant. Ce sont les événements politiques du Danemark qui décident de son sort.

Ce désastre politique s'accompagne d'une décadence économique, militaire et maritime, celle-ci très accusée et particulièrement désastreuse. Expliquer cette décadence générale, c'est le plus grand comme le plus douloureux problème de l'histoire norvégienne, et c'est à lui que le titre du livre de M. le professeur JOHNSEN fait croire qu'il s'attache; or, il n'en est rien. Quelles que soient ses raisons, le fait est qu'il a préféré faire l'histoire générale de cette époque (1319-1536).

En politique, cette époque présente une situation assez particulière: une monarchie absolue et héréditaire qui émigre à l'extinction de la ligne directe. Par là la Norvège entre dans des unions successives, avec la Suède d'abord, ensuite avec la Suède et le Danemark, enfin et définitivement avec le Danemark seul. Quelle place elle tient dans ces unions, quelle est chez elle la condition des étrangers, Danois et commerçants de la Hanse, voilà les deux questions essentielles auxquelles répond très nettement M. Johnsen. « L'union dano-norvégienne », dit-il, « était la domination des étrangers, une tyrannie étrangère » (p. 234). Et les Norvégiens bien informés ne se sont probablement pas fait d'illusions à ce sujet. La Norvège était un pays ouvert, où l'immigrant avait toutes les chances de réussir, dans le commerce comme dans la politique. Sans organisation politique, le peuple norvégien se morcelle, se désagrège et reste impuissant devant la royauté devenue danoise.

La chute de l'Empire norrois a les qualités qu'on demande à un livre d'histoire générale. On n'y cherchera guère de faits nouveaux ni de points de vue originaux et audacieux, mais bien plutôt une orientation générale et la mise en lumière de toutes les faces du développement historique. Tout au plus pourrait-on dire que l'auteur attribue au facteur politique et à l'État une importance qui, aux autres historiens norvégiens, semblerait exagérée.

III. — Par opposition à l'éclat du « temps des sagas » (900-1300), l'époque suivante a été qualifiée souvent de « siècles morts ». Notre XIX<sup>e</sup> siècle a vu, au contraire, une double renaissance: renaissance nationale après une union de quatre siècles avec le Danemark, renaissance démocratique après la déchéance de la monarchie absolue. Or, l'élément national par excellence, en même temps que le noyau du parti dit démocratique, c'était les paysans. Démocratie et aspirations nationales, telles sont donc les caractéristiques de la « politique paysanne ».

Tout Norvégien a appris que dans sa patrie le paysan est toujours resté libre, alors que dans les autres pays il a été pendant des siècles asservi et at-

taché à la glèbe ; c'est pourquoi il vous citera avec fierté ce mot de Holberg : « Le paysan norvégien, propriétaire en franc-alleu, est un petit seigneur. » M. KOHT nous fait voir cette vérité générale sous un jour plus varié et plus vrai, nous montrant au prix de quels efforts les paysans ont réussi à résoudre les deux grands problèmes de leur existence : demeurer propriétaires de leurs fermes, ou le devenir s'ils ne l'étaient pas, et être taxés et traités selon la loi et la justice. Ils y sont arrivés, nous dit M. Koht, par une lutte incessante de six siècles.

Lutte d'abord contre la noblesse et l'Église, riches en terres et très puissantes, lutte marquée au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle par une révolte sérieuse contre « les oppresseurs étrangers » laïques et ecclésiastiques, représentants de la royauté. Cependant, comme au siècle précédent la peste noire et d'autres épidémies avaient décimé la population, la main-d'œuvre s'était faite rare, et les propriétaires avaient de la peine à maintenir leurs domaines en culture. Pour cette raison, les *husmenn*, hommes libres à qui l'on donnait une petite ferme à exploiter en échange d'un certain nombre de journées chez le propriétaire, ont pu obtenir par la suite des conditions favorables, par exemple un bail à vie et même héréditaire.

Au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, la hausse des prix est nettement désavantageuse aux travailleurs, et l'on voit paraître des propriétaires capitalistes qui, de nouveau, cherchent à étendre leurs domaines aux dépens des paysans. Ceux-ci résistent de leur mieux à la poussée, réclamant la paix et la jouissance des anciens us et coutumes, qui étaient pour eux le vrai droit. Aussi n'est-ce le plus souvent que sous la contrainte qu'ils consentent à payer de nouvelles taxes et de nouveaux impôts. Procès, troubles, plaintes au roi sont leurs moyens de défense habituels. L'histoire des seize paysans de Setesdal qui, armés d'un énorme maillet, se mirent en route pour tuer tous les baillis du monde, est restée célèbre.

Le paysan norvégien a donc eu à résister d'abord à la noblesse et au clergé, ensuite à la bourgeoisie, et toujours à l'administration, alliée des classes régnautes. On peut dire qu'au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, malgré ses efforts, il ne comptait plus dans la vie politique ; il avait été éliminé par le noble, le bourgeois et le fonctionnaire. Au <sup>xviii</sup><sup>e</sup>, au contraire, la classe paysanne prospère de nouveau. Par leur travail et leur développement pacifiques, les paysans ont obtenu plus d'avantages que par la lutte. Leur fierté d'hommes libres s'épanouit et semble mieux justifiée. Leurs maisons et leur art témoignent d'une richesse plus grande. Ils ont, en effet, créé de nouveau parmi eux une vraie élite, qui les guide et où pourront se recruter des chefs. L'estime qu'ils ont toujours eue d'eux-mêmes se retrouve désormais ailleurs que dans leurs propres récits, par exemple dans le fait qu'un navire de la flotte de guerre dano-norvégienne s'appelait *Le paysan norvégien*. La révolte paysanne de la fin du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, celle de Lofthus, a une autre gravité que les précédentes, puisque Lofthus s'adresse au roi au nom de son pays. La solidarité paysanne va devenir un sentiment national.



Le livre de M. Koht réunit des matériaux épars dans divers articles et brochures, et il en apporte de nouveaux. Il nous fait certainement pénétrer plus avant dans la vie paysanne, bien que ses paysans semblent n'avoir parfois qu'une préoccupation : se plaindre de leurs administrateurs. On peut encore se demander si l'auteur n'exagère pas l'importance de toutes ces doléances et querelles, d'autant plus que, selon M. Johnsen, par exemple, « les révoltes de paysans qui se produisent plus tard, au xvi<sup>e</sup> et au xvii<sup>e</sup> siècle, ne sont que des troubles locaux sans importance politique » (*Norges Veldet*, p. 229).

Le point de vue de M. Koht est très net et assez étroit. C'est la conception marxiste : l'histoire des peuples, c'est l'histoire des classes et de la lutte des classes. Faisant l'histoire de la « classe paysanne » — il ne semble pas, en effet, que la distinction entre une « classe » et un « ordre » social ou une catégorie professionnelle soit toujours bien respectée — il s'est mis à la recherche de tout ce qui pourrait montrer fût-ce l'ombre d'une lutte des classes, à suivre patiemment, presque d'année en année, cette « préparation à la politique paysanne », longue de six siècles. Mais cette courbe, si marquée dans le livre, et qui montre la résistance incessante des paysans, existe-t-elle réellement ? Cette lutte des classes que nous retrouvons à chaque page ne se réduit-elle pas, le plus souvent, aux frictions très naturelles entre administrateurs et administrés ?

M. Koht l'explique à sa manière : « L'on peut certainement poser en règle générale que l'administration d'un pays est toujours l'outil de la classe régnante, de la classe qui, économiquement, est la plus puissante » (p. 180). Donc, cette « friction », c'est encore pour lui de la lutte des classes, aigrie par le fait que les administrateurs étaient souvent des étrangers ou des Norvégiens dénationalisés. Néanmoins, il est bien obligé d'enregistrer des mesures prises pour la protection du paysan et de convenir que le gouvernement désirait que le paysan fût traité selon la justice.

Par les documents nouveaux qu'il apporte, le livre de M. Koht élargit nos connaissances. Par la thèse qu'il soutient, il appelle la contradiction. Des deux façons, il aura fait avancer notre intelligence de l'histoire nationale. Une édition française, revue et corrigée par l'auteur, en doit paraître prochainement chez Payot, probablement sous le titre d'*Histoire des luttes paysannes en Norvège*. Initiative heureuse, à laquelle il sied de souhaiter un plein succès.

IV. — Autant que l'histoire des classes, l'histoire locale semble appelée à donner sur les siècles lointains de bonnes monographies qui fourniront à l'histoire générale des bases indispensables. Tel est le livre de M. BULL sur le Jemtland.

Le Jemtland ou pays des *Jemter* est une province suédoise limitrophe de la Norvège, à la latitude de Trondhjem. Jusqu'en 1645, elle appartenait politiquement à la Norvège, tandis qu'au point de vue religieux elle dépendait de l'archevêché d'Upsal. En grande partie couvert de forêts, le Jemt-



land a été de tout temps, et jusqu'à l'époque moderne, un pays de culture, de pêche et de chasse, à quoi s'ajoutaient encore les commerces de fourrures et de transit. Pays de frontière, son histoire est avant tout celle de ses rapports économiques et des influences qu'il a subies. Les variations de la vie économique portent le pays tantôt vers la Norvège, tantôt vers la Suède.

M. Edvard Bull s'est mis à l'étude de l'histoire du Jemtland et de ses rapports avec la Norvège dans un esprit d'impartialité dont il faut lui savoir gré. Son exposé s'appuie sur une parfaite connaissance des sources, assez pauvres d'ailleurs, mais dont les citations — trop longues peut-être — compromettent un peu l'unité et la cohésion du récit. Avec beaucoup de loyauté, l'auteur signale les lacunes de la documentation et les problèmes que l'état actuel de nos connaissances historiques ne permet pas encore de résoudre.

Pour lui, le Jemtland est resté indépendant jusqu'à l'époque assez tardive — au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle — où le pays a été rattaché à la Norvège. Il a été, au contraire, évangélisé par la Suède, ce qui explique parfaitement qu'il ait dépendu de l'archevêché d'Upsal. Cette dualité administrative, ce *condominium* est devenu vite intolérable quand, après la Réforme, le pays n'a plus eu affaire à l'Eglise catholique, mais à l'Etat suédois. Aussi la Suède a-t-elle dû renoncer, en 1570, à la suprématie religieuse, en attendant de faire passer le Jemtland sous sa domination.

L'absence totale de préoccupations nationalistes dans l'étude de M. Bull s'explique peut-être en partie par le fait qu'il est un des membres distingués du parti ouvrier norvégien, ministre des affaires étrangères dans l'éphémère cabinet travailliste de l'hiver dernier. Mais son livre apparaît aussi comme un de ces témoignages de la parfaite entente entre la Suède et la Norvège qui ne cessent de se multiplier depuis vingt ans que les deux pays ne sont plus politiquement réunis. De 1814 à 1905, pendant l'Union, on parlait constamment des deux « peuples frères ». A présent, ils le sont devenus, et il est même étonnant de voir à quel point est oublié le siècle de luttes politiques qui a précédé la fraternité d'aujourd'hui. Vingt ans après la rupture de l'Union, c'est comme si elle n'avait jamais existé. Le livre de M. Kour sur Johan Sverdrup nous y ramène.

V. — Grand orateur, démocrate sincère et sûr du progrès, Johan Sverdrup semble bien être le type du grand homme politique du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle. Il est au centre des luttes politiques qui nous ont acheminés, de 1850 à 1885, vers le parlementarisme et le suffrage universel. Désintéressé, se dépensant pour son pays, il est à la fois tacticien et convaincu, l'homme enfin dont Björnson a pu dire : « Il fut l'enthousiasme de mes jeunes années, mon grand exemple. »

Sverdrup était avocat. Établi dans la petite ville de Larvik, située dans le sud de la Norvège, il débute dans la politique municipale et nationale un peu avant 1850, au moment où commencent à se former dans le pays de vrais partis politiques, pourvus d'un programme. Plus qu'aucun autre, Sverdrup a été un créateur de partis, et avant tout celui de la gauche

norvégienne, composée de paysans, d'intellectuels et d'artisans. Alors que l'élément paysan, très influent au Storting depuis 1830, avait tendance à faire une politique de classe étroite et à ménager assez chichement les crédits aux services publics, c'est à Sverdrup que revient l'honneur d'avoir maintenu le parti dans la voie de la démocratie libérale.

Les idées politiques de Sverdrup sont celles de l'époque, mais avant tout anglaises : gouvernement pour le peuple et par le peuple, self-government local, jury. Sa plus haute aspiration, c'est d'être le représentant de sa nation, l'homme de la majorité. « Quand on est jeune », dit-il, « on voit les lignes de l'avenir en raccourci ; mais, avec l'âge, on s'aperçoit que les lignes de la réalité s'allongent toujours, et l'on fait cette expérience qui ne s'oublie pas : il faut être à la hauteur de sa nation, ni plus ni moins, si l'on veut être un bon homme politique. » Ses buts politiques, il les énonce clairement : « Si nous avons les Stortings annuels, le suffrage pour tous ceux qui ne sont à la charge de personne et une vraie responsabilité des ministres, alors le gouvernement populaire sera fondé en esprit et en vérité, tout danger de recul écarté, et le chemin ouvert à tout le progrès politique, social ou économique que permettront nos possibilités matérielles et la situation du pays, selon les temps changeants. »

C'est sa politique vis-à-vis de la Suède qui a fait de Sverdrup le chef incontesté de la gauche. Mais sa grande réalisation, c'est le parlementarisme.

Suédophile, conservateur et fort du veto royal, le gouvernement faisait obstacle aux décisions du Storting. Notamment, il avait repoussé l'amendement constitutionnel qui autorisait la présence des ministres au Storting. Mais, entraîné par Sverdrup, l'assemblée engagea une lutte à fond, empiétant sur le domaine du gouvernement et de l'administration, votant des amendements, rognant les crédits, gouvernant pour ainsi dire par ses commissions. Les passions politiques s'échauffent ; d'un bout à l'autre du pays divisé on discute, il n'est plus question que de la droite et de la gauche. Trois fois des Stortings successifs, issus d'élections nouvelles ordinaires, avaient voté la présence des ministres, trois fois le roi avait opposé son veto. Mais quel était, en fait, le droit de veto en matière constitutionnelle ? Suspensif, comme en matière de lois, ou absolu ? Et même, existait-il ? Dans l'absence de textes où le cas soit prévu, les trois opinions pouvaient se soutenir, et c'est sur cette question du veto que se firent les élections de 1882, qui envoyèrent au Storting une écrasante majorité de gauche, c'est-à-dire du parti dont le seul programme électoral avait été : « Confiance en Johan Sverdrup. »

Le Storting décida de mettre le ministère en accusation devant la Haute Cour pour avoir conseillé au roi un acte illégal<sup>1</sup>. Au printemps de 1884, le

1. Pour comprendre le mécanisme de la Haute Cour, il est nécessaire de remarquer ceci. Le Storting, issu d'une même consultation électorale, se divise régulièrement pour le travail législatif en deux *tings* : il désigne un quart des députés pour former le Lagting (actuellement 39 sur 150), ceux qui restent formant l'Odelsting. Un projet de loi est voté d'abord par l'Odelsting, ensuite par le Lagting ; en cas de désaccord durable, il y a réunion plénière du Stor-

ministère, condamné, était démissionnaire. Quelques mois après, Sverdrup était président du conseil, acclamé par la nation.

Jamais victoire politique ne fut plus belle, jamais les espérances mises en l'avenir plus hautes, jamais déception plus grande. Au bout de quelques années de gouvernement, dont M. Koht met en relief et les mérites et les difficultés, Sverdrup était l'homme le plus universellement méprisé en Norvège. Pourquoi? Il était vieux, formé et peut-être déformé par quarante ans d'opposition. D'ailleurs, comment eût-il pu répondre aux immenses espérances mises en lui?

Comme le nom de Sverdrup est intimement lié à toutes les grandes questions politiques de son temps, le livre de M. Koht traite en réalité de toute l'histoire politique de la Norvège pendant cinquante ans. Le terrain était peu exploré, l'auteur a dû lui-même le déblayer et rassembler les matériaux. Il cite longuement ses sources souvent inédites, il explique dans son ensemble telle question généralement mal connue, et non seulement la part qu'y a prise Sverdrup. L'homme semble ainsi s'effacer parfois derrière cet entassement de matériaux, de sorte que l'ouvrage est à la fois une biographie et une collection de documents. On ne peut non plus s'empêcher de sentir que nous sommes aujourd'hui loin des idées et des préoccupations de Sverdrup. Ses réalisations ne sont plus un objet d'enthousiasme; elles sont entrées dans nos habitudes, et leurs bienfaits semblent plus problématiques que naguère. La participation aux affaires publiques intéresse moins que leur bonne gestion. Voilà pourquoi Sverdrup est loin de nous, tout comme Gambetta est loin de la France actuelle. Et pourtant, se penchant sur leur vie, on sent encore le souffle de l'enthousiasme démocratique qui les animait, et l'on voudrait voir reprendre leurs idées adaptées à une situation nouvelle.

Quoi qu'il en soit, c'est un monument imposant que M. Koht a érigé au souvenir de l'homme qu'il admire et qui, toute sa vie, s'est dépensé généreusement pour son pays, parce que, comme le cœur du vrai poète, son cœur se faisait l'écho de toutes les aspirations humaines. Je crois être dans la note de M. Koht en terminant sur ce dernier trait à la louange de Sverdrup : fils d'un pays pauvre, « l'homme le plus puissant de la Norvège » a vécu, durant des années et des années, au bord de la ruine.

VI. — Si l'époque de Johan Sverdrup semble déjà lointaine, avec M. KEILHAU nous sommes en pleine actualité; même en Norvège, nous subissons encore, et de façon très sensible, le contre-coup de la Grande Guerre.

Qu'est-ce qu'on peut bien dire sur l'histoire d'un pays neutre pendant ces années qui, pour les autres, furent des années de détresse? Si on la compare à celle des pays belligérants, les événements qui la composent sembleront de peu d'importance. Elle est cependant instructive, tant la guerre a eu de répercussion dans le monde entier. Un Français n'est-il pas le plus souvent

ting. En outre, l'Odelsting met en accusation pour crime politique et le Lagting, renforcé par les membres de la Cour de cassation, se forme en Haute Cour pour le jugement.

surpris d'apprendre que nous avons connu, nous aussi, le rationnement et le système des cartes?

Deux faits nous ont touchés de très près : le blocus de l'Allemagne et la guerre sous-marine. L'un et l'autre ont rendu difficile le ravitaillement du pays ; le dernier nous a aussi coûté la moitié de notre flotte marchande et la vie de plus de mille marins. Aussi la sympathie du grand nombre était-elle pour les Alliés. En Norvège comme ailleurs, les intelligences ont été bouleversées par la grande catastrophe ; quelques cœurs généreux nous sans doute senti l'affreux malheur et les souffrances dont tous les discours débordaient. Mais il semble bien que, pour beaucoup, la guerre a été avant tout une période de vie horriblement chère, de quelques privations et aussi de gains faciles.

La Norvège a été prise au dépourvu par la guerre. On avait bien un peu discuté par-ci par-là du ravitaillement du pays en farine — je me rappelle avoir fait à l'école une dissertation sur ce sujet : « Pouvons-nous et devons-nous cultiver des céréales en Norvège? » —, mais généralement on se moquait plutôt des rares personnes qui, à partir de 1910 environ, croyaient à la possibilité ou même à la probabilité d'une guerre européenne. Trop souvent cité depuis, un discours de Gunnar Knudsen, président du conseil de 1913 à 1920, est cependant caractéristique. Le 17 février 1914, il déclara : « En ce moment, le ciel politique international est sans nuages, comme il ne l'a point été depuis des années. » Six mois après, c'était la panique. Elle fut grande. Affolés, les gens voulurent s'assurer de quoi vivre ; les prix doublèrent ou triplèrent. Puis les choses rentrèrent dans l'ordre. La vie reprit à peu près comme avant, le chômage qui s'était manifesté diminua, pour disparaître complètement quand on eut le temps de s'apercevoir que la guerre nous valait non pas la ruine, mais la prospérité. Et comme l'on était persuadé qu'elle serait courte, on changea le moins possible à sa vie ordinaire ; tout ce qu'on pouvait remettre au lendemain était autant de gagné. Ce n'est qu'en 1916 que le train de vie se modifia profondément.

Du fait même de la guerre, l'État se vit chargé de tâches nouvelles ; il lui fallut inaugurer une politique de ravitaillement et une politique de neutralité. Avant même les déclarations de guerre, le ministre de Suède à Oslo s'est adressé au ministre des affaires étrangères de Norvège pour lui demander « s'il n'était pas d'accord que, pendant la guerre européenne, la Norvège et la Suède devraient s'arranger de façon à ne pas tirer l'une sur l'autre ». Cette ferme volonté de paix entre les deux pays, neuf ans seulement après la dissolution de l'Union, était remarquable. Un accord fut conclu. Pendant l'automne, des pourparlers furent encore poursuivis avec le Danemark ; ils aboutirent à la rencontre des trois rois scandinaves, à Malmoe (Suède), le 18 décembre 1914. C'était encore une manifestation de l'entente cordiale pour la neutralité. Cependant, dès la première semaine du mois d'août, le gouvernement allemand avait fait savoir par son ministre à Oslo qu'il respecterait la neutralité de la Norvège et, quelques jours plus tard, les mi-



nistres britannique, français et russe vinrent promettre l'aide de leur pays au cas d'une agression allemande.

Pendant toute la guerre, nous sommes restés l'arme au pied pour sauvegarder notre neutralité, sans que, d'ailleurs, celle-ci semble avoir été sérieusement menacée, si ce n'est par la note norvégienne relative aux sous-marins (13 octobre 1916). Cette déclaration était, en réalité, une protestation contre le sans-gêne avec lequel les Allemands coulaient des cargos norvégiens au large même de nos côtes ; elle défendit aux sous-marins l'accès du territoire norvégien, si ce n'était pour sauver des vies humaines. La réponse allemande fut rapide et violente de forme ; on l'a qualifiée d'ultimatum, moins le délai de réponse. Le gouvernement norvégien ne se fit pas faute d'en profiter. Conformément à sa politique de temporisation, il prit son temps, et, en fin de compte, les choses purent s'arranger ; car, si les Allemands avaient soulevé la question, c'était avant tout pour exercer une pression au profit de leur ravitaillement en poisson. Comme tant d'autres, cette controverse semble donc se réduire à des questions de commerce et d'échanges. A vrai dire, celles-ci ont eu pendant la guerre, pour la Norvège, une importance capitale.

Les conditions qui nous furent accordées tenaient compte de trois éléments : 1<sup>o</sup> nos besoins d'importation, notamment de céréales, charbon, pétrole, métaux et produits industriels ; 2<sup>o</sup> nos moyens de compensation : certains produits de l'industrie électro-chimique, le bois, le poisson et la flotte marchande ; 3<sup>o</sup> la politique commerciale des belligérants.

Pour permettre de couvrir nos besoins d'importation, des accords furent conclus, dès le mois d'août 1915, avec la Grande-Bretagne pour les diverses branches de commerce individuellement : le premier entre le gouvernement britannique et l'« Association des usines cotonnières norvégiennes », un autre avec le groupe du pétrole, et ainsi de suite. Par ces accords, le gouvernement britannique s'engageait non pas à fournir, mais à laisser passer des quantités déterminées de marchandises dites de contrebande, contre des déclarations d'utilisation en Norvège même.

Le très important accord sur le commerce du poisson fut conclu entre les gouvernements britannique et norvégien. Pour empêcher le ravitaillement de l'Allemagne en poisson, le gouvernement britannique s'engageait à acheter toute la production norvégienne à des prix fixés. Ces prix, bien qu'inférieurs de beaucoup à ceux qui étaient pratiqués avant l'accord (5 août 1916), quand Allemands et Anglais se faisaient concurrence, semblaient encore assez élevés ; ils n'ont donné plus tard qu'un maigre bénéfice, par suite de la hausse des articles de pêche, du pétrole, etc. Plus heureux que les pêcheurs, les armateurs ont continué à réaliser, malgré les pertes de nombreux navires, de gros bénéfices, et les actions des compagnies maritimes ont été pendant la guerre, et tout de suite après, l'objet de la spéculation la plus effrénée.

L'entrée en guerre des États-Unis nécessita un nouvel accord sur les importations autorisées. Assurant à la Norvège de quoi vivre, quoique maigrement, il fut signé par Fridtjof Nansen le 30 avril 1918, après de longues



négociations. Celles-ci avaient, en outre, préparé, voire presque imposé le rationnement, car les Américains ne cessaient de le réclamer avant de consentir au gouvernement norvégien des conditions acceptables. Le rationnement fut donc décidé le 21 décembre 1917 ; il portait sur le sucre, le café et les farines ou succédanés, y compris le riz, les pois, etc.

Malgré ces difficultés, il est bien certain que, comme les autres pays neutres, la Norvège a beaucoup gagné pendant la guerre. On peut se demander dès lors ce que sont devenues ces richesses, car, à présent, elles ne se retrouvent nulle part. Trois faits l'expliquent. La consommation pendant et après la guerre a été intense. On a englouti de nombreux millions dans des entreprises industrielles mal assises, conçues dans l'optimisme du temps de prospérité, et les banques n'ont pas su mater la spéculation ; beaucoup ont fait faillite. Et puis, l'État a eu de mauvaises affaires à liquider.

Sous le coup des événements, l'État s'est attribué des fonctions nouvelles ; plus que jamais, il a cru devoir être et pouvoir être l'État-Providence. Il s'est occupé de la production nationale, aussi bien que des importations. Il s'est fait marchand de graisses et de combustibles. Il a réglementé les prix et distribué des subventions. Il a acheté des mines. Tout n'était pas mauvais, tout n'était pas bon non plus ; et l'État a fait souvent de très mauvaises affaires, comme il en a fait de bonnes. La chose grave, c'est qu'on s'aperçut qu'on ne pouvait pas toujours acheter ce que l'on voulait, même pour de l'or. Alors on en vint à se dire que l'argent n'est qu'un signe et que les marchandises seules importent. Puis on en acheta, coûte que coûte, sans craindre la dépense. C'est ainsi que, malgré le rendement très élevé des impôts, la Dette publique s'accrut fortement. Des particularités dans la disposition du budget furent cause que l'on continua à se croire très riche. Le réveil fut maussade. Nous sommes écrasés d'impôts. Il est certain que la période de guerre a marqué une forte décadence des finances publiques. Aux autres complications de l'après-guerre s'est ajoutée celle d'une monnaie dépréciée. Aujourd'hui la revalorisation de la couronne est chose faite, ou presque ; l'opération a été dure, moins dure cependant qu'on ne l'avait craint.

Tel est le résumé, aussi fidèle que possible, du livre de M. Keilhau. L'auteur a traité son sujet d'une main très sûre, avec une critique impartiale. Économiste, il s'était déjà montré un observateur averti de la vie et des finances de la Norvège pendant la guerre. Il est permis de croire que son livre réalise parfaitement les intentions de l'Institut Carnegie. Une édition anglaise en doit paraître cette année, sous le titre de *Norway and the World War*. Il serait à souhaiter qu'on y trouvât un index alphabétique des noms ; ainsi disparaîtrait une grave lacune de l'ouvrage.

Gunnar Høst.

## COMPTES-RENDUS CRITIQUES

---

UGOLINI. *Albania antica*, I. Rome-Milan, Società editrice d'arte illustrata, 1927. 1 vol. in-4°, 225 pages et cii planches.

Précédé d'une sobre et élégante préface de M. Paribeni, le livre de M. Ugolini se présente non seulement sous les meilleurs auspices, mais avec agrément. Il est somptueusement édité. Il contient de nombreuses et belles photographies. Mais il a d'autres mérites, plus substantiels. Il renferme des renseignements nouveaux, sur Phoiniké (Feniki), notamment. Il nous apporte des monuments inédits : les pièces de la collection Vlora, à Valena ; les antiques du musée de Tirana, en particulier. De ce fait, il est appelé à rendre d'utiles services. Toutefois, l'œuvre ne répond pas à son titre : celui-ci annonce un exposé d'ensemble, une somme des connaissances antérieurement acquises sur l'Albanie ancienne, et celle-là ne se compose que de feuilles détachées sur différents sites archéologiques ; elle laisse de côté, non seulement les principaux d'entre eux, Apollonie, El Basan, par exemple, mais, pour ceux qu'elle englobe, des catégories entières — ou presque — de documents, à commencer par les inscriptions. La rédaction, en outre, a été un peu hâtive : de là, de menues bévues, comme l'indication où le village de Mesi est pris pour un fleuve, et de plus graves oublis, comme celui des découvertes de Kruja, analogues à celles de Komani et publiées par Ippen (*Wiss. Mitt. aus Bosnien u. Herzegovina*, t. X, 1907, p. 62). Enfin et surtout, M. Ugolini fait trop bon marché de ses devanciers : des Français ne pourront que lui reprocher son indifférence envers les travaux du consul Degrand et la *Mission de Macédoine* d'Heuzey, et sa désinvolture à l'égard d'Albert Dumont, dont il écarte cavalièrement l'opinion (p. 15), sans avoir vu personnellement la statuette dont il lui emprunte la reproduction. Mais nous aurions tort de trop chicaner l'auteur : M. Ugolini n'est pas un archéologue de profession. C'est un voyageur entreprenant et passionné. Nous qui savons ce que les fructueuses campagnes de recherches poursuivies à Apollonie par notre compatriote M. Léon Rey représentent de fatigues et d'efforts, nous applaudissons sincèrement à toute tentative courageuse pour nous révéler quelque chose d'un passé et d'un pays encore trop mal connus.

Jérôme CARCINO.

---

Paul KEHR. *Papsturkunden in Spanien vorarbeiten zur Hispania Pontificia*. I. Katalanischen. II. Berlin, Weidmann, 1926. In-8°, 585 pages. (Abhandlungen der Gesellschaft der Wissenschaften zu Göttingen. Philologisch-historische Klasse. Neue Folge, Bd. XVIII, 2.)

Ce second tome d'un volume encore inachevé contient 275 documents de l'*Hispania Pontificia* relatifs à la Catalogne et échelonnés de l'an 1000 à 1198. Les

*Regesta* de Jaffé-Löwenfeld sont très incomplets pour l'Espagne. Non seulement nombre de pièces ont été mises au jour depuis l'apparition de ce célèbre recueil, mais encore bien des bulles déjà publiées en Espagne du temps de ses auteurs leur étaient demeurées inconnues. En principe, M. Kehr considère comme inédit tout ce qui n'est pas dans Jaffé-Löwenfeld. Bien entendu, il étend ses investigations aux imprimés et aux manuscrits et collationne tout ce qu'il peut sur originaux ou copies anciennes. Le *Corpus* ainsi constitué présente donc un grand intérêt. Il dispensera désormais de rechercher ces textes à grand'peine dans les recueils les plus variés. On y trouvera naturellement en bonne place ceux qui figurent déjà dans la *Collection de documentos ineditos del Archivo de la Corona de Aragon* et ceux que le P. Fidel Fita a mis au jour dans le *Bolletín de la Real Academia de la Historia* de Madrid.

M. Kehr ne prétend pas avoir résolu tous les problèmes que soulèvent les textes compris dans son recueil, mais il s'est efforcé d'en procurer une édition critique et de discuter les questions de chronologie, d'authenticité et d'identifications que font surgir ces textes. Le travail est fait avec méthode et conscience. Les notices analytiques dont sont précédées les pièces sont sobres, claires, bien conduites. Citons par exemple celle (p. 261) où est démontrée l'attribution d'une bulle à Benoît VIII et non à Benoît VII, comme il avait été proposé antérieurement.

Notons que, parmi ces textes, quelques-uns n'ont pas seulement un intérêt local, mais touchent à l'histoire générale : p. 282, la bulle d'Urbain II au comte Bernard de Besalu contient un ardent appel pour la croisade ; p. 393, une recommandation d'Alexandre III au roi d'Aragon (26 juillet 1163) illustre un cas curieux de népotisme ; p. 477, une bulle du même Alexandre III à l'évêque d'Urgel encourage la substitution à Hix de la nouvelle capitale de la Cerdagne, Puigcerda (11 octobre 1178) ; p. 507, une procédure intéressante est décrite à propos des démêlés entre San Vicente de Cardona et Saint-Ruf d'Avignon.

J. CALMETTE.

---

Hilary JENKINSON. *The later court hands in England from the fifteenth to the seventeenth century, illustrated from the Common paper of the Scrivener's Company of London, the english writing masters and the public records.* Cambridge, at the University Press, 1927. In-fol., x-200 p., album de 5 pages pour les alphabets et 44 pl. de fac-similés. Prix : 45 s.

En 1915, M. Jenkinson, actuellement professeur de paléographie et d'archivistique à l'Université de Londres, avait publié, en collaboration avec M. Charles Johnson, son collègue au P. Record Office, sous le titre : *English court hands 1066-1500*, un traité de paléographie anglaise qui n'a cessé de rendre de grands services aux étudiants (cf. *Rev. histor.*, t. CIX, p. 381). Le présent ouvrage, rédigé par M. Jenkinson seul, en donne une suite pour l'époque moderne, c'est-à-dire depuis la fin du x<sup>e</sup> siècle jusqu'à la fin du xvii<sup>e</sup>, deux siècles au moins pendant lesquels, à côté des nouveaux types d'écriture, persistaient encore en partie les traditions du Moyen Age.

*Court hands* ; on désigne ainsi les écritures professionnelles employées notamment dans les tribunaux royaux et les cours de justice, celles qui servaient à la pratique

des affaires administratives, judiciaires ou civiles (*business hands*), à l'exclusion absolue des écritures qu'on pourrait appeler solennelles (*text hands*) qui servaient pour les manuscrits soignés, les textes liturgiques, etc. — L'ouvrage comprend deux parties : la première, pour l'histoire et la description des divers types d'écriture ; la seconde, pour la démonstration des règles, faite naturellement au moyen des fac-similés qui remplissent les planches de l'album.

Dans la première partie, M. Jenkinson esquisse d'abord le développement qu'ont pris en Angleterre les écritures cursives, faites par exemple à main courante et sans lever la main ; puis il parle de l'éducation de la main, de la manière dont étaient taillés les becs de plume pour obtenir les effets souhaités, énumère et explique les termes techniques servant à distinguer les différents styles : les écritures appliquées (*set hands*) et les écritures libres (*free hands*), etc. (sections II-III) ; il traite de la matière sur laquelle on écrivait, parchemin, vélin, papier, de l'encre, des crayons dont l'usage commence seulement au *xvi<sup>e</sup>* siècle depuis la découverte des mines de plomb de Borrowdale (IV), enfin de la langue dans laquelle furent rédigés les documents : le latin d'abord, puis le français, enfin l'anglais, les langues modernes étant traitées un peu différemment au point de vue paléographique. D'utiles remarques signalent l'emploi variable de certaines lettres telles que *i* et *j*, *u* et *v*, *w* (section V). La sixième section concerne l'enseignement et la pratique de l'art d'écrire, toujours à l'exclusion de la calligraphie proprement dite qui était réservée pour les *text hands*. Où et comment la multitude toujours croissante des scribes apprenait-elle son métier ? Quelle était leur condition sociale ? M. Jenkinson en distingue quatre ou cinq espèces qui paraissent simultanément ou successivement selon les époques : d'abord les simples clercs (*clerici*), formés dans les églises conventuelles ou épiscopales, puis les écrivains publics, les scribes spécialisés dans certains services ; par exemple ceux de la Chancellerie et de l'Échiquier formaient une classe fermée, qui devint un collège à charte à partir de la fin du *xvi<sup>e</sup>* siècle. Depuis le *xvi<sup>e</sup>* siècle un type nouveau se forme, celui des maîtres écrivains (*writing masters*), sous l'influence d'abord de l'Italie, puis de la France et de l'Espagne ; ils sont organisés en compagnie ; à Londres, la *Scribeners Company* a duré jusqu'au *xix<sup>e</sup>* siècle. Elle a possédé un *Common paper*, registre sur lequel chaque nouveau membre était tenu d'écrire, de sa plus belle plume, son nom, le serment qu'il prêtait d'observer strictement le règlement et les usages de la Compagnie, enfin de dessiner dans la marge son seing manuel. Ce registre offre donc au paléographe l'inestimable avantage de fournir les types exactement datés des écritures pendant deux siècles et demi (1390-1620) ; c'est de là en partie que M. Jenkinson a tiré les alphabets qui remplissent les premières pages de l'album.

Viennent ensuite les sections consacrées aux différents types d'écriture : la *bâtarde*, l'écriture appliquée du *xv<sup>e</sup>* siècle (*set hand*), l'écriture libre ou plus déliée (*free hand*) qu'à partir du *xvi<sup>e</sup>* siècle emploient les scribes ou secrétaires chez les particuliers, hauts fonctionnaires ou simples citoyens (*secretary hands*). L'italique et le romain se généralisent aux *xvi<sup>e</sup>* et *xvii<sup>e</sup>* siècles ; enfin, les écritures spécialisées dans certains grands services publics : la chancellerie, le *Pipe office*, les tribunaux de la Couronne, etc. Ce long et minutieux exposé se termine par l'étude des marques personnelles, signatures et paraphes, de la numérotation et des chiffres, des signes de ponctuation et d'accentuation, des ornements et floritures qui ne manquent pas, même dans les documents les plus sèchement administratifs. C'est alors que le professeur, s'adressant à ses étudiants, leur explique comment

il faut s'y prendre pour apprendre à bien lire, interpréter, transcrire et décrire les documents. A la fin de la première partie sont deux appendices : une bibliographie des ouvrages à consulter pour l'étude de la paléographie et un tableau des principales séries de documents d'archives où l'élève, maintenant bien armé, pourra, s'il a suivi fidèlement l'enseignement de son professeur, diriger facilement ses recherches.

La deuxième partie contient, comme il a été dit plus haut, la transcription des actes qui figurent, en tout ou en partie, dans les quarante-quatre planches de fac-similés de l'album. Pour chacun de ces documents, M. Jenkinson indique en tête le type d'écriture auquel il appartient, les formes particulières des lettres, les abréviations normales ou exceptionnelles, la ponctuation, la décoration (lettres ornées et floritures), les marques de notaire, etc. Ce travail est exécuté avec un soin minutieux, parfois jusqu'à la subtilité.

Une remarque générale doit être faite : la bibliographie tient dans ce livre la grande place qui lui est due : les renvois aux ouvrages et articles relatifs aux questions controversées abondent au bas des pages et ils sont encore rappelés dans l'Index. Tout érudit qui s'intéresse à la paléographie devra donc consulter cet admirable manuel qui, en outre, se présente sous le plus engageant aspect : beau papier, caractères neufs qui rappellent de loin (c'est ce que M. Jenkinson a pris soin d'indiquer) la minuscule caroline ; correction impeccable ; c'est un modèle à proposer à tout éditeur d'ouvrage d'érudition, en même temps qu'un excellent guide pour les étudiants et, souvent aussi, pour les maîtres.

Ch. BÉMONT.

---

Robert DURRER. *Die Schweizergarde in Rom und die Schweizer in päpstlichen Diensten*. I. Teil. Lucerne, Räber, 1927. In-8°, XIII-432 pages, 15 pl. (dont plusieurs en couleur), 38 fig.

On ne peut guère parler de garde suisse avant le pontificat de Sixte IV, bien qu'on trouve auparavant des Suisses parmi les gardes du Saint-Père. Mais, en 1479, est signé un pacte entre le pape et les huit cantons, dont la politique s'oriente vers la Haute-Italie. Alexandre VI s'entourait plus volontiers d'Espagnols, et les Borgia ne pardonnaient pas aux Suisses d'avoir profité de l'arrivée de Charles VIII pour piller la maison de la Vanozza. Cent cinquante d'entre eux furent massacrés et pillés par les Catalans et Valenciens de César.

En réalité, c'est seulement avec Jules II et son fidèle allié le cardinal de Sion que commence l'histoire de la garde suisse. Elle se lie de très près, dès lors, à l'histoire des rapports entre la cour de Rome et les cantons. C'est ce qui fait le très grand intérêt du volume de M. Durrer, qui s'appuie sur les sources imprimées les plus variées et sur les archives vaticanes et suisses. On y trouve d'excellentes contributions à l'histoire de la Sainte-Ligue et à celle de Léon X. La réformation zurichoise et la prédication zwinglienne n'empêchent pas les gardes suisses de rester fidèles à leurs engagements, même quand ils sont gagnés aux idées nouvelles. C'est une chose curieuse que de voir le même canton de Zurich rompre avec la politique pontificale, et cependant fournir des soldats au Saint-Père.

Ces soldats font admirablement leur devoir. M. Durrer a conté leur rôle dans ce



qu'on peut appeler le premier sac de Rome en 1527, la surprise de la ville par les Colonna. Mais surtout il a mis en lumière, comme on ne l'avait jamais fait avant lui, leur héroïsme lors du terrible sacco du 6 mai. Il a écrit là une page à peu près inédite, qui fait penser au Dix août. C'est sur cet épisode que se clôt le premier volume.

Le volume est orné d'une illustration richement documentaire, où se retrouvent tous les souvenirs artistiques qui se rapportent aux Suisses du pape.

Henri HAUSER.

G. B. PICOTTI. *La giovinezza di Leone X*. Milan, U. Hoepli, s. d. [1927]. Petit in-8°, xiv-738 pages, 32 planches, 1 panorama, 1 carte. Index.

Ce n'est pas seulement par d'abondantes lectures, c'est par de nouvelles recherches dans les archives, surtout florentines, que M. Picotti a tenté de rafraîchir l'histoire des dix-neuf premières années de ce Giovanni de' Medici qui devait devenir le pape de la Renaissance. Il montre comment, après avoir fait donner à ce fils une éducation de futur clerc, le Magnifique essaya d'accumuler sur cette tête d'enfant une quantité de bénéfices : d'abord, avec l'appui de la France (et ce sont les plus beaux), Fontdouce, la Chaise-Dieu ; puis, lorsque la politique française tend à devenir antimédicéenne, d'autres obtenus d'Alexandre VI, sans même négliger les plus petits, car Laurent ne dédaignait pas d'*uccellare a mosche* ; enfin, de Naples, il reçoit le Mont-Cassin. Comme ce rapprochement avec le Royaume inquiétait Ludovic, Laurent se fait offrir par Milan d'autres abbayes, tel le Morimondo. C'est ainsi que l'histoire des bénéfices de Giovanni est comme un résumé de l'histoire diplomatique d'avant les guerres d'Italie.

Le fils chéri reçoit à treize ans les premiers ordres, plus le grade de docteur, enfin le chapeau, d'abord en secret pour trois ans, mais ce secret était connu de tout le monde, et les événements — l'approche de la mort du pape — délieront les *palleschi* de cette obligation et permettront de proclamer la gloire de la Casa Medici. Dans l'intervalle, le jeune *porporato* a poursuivi ses études, occasion pour M. Picotti de nous donner un tableau de la vie scolaire du *Studio pisano*, au temps où Laurent cherchait à consoler les Pisans de leur liberté perdue en faisant de leur ville le centre universitaire du *dominio* florentin, et aussi de tracer un intéressant portrait de Gentile Becchi, l'évêque d'Arezzo, à qui le chapeau avait été promis avant d'échoir à son jeune élève.

La mort de Laurent se produit trop tôt pour Giovanni, et aussi pour son aîné Piero, encore que M. Picotti estime que le Magnifique, s'il eût vécu, aurait été impuissant à dénouer la crise menaçante. Il a renouvelé en partie l'histoire du fameux conclave d'où Roderic Borgia sortit pape. Sans contester le caractère simoniaque de l'élection menée par Ascanio Sforza, il montre qu'avant ce triomphe de la simonie le conclave avait été une bataille, la première, entre les deux forces qui allaient se disputer la péninsule et y attirer les étrangers, à savoir Naples et Milan. Ici encore, c'est comme la préface des guerres d'Italie.

Non moins ingénieusement, il recherche quel rôle joua, dans la politique d'Alexandre VI, la question des crédits florentins qui pesaient sur la Curie, et dont

le pape veut se libérer. Ce sont en partie ces questions bancaires qui expliquent la politique hésitante et maladroite de Piero.

Ce livre est donc une excellente contribution à l'histoire des préparatifs de l'expédition de Charles VIII. Mais M. Picotti n'oublie jamais son héros. Le jugement qu'il porte sur lui est assez sévère, particulièrement sur son rôle dans la catastrophe où sombra la *monarchia medicea*. Plus tard, les louangeurs de Léon X peindront en beau ces premières années.

L'œuvre de M. Picotti se lit avec plaisir, malgré son volume. Il est fâcheux que l'éditeur lui ait imposé le déplorable parti de bloquer les notes à la fin de chaque chapitre. Rien d'aussi agaçant pour le lecteur soucieux de vérifier les assertions de l'auteur, de voir ses preuves. Par contre, il faut louer hautement la magnifique illustration, composée uniquement de monuments souvent rares et de paysages exquis.

Henri HAUSER.

Max BRUCHET. *Marguerite d'Autriche, duchesse de Savoie*. Lille, imprimerie Danel, 1927. Gr. in-8°, 496 pages, 12 planches, index.

M. Bruchet est un de ces chercheurs, heureux parce qu'ils sont tenaces, qui trouvent des trésors dans les dépôts maintes fois explorés. Les archives de Lille ont, depuis Le Glay, fourni une abondante récolte aux biographes de la très sage fille de Maximilien. Mais « le monde des Inédits, dans la Chancellerie de Marguerite, est encore riche de découvertes imprévues » et même « celui des Imprimés réserve aussi des surprises ».

Grâce à ces sources, M. Bruchet ajoute des touches bien intéressantes au portrait de cette femme d'État qui a été vraiment l'âme de la politique « bourguignonne ». Il la montre entourée de ses conseillers — « nichée de robins savoyards » ou nobles de Savoie — dont elle fait des Comtois, un Gattinara, un Gorrevod, un Marnix, ou qu'elle mélange avec des Comtois, comme Perrenot. Il cite d'elle (p. 64) une bien curieuse minute autographe de novembre 1512, une lettre à son père où elle décrivait, avec une sensibilité féminine, la situation financière désespérée — « et voudrais cent fois », dit-elle, « être au ventre de ma mère » — et il est intéressant de voir avec quel courage Marnix a substitué à ces lamentations une page de phraseologie administrative. On la voit à l'œuvre au milieu de ces questions financières, n'acceptant de traiter les affaires (par exemple ses règlements avec le duc Charles II de Savoie) que par l'intermédiaire de ses banquiers, ceux qu'elle sait fidèles à la maison de Habsbourg (pourquoi l'auteur écrit-il dans le texte de la p. 101 *Felzer*, et à la n. 6 *Welscher*, quand il faudrait partout *Welser*?).

On verra aussi ses tentatives pour créer à Bourg en juin 1515 un évêché éphémère, que la victoire de Marignan fera disparaître en septembre 1516. Rétabli après l'élection impériale, en 1521, il sera définitivement supprimé par Paul III en 1535. Signalons encore sa lutte contre le luthéranisme (p. 137).

Mais Marguerite est aussi la veuve inconsolée qui, de Malines, veille à la construction de Brou. Elle mourra sans voir le superbe mausolée qui, après avoir profité du travail des plus illustres maîtres français, finira par être, en pays savoisien, une œuvre flamande. A l'histoire de ce monument, M. Bruchet apporte, par son

répertoire, sa bibliographie et ses pièces justificatives (au nombre de cent) une contribution dont il est superflu de signaler l'importance. Cette belle publication fait honneur au comité flamand qui l'a patronnée. Une certaine quantité d'exemplaires contiennent douze planches.

Henri HAUSER.

Fernand BENOÎT. *La légation du cardinal Sadolet auprès de François I<sup>er</sup> en 1542*. Monaco, impr. de Monaco, et Paris, Picard, 1928. In-8°, 84 pages, dans *Mémoires et documents historiques de Monaco*.

ID. *La tragédie du Sac de Cabrières...* Marseille, Institut historique de Provence, fasc. 2 de la Bibliothèque de cet Institut, 1927. In-8°, XVIII-95 pages.

ID. *La Société avignonnaise (sic avec un seul n) au XVI<sup>e</sup> siècle. Correspondance de Garganello, 1553-1574*. Vaison, impr. Macabet, 1928. In-8° p. 19-134).

Il s'agit de la correspondance de Sadolet avec le cardinal Farnèse (extraite de l'*Archivio di Stato* de Naples) pendant la guerre qui suivit la trêve de Nice. D'Avignon, l'évêque de Carpentras part rejoindre le roi à Narbonne, puis, lorsque l'expédition du Roussillon a échoué, à Toulouse et à Angoulême. Il cherche à la fois, malgré sa prédilection visible pour le roi de France, à moyenniser la paix entre lui et l'empereur et à préparer le concile. Les lettres souvent impatientes de Farnèse témoignent de l'intérêt que la Curie prenait à cette négociation. M. Benoît, qui a déchiffré les parties de lettres en chiffre, les éclaire par une introduction historique et un commentaire. P. 23, je crois qu'il faut lire XXXI et non XXI. La *Regina* dont il est question p. 65 n'est certainement pas (comme il est dit n. 1) Marguerite d'Angoulême, mais Éléonore : le texte, où il est question de sa position *tra l'uno et l'altro di questi due Principi*, ne permet pas d'hésiter.

M. Benoît publie une tragédie inédite en vers français, due à un huguenot, composée de 1566 à 1568 et conservée à la bibliothèque Vaticane. Une étude de M. Vianrey situe cette pièce rare dans l'évolution littéraire du temps. De son côté, M. Benoît complète, en partie avec le secours des Archives parmesanes (correspondance du cardinal Farnèse), l'histoire du sac de Cabrières. Il démêle les responsabilités des autorités provençales et de la Curie.

Voici un Bolognais au prénom cicéronien, Marco-Tullio Garganello, « domestique » du légat Alexandre Farnèse. Il adresse à son patron des lettres amusantes, fort libres, et qui constituent comme une sorte de chronique scandaleuse de la ville pontificale. Disons tout de même qu'à notre avis l'éditeur appuie un peu lourdement sur des détails simplement frivoles ; il a pris pour licence, parfois, ce qui n'était que galanteries, et certaines des bonnes fortunes du pétulant Garganello lui-même semblent relever de l'amour courtois plutôt que de « l'amor saldo ». P. 12 et 49, je crois qu'il a tort d'imprimer *Arena* et de penser au poète de ce nom ; Marco-Tullio veut dire que les dames et demoiselles sont aussi nombreuses que le sable de la mer. Les notes et le commentaire, comme dans les autres brochures,

sont écrits avec négligence. Un seul exemple, p. 89, n. 1 : « Il devait se garder de ne pas exécuter... »

Henri HAUSER.

**Correspondance d'Ottavio Mirto Frangipani, premier nonce de Flandre, (1596-1606),** publié par L. VAN DER ESSEN. T. I : Lettres (1596-1598) et annexes. Rome, Institut historique belge; Bruxelles, P. Imbreghts; Paris, H. Champion (*Analecta Vaticano-Belgica*, 2<sup>e</sup> série : Nonciature de Flandre, I), 1924. In-8°, LXXXII-452 pages, index.

Ce volume, qui nous est arrivé tard, est un fruit de l'initiative de feu Alfred Cauchie. Il a laissé à M. Van der Essen, son disciple, le soin de l'établir. Celui-ci nous donne une excellente étude sur Frangipani qui, nonce à Cologne, fut envoyé à Bruxelles auprès de l'archiduc Albert (nous avions déjà sur sa nonciature une brève étude, parue en 1908, de M. Pasture). Il publie, pour les années qui vont de la création de la nonciature jusqu'à la veille de la paix de Vervins, d'abord les lettres (140) adressées au nonce, puis ses 114 propres lettres (on préférerait une série chronologique continue) et de précieux appendices. Le plus important est la biographie (latine) du nonce (p. 325-385), due probablement à son fidèle secrétaire Henri Stravius. On trouvera en particulier dans cette biographie un morceau d'un intérêt capital, à savoir une « consultation politico-juridique rédigée par un personnage apparemment influent au sujet des avantages et des désavantages de la cession des Pays-Bas aux archiducs Albert et Isabelle ». Il s'agissait d'ailleurs de faire quelque chose d'assez différent de ce qui s'est réalisé, un « *regnum separatum* » qui n'aurait pas plus dépendu de l'Espagne ou de l'Empire que de la France, véritable État-tampon dans lequel on espérait reconstituer l'unité des dix-sept provinces.

La correspondance même, où les lettres banales sont nombreuses, insiste sur les affaires (comme celles de l'archevêché de Cambrai) qui mettaient aux prises les pouvoirs spirituel et temporel, même quand celui-ci s'appelait le roi catholique. Elle témoigne du désir universel de paix, malgré les incidents militaires de Calais et d'Amiens. Il est à noter que le nonce, très dévoué à l'archiduc, dit toujours *nostra gente, nostri soldati*. Mais Rome parle si bien une autre langue que Clément VIII est obligé de se défendre contre le soupçon de partialité pour la France. Aldobrandini conseille à Frangipani de ne pas se laisser prendre aux racontars et aux folles espérances des émigrés français. Il s'excuse des honneurs que le pape a rendus au duc de Piney-Luxembourg en disant crûment : « *questa amabilità... tanto più deve aver luogo in un re di Francia partorito in Domino a Chiesa santa* ». Il y a plus de place pour le huguenot converti que pour le serviteur qui n'a jamais fléchi. Et c'est surtout après la reprise d'Amiens par les Français que le pape presse l'Espagne de faire la paix.

Le nonce, comme tout ambassadeur, est peu et mal payé. Sa lettre du 26 septembre 1596 aux Giunta, banquiers italiens d'Anvers, le montre dans la fâcheuse situation du débiteur dont on n'accepte pas les lettres de change (tirées par les Torrigiani de Nuremberg) et auquel on n'avance même pas ses ports de lettres !

L'édition est soignée, comme le nom de l'éditeur permettait de l'espérer, chaque lettre étant précédée d'un résumé et pourvue d'une annotation sobre et précise. Quelques négligences dans la correction des épreuves.

Henri HAUSER.

**Studies in economic history : the collected papers of George Unwin**, edited with an introductory memoir by R. H. TAWNEY. London, Macmillan, 1927. In-8°, LXXIV-490 pages. Prix : 15 sh.

Il faut féliciter M. Tawney, non seulement du sentiment de piété qui l'a incité à publier ces études du professeur George Unwin, mais aussi du service qu'il a ainsi rendu à nos études. On lira d'abord avec le plus grand plaisir les pages charmantes qu'il a consacrées à la vie et à l'œuvre d'Unwin. Il nous montre quel profit singulier cet historien-économiste a tiré d'avoir vécu pendant longtemps d'une vie active dans une région aussi industrielle que le Lancashire, de n'avoir pas été seulement un homme de bibliothèque et d'archives. Mieux qu'un autre, Unwin a donc interprété le passé à la lumière du temps présent. Cet érudit si consciencieux a souvent une vue spontanée, originale, des événements qu'il étudie. Ces qualités d'esprit et d'âme apparaissent peut-être encore plus fortement dans ces études détachées et dans ces ébauches que dans les ouvrages où il a mis la dernière main.

Un premier groupe est relatif à la théorie de l'histoire et de l'enseignement. L'auteur se préoccupe de déterminer la place qu'il convient d'assigner aux questions économiques dans l'étude et dans l'enseignement de l'histoire. Tout en étant convaincu de leur grande importance, il ne croit pas qu'elles dominent toute l'évolution historique, et, à cet égard, il se résigne à ce qu'il appelle plaisamment le « purifying faggot » des marxistes intransigeants.

Étudiant l'histoire des villes, il pense que celle-ci n'est pas conditionnée par une seule catégorie de phénomènes ; elles forment une sorte d'organisme vivant, qui a mis beaucoup de temps à se former, et c'est pourquoi, même dans les villes modernes, il subsiste beaucoup de traces de l'âme ancienne. Telle est l'idée essentielle de deux courtes, mais pénétrantes et charmantes études, intitulées *The roots of the city* et *Social evolution in mediaeval London*. En ce qui concerne les métiers du Moyen Âge, il nous prouve qu'à Londres certains artisans ont déjà besoin d'un capital assez considérable pour avoir recours à des créanciers (*London tradesmen and their creditors*). Signalons encore une intéressante étude sur *La politique économique d'Édouard III* et un mémoire de cent pages sur les *Merchant adventurers* au temps d'Élisabeth ; là, il s'efforce de démontrer que cette célèbre Compagnie a plutôt retardé que favorisé l'extension du grand commerce extérieur, car elle ne songeait qu'à maintenir ses privilèges particuliers ; en admettant qu'il y ait quelque exagération dans cette thèse, elle contient aussi, semble-t-il, une part notable de vérité, et, en tout cas, Unwin a versé au débat beaucoup de données nouvelles. — Il a aussi beaucoup fait, comme savant et comme professeur, pour mettre en honneur l'histoire économique régionale, assez négligée jusqu'alors en Angleterre. A ce

1. Signalons la reproduction de quelques *avvisi*, dont la Curie se montrait particulièrement friande.



point de vue, son étude sur l'industrie drapière dans le Suffolk présente un réel intérêt. Si l'article consacré au commerce et à la monnaie dans l'Angleterre de Shakespeare est de moindre envergure, bien que fort agréable à lire, on aura grand profit à prendre connaissance de quelques fragments d'une histoire du commerce, qu'il avait fait le projet d'écrire, et qui contient aussi des vues originales.

M. Tawney nous apprend que G. Unwin, dans sa jeunesse, s'était d'abord passionné pour la philosophie. C'est, en effet, un philosophe qui a écrit ces petites études, pleines de vues suggestives, *The philosophy of value* — dans laquelle il classe Karl Marx au nombre des économistes idéalistes, — *A note on the english character*, très pénétrante, *Thoughts on political idealism*, etc. Enfin, un Appendice contient la liste des travaux publiés par le regretté historien.

Henri SÉE.

---

**Studies in English Commerce and Exploration in the Reign of Elisabeth.** Philadelphia, University of Pennsylvania, 1924. In-16. — I. Albert Lindsay ROWLAND. **England and Turkey : The Rise of Diplomatic and Commercial Relations.** XVIII-189 pages. — II. George Born MANHART. **The English Search for a North-West Passage in the time of Queen Elisabeth.** 179 pages.

Ces deux thèses, présentées à l'Université de Pennsylvanie pour obtenir le grade de « Doctor of Philosophy », étudient deux aspects également importants de l'activité commerciale et exploratrice de la Société anglaise à l'époque de la grande Elisabeth. Cependant, les difficultés que leurs auteurs avaient à surmonter n'étaient pas égales.

I. Tout était à faire, et beaucoup reste encore à faire après la thèse de M. Rowland sur les relations économiques de l'Angleterre avec la Turquie. Présenter en 190 petites pages l'histoire des relations politiques et commerciales, encore si peu étudiées des deux pays, était certainement une tâche fort difficile, même en ne se bornant qu'au XVI<sup>e</sup> siècle, car ce sont les origines qui demandent toujours à être étudiées avec le plus de soin. L'auteur s'en est tiré comme il a pu, en étudiant quelques fonds d'archives de Londres, comme les *State Papers, Turkey*, mais en utilisant surtout les principaux *calendars* et recueils de documents publiés. Ces études lui ont fourni des renseignements assez nombreux et utiles à retenir, car, comme le montre la bibliographie qu'il donne et qui ne contient pas dix ouvrages, les livres sur ce sujet manquent presque totalement. Nous pensons cependant qu'une étude plus approfondie de quelques ouvrages concernant les autres compagnies de l'époque aurait donné des points de comparaison suggestifs, surtout en ce qui concerne la « East India Company » et la « Muscovy Company », car les marchands de ces deux compagnies semblent avoir joué un rôle important en Turquie. Quand M. Rowland nomme Thomas Glover, William Garret, John Harte, Richard Martin parmi les personnages éminents de la « Turkey Company », se rend-il compte du rôle important qu'ils ont joué dans le commerce russe? Nous trouvons, par exemple, Richard Martin comme gouverneur de la « Muscovy Company » en 1584 ; dans la charte de la « Turkey Company » de 1592, il est mentionné parmi les premiers ;

mais nous savons qu'il possédait, en outre, la huitième partie de tout le capital des « Mineral and Battery works ». Un autre personnage, Sir Thomas Smyth, n'était pas seulement gouverneur des Compagnies des Indes et du Levant, mais aussi de la Russie. On ne saurait trop insister sur des rapprochements de ce genre qui font entrevoir le rôle important de certains capitalistes du *xvi<sup>e</sup>* siècle, partageant leur activité et leurs capitaux entre différentes Compagnies. C'est pourquoi nous avons regretté que l'auteur, ayant à nous présenter quelques considérations intéressantes sur les relations de la « Levant Company » et de la « East India Company », les ait reléguées dans une note au lieu d'essayer de les approfondir. La méthode comparative donne pour ce genre d'études des rapprochements vraiment instructifs. Lorsque nous apprenons que les Anglais importaient des armes en Turquie, ce fait n'acquiert-il pas une plus grande importance si nous nous rappelons les plaintes multiples des voisins de la Russie à ce sujet? N'aurait-il pas aussi été intéressant de relever que la première charte de la « Turkey Company » de 1581 est donnée l'année même où viennent de cesser définitivement les voyages des Anglais en Perse à travers la Russie?

Si les données sur le commerce sont parfois insuffisantes, la description des relations diplomatiques et de la lutte avec la diplomatie française en Turquie, qui occupe la moitié au moins de l'ouvrage, demanderait aussi plus de détails sur la situation respective des deux nations dans le Levant et sur les sentiments des Turcs à leur égard. Une étude comparée du privilège obtenu du Sultan par les Anglais en 1580 et des capitulations franco-turques de 1581 nous semble tout indiquée. L'influence du commerce anglais sur celui des marchands français serait aussi à élucider car nous savons que leurs affaires périllicitaient en Turquie au commencement du *xvii<sup>e</sup>* siècle; comment ne pas se demander quelle part il convient d'attribuer à la concurrence anglaise dans ce désastre économique?

Tout cela n'est aucunement dit pour discréditer la thèse de M. Rowland, qui a fait certainement œuvre utile en attirant à nouveau l'attention des historiens sur l'activité des Anglais en Turquie. Si l'histoire plus détaillée de leur commerce dans le Levant reste à faire, son étude offrira certainement un point de départ utile et sûr au futur historien de la « Levant Company ».

II. Le sujet de M. Manhart présentait moins de difficultés, grâce à une bibliographie plus riche et à de volumineuses descriptions de voyages qui ont certainement exigé de longues lectures. Elles ont permis de donner, sans consulter des documents inédits, une bonne étude d'ensemble, agréable et facile, munie de cartes, où les itinéraires des différents voyageurs et leurs découvertes ont été retracés avec soin. Les voyages de Frobisher, de Davis, de Cavendish et de Waymouth en ont formé le sujet, les deux premiers occupant, d'ailleurs, comme il convient, une place prépondérante. Les renseignements donnés sur la popularité des voyages de Frobisher et le peu d'attention que les découvertes de Davis, beaucoup plus importantes pour la science géographique, ont provoqué dans le public, sont intéressants à retenir.

Notre intérêt s'est aussi porté sur les deux appendices que l'auteur a joints à son ouvrage. L'un porte sur le nom de Frobisher qui, en son temps, a été écrit de quarante et une manières. Celui qui a eu l'occasion de dresser des listes de personnages du *xvi<sup>e</sup>* siècle ne sera pas surpris d'une aussi déconcertante variété; il en sera tout de même étonné. L'autre appendice donne une liste également utile des

compagnons de Frobisher. Plus on publiera de telles nomenclatures, plus on obtiendra de lumière sur l'activité des mêmes personnages dans différentes entreprises de l'époque. Nous relevons, par exemple, une série de noms, comme ceux de Lionel Duckett, de Michael Lock, de William Borrow et d'autres, importants aussi pour l'histoire de la « Muscovy Company » et des voyages anglais au Nord-est. Nous y trouvons aussi des renseignements sur les capitaux engagés par différents personnages dans les entreprises de Frobisher. De semblables données pour d'autres entreprises et compagnies feraient accomplir de sérieux progrès à nos connaissances sur la distribution des capitaux au xvi<sup>e</sup> siècle, question si importante pour l'histoire des finances et du commerce.

On regrette que la nécessité de se limiter à l'époque d'Élisabeth n'ait pas permis à M. Manhart d'introduire dans son récit les expéditions du commencement du xvii<sup>e</sup> siècle, comme celles de Hudson en 1610, de Baffin en 1615, de Foxe et James en 1631 et 1632. Formant un tout avec les voyages de l'époque d'Élisabeth, elles ont mis fin pour plus d'un siècle aux tentatives infructueuses des Anglais pour trouver le passage du Nord-Ouest.

INNA LUBIMENKO.

---

Michael FREUND. *Die Idee der Toleranz im England der grossen Revolution*. Halle, 1927. In-8°, xvi-293 pages. Prix : 14 mk. (Deutsche Vierteljahrsschrift für Literaturwissenschaft und Geistesgeschichte, t. XII).

C'est dans l'Angleterre du xvii<sup>e</sup> siècle et après la mort de Jacques I<sup>er</sup>, l'infatigable persécuteur des sorcières, que l'idée de tolérance en matière religieuse a commencé le plus fortement à s'élaborer. Un travail comme celui de M. Freund est donc réellement utile et intéressant, d'autant plus qu'il a été traité de la façon la plus consciencieuse.

Parmi les écrivains anglais qui se sont prononcés pour la tolérance, l'auteur distingue ceux qui s'inspirent de la pensée de la Renaissance et ceux qui procèdent de la Réforme religieuse. Les premiers s'inspirent des *Oxford reformers*, puis de l'arminianisme. M. Freund étudie principalement William Chillingworth, Jeremy Taylor, Hale, John Selden. Taylor est essentiellement un sceptique, qui insiste sur la « variété des intelligences » et « l'incertitude des choses » ; il ne considère donc pas la tolérance comme un droit de l'homme. Hale distingue les vérités fondamentales, qu'on ne doit pas mettre en doute, et les croyances accessoires, qui ne sont pas obligatoires ; c'est là une conception assez fréquente. On réclame souvent aussi la séparation de l'Église et de l'État, comme le fait John Selden, mais on songe surtout aux droits de l'État ; la plupart, comme Harrington, exceptent de la tolérance les catholiques et les Juifs.

La seconde catégorie de penseurs sépare complètement le domaine spirituel et le domaine temporel, songe surtout à affranchir la pensée religieuse ; tel est le cas de Milton, qui dépasse même la notion de la tolérance et se prononce pour la pleine liberté de conscience et de pensée : il a été notamment un fervent défenseur de la liberté de la presse. Toutefois, il n'admet pas la tolérance pour les catholiques, tandis que Goodwin ne veut d'aucune exception, même pour les non-chrétiens. M. Freund montre aussi le grand rôle joué, en ce qui concerne l'idée de tolérance,

par les Baptistes. Il insiste sur le plus curieux de ces penseurs, Roger Williams, dont le *Bloody tenent* faisait preuve d'une hardiesse singulière. Cependant, Williams ne croit guère à la réalisation de l'idée de tolérance et ne paraît pas s'en préoccuper beaucoup. Les Niveleurs, au contraire, poussés par leur idéal démocratique, se placent surtout au point de vue temporel et leur doctrine s'est exprimée dans une manifestation politique, l'*Agreement of the people*. Henry Vane, lui aussi, agit surtout en démocrate.

Le plan suivi par l'auteur s'imposait peut-être. Il a cependant l'inconvénient de ne pas marquer aussi fortement l'influence des faits sur l'idée de tolérance qu'aurait pu le faire un exposé plus chronologique. Puis, les deux tendances se rapprochent souvent et arrivent même à presque se confondre dans une forte personnalité comme Milton. Ce que l'on peut dire, c'est que, sans la Révolution, l'idée de tolérance ne se serait pas développée, comme elle l'a fait en Angleterre, dès le XVII<sup>e</sup> siècle. Il aurait pu être intéressant de comparer, à cet égard, l'Angleterre et la France.

En France, la croyance aux sorciers et aux agissements du diable fut au XVI<sup>e</sup> et au XVII<sup>e</sup> siècle plus vivace encore qu'elle ne l'avait été au Moyen Age. Un grand esprit comme Jean Bodin publiait en 1581 *La démonomanie des sorciers*, bien avant la *Demonology* de Jacques VI d'Écosse, le père de Marie Stuart (1597). D'autre part, il est vrai, Montaigne s'éleva contre les procès de sorcellerie et dénonça le manque de critique de ses collègues. C'est ce que montre M. Henri CARRÉ dans une curieuse étude intitulée : *Quelques notes sur la sorcellerie dans les provinces de l'Ouest au XVI<sup>e</sup> et au XVII<sup>e</sup> siècle* (Poitiers, 1927, 50 p. ; extrait de *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*). Il cite beaucoup d'exemples de cette étonnante crédulité. Les magistrats ne sont pas plus sceptiques, à cet égard, que la foule et condamnent impitoyablement, sans montrer aucun esprit critique, les malheureux qui leur sont dénoncés comme sorciers. Les Parlements de Bordeaux et de Rouen rivalisent de zèle et Louis XIV intervient pour refréner l'activité de ce dernier, dès 1670 : l'autorité royale veut que les tribunaux réservent leur sévérité pour les criminels de droit commun. C'est seulement au XVIII<sup>e</sup> siècle que, sous l'influence de la propagande « philosophique » et grâce aux progrès des sciences, on ne vit plus guère de sorciers condamnés au bûcher, seulement parfois à l'emprisonnement.

H. SÉE.

---

Captain W. M. JAMES. *The British navy in Adversity. A Study of the war of American independence*. With maps and Diagrams. Londres, Longmans, 1926. 1 vol. in-8°, xx-459 pages. Prix : 25 s.

Ce livre du commandant James semble avoir éveillé une attention particulière en Angleterre ; on comprend, en effet, que les Anglais ne se soucient pas beaucoup de s'entendre dire que leur arme principale, celle qui a surtout établi leur prestige aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, a mérité d'être mise en pénitence. Mais si le ministre Canning, en 1823, se flattait, suivant une phrase célèbre, d'avoir reconnu les colonies espagnoles du Nouveau Monde afin de redresser l'équilibre de l'Ancien, peut-être quarante ans plus tôt, en 1783, l'Angleterre, reconnaissant l'indépendance de l'Amérique anglaise, avec toutes ses conséquences éventuelles, notamment la doc-



trine de Monroe, a-t-elle trop bien réussi dans ses intentions d'équilibre. L'avenir prononcera.

D'ailleurs, sur l'histoire maritime au temps de la guerre de l'indépendance américaine, le commandant James a trouvé chez nous deux fort bons livres dont il s'est franchement inspiré : *L'histoire de la marine française pendant la guerre de l'indépendance américaine*, par le commandant Chevalier, et *La Marine militaire de la France sous le règne de Louis XVI*, par M. Lacour-Gayet. Naturellement, le commandant James les a complétés par les documents de l'Amirauté anglaise : ce sont les mêmes événements qui se déroulent sur la scène, mais vus du côté « cour » ou du côté « jardin », comme on dit au théâtre. En outre, l'auteur désirait essentiellement montrer de quelle aide précieuse doivent être l'une à l'autre, dans les opérations mixtes, l'armée par sa solidité, la marine par sa mobilité — bref, une étude telle que l'eût souhaitée l'amiral Mahan. Mais, de toute façon, force était bien de faire sa part à l'histoire politique. Si les systèmes différaient par principes (le parlementarisme en Angleterre, l'absolutisme gouvernemental en France), on est bien obligé de convenir que, devant les insuffisances, les négligences, les exigences parfois étroites des règlements, ils aboutissaient au même résultat.

L'auteur a, du reste, très bien résumé dans son chapitre sur les « Causes de succès et d'échecs » cette incohérence foncière de l'Angleterre, notamment p. 415-416, et montré l'inopportunité des ordonnances sévères, soit à propos de l'amiral Byng, dans la guerre de Succession d'Autriche, qui consultait son règlement pendant la bataille (p. 8-10), soit à propos de Sir Samuel Hood pour l'affaire de la Chesapeake, en 1781, surpris et scandalisé qu'on fût blâmé pour avoir suivi la règle (p. 294) <sup>1</sup>.

Mais, la guerre une fois déclarée, non sans hésitation, par la France à l'Angleterre (voir la lettre singulière du ministre Sartine, à d'Estaing, le 27 avril 1779, et la non moins grande tergiversation de l'Angleterre vis-à-vis de l'Espagne, dans James, p. 156-157), l'Angleterre n'en gardait pas moins un grand avantage par sa situation géographique, qui lui permettait de mieux concentrer ses forces et diriger son offensive ; elle nous l'a montré pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire. D'autre part, pour tenir tête aux trois grandes marines de l'Europe : la France, l'Espagne et la Hollande, animées par le souvenir de Choiseul et l'influence de ses successeurs, l'Angleterre n'avait pas eu trop de l'activité d'Anson et de l'impulsion qu'il avait donnée à son service. C'est de son temps que date l'habitude de doubler les navires en cuivre, ces navires « cuivrés » (*coppered navy*) dont on entendra si souvent parler dans la suite (p. 7).

La première partie de la guerre n'exige pas de longues considérations. Le commandant James n'insiste pas sur la déconvenue des Français trouvant la Delaware évacuée et l'armée anglaise réfugiée à New-York, derrière le Sandy Hook ; il dit simplement que la marine anglaise faillit être prise au piège. Quant à l'hésitation des Français à se risquer dans la passe, l'auteur estime que d'Estaing, négligeant d'opérer un sondage sérieux, s'en rapporta trop aisément aux pilotes américains envoyés par le Congrès. Le même manque de décision explique l'échec de Newport, en Rhode-Island et la colère des Bostoniens devant l'arrivée des Français.

Puis ce fut la guerre trop prolongée des îles antillennes ; plus d'un officier pensa,

1. En ce qui concerne la conservation des bois de la marine, où l'Angleterre n'avait pas voulu suivre l'exemple d'aménagement que donnait la France, on pourrait ajouter le livre de Robert Greenhalgh Albion, *Forestry and Sea Power*. Londres, Milford, 1927.



dans les deux armées — et l'auteur lui-même partage leur opinion (p. 264) — qu'on aurait pu, dès le début, tirer au sort, à qui les Iles appartiendraient jusqu'à la fin des hostilités, pour éviter aux habitants d'innombrables misères. Après le départ d'Estaing « pour France », en 1779, l'année 1780 forme une sorte d'inter-règne, donnant lieu à de magnifiques passes d'armes entre Guichen et Rodney, deux amiraux qui professaient une ferme admiration l'un pour l'autre, comme deux amateurs de stratégie. A de certaines heures, ils jouèrent littéralement de leurs flottes comme un illustre musicien, Richard Wagner, prétendait, dit-on, jouer de l'orchestre. Rodney, d'ailleurs, ne dissimulait pas qu'une victoire sur Guichen lui offrait plus de satisfaction que sur Grasse<sup>1</sup>.

Or, en 1781, ce fut Grasse qui, après avoir occupé pendant quelque temps une situation de second plan, sous d'Estaing, reçut le commandement de l'armée française. On sait comment la guerre amena la capitulation des Anglais à Yorktown. On a souvent dit, note le commandant James, que Yorktown fut une des batailles décisives du monde. « Ce fut plutôt l'escarmouche de la Chesapeake qui fut décisive... Grasse fut à la hauteur des circonstances... Mais ce furent Washington et Rochambeau, non Grasse, qui virent ce que la situation demandait... Ils témoignèrent d'une plus grande prévision stratégique » (299).

L'année 1782, la dernière de la guerre, plus par la fatigue des combattants que par l'épuisement de leurs métropoles, vit la bataille des Saintes — et non des « Saints », comme écrit l'auteur — qui permit à l'Angleterre de cueillir sa revanche du secours que nous avions apporté aux Insurgents de sa grande colonie. Cette rencontre, plus bruyante que décisive, a soulevé des récriminations sans fin. Mais, peut-être, l'impression la plus juste se trouve-t-elle dans la lettre de Louis XVI au commandant de Grasse, le 2 juin 1784, pour appuyer le verdict du Conseil de guerre, remettre « chacun dans son ordre », suivant la formule du grand siècle, et renvoyer l'amiral à sa terre de Tilly<sup>2</sup>. Tout l'essentiel s'y trouve : la faiblesse du vent, si précieux pour la marine à voiles ; la force des Anglais, supérieure par le nombre et probablement par le cuirage de leurs navires ; l'inconvenance des récriminations obstinées du chef contre les officiers, alors que le Conseil venait justement de les réduire. On sent que le roi avait lu, outre les mémoires du commandant de Grasse, ceux qui lui répondaient. En revanche, Rodney non plus n'échappa point aux critiques. Samuel Howe, par exemple, ni le futur amiral William Cornwallis ne se montrèrent satisfaits de la modération avec laquelle leur chef arrêta la poursuite des Français. Ajoutons que la fameuse coupure de la ligne française, opérée par Rodney et ses lieutenants, n'avait rien d'inouï pour ses adversaires. D'Estaing en avait prévu et autorisé, le cas échéant, la possibilité à Sainte-Lucie, le 22 décembre 1779 ; et Guichen en craignait l'application déjà par Rodney, le 16 avril 1780. La bataille des Saintes ne fut donc pas l'effondrement de la France ; il en advint un peu différemment en Angleterre : le vaisseau-amiral, le *Royal George*, quelques mois plus tard, le 29 août 1782, s'ouvrit littéralement de moins en et de vétusté, entraînant dans l'abîme un millier de personnes, y compris le brillant amiral Kempenfeld (p. 371).

Si la paix ne s'était imposée par l'impossibilité de regagner les pays perdus, on

1. David Hannay, *Rodney*, p. 130.

2. Chevalier, p. 322.

d'atteindre les autres buts de guerre, Howe et d'Estaing se trouvaient désignés pour reprendre la conduite des armées navales.

Sans doute, devant les inventions récentes des armées aériennes et nautiques, la vieille marine à voiles ou à vapeur ira rejoindre les trirèmes de l'antiquité ou les galères de Louis XIV. Mais si, comme le pense l'auteur, toute guerre nous lègue un passif de difficultés — la guerre d'Amérique nous ayant légué celles de la Révolution et de l'Empire —, on peut se demander ce qui naîtra logiquement de la première guerre dite « mondiale ».

R. DE KERALLAIN.

Georges GRANDSIRE. *L'impôt sur le revenu en Lorraine et Barrois au XVIII<sup>e</sup> siècle.* Paris, librairie du Recueil Sirey, 1927.

M. Grandsire a eu une heureuse idée en consacrant une thèse de doctorat en droit au fonctionnement de l'impôt des vingtièmes dans une province qui offrait à une telle étude matière abondante et intéressante. Plus préoccupé, en sa qualité de contrôleur des contributions directes à Nancy, d'en étudier l'assiette, l'application et le recouvrement, que des luttes politiques auxquelles le vingtième donna lieu en Lorraine comme dans les autres provinces à cours souveraines, M. Grandsire ne donne pas autant de détails qu'on l'eût souhaité à propos des remontrances de Nancy, de l'exil de plusieurs conseillers lors de l'établissement du second vingtième, des résistances qui font tomber quasi à rien le troisième vingtième : car les institutions françaises avaient pénétré en Lorraine, même avant la mort de Stanislas et les choses s'y passaient comme en France. M. Grandsire est aussi un peu sobre de renseignements sur la différence de valeur de l'argent de France et de l'argent de Lorraine, qui, dans un tel sujet, méritait sans doute plus qu'une simple mention. Ce qui l'intéresse surtout ce sont les règles d'assiette, les déclarations, les rôles, le contentieux : sur tous ces points, les détails abondants qui sont fournis, et qui souvent donnent lieu à des rapprochements avec des faits contemporains, retiendront à bon droit l'attention. On lui saura le plus grand gré de ce qu'il nous apprend sur la situation économique de la Lorraine : beaucoup d'indications de prix s'y trouvent et seront utiles, toutes réserves faites d'ailleurs sur l'exactitude de ces prix ; il y eut probablement tendance à les sous-estimer, puisqu'ils servaient à l'appréciation du revenu imposable, qui se faisait alors en France avec une mansuétude à laquelle les contribuables de maintenant ne sont pas accoutumés. M. Grandsire pense qu'on a quelque peu exagéré l'insignifiance du vingtième de l'industrie et des offices et droits. Cependant les chiffres mêmes qu'il indique pour 1790 (1,515,776 pour les vingtièmes fonciers, 14,486 pour les autres), confirment, plutôt qu'ils ne contredisent, l'opinion générale. — La thèse de M. Grandsire devra être lue avec soin par tous ceux qu'intéresse l'histoire économique et financière.

M. MARION.

Hubert GIRAUD et Jules IGALÉN. *Pernes, ancienne capitale du Comtat-Venaissin*. Paris, Champion, 1927. In-4°, 160 pages, 55 planches.

Pernes est aujourd'hui un chef-lieu de canton du Vaucluse, situé à vingt et un kilomètres à l'est d'Avignon et à six kilomètres au sud de Carpentras. C'est une agréable petite ville qui a gardé un certain nombre de curieux vestiges de son passé. Ce passé, MM. Hubert Giraud et Jules Igalén, qui sont du pays, ont entrepris d'en faire revivre les plus intéressants aspects dans un volume qui se présente sous des apparences luxueuses : grand format, beau papier, planches nombreuses et magnifiques. Les auteurs ont fait grandement les choses, et l'on ne peut qu'applaudir à cette manifestation réussie de patriotisme local. Leur ouvrage vaut surtout par l'usage qu'ils ont fait des archives municipales : ils en ont tiré des détails précieux sur l'organisation politique et administrative de la ville au Moyen Âge, sur la vie religieuse, les nombreuses confréries de pénitents, les épisodes dramatiques du temps du grand schisme d'Occident, des guerres de religion ou de la grande peste de 1720-1722. Pernes n'entre dans l'histoire qu'avec le <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, quand les comtes de Toulouse, marquis de Provence, y font construire un château et en font la capitale de la région du Comtat-Venaissin. Lorsque le Comtat-Venaissin passe sous l'autorité des papes (1274), Pernes garde ce rang pendant quelques années encore. Elle en est dépouillée au profit de Carpentras avec le pape Jean XXII (1320). C'est désormais à Carpentras que résidera le recteur du Comtat. Pernes devra se contenter d'être chef-lieu de viguerie et, dès lors, mènera la vie assez monotone — mais néanmoins intéressante pour les institutions, les mœurs et les conditions d'existence — de ces nombreuses villes de second ou de troisième ordre dominées par l'influence de capitales voisines qui sont ici Carpentras et Avignon. Une description des principaux monuments qui donnent à Pernes un attrait particulier de curiosité et une liste des Pernois célèbres, dont Fléchier, et Charles Giraud, le savant auteur de l'*Essai sur l'histoire du droit français au Moyen Âge*, terminent cet historique. C'est à cette dernière partie que se réfèrent plus particulièrement les cinquante-cinq planches qui constituent l'album le plus riche et le mieux venu que l'on puisse souhaiter<sup>1</sup>.

V.-L. BOURRILLY.

1. Il est regrettable que le texte soit déparé par de nombreuses fautes, lapsus ou inexactitudes qui dénotent une connaissance imparfaite de l'histoire générale. Ainsi il faut lire : p. 15, *Alphonse comte de Toulouse* ; p. 18, 15 (et non 16) septembre 1125 ; p. 19, *Alphonse de Poitiers frère* (et non père) de saint Louis ; *vende* (et non rende) ; p. 22, le départ d'Alphonse de Poitiers et de Jeanne de Toulouse pour la Terre sainte est de l'été 1248 (et non 1249) ; p. 29, constitution de l'an VIII ; p. 53, *François de Conzié* (et non Couzié) ; p. 56, 1563 et non 1553, Pie IV n'ayant été pape qu'en 1559 ; p. 60, exposé confus qui fait revenir le baron des Adrets devant Pernes après 1591, alors que ledit baron était mort depuis 1587 et que, depuis la Saint-Barthélemy, il vivait retiré de la politique et du protestantisme : toutes ces démarches du baron des Adrets sont contemporaines de la première guerre de religion ; p. 75, *séditieux* (et non *seditions*) = *séditieux*, et dans les distiques 2, 3 et 8 *sen* (et non *s'en*) ; p. 97, *Arnaud* (et non *Armand*) de Ceryole, etc. A la bibliographie sommaire de la fin, il faudrait ajouter au moins J. Girard, *Les États du Comtat-Venaissin*, Avignon, 1908.

**Scientific Magazine of the Scientific Chair of Ukrainian History ; N. 6, dedicated to Academie D. Bagaley for the 50 years of his scientific work.** Ukrainian State Edition, 1927. Gr. in-8°, 447 pages, 1 portrait et 20 planches.

Ce volume, composé de trente-deux articles, dont la plupart oukraïniens et quelques-uns russes, s'annonce par un double titre, anglais et oukraïzien. Malheureusement pour les étrangers, y compris les Russes, on n'y trouve d'anglais que ce titre et la table des matières ; cependant, de courts résumés en anglais auraient été les bienvenus, d'autant plus que la plupart des auteurs n'ont même pas donné de conclusions en oukraïzien. On ne peut que le regretter pour des *Mélanges*, dédiés à l'un des rares historiens de l'Oukraïne qui soient déjà arrivés à former école. Enseignant à l'ancienne Université de Kharkov (réformée depuis la révolution en Institut pédagogique), M. Bagaley a pu grouper autour de lui un séminaire, dont les membres sont présentés avec leur maître sur la photographie qui ouvre le volume. Il reflète assez fidèlement le travail qui s'est organisé autour de cette chaire : dix-neuf articles se rapportent à l'histoire proprement dite ; sept sont consacrés à la littérature et six à l'archéologie. Pourquoi ne les a-t-on pas fait précéder d'une biographie de M. Bagaley et d'une liste de ses travaux ? Une courte note nous apprend seulement que l'éminent historien a publié aussi dans les dernières années des ouvrages d'histoire littéraire.

C'est seulement des articles proprement historiques que nous traiterons ici. Indiquons d'abord l'époque à laquelle ils se rapportent et le sujet qu'ils traitent. Deux articles seulement concernent la période kiévienne (XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles) ; un seul le XVII<sup>e</sup>, quatre le XVIII<sup>e</sup>, huit le XIX<sup>e</sup>, un le XIX<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> et un le XX<sup>e</sup> siècle. C'est donc l'histoire moderne et contemporaine, période où l'Oukraïne fut finalement annexée à l'empire des tsars, qui a été la plus favorisée. Sans doute parce que les archives centrales oukraïniennes de Kharkov contiennent surtout des documents des derniers siècles. D'ailleurs, la Révolution a modernisé l'enseignement dans toute l'Union et attiré l'attention de l'historien vers l'histoire moderne ; utile réaction, en somme, puisque jusqu'à présent les Russes se sont occupés beaucoup plus du XVI<sup>e</sup> et du XVII<sup>e</sup> siècle que du XIX<sup>e</sup>. Les dimensions énormes de l'empire des tsars avaient peu favorisé l'éclosion d'études d'histoire locale, d'autant plus que l'esprit russe a toujours été plutôt porté vers les généralités. Le démembrement de la nouvelle Union en Républiques nationales et l'éclosion de sentiments nationalistes, étouffés par le tsarisme, auront certainement pour résultat de susciter des travaux plus minutieux et approfondis sur l'histoire des provinces et des localités englobées dans ces nouvelles Républiques.

Passons maintenant aux sujets traités dans le volume. Sur dix-neuf articles, onze concernent l'histoire économique et sociale, surtout la question agraire et paysanne, capitale pour un pays agricole par excellence ; deux traitent de questions de méthodologie et de philosophie de l'histoire ; un seul concerne l'histoire juridique, deux l'histoire de l'enseignement et trois les mouvements révolutionnaires de 1825 et 1905. En voici le détail : A. KOZACHENKO donne quelques renseignements sur une grève paysanne de 1905-1907 dans les terres des princes Kotchoubey du gouvernement de Poltava. O. NAKARETZ étudie les soulèvements des serfs en Oukraïne peu avant l'abolition du servage. Ce moment historique si im-



portant est étudié, au point de vue des seigneurs, par deux auteurs. M<sup>me</sup> V. LITCHKO-GONTCHAROVA, en analysant une revue agricole de l'époque, donne un tableau des idées et projets économiques des propriétaires. Des données statistiques ont conduit TIKHONOV à cette conclusion intéressante, mais qui serait à vérifier, que les propriétaires libéraux étaient ceux qui possédaient des biens dans des districts surpeuplés, où il était indiqué d'émanciper les paysans qui étaient en surnombre. D. SOLOVYEV a donné pour le XIX<sup>e</sup> siècle une étude nourrie de chiffres sur l'élevage du mouton dans le gouvernement de Poltava; d'où la laine était exportée même en Angleterre. Un article de E. IVANOV et M. GORBAN donne quelques détails sur l'émeute d'un régiment, cantonné en Oukraïne pendant le mouvement révolutionnaire de 1825. M<sup>me</sup> BAGALEY-TATARINOVA étudie un projet de colonie agraire en Oukraïne par le célèbre Araktcheev (1817). Citons encore un essai intéressant, mais présenté sous une forme peu claire de V. I. VERETENNIKOV sur un essai d'histoire des institutions. L'éminent académicien V. P. BOUZES-KOUL a noté ses souvenirs personnels et vivants sur l'enseignement à l'Université de Kharkov à l'époque où M. Bagaley y a aussi fait ses études.

Pour finir, indiquons l'étude où S. ROUDAËV analyse le sens du mot « fait » en philosophie, en sciences et en histoire. Après avoir passé en revue quelques travaux importants, allemands et italiens, de « l'École historique », il aboutit à la conclusion que cette École, tout en ayant voulu se borner à la découverte et à l'enregistrement des faits, s'est vue obligée de les expliquer pour prouver leur authenticité; de cette manière, elle a introduit l'élément subjectif dans l'histoire.

INNA LUBIMENKO.

Sir Edward TROUP. *The Home office*. Londres et New-York, Putnam, 2<sup>e</sup> édit., 1926. 267 pages. Prix : 7 s. 6 d.

Ce volume fait partie d'une collection intitulée *The Whitehall series*, qui a pour objet de faire connaître par des monographies particulières, de même dimension et de même prix, les origines, les transformations et surtout l'état actuel des grandes administrations publiques, notamment de ce que nous appellerions les ministères, dans le Royaume-Uni. Huit de ces volumes, rédigés chacun par des administrateurs d'une compétence éprouvée, nous sont déjà parvenus. Un premier groupe de quatre est formé par l'ouvrage de M. Troup et trois autres que l'on peut considérer comme autant de branches détachées du tronc principal.

Le *Home office* est, comme chacun sait, l'équivalent (avec des différences considérables) de notre ministère de l'Intérieur. Il est géré par le premier en titre des six secrétaires d'État qui gèrent aujourd'hui ce que nous appellerions les ministères de l'Intérieur, des Affaires étrangères, de la Guerre, de l'Inde, des Colonies et de l'Aviation. Au début de son livre, M. Troup<sup>1</sup> expose comment et à quelle date ils se sont peu à peu constitués. Au début, soit au XIII<sup>e</sup> siècle, le roi emploie un secrétaire pour la transmission de ceux de ses ordres qui ne devaient pas nécessairement passer par les bureaux de la chancellerie ou qui échappaient à la compétence des grands officiers de la couronne. Quand, au XIV<sup>e</sup> siècle, le chancelier, sans cesser

1. M. Troup a été *Permanent secretary of State* in the Home office de 1908 à 1922.



d'appartenir à la Maison du roi, se trouva en fait soumis au contrôle du Parlement, le roi confia son sceau personnel, le *signet*, à l'un de ses secrétaires qui, au *xv<sup>e</sup>* siècle, prit ou reçut plus ou moins officiellement le titre de *King's secretary* ; mais ce fonctionnaire occupe encore une place modeste parmi ceux de la Maison, puisque son rang est fixé entre le médecin du roi et le cuisinier en chef. Au *xvi<sup>e</sup>* siècle, quand fut établi le régime personnel, le secrétaire particulier du roi devint un véritable ministre d'État. C'est la situation qu'occupa Thomas Cromwell, et ce précédent contribua à faire la fortune de l'institution. Sous Élisabeth, Burghley et Walsingham gèrent en même temps l'office, et il y eut depuis lors deux secrétaires, membres du Cabinet ; ils furent égaux en droit jusqu'au jour où Walpole reçut le titre et exerça, sous le contrôle du Parlement tout-puissant, les fonctions de Premier ministre. Puis, en 1782, les Affaires étrangères, qui depuis plus d'un siècle avaient été gérées parallèlement par les deux secrétaires, l'un pour les pays du Nord ou protestants, l'autre pour ceux du Sud ou catholiques, furent attribuées en entier à l'un d'eux : c'est ainsi que Fox fut le premier secrétaire d'État du *Foreign office* et Shelburne (plus tard Lord Landsdowne) le premier secrétaire du *Home office*. Ajoutons tout de suite, sans insister d'ailleurs, qu'un secrétaire d'État pour la guerre (*War office*) fut institué en 1794, au moment des guerres contre la Révolution française ; il gérait, en outre, les *Colonies*, qui lui furent enlevées au moment de la guerre de Crimée (1854) pour former un département ministériel distinct. Enfin, l'*Inde*, après la répression des *Cipayes*, constitua un cinquième ministère (1858) et, en 1918, celui de l'Aviation fut le sixième. Cependant, par une de ces fictions que l'on rencontre si souvent dans les institutions anglaises où les précédents conservent une grande autorité, l'unité primitive de la secrétairerie subsiste : les six secrétaires sont pour ainsi dire interchangeables et, si l'un des titulaires, pour une cause quelconque, est obligé d'interrompre son service, il peut être remplacé par un quelconque de ses collègues. Le ministre du *Home office* a d'ailleurs, il est vrai, la préséance sur les cinq autres ; mais cela s'explique simplement par le fait qu'en 1782 Shelburne, étant lord, occupait dans la hiérarchie sociale un rang supérieur à celui de Fox. Dernière remarque caractérisant toujours l'esprit conservateur des institutions britanniques : l'humble origine de la fonction et le fait qu'elle fut d'abord gérée par un serviteur privé du roi permettent d'expliquer que la nomination des secrétaires d'État n'est pas annoncée officiellement ; leurs noms sont simplement imprimés dans la *London Gazette*, comme ceux des autres fonctionnaires de la Cour.

Dans les attributions du *Home office* figurent les affaires intérieures de l'Angleterre et de la principauté de Galles, même, en certains cas, celles de l'Écosse et de l'Irlande septentrionale. Finalement, on peut dire que tout ce qui n'est pas attribué soit par la loi, soit par la coutume, à un autre département relève du *Home office*. Il n'importe pas, d'ailleurs, que le titulaire de cet office ait une compétence personnelle sur tant de matières administratives ; on exige de lui seulement de l'autorité et du jugement pour défendre devant le Parlement le travail de ses bureaux ; le détail administratif est l'affaire spéciale d'un sous-secrétaire : le *Parliamentary Under secretary*.

Ces données générales sont exposées par M. Troup dans les deux premiers chapitres de son livre. Les suivants abordent les cas particuliers, dont l'origine pour certains remonte haut dans le Moyen Âge ; ceux, par exemple, qui ont leur racine toujours vivace dans la « Prérogative royale » (ch. III et V). C'est en effet par l'intermédiaire du secrétaire d'État que doivent passer les pétitions, suppliques

et adresses, présentées au souverain, la création des pairs, des barons, des chevaliers des divers ordres (de la Jarretière, du Chardon, de Saint-Patrice, du Bain, de Saint-Michel et Saint-Georges, de Victoria, etc.), les rangs de préséance dans les cérémonies officielles, les nominations épiscopales, le droit de grâce (ch. v). La principale de ces prérogatives est le maintien de la « Paix royale » ; elle fut confiée d'abord à des *conservatores pacis*, puis, depuis 1327, à des « juges de paix » nommés par le roi et, de nos jours, à des « constables » ou milice volontaire levée en cas de soulèvement populaire. En matière de justice criminelle, d'extradition, le secrétaire d'État tient parfois le rôle d'un ministre de la Police ; c'est ainsi que, depuis le xvii<sup>e</sup> siècle, il peut intercepter les lettres et les faire passer au Cabinet noir. A son département appartiennent encore le service pénitentiaire, organisé seulement au xix<sup>e</sup> siècle d'après des principes humanitaires, les maisons de détention et de relèvement moral pour les enfants et adolescents (ch. viii et ix), la surveillance des étrangers et la déportation des criminels (ch. x), la protection de la population ouvrière dans les usines (ch. xi) et dans les boutiques, la fabrication et la vente des liqueurs et drogues nuisibles à la santé (ch. xii), les explosifs et les incendies (ch. xiii) ; enfin, tout ce qui peut porter atteinte à l'ordre public et aux bonnes mœurs (ch. xiiii). Dans un dernier chapitre est exposée l'organisation administrative, comprenant sept divisions et à la tête de laquelle est placé le sous-secrétaire d'État permanent. C'est affaire aux spécialistes d'examiner de près tous les rouages de cet énorme mécanisme.

Du *Home office* ont été détachés les quatre ministères de l'Agriculture, des Colonies, de l'Hygiène et de l'Aviation, traités chacun dans un volume spécial qu'il faut examiner maintenant.

Ce n'est pas avant la fin du xviii<sup>e</sup> siècle que le problème agricole a été étudié scientifiquement, et tout d'abord non par l'État, mais par des sociétés privées<sup>1</sup>. Un riche propriétaire foncier qui possédait 100,000 acres de terre en Écosse, Sir John Sinclair (1754-1835), adepte fervent des nouvelles méthodes d'agriculture, sollicita et obtint en 1793 une charte royale « pour encourager l'agriculture et le progrès intérieur ». Malgré l'appui du roi (George III, sous le pseudonyme de Ralph Robinson, collabora aux *Annals of agriculture* d'Arthur Young) et le précieux appui apporté à l'œuvre par Young, la Société périclita et dut se dissoudre en 1822. Elle fut remplacée en 1838 par une *Royal agricultural Society*, dont les études contribuèrent à faire admettre par le gouvernement deux importantes mesures : l'une pour la transformation des dîmes ecclésiastiques et seigneuriales et leur remplacement par des redevances en argent ; l'autre pour la suppression du *copyhold* ; cet antique mode de tenure, propre au régime manorial, fut aboli seulement en 1926. La question des *Inclosures*, si souvent agitée depuis le Moyen Âge et qui changea si complètement d'aspect à la suite des transformations politiques et sociales des xvi<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles, fut étudiée spécialement au xix<sup>e</sup> par une *Land Commission for England*, département placé d'abord sous la juridiction du *Home secretary* jusqu'à la création d'un Bureau spécial, le *Board of agriculture* (1889), auquel fut joint plus tard (1903) le service des Pêcheries. Le Bureau fut affranchi définitivement en 1919 sous le titre de *Ministry of agriculture and fisheries*. Les sept divisions de ce ministère sont chargées de diriger l'enseignement agricole, les cultures spéciales (la bet-

1. Sir Francis L. C. FLOUDD, *The ministry of agriculture and fisheries*, 330 p., 1927. Sir Francis fut de 1920 à 1927 secrétaire permanent du ministère.

terave à sucre, le lin, le tabac, etc.), la condition des terres, leur distribution en petites propriétés rurales, la transformation des dîmes, des possessions jadis inféodées aux desservants ecclésiastiques (*glebe lands*), aux Universités et collèges, l'amélioration du sol, l'accroissement des terres arables par des travaux d'art, en particulier par le drainage du district marécageux du *Fen country*, aujourd'hui un des plus riches du royaume en produits agricoles ; la guerre aux rats et aux souris, dont les ravages coûtent des millions chaque année au pays, etc. — Le chapitre xvii sur les pêcheries a pour auteur M. Henry G. MAURICE. Le chapitre xviii se rapporte au célèbre établissement de *Kew Gardens*, si important pour l'étude et même la reproduction de plantes d'agrément, et surtout de cultures exotiques, telles que le caoutchouc. Enfin, le dernier chapitre est consacré aux travaux de l'*Ordnance survey*, département chargé d'établir d'après les méthodes les plus scientifiques la carte physique, politique et administrative de la Grande-Bretagne. Ce service fut institué en 1746 au lendemain de la défaite des Jacobites à Culloden, à l'effet d'organiser militairement la défense du pays contre toute nouvelle tentative du même genre. Le premier directeur fut William Roy, attaché au service de l'armée comme quartier-maître, puis comme général major. Le travail est actuellement effectué sous la surveillance d'officiers d'État-major dans les quatre bureaux d'Édimbourg, d'York, de Norwich et de Bristol ; les cartes sont imprimées à Southampton, où est centralisé tout le service. Les géographes et les historiens apprécieront les détails donnés ici sur les publications justement célèbres de l'*Ordnance survey*.

M. FIDDES a été chargé d'exposer les origines et le fonctionnement du ministère des Colonies<sup>1</sup>. Son histoire remonte à l'année 1660, où fut créé un *Council of foreign plantations*, qui dura, sous divers noms et après quelques éclipses momentanées, jusqu'en 1782. Ses services, après avoir passé pendant un temps à l'Intérieur et à la Guerre (1801), furent, en 1854, attribués à un secrétaire d'État particulier. C'est de cette époque que date le *Colonial office*. Depuis que certaines des anciennes colonies sont devenues des autorités autonomes et plus ou moins indépendantes, les affaires de ces Puissances ou *Dominions* sont gérées par le secrétaire d'État responsable. L'ouvrage de M. Fiddes est divisé en trois parties pour l'administration centrale, les colonies et protectorats et, enfin, les *Dominions*. Dans cette dernière sont étudiées les questions si délicates relatives à l'émigration et au recrutement des travailleurs (notamment des Hindous), l'organisation des anciennes colonies allemandes ou « terres à mandat » attribuées à l'Australie et à l'Afrique méridionale, les rapports de ces Puissances avec le gouvernement central, qui n'est plus maintenant la « mère-patrie » ; enfin la composition actuelle du *Dominions office*. Cette sèche et incomplète énumération suffira sans doute pour montrer l'extrême importance d'un ministère dont la compétence s'étend sur le monde entier.

Le ministère de l'Hygiène date de 1925<sup>2</sup> ; mais son histoire se rattache directement à l'ancienne législation sur l'Assistance publique. Jusqu'à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, l'application des *Poor laws* était abandonnée aux paroisses ; à partir de 1800, le gouvernement, cédant aux pressantes instances d'Edwin Chadwick, se substitua à une

1. Sir George FIDDES, *The Dominions and colonial office*, 1926, 288 p. Sir Georges a le titre de Permanent Under-secretary of State for Colonies.

2. Sir Arthur NEWSHOLME, *The ministry of Health*, 1925, 272 p. M. Newsholme fut « Principal medical officer » dans le « Local government Board » d'Angleterre et de Galles (1908-1919), service rattaché ensuite au ministère de l'Hygiène.

pratique surannée et inopérante. Une Commission royale nommée en 1834 après la terrible épidémie de choléra de 1831 fit et publia des enquêtes sur la condition du travail dans certaines manufactures ; encore fallut-il attendre jusqu'en 1919 pour qu'une loi organisât méthodiquement l'administration sanitaire. Alors furent créés des bureaux pour la surveillance des usines et ateliers, pour le service médical, pour l'inspection des écoles, etc. L'administration centrale intervint en tout ce qui touche l'alimentation, les eaux, le balayage, les égouts, les taudis, les assurances contre la maladie, la vieillesse, le chômage, les maladies contagieuses. Chacun de ces points est traité en autant de chapitres particuliers qui montrent le mécanisme toujours plus compliqué et plus dispendieux d'un ministère soumis au contrôle permanent du Parlement.

Le volume sur le ministère de l'Aviation n'a pas encore été publié. Mais ce n'est pas s'éloigner beaucoup du *Home office* que de mentionner ici le *Board of education*, qui répond à peu près à notre ministère de l'Instruction publique<sup>1</sup>. Je dis à peu près, car les différences sont considérables ; là où nous disons *instruction*, nos voisins disent *education*, ce qui est autre chose. Chez nous, depuis la Révolution et l'Empire, l'instruction publique est une affaire d'État, centralisée, d'un libéralisme incertain quand il n'est pas entravé par des intérêts politiques. Outre-Manche, l'enseignement fut longtemps libre. C'est seulement après la réforme parlementaire de 1832 que l'État est intervenu dans son fonctionnement, et tout d'abord sous forme de subventions votées parcimonieusement par les Communes en faveur des classes pauvres (1833) ; en 1856, un ordre du Conseil établit un *Educational department*, qui fut transformé ensuite par un *Elementary education act* (1870). L'État a dès lors commencé à s'occuper des écoles primaires ; mais il a bien soin de laisser l'application des lois aux autorités locales. Les établissements sont tous privés. Les directeurs ne sont soumis qu'au contrôle plus ou moins vigilant de ces autorités élues et responsables seulement devant leurs électeurs ; l'État les subventionne en raison des succès qu'ils obtiennent. Le but que se propose le service de l'enseignement est « de rendre les gens meilleurs, plus sages, plus heureux, de rendre la société plus cohérente, plus stable et plus prospère » ; mais son action laisse le champ libre à l'initiative individuelle. En 1918, on a commencé d'organiser un système national « sur la base d'une égale opportunité pour toute personne capable d'en profiter », formule vague qui exclut toute idée d'un système logiquement conçu. *Système*, mot dangereux, nous dit-on (p. 57), et que l'Anglais n'aime guère ; pour lui, c'est de la fonte (*cast iron*), mauvais métal et qui ne vaut pas l'argent qu'il coûte. Il existe aujourd'hui un corps d'inspecteurs, correspondant aux trois principales branches de l'enseignement : élémentaire, secondaire et technique. Rien pour le Supérieur, qui occupe chez nous une si grande place ; il est laissé aux Universités, qui sont indépendantes, même quand elles sont dotées en partie par l'État, et dont le rôle est de former des jeunes gens (et jeunes filles) pour la vie civile, autant et plus que pour les études que nous appelons supérieures. Tout un chapitre (ch. 11) énumère les attributions qui appartiennent à notre ministère et dont le *Board of education* n'a pas à connaître. Les chapitres suivants fournissent tout le détail intéressant l'organisation centrale, le budget, le service d'ins-

1. Sir Lewis Amherst SELBY-BIGGS, *The Board of education*, 1927, 299 p. Sir Lewis a été le « Permanent secretary » de ce service de 1911 à 1925. Il a donc collaboré à l'œuvre si considérable accomplie par le R. H. Herbert Fisher.



pection et d'examen, la compétence et le contrôle des autorités locales, la question confessionnelle si délicate en présence d'une Église d'État qui pendant longtemps a exercé en cette matière une sorte de monopole moral. Le chapitre xi traite des professeurs ; le douzième et dernier des fondations charitables et autres qui ont aidé les établissements libres à vivre sans être soumis au contrôle de l'État. Une conception aussi réaliste ne pourrait-elle pas suggérer d'utiles idées à ceux qui, chez nous, ont la lourde charge de diriger l'instruction publique ?

Le service postal est trop spécial pour qu'on s'y arrête longtemps ici<sup>1</sup>. Le chapitre i en résume l'histoire depuis le xvi<sup>e</sup> siècle, où paraît le premier maître général (*master of the posts*), Sir Brian Tuke (1512) ; les services réguliers commencent à fonctionner en 1591, et en même temps l'État s'en réserve le monopole. Établi d'abord seulement pour les besoins de la royauté, qui voulait y trouver à la fois un moyen de contrôle politique et une source de revenus pour le Trésor, l'Office ne tarda pas à être ouvert aux particuliers, et alors l'administration dut lutter contre la fraude et la concurrence. Un marchand de Londres, William Dockwra, imagina en 1680 d'établir à ses frais et pour son profit un service rival à tarif uniforme et réduit. Sa « penny post », tolérée tant qu'elle ne donna aucun bénéfice, fut supprimée au profit du duc d'York dès qu'elle commença de prospérer. Son idée fut reprise en 1840 quand la « Penny post » officielle fut définitivement mise en vigueur. Sur l'organisation du service intérieur et maritime, sur l'application des inventions nouvelles : vapeur, télégraphes et téléphones, sans fil, aviation, l'auteur donne les renseignements les plus autorisés. Nous ne pouvons guère le suivre sur ce terrain.

L'office de secrétaire d'État pour l'Inde fut créé en 1858 par une loi qui transféra les pouvoirs de l'antique *East India Company* à la Couronne. C'est M. SETON qui en décrit l'organisation<sup>2</sup>. Il débute naturellement par un tableau rapide de l'organisation administrative telle qu'elle existait sous le régime de la Compagnie et qui fut en grande partie maintenue sous le nouveau régime. Les chapitres iv, sur le gouvernement tel qu'il est organisé maintenant, et v, sur le contrôle parlementaire, offrent un intérêt général qu'on ne saurait priser trop haut. Quant aux détails sur le recrutement du personnel administratif, sur les départements spéciaux où sont traitées les affaires judiciaires, ecclésiastiques, politiques et militaires, les questions de l'hygiène et de l'émigration, les renseignements sont abondants et de toute première main. Nous devons faire un accueil particulièrement bienveillant au chapitre xiv sur les services des bibliothèques et des archives. Quant aux très graves problèmes que posent actuellement les rapports des Hindous et des Musulmans indigènes, à la fois entre eux et avec le gouvernement central, quant au malaise politique et social qui, depuis la Grande Guerre surtout, a suscité de si redoutables conflits et créé tant de soucis aux chefs responsables de l'Empire, on ne trouvera dans ce livre que des indications rapides. L'auteur s'est abstenu de faire intervenir la politique dans un traité consacré essentiellement aux institutions administratives.

1. Sir Evelyn MURRAY, *The Post office*, 1927, 229 p. Sir Evelyn est « secretary to the P. O. » depuis 1914.

2. Sir Malcolm C. C. SETON, *The India Office*, 1925, 199 p. Sir Malcolm est Deputy under-secretary of State à l'*India Office*. Il déclare dans sa préface que les chapitres sur les finances, les chemins de fer, le service médical, ont été rédigés par son « assistant », M. S. F. Stewart, et il reconnaît devoir beaucoup aux ouvrages de Sir William Foster, le savant historiographe de l'*India Office*.



Parmi tous ces départements ministériels, celui qui emploie peut-être aujourd'hui le moins de fonctionnaires (soixante-seize en tout), bien qu'il soit le plus utile de tous, comme l'est la circulation du sang dans le corps humain, est le Trésor<sup>1</sup>. Le Trésor, c'est, par définition officielle, les « Commissaires du Trésor » : *Commissioners of His Majesty's Treasury*. Ils constituent l'administration (*Board* et non *Ministry*) du Trésor et comprennent un Premier lord, qui est normalement le Premier ministre, un Second lord, qui est le Chancelier de l'Échiquier, un certain nombre de « Junior lords », actuellement au nombre de cinq, dont deux sans traitement, trois secrétaires, dont deux sont des agents politiques, changent avec le ministère au pouvoir et servent d'intermédiaire entre les ministres et les chambres; enfin, trois contrôleurs et un nombre restreint de rédacteurs (*clerks*). Les chapitres II et III exposent rapidement, et sans ajouter beaucoup à ce que l'on savait déjà, l'histoire et l'organisation de l'Échiquier et du Trésor depuis le XII<sup>e</sup> siècle; les suivants (IV-X) font connaître la situation actuelle; dans le chapitre X sont analysés les règlements qui ont présidé, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, aux rapports entre le Trésor et le Service civil; enfin, le chapitre XV et dernier ne présente qu'un intérêt anecdotique: il parle des bâtiments où s'accomplit le travail de ce gros ministère.

Remarquons en finissant la puissante influence exercée par trois grandes révolutions, d'un caractère d'ailleurs essentiellement pacifique: le renversement des Stuarts et, avec eux, du pouvoir personnel, l'introduction de l'élément démocratique depuis 1832; enfin, l'ébranlement produit par la Grande Guerre. L'avènement de la démocratie et du socialisme, la centralisation administrative sont des faits relativement récents que les livres analysés plus haut mettent en pleine lumière, même quand ils n'y sont pas dogmatiquement exposés.

Ch. BÉMONT.

---

G. LACOUR-GAYET, membre de l'Institut. **Talleyrand (1754-1838)**. T. I : 1754-1799. Paris, Payot, 1 vol. in-8°, 426 pages, avec 8 pl. hors texte; prix : 40 fr.

Le nom de Talleyrand remplit l'histoire de France et même celle de l'Europe depuis le jour où, en 1775, à vingt et un ans, il fut désigné par la province de Reims comme député à l'Assemblée du clergé jusqu'à celui où, en novembre 1834, il quitta l'ambassade d'Angleterre. Pendant ces cinquante-neuf années d'une vie qui dura quatre-vingt-quatre années, il servit successivement tous les régimes, ou à peu près, qui se sont succédé en France, Louis XVI, la Révolution, le Directoire, le Consulat, l'Empire, la Restauration, le gouvernement de Juillet. Les historiens de chacun de ces régimes ont rencontré devant eux et ont étudié des fragments de son existence. Mais n'était-il pas nécessaire de l'étudier lui-même en ses transformations, ses variations et ses palinodies, de le mettre au centre d'un récit suivi, de l'expliquer et de le faire comprendre? C'est ce qu'a voulu faire M. Lacour-Gayet.

On nous renverra peut-être aux *Mémoires de Talleyrand* que le duc de Broglie a

1. Sir Thomas L. HEATH, *The Treasury*, 1927, 238 p. Sir Thomas fut « joint permanent secretary » de 1913 à 1919.

publiés, en cinq volumes, dans les années 1891-1892. L'authenticité de ces *Mémoires* est, en général, reconnue aujourd'hui ; mais Talleyrand, qui s'étend longuement sur les dernières années de sa vie, passe parfois très vite sur les premières, et ses assertions demandent à être contrôlées avec soin. C'est ce contrôle qu'établit M. Lacour-Gayet. Il montre que souvent la vérité a été altérée par le ministre de la Restauration parlant de son rôle sous la Révolution, que maintes fois tel ou tel fait a été passé par lui délibérément sous silence. Pour cette confrontation, il a consulté les pièces d'archives, publications et journaux de l'époque, témoignages des contemporains. Sa documentation, pour être renvoyée discrètement à la fin du volume, ne laisse pas que d'être très riche.

Albert Sorel a écrit quelque part : « On a dit tant de mal de Talleyrand que, pour parler de lui avec quelque nouveauté, il en faut dire du bien. » M. Lacour-Gayet n'a pas recherché cette originalité. Il ne dissimule point les grands défauts de l'homme, sa versatilité, ses besoins d'argent, son amour du luxe, sa vie dissipée ; mais il s'efforce de nous le faire comprendre et de l'expliquer ; il n'a point contre le prêtre qui a jeté sa chasuble aux orties les indignations d'un Welschinger ; il nous entretient de lui avec calme, sans passion, *sine ira et studio* ; et il en résulte un double avantage : nous saisissons mieux la suite des événements qui ont agi sur Talleyrand plus qu'il n'a agi sur eux, et le portrait qu'il nous trace de lui gagne en ressemblance.

Dans ce premier volume, nous pouvons distinguer quatre parties : la jeunesse de Talleyrand ; son rôle à l'Assemblée constituante ; son séjour en Angleterre et son voyage en Amérique ; son administration comme ministre des Relations extérieures sous le Directoire. Sur chacune de ces périodes, M. Lacour-Gayet nous apporte des précisions.

Talleyrand naquit à Paris le 2 février 1754 ; un accident le rendit boiteux pour le reste de ses jours. On ne pouvait désormais songer à lui pour la carrière militaire ; on fit de lui un prêtre ; à seize ans, après d'assez médiocres études au collège d'Harcourt, il entre au séminaire de Saint-Sulpice ; il y a des aventures, l'une qu'il avoue en ses *Mémoires* — il s'agissait de M<sup>lle</sup> Luzy, de la Comédie-Française — l'autre avec la fille mineure d'un riche rôtisseur du quartier. En 1775, il assiste au sacre de Louis XVI ; il est délégué par la province ecclésiastique de Reims, où son oncle est coadjuteur à l'Assemblée du clergé. Le 18 décembre 1779, il est ordonné prêtre et, en 1780, il devient agent général du clergé ; dans cette fonction, il fait l'apprentissage des affaires et s'enrichit. En même temps, il se pousse dans le monde et se constitue un cercle de belles amies, la comtesse de Brionne, la marquise de Montesson et surtout Émilie Filleul (celle-ci se maria avec un gentilhomme, de Flahaut de La Billarderie. Talleyrand eut d'elle un fils, Charles-Joseph de Flahaut qui se fit aimer de la reine Hortense et lui donna un fils, le duc de Morny. Ce dernier est ainsi petit-fils de Talleyrand). Le baron de Vitrolles avait donc raison de dire de Talleyrand : « Les deux mobiles de cette existence ont été l'amour des femmes et l'amour de l'argent. » Talleyrand n'en fut pas moins nommé évêque d'Autun par brevet du 2 novembre 1788 et confirmé par les bulles pontificales du 15 décembre suivant. « Cela le corrigera », avait dit Louis XVI.

Évêque d'Autun, il fut élu député du clergé aux États généraux que le roi avait convoqués à Versailles, et à ces États, qui se transformèrent en Assemblée constituante, il va remplir un rôle de premier plan. Il intervint dans de nombreuses discussions, notamment dans celle sur la déclaration des droits de l'homme, sur la question des Juifs portugais et avignonnais, sur l'uniformité des poids et mesures ;

c'est lui, l'ancien agent du clergé, qui, pour combler le gouffre de la dette, proposa de mettre à la disposition de la nation les biens du clergé. Il prépara la grande manifestation du 14 juillet 1790 ; sur l'autel de la patrie il dit la messe en présence des fédérés des quatre-vingt-trois départements ; et le soir il se rendit à une maison de jeu où, à deux reprises, il fit sauter la banque. Il prêta comme évêque le serment constitutionnel, et, au début de 1791, sous prétexte qu'il avait été élu administrateur du département de Paris, il donna sa démission, ce qui ne l'empêcha pas de sacrer, le 24 février suivant, les évêques élus du Finistère et de l'Aisne. Dans les dernières journées de la Constituante, les 10, 11 et 19 septembre, il donna lecture à l'assemblée d'un volumineux *Rapport sur l'instruction publique*, qui encore aujourd'hui garde un véritable intérêt.

L'Assemblée constituante se sépara le 30 septembre 1791 ; aucun de ses membres ne pouvait faire partie de la nouvelle assemblée, ni recevoir avant deux années aucune situation officielle. Talleyrand va-t-il donc être confiné dans son rôle d'administrateur du département de Paris ? Non point ; à défaut d'une mission officielle, on lui donna une mission privée en Angleterre pour obtenir la neutralité de cette puissance dans la guerre qui menaçait sur le continent, et, à diverses reprises, il franchit la Manche dans les deux sens. Il se trouvait ainsi à Londres au moment où la Convention le décréta d'accusation, le 5 décembre 1792 ; il va y demeurer pendant toute l'année 1793. Le voilà donc exilé, compté au nombre des émigrés, et de cette société des émigrés à Londres M. Lacour-Gayet trace un très joli tableau. Mais un coup de théâtre se produisit en janvier 1794 ; un ordre de Georges III signifia à Talleyrand de quitter l'Angleterre dans les cinq jours, en vertu de la loi sur les étrangers. En fait, il s'en alla au début de mars et, l'Europe étant fermée, il vogua vers la libre Amérique. Dans ce pays jeune, que de sensations nouvelles pour lui ! M. F. Baldensperger écrit fort joliment : « Talleyrand, aride et desséché jusqu'à ne plus ressentir, à force de lucidité intérieure, la vie distincte de son être, semble reconnaissant à quelques chevauchées nocturnes, en pleine forêt américaine, d'une impression qu'il ne pourra demander plus tard qu'au tapis vert de la diplomatie : sentir vraiment que l'on vit, éprouver la petite secousse du *moi* qui se connaît par ses réactions profondes<sup>1</sup>. » Mais les spéculations auxquelles il se livre ne réussissent pas. Cependant, le 4 septembre 1795, la Convention nationale l'avait rayé de la liste des émigrés ; quand il connut la nouvelle, il se rembarqua et, après un détour par Hambourg, il arriva à Paris le 20 septembre 1796.

Il y vécut d'une vie difficile ; il lui fallait une place lui procurant honneur et gros traitement. Grâce à Barras et aux intrigues de M<sup>me</sup> de Staël, il remplaça, le 18 juillet 1797, Charles Delacroix au ministère des Relations extérieures et il garda ce poste jusqu'au 20 juillet 1799. Il n'est point entré dans le plan de M. Lacour-Gayet de nous exposer la politique étrangère de la France pendant ces deux années, puisque aussi bien cette politique était conduite par les directeurs et spécialement par Reubell, comme l'a montré M. Raymond Guyot. Ce qu'il nous expose, c'est le rôle personnel de Talleyrand, lors du coup d'État du 18 fructidor — le ministre espérait devenir directeur en place de Carnot ou de Barthélemy — ses relations avec Bonaparte, la grande fête du 3 janvier 1798 offerte à « Madame Bonaparte », son mariage avec M<sup>me</sup> Grand, celle qui répétait : « Je suis d'Inde. » Il se pose même

1. *Le mouvement des idées dans l'émigration française*, t. I, p. 15.

une question plus intime : le peintre Eugène Delacroix, né le 26 avril à Charenton-Saint-Maurice, ne serait-il pas le fils de Talleyrand? et il penche pour l'affirmative. Pourtant, en une affaire politique la responsabilité de Talleyrand est nettement engagée ; c'est lui qui eut l'idée de l'expédition d'Égypte. Bonaparte était encore sur les bords du Nil quand Talleyrand donna sa démission de ministre. Celui-ci était-il poussé seulement à cet acte par les ennuis que lui causait le procès intenté par l'adjudant général Jorry? Il ne le semble pas. Il abandonna le navire au moment où il allait sombrer. Il se dégagea d'un gouvernement disqualifié : « Talleyrand », écrit M. Lacour-Gayet, « fut toute sa vie l'homme qui devina d'où allait venir le vent et qui sut s'équiper en conséquence. » Pour avoir abandonné à temps le Directoire, Talleyrand se retrouva, quatre mois plus tard, ministre du consul Bonaparte, et pendant sept ans il allait sinon diriger, du moins surveiller (à côté de Napoléon) la politique extérieure de la France.

Nous souhaitons vivement que M. Lacour-Gayet puisse bientôt poursuivre cette étude. Nous en attendons la suite avec impatience, bien persuadé que nous y retrouverons les mêmes qualités qui distinguent ce premier volume : grand souci d'exactitude et de précision, impartialité dans le jugement, charme de l'exposition. A tous ses titres antérieurs, M. Lacour-Gayet ajoutera celui d'historien de Talleyrand.

Chr. PFISTER.

**Festskrift til Kristian Erslev, den 28 decbr. 1927, fra danske Historikere.**

Udgivet af den Danske historiske Forening. København, Hagerups Boghandel. 1 vol. gr. in-8°, 701 pages.

L'important volume de *Mélanges* offert par les historiens danois à M. Kristian Erslev lors de son soixante-quinzième anniversaire comprend vingt-neuf mémoires et constitue un brillant échantillonnage des activités les plus remarquables de l'historiographie danoise contemporaine. M. Erslev lui-même constatait trois ans avant la Grande Guerre que les événements de 1864 avaient suscité une orientation nouvelle de la science historique en son pays : sa génération a accompli un travail considérable caractérisé par de nombreuses publications de documents, une critique systématique des sources, la plupart des chercheurs négligeant l'histoire extérieure pour élucider le développement intérieur du peuple danois, l'histoire des mœurs, des institutions et de la culture nationales, ou encore se vouant à l'étude des origines scandinaves... Tels sont encore les traits qui caractérisent le présent volume où les origines, le droit, les institutions, la vie locale retiennent l'attention bien plus que la participation du Danemark à l'évolution politique de l'Europe et aux événements internationaux.

Le fait qu'aucun de ces mémoires si divers, et qui embrassent tout le champ de la durée historique danoise, n'est négligeable interdit l'espoir d'un compte-rendu en règle. Les plus particuliers méritent d'être lus, tel le pénétrant essai de M<sup>me</sup> Lis Jacobsen sur l'inscription de Sjaelle<sup>1</sup>, où apparaissent les tendances d'une jeune école de runologues affranchis de quelques préjugés qui égarèrent parfois leurs

1. *Sjaelle-Stenen*.

devanciers. Les recherches de M. Svend Aakjaer sur le *Herred* et le *Sogn*<sup>1</sup>, qui montrent les premières circonscriptions administratives en étroit rapport avec l'équipage des anciens bateaux à rames scandinaves, ouvrent des vues curieuses sur les plus anciennes institutions germaniques et combattent certaines théories généralement admises par les historiens du droit allemands. M. Johannes Steenstrup esquisse une sorte de philosophie de l'histoire des runes<sup>2</sup>. M. Hugo Matthiessen expose l'histoire de la route qui relia dès les origines de l'histoire le Slesvig au nord de la péninsule jutlandaise<sup>3</sup>.

Le Moyen Age et la Renaissance sont représentés, entre autres, par les recherches de M. Poul Nørnlund<sup>4</sup> sur la répartition de la propriété, un travail de M. M. Mackeprang<sup>5</sup> sur les églises médiévales du Danemark, une importante étude de M<sup>me</sup> Ellen Jørgensen sur les manuscrits latins de la Bibliothèque royale de Copenhague<sup>6</sup>. M. Chr. Axel Jensen relève les dessins de monuments et de paysages que présentent les anciens sceaux danois<sup>7</sup>. M. J. Oskar Andersen détermine avec précision les débuts de la Réforme en Danemark<sup>8</sup>. M. Eiler Nyström apporte une utile contribution à la biographie de Tycho Brahé<sup>9</sup>.

M. Louis Boré<sup>10</sup> pose les jalons d'une attachante histoire des relations dano-hollandaises au triple point de vue politique, culturel et économique, relations particulièrement fécondes aux xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècles, et regrette qu'après Christian VI le prestige du Brandebourg ait fait évincer les techniciens et conseillers hollandais au profit d'immigrés prussiens.

L'histoire des lettres côtoie l'histoire militaire : M. Th. A. Muller<sup>11</sup> fait revivre Ambrosius Stub, le premier en date des lyriques notables du Danemark (1705-1758) ; le rôle de Frédéric IV chef d'armée est mis en lumière par M. A. T. Tuxen<sup>12</sup>.

Avec le xix<sup>e</sup> siècle, l'histoire proprement politique fait son apparition, qu'il s'agisse de la crise slesvigoise — et européenne — de 1848<sup>13</sup>, de l'attitude de Bismarck à la conférence de Londres<sup>14</sup>, ou du concours qu'apporta à sa politique d'annexion l'historien Treitschke<sup>15</sup>, ou des négociations du ministère Estrup au sujet du traité de Prague<sup>16</sup>...

A ce volume entièrement rétrospectif, M. P. Munch<sup>17</sup> apporte une conclusion où

1. *Om det olddanske Herred og Sogn.*

2. *De danske Runestene i deres Forhold til Landets og Folkets Historie.*

3. *Hærvejen gennem Jylland. Introduktion til det jyske Vejnets Historie.*

4. *Jordrotter paa Valdemarstiden.*

5. *Middelalderlige Kirkeudvidelser.*

6. *De middelalderlige latinske Manuskripter i det kgl. Bibliotek.*

7. *Sfragistik og Topografi.*

8. *Er 1527 i retelig Henseende Epokaaret i dansk Reformationshistorie?*

9. *Tyge Brahes Brud med Fædrelandet.*

10. *Holland og Danmark.*

11. *Om Ambrosius Stubs Liv og Personlighed.*

12. *Kong Frederik IV. s personlige Indsats som Krigsherre i den store nordiske Krig.*

13. *Axel Lønvald, Novemberministeriets Fredemaal.*

14. *Erik Møller, London-Konferencens Hovedproblem.*

15. *Treitschkes Overgang til Kravet om Preussens Anneksion af Hertugdømmerne.*

16. *Ministeriet Estrup og Ophævelsen af Pragfredens Artikel V.*

17. *Studiet af de sidste Aartiers Historie.*



se reflètent les préoccupations les plus pressantes de notre temps ; il estime que les historiens n'ont plus le droit de se désintéresser des événements contemporains ; les récentes catastrophes ont inspiré aux hommes le désir d'en connaître les causes pour en éviter le retour : « L'histoire se range désormais parmi les sciences dont les peuples exigent qu'elles soient directement utiles. » Une adaptation de la méthode aux circonstances présentes est nécessaire et possible : « Le considérable progrès du dernier demi-siècle en ce qui concerne le nombre, la nature des sources et la possibilité de les atteindre, annonce pour la science historique une révolution comparable à celle que déterminèrent la critique moderne et les vues nouvelles sur l'évolution historique. » M. P. Munch énumère une série d'institutions créées pour faciliter les recherches d'histoire contemporaine — énumération incomplète quant à la France. — Il envisage une influence croissante de la science historique sur l'organisation des sociétés conformément à l'évolution qui tend à refouler sur toutes ses frontières le domaine de l'empirisme. — M. P. Munch n'ignore pas les objections que suggère son très remarquable exposé : on souhaite qu'il veuille bien quelque jour les envisager à nouveau dans leur ensemble.

Lucien MAURY.

---

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

**Histoire générale.** — William R. SHEPHERD. *Historical Atlas*, 6<sup>e</sup> édit. (University of London Press, 1927, gr. in-8°, xi p., 216 cartes et index de 93 p.; prix : 18 s.). — Atlas fort bien compris et exécuté, riche en cartes et en cartons, aussi complet qu'on peut le désirer pour guider les recherches à travers l'histoire du monde jusqu'en 1914. Si l'aspect politique, après chaque changement important, y domine, le côté économique n'est pas négligé. Professeur d'histoire à l'Université Columbia (New-York), l'auteur a donné une place importante à l'Amérique et surtout aux États-Unis. La bibliographie placée en tête du livre n'est pas très scientifique; elle annonce des ouvrages où l'auteur n'a pu puiser que de maigres renseignements et, d'autre part, il oublie un ouvrage aussi considérable que celui de Vidal de La Blache; mais on appréciera un Index qui contient au moins 25,000 noms de lieu répartis sur la surface entière du globe terrestre. Ch. B.

**Antiquité.** — Jean Rose INGERSOLL. *The Rome of Horace* (Colorado College Publications, general series n° 147, language series vol. III, 2, 1927, in-8°, 46 p.). — M<sup>lle</sup> Ingersoll a, dans cet article, recueilli et agréablement exposé, avec les références exactes, mais sans aucune vue ni conclusion générale, tous les renseignements fournis par Horace sur Rome et la vie matérielle, intellectuelle, sociale, religieuse et politique des Romains de toutes les classes. Charles LÉCRIVAIN.

**Allemagne.** — P. Paulus VOLK, O. S. B. *Die Generalkapitel der Bursfelder Benediktiner-Kongregation* (Münster, Aschendorff, 1928, in-8°, xii-120 p.; prix : 4 mk. 95. *Beiträge zur Geschichte des alten Mönchtums und des Benediktinerordens*, fasc. 14). — Le P. Volk s'est renfermé exactement dans le sujet annoncé par son titre. On ne trouvera rien dans son livre sur les origines, l'histoire, l'esprit de la Congrégation de Bursfeld, mais une étude sur l'organisation et la procédure du chapitre général : présidence, secrétariat, rédaction des recès, visitations, règlement des dépenses, périodicité, date, lieu, usages et cérémonial. Une bonne moitié de l'ouvrage est remplie par deux listes : d'une part, des chapitres généraux et des abbés qui y ont siégé; d'autre part, des monastères qui ont fait partie de la Congrégation. En somme, un travail un peu spécial, mais qui donne l'impression d'avoir été fait avec soin. E. JORDAN.

**Amérique centrale.** — L'histoire de l'Amérique centrale est représentée par un certain nombre d'ouvrages récemment parus à la librairie Genet : *Esquisse d'une civilisation oubliée : le Yucatan à travers les âges* (275 p.; prix : 40 fr.); — *Histoire des peuples Shoshones-Azèques : Amérique du Nord et Amérique centrale* (300 p.; prix : 50 fr.), par J. GENET; — *Histoire des peuples Mayas-Quichés : Mexique, Guatemala, Honduras* (255 p.; prix : 40 fr.), par P. GENET et P. CHELBATZ; — *Relación de las cosas de Yucatan*, par Diego DE LANDA; texte espagnol et trad. fr. par J. GE-

NET (2 vol. ; prix : 120 fr.) ; — *Descripción de la Ciudad de Mexico, antes y despues de la llegada de los conquistadores españoles* (200 p. ; prix : 30 fr.).

**Belgique.** — La librairie Albert Dewitt à Bruxelles met en vente le tome I d'une *Histoire de la Belgique contemporaine, 1830-1914*. C'est une œuvre collective, qui ne comporte aucun appareil documentaire. Nous nous contenterons aujourd'hui d'en reproduire la table des matières : 1° Formation du royaume de Belgique (1830), par le vicomte Ch. TERLINDEN ; 2° La Belgique et les puissances européennes, 1831-1914, par Alfred DE RIDDER ; 3° Histoire économique de la Belgique, par Fernand BAUDHUIN ; 4° Nos institutions représentatives, par Georges EECKHOUT. Chaque partie se termine par une bibliographie sommaire.

— M. Joseph DE SMET a rendu un signalé service aux études historiques et philologiques en rédigeant une *Table générale de la Revue belge de philologie et d'histoire* (t. I à V, 1922-1926) et du *Bulletin philologique et historique* (t. I et II, 1920-1921) (Bruxelles, aux Bureaux de la Revue, 1928, 200 p.). On y trouvera la liste des collaborateurs et des initiales, une table systématique des matières, des périodiques, des ouvrages nouveaux parus en Belgique et en Hollande, des notices nécrologiques, etc. Très utile instrument de travail.

— M. Michel HUISMAN prépare un ouvrage sur *La Belgique et les Pays-Bas au milieu des vicissitudes européennes. Le problème de leur sécurité*, qui s'appuiera sur les documents des Archives diplomatiques belges et du Record Office. Il en publie deux fragments, l'un sur *Le problème de la sécurité de la Belgique et des Pays-Bas à l'avènement du Second Empire* (extrait de la *Revue de l'Université de Bruxelles*, n° 3 de 1928, in-8° de 35 p.), qui fait suite au travail qu'il avait déjà donné sur la crise de 1848-1849, l'autre sur *La Belgique et les Pays-Bas pendant la crise de 1870* (extrait de *Le Flambeau* du 1<sup>er</sup> avril 1928 ; Bruxelles, in-8° de 14 p.).

**France.** — Salomon REINACH. *Éphémérides de Glozel* (Paris, Kra, 5<sup>e</sup> édit., 1928, 288 p. et 6 planches ; prix : 20 fr.). — Voici encore un de ces utiles répertoires de faits et de dates où se complait la riche érudition de l'auteur. Il remonte haut dans l'histoire si mouvementée de l'Affaire, jusqu'en 1752, mais c'est à partir du 11 janvier 1924 qu'il en suit pas à pas les surprenantes étapes, marquant les résultats des fouilles, exposant les controverses qui n'ont pas tardé à mettre aux prises ceux qui nient et ceux qui affirment l'authenticité du gisement. Après quelque hésitation, semble-t-il, au début (p. 40), il ne tarda pas à être convaincu que l'on se trouvait bien en présence d'objets prouvant l'existence en Gaule d'une civilisation déjà très développée plusieurs millénaires avant notre ère, à l'âge de la pierre, et soustraite à l'influence du mirage oriental. Les contradicteurs trouvèrent en lui un adversaire infatigable et de plus en plus excité. Un savant norvégien, glozélien fervent, ayant écrit (10 août 1927) qu'il « faut être aveugle ou malhonnête pour contester (l'authenticité de) Glozel », M. Reinach propose une autre formule non moins discourtoise : « Au lieu de malhonnête, je dirais jaloux et sot » (p. 137). Montée à ce ton, la discussion prend les allures d'un plaidoyer où le lecteur, déconcerté, se demande si par hasard le jugement de l'avocat n'a pas été altéré par l'aigreur de ses sentiments personnels et s'il a toujours traduit exactement la pensée des autres. C'est d'ailleurs ce qu'affirme à plusieurs reprises M. A. VAYSON DE PRADENNE dans une véhémement réplique aux *Éphémérides* (*L'affaire de Glozel* ; I : *Historique de l'affaire*, Paris, Paul Catin, 1928, 76 p. ; prix : 7 fr.). Nous voilà bien avancés.

On a essayé, dans la presse quotidienne, de disqualifier M. Reinach en l'accusant d'avoir tenu jadis pour authentique la tiare de Saïtapharnès et d'avoir contribué à la faire acquérir par le musée du Louvre. En appendice à son livre, il donne la preuve que les vrais responsables de l'erreur ont été les conservateurs du Louvre, Léon Heuzey et Héron de Villefosse. Sans doute, il faut l'en croire ; mais en ce temps-là il admettait que d'éminents spécialistes, ses « chers maîtres et amis », pouvaient de très bonne foi se tromper ; aujourd'hui, dans une affaire autrement compliquée, il manque d'indulgence autant que de sang-froid. Quoi qu'il en soit, le procès reste ouvert. Ne lit-on pas, dans une récente brochure (*Glozel?* par M. L. FRANCHET, *Revue scientifique* du 12 mai 1928) : « Le gisement est incontestablement de l'époque romaine » ; les objets trouvés « n'ont pu être fabriqués qu'avec un outillage en métal » ? Cela nous amène loin de l'époque néolithique. D'autre part, M. René DUSSAUD a fait paraître la communication qu'il n'a pu lire à l'Académie des inscriptions sur l'inauthenticité de l'écriture de Glozel (*Glozel à l'Institut*. Paul Catin, 1928, 52 p. ; prix : 5 fr.). Il dit en conclusion : « Tous les textes de Glozel sont faux, et également faux tous ceux d'écriture analogue trouvés en dehors de Glozel et qui n'ont été inventés que pour identifier l'écriture de Glozel. » Ces deux études, où la discussion porte sur des faits, non sur des personnes, présentent un incontestable intérêt scientifique. Nous n'en pouvons dire autant d'une satire où les Glozéliens sont copieusement tournés en ridicule pendant 250 longues pages. Ce pamphlet est intitulé *Glozel, vallon des morts et des savants*, par M. René BENJAMIN (A. Fayard, 1928). — Attendons la suite des *Éphémérides*. Ch. B.

— H. PRENTOUT. *Les États provinciaux de Normandie* ; t. III : *Preuves* (Caen, impr. Lanier, 1927, 320 p.). — Nous avons parlé récemment ici de la très utile histoire de ces États, que M. Prentout a retracée depuis leur origine jusqu'à leur fin au XVII<sup>e</sup> siècle. Dans le tome III, l'auteur nous donne un complément aux catalogues de sessions établis par ses prédécesseurs, de précieux documents inédits, des notes additionnelles et un index. Les documents inédits commencent avec des lettres de Philippe le Bel concernant l'aide pour fille marier et se terminent avec les lettres du duc d'Harcourt à Louis XVI demandant au roi de « remettre en activité » les États de Normandie. Je signalerai en particulier l'important procès-verbal de l'enquête faite sur les propos tenus par maître Fillon, député de Rouen, à la session de 1519, propos qui avaient paru irrévérencieux envers François I<sup>er</sup> ; cette pièce jette quelque lumière sur la vie et la figure des États provinciaux, et l'on sait combien de tels documents sont rares. PETIT-DUTAILLIS.

— La librairie Badiou-Amant, à Lyon, a mis en vente *La magnificence de la superbe et triomphante entrée de la noble et antique cité de Lyon, faite au Treschrestien roy de France Henry deuxième du nom et à la royne Catherine, son Espouse, le XXIII de septembre M.D.XLVIII*. C'est un recueil de relations et documents contemporains publiés par feu Georges GUIGUE, archiviste du département du Rhône, pour la Société des Bibliophiles lyonnais (Lyon, 1927, in-4° de 3 feuillets non chiffrés, plus 375 pages ; prix : 100 fr.). On trouvera dans ce volume : 1° le texte français de l'édition lyonnaise de 1549, avec fac-similé des gravures sur bois (seize, y compris le titre) ; 2° la version italienne, imprimée également à Lyon, en 1549 ; 3° des extraits de l'édition parisienne de 1548 ; 4° des pièces justificatives, où sont publiés des extraits des registres consulaires et des comptes du receveur de la ville, des quittances et mandats produits à l'appui des divers comptes, etc.

— Georges GRANDJEAN. *La vie héroïque de saint François Xavier* (Paris, s. d. [1927], éditions Baudinière, petit in-8°, 288 p.). — Relève d'un genre que l'on croyait périmé, le roman historique. L'auteur, préfacé par M. Georges Lecomte, ne s'est guère servi que du P. Bouhours et du P. Brou. Il écrit couramment *Atrayde* pour Ataide, une *proa* pour une *prao*, *Halkvit* pour Hakluyt et prend Zamorin pour un nom de pays. Il nous parle du « nom donné par les peuples *polygames* aux femmes *illégitimes* » et ses brahmanes sont bouddhistes. Vétilles chez un styliste dont voici un échantillon (p. 68) : « La plupart [des femmes dont Xavier a forcé les polygames à se séparer] devenaient des filles à matelot, mais l'organisation humaine était sauvée sur les déchetts. » La mission au Japon se réfugie dans une note (p. 192, n. 1) et se résume en cette phrase lapidaire : « Il est évident que l'accueil fait par les Japonais au Père François Xavier fut cordial et poli, voire même sympathique. » Ce livre rend indulgent pour les simples hagiographies. H. Hr.

— Karl CHRIST. *Tragédie du Sac de Cabrière, ein kalvinistisches Drama der Reformationszeit* (Halle, 1928, in-8°, iv-132 p.). — M. F. Benoît nous a donné récemment une édition de ce texte curieux, d'après un manuscrit des archives du Vatican. Mais, dès 1916, M. Christ avait signalé un autre manuscrit conservé dans la bibliothèque palatine de Heidelberg. Il est regrettable que les deux érudits ne soient pas entrés en contact, au moins lorsqu'en 1924 M. Benoît fit connaître sa découverte. M. Christ fait précéder sa transcription (le manuscrit est dédié au Palatin Christophe) d'une excellente étude sur la bibliographie du massacre (voyez notamment, p. 7, le *De bello in Caprerienses commentaria* de Jacques Bonjour, 1549) et sur la place de cette « tragédie » dans l'histoire littéraire. H. Hr.

— Pierre DEZ. *Histoire des protestants et de l'Église réformée de l'île de Ré* (La Rochelle, F. Pijollet, 1926, in-8°, x-220 p., une carte, 2 fig.). — C'est une bien petite partie du territoire français que l'île de Ré. Mais l'activité de sa population maritime et le voisinage de La Rochelle lui confèrent une importance particulière, notamment dans l'histoire du protestantisme. Si l'état actuel de la documentation n'a pas permis à M. Dez d'ajouter grand'chose à ce que l'on savait sur la diffusion de la Réforme dans l'île, ni même sur les guerres de religion, son travail devient plus riche avec le xviii<sup>e</sup> siècle. On aperçoit mieux, dans ce milieu restreint, le travail de démolition progressive de l'Édit de Nantes et les conséquences de la Révocation. Certains réfugiés rétais (des Dechézeaux) se retrouvent jusqu'en Norvège, sans parler de la Hollande, de l'Angleterre, de l'Irlande et de l'Amérique. A Bergen se constitua « un petit groupement de huguenots rétais » ; l'une des émigrées s'y maria même avec un réfugié flamand dont la famille est depuis revenue en Aunis.

M. Dez a étudié avec un soin particulier la vie des communautés rétaises pendant la période de persécution. On voit très bien chez lui le rôle joué, même pendant cette période, par les capitalistes protestants. Ils restent riches malgré tout, assez riches pour essayer d'organiser, en 1759, une banque protestante qui aurait secouru le trésor public en échange d'une reconnaissance de l'état civil, assez riches surtout pour envoyer leurs enfants s'instruire et nouer des relations commerciales à l'étranger. Ils doivent cette prospérité à leurs qualités (c'est une des applications de la théorie qui unit puritanisme et capitalisme) et aussi à leur exclusion des charges, qui les confine dans le commerce et la navigation.

Les appendices de M. Dez (p. 141-204) sont pris non seulement aux archives de la Charente-Inférieure et de l'île, mais aux archives particulières de M. Leur,



l'un des descendants de ces réfugiés venus de Norvège<sup>1</sup>. Ils dépassent, comme le livre lui-même, le cadre de l'histoire locale. A des listes d'abjuration, etc., s'ajoutent des pièces importantes et, croyons-nous, inconnues, sur l'expédition de Buckingham en 1627<sup>2</sup>.

Henri HAUSER.

— N. IVANOFF. *La marquise de Sablé et son salon* (Paris, Croville-Morant, 1927, in-8°, 264 p., 6 grav.). — A la suite de Victor Cousin, M. Ivanoff a ouvert les portefeuilles de Vallant, le médecin de cette malade imaginaire, précieuse et frondeuse, que fut Madeleine de Souvré, peu heureuse épouse de Philippe-Emmanuel de La-Val, marquis de Sablé. Mais, plus diligent que Cousin, il les vide devant nous et ne nous laisse rien ignorer de la vie et des habitudes de cœur et d'esprit de la marquise. Grâce à lui, nous connaissons tous les aspects de cette personne d'esprit libre et fin. On goûtera notamment ses idées sur l'hygiène et la médecine, son mépris, qui annonce Molière, pour la médecine et les médecins de son temps, sa crainte, qui étonnait tout le monde et faisait rire Tallemant, de la contagion, même en matière de rhumes et surtout pour la rougeole. C'est cette crainte, autant que le dégoût du siècle, qui la précipite à Port-Royal. D'ingénieuses confrontations de textes permettent à M. Ivanoff d'établir qu'elle a été réellement l'inspiratrice, et presque quelque chose comme une discrète collaboratrice, de La Rochefoucauld.

H. Hr.

— *Mémoires de Saint-Simon*, édités par A. de Boislisle, t. XL (Paris, Hachette, 1928, in-8°, 399 p.). — Ce volume va de janvier à septembre 1722, c'est-à-dire qu'il concerne l'ambassade en Espagne et le retour en France. On y découvre, dans le récit de son extraordinaire voyage d'hiver à Balsaïn, un Saint-Simon très sensible aux beautés sauvages de la sierra. Comme d'ordinaire, le volume est enrichi des additions au *Journal de Dangeau*, de correspondances, de notes. On s'étonne que les savants éditeurs écrivent (p. 17, n. 1) : « Jeanne la Folle, fille unique des Rois Catholiques », au lieu de « fille demeurée unique ».

H. Hr.

— *Les déclarations des Droits de l'Homme, 1789-1852*, textes réunis et annotés par A. AULARD (Paris, Ligue des Droits de l'Homme, 1928, in-12, 72 p.). — M. Aulard a eu l'heureuse idée de publier, dans cette brochure, les diverses Déclarations des Droits, qu'il a accompagnées de notes précises et instructives. D'abord, celle d'août 1789, suivie du préambule et des dispositions fondamentales de la Constitution de 1791, qui la complètent. Le Projet de déclaration présenté par Robespierre à la Société des Jacobins, le 21 avril 1793, n'a pas eu d'existence officielle, mais, comme il a exercé de l'influence sur les démocrates français aux approches de 1848, M. Aulard a jugé bon de le reproduire. Suivent la Déclaration de la Constitution de 1793, qui n'a jamais été appliquée, celle des Droits et des Devoirs de la Constitution de l'an III, ainsi que les Dispositions générales de cette même Constitution ; la Charte de 1814 ; l'Acte additionnel du 22 avril 1815 ; la Déclaration des Droits des Français, du 5 juillet 1815 ; le Préambule et les trois premiers chapitres de la Constitution du 4 novembre 1848. — M. Aulard a fait suivre ces textes des Déclarations des Droits américaines, qui servirent d'exemple aux constituants de 1789 (la Déclaration de Virginie, du 1<sup>er</sup> juin 1776 ; celle de l'Indépendance, du 4 juillet, et celle de

1. Déjà donateur d'un fonds utilisé aux Archives départementales.

2. P. 185, l. 10 de la supplique, lire « l'honneur de Dieu ».

Pensylvanie, juillet-septembre 1776). — La simple lecture de ces textes montre bien l'influence énorme de la Déclaration des Droits de 1789, qui a vraiment créé la France nouvelle, et dont les principes essentiels ont dû être reconnus par tous les régimes qui se sont succédé en France. H. S.

— *Les Bouches-du-Rhône*. Encyclopédie départementale publiée... sous la direction de Paul Masson. Deuxième partie : *Le bilan du XIX<sup>e</sup> siècle* ; t. VII : *Le mouvement économique : l'Agriculture*, par Paul Masson et Étienne ESTRANGIN (Paris, Champion, et Marseille, Archives départementales, 1928, in-4<sup>e</sup>, xv-908 p., 3 pl., 21 fig. et cartes). — M. Paul Masson, auteur à peu près unique du présent volume, s'est fait le nom qu'on sait dans l'histoire commerciale ; il abordait ici, pour la première fois, semble-t-il, les études rurales ; sa forte culture d'historien économiste l'y a admirablement servi. Sans doute, le livre n'est pas sans lacunes. Je regrette très vivement, pour ma part, l'absence de toute recherche sur la forme des champs et, plus généralement, la morphologie des terroirs ; quelques reproductions de plans parcellaires eussent été les bienvenues. Aucune enquête préalable, il est vrai, n'avait ouvert la voie. Aussi bien l'état de pénurie où sont réduites, chez nous, les études d'histoire rurale a-t-il visiblement été, pour M. Paul Masson, une gêne constante. D'autre part, les fallacieuses précisions des statistiques officielles lui ont donné bien de la tablature (cf. p. 19, 43 et 455). L'œuvre qu'il a accomplie avec des éléments si mal préparés n'en est que plus remarquable. Impossible d'analyser ce gros volume, plein de faits précis, exposés avec une impeccable lucidité, et d'observations pénétrantes. Signalons, comme d'un intérêt général, les remarques sur la part prise dans la mise en valeur agricole de la Provence par le capitalisme commercial et industriel (p. 54 et 403), notamment au moment où les guerres de la Révolution et de l'Empire rendaient malaisés les placements proprement commerciaux (p. 416) : L'influence des habitudes de patronat et clientèle sur le maintien du métayage est bien mise en lumière (voir, en particulier, p. 50-51). L'histoire de la pêche constitue également un curieux chapitre d'histoire sociale. L'étude de la répartition de la propriété, dans ce département que caractérise « la coexistence de très petites et de très grandes propriétés » (p. 29), est fort intéressante à suivre de près ; la noblesse — plus ou moins authentique, il est vrai — fournit encore aujourd'hui un contingent considérable de grands propriétaires (p. 16). En somme, une monographie régionale extrêmement instructive et intelligente, dans un ordre de recherches qui compte jusqu'ici bien peu de bons ouvrages. Marc Bloch.

— Henri DEHÉRAIN, conservateur de la bibliothèque de l'Institut. *L'Institut de France et ses publications* (extrait de la *Revue internationale de l'enseignement*, janvier-février 1928). — On ne lira pas sans profit cette conférence faite à l'Office de librairie et de bibliographie ; d'abord parce qu'elle rappelle brièvement l'histoire de nos Académies depuis 1635 jusqu'à la fin de l'Ancien régime, puis de l'Institut de France depuis sa création par la loi du 3 brumaire an IV, 25 octobre 1795 ; ensuite et surtout parce qu'elle énumère les publications de chacune des cinq Académies qui composent l'Institut, endroit où l'on travaille. Les discours de réception, qui sont une des attractions mondaines de la capitale, ne sont pas oubliés ; ils terminent par une note humoristique l'esquisse un peu austère du bibliothécaire.

— M. Louis BIGARD poursuit ses études sur Chatou, commune où il possède la demeure de l'ancien bailli ; il se plaît à les prolonger le long de la Seine jus-

qu'au Pecq et même jusqu'au voisinage de Rouen, à Saint-Wandrille. Une sentence, qu'il publie, prononcée par le prévôt de Paris au profit des « bonnes gens » et habitants de Chatou et de Montesson, contre le seigneur de Chatou (1330), l'a conduit à étendre encore le champ de ses recherches en publiant *Une contribution à l'étude des communes rurales et des franchises communales dans la prévôté de Paris* (à Chatou, chez l'auteur, au Bailliage, 1927, 71 p.). Il y analyse les chartes concédées par le roi ou les seigneurs à certaines communautés du Vexin : Mantes, Pontoise, Poissy, Triel, Saint-Léger[*-Saint-Germain*], Les Alluets-le-Roi, Meulan, Asnières-sur-Oise, Beaumont-sur-Oise et Montchauvet ; il y relève les faits relatifs à l'administration municipale, à la taille, aux « hôtes », aux marchands, au service militaire, aux droits de l'Église, aux dîmes seigneuriales. Mais c'est finalement sur Chatou même qu'il a recueilli le plus d'indications nouvelles. — Dans une brochure antérieure : *Le Pecq et le Vésinet*, il avait attiré l'attention sur les redevances féodales dont ces deux localités étaient tenues envers l'abbé. Or, outre Le Pecq, Saint-Wandrille possédait encore le prieuré de Marcoussis (arr. de Rambouillet, cant. de Limours). D'heureuses trouvailles aux archives de la Seine-Inférieure ont permis à M. Bigard de retracer, en partie du moins, les rapports du prieuré avec l'abbaye dont il dépendait, et ceux du curé de Marcoussis avec le prieur, qui avait le droit de présentation, droit qui est établi par plusieurs chartes publiées en appendice (*Le prieuré de Marcoussis*. Ibid., 1926, 82 p.). D'autres chartes (la plus ancienne est de 1196) intéressent, d'une part, Jean de Montagu, qui fut grand maître de l'hôtel de Charles VI, d'autre part, le prieur Guillaume de La Vieille, qui vivait au xvr<sup>e</sup> siècle et dont la gestion ferme et bien-faisante, les écrits en vers et en prose ont donné quelque lustre à l'histoire du prieuré.

Ch. B.

— Maurice KÆSSLER et Jules DEROCQUIGNY. *Les faux amis, ou Les trahisons du vocabulaire anglais* (Vuibert, 1928, xviii-389 p. ; prix : 30 fr.). — Voici un très utile complément aux dictionnaires anglais-français. Il contient d'excellents conseils à tous ceux qui lisent et traduisent les ouvrages anglais. Le Français débutant, qui rencontre dans un ouvrage anglais tant de termes qui lui sont familiers, peut s'exposer à des erreurs graves ou comiques s'il attribue à l'anglais le même sens qu'au français. Il est facilement trahi par les apparences ; la lecture du présent livre le mettra en garde contre lui-même. L'historien, par exemple, apprendra comment il faut interpréter correctement des mots tels que *catholic*, *curate* et *vicar* (qui ont en anglais un sens exactement opposé au français), *deputy*, *glebe* (parcelle de terre assignée à un clergyman comme partie de son bénéfice), *libel*, *scholar*, *salary*, *suit*, etc. Sous le mot *ignore*, on trouvera un joli choix de contresens, dont certains ne laissent pas d'être graves.

Ch. B.

— Louis HOURTIQ. *Ingres* (Hachette, 1928, gr. in-8°, 125 p. ; prix : 30 fr.). — Il faut louer sans réserves la sobre élégance de ce volume qui vient de prendre place dans la collection des *Classiques de l'art*. Il s'ouvre par une introduction substantielle, accompagnée d'une bibliographie choisie. M. Hourtiq évoque les principales étapes de la vie d'Ingres, qui fut longue, laborieuse et féconde ; il s'attache à relier son œuvre au milieu qui l'inspira et à en déterminer les caractères originaux ; il montre avec clarté comment et pourquoi cet élève indiscipliné de David devint à son tour le chef de l'école classique. L'illustration, très abondante, constitue le

corps de l'ouvrage : 160 gravures, soulignées par des notices courtes et précises, mettent en pleine lumière les divers aspects du talent d'Ingres. C. R.

— Dans la collection du « Petit Musée Figuière », qui paraît à la librairie Eugène Figuière en minuscules plaquettes illustrées qui atteignent à peine quarante pages, au prix de trois francs, M. Eugène TOUDOUZE esquisse très sommairement la vie et l'œuvre des plus célèbres artistes : *Léonard de Vinci, Rembrandt, Rubens, Velasquez*. On se demande si, dans un espace aussi restreint, on n'aurait pas pu dire tout de même plus de choses en sacrifiant beaucoup de littérature. Citons par curiosité la dernière phrase de *Rembrandt* : « Quand, le 8 octobre 1669, Rembrandt van Rijn entra dans l'Éternité où vont tous les êtres vivants au soir de leurs jours, son œuvre tragique et démesurée se redressa sur son sépulcre qui venait de se clore, pour jeter à la face du Monde la clameur d'une pensée humaine victorieuse dans l'Immortalité qu'elle avait elle-même bâtie... »

— La librairie Dorbon-Ainé a mis en vente le célèbre ouvrage de Giorgio VASARI, *Les vies des plus excellents peintres, sculpteurs et architectes*, traduites par Charles WEISS (4<sup>e</sup> édition, revue, corrigée et augmentée d'un Supplément, avec une vue panoramique de Florence au xv<sup>e</sup> siècle ; 2 vol. gr. in-8°, 1,004 p. ; prix : 100 fr.).

— Le huitième fascicule du *Dictionnaire de la langue française du XVI<sup>e</sup> siècle*, par M. Edmond HUGUET (H. Champion, 1927), va du mot *Barbe* à *Besongne*. On ne sera pas étonné de la longueur des articles *Beau* et *Bellique*. Ils conviennent parfaitement au siècle de la Renaissance.

**Grande-Bretagne.** — *Diocesis Londoniensis. Registrum Simonis de Sudberia* (Londres, the Canterbury and York Society, fasc. 51, 57, 71 et 80, 1916-1927). — Ces quatre fascicules forment le tome I du registre de Simon de Sudbury, qui fut évêque de Londres de 1361 à sa promotion au siège primate de Cantorbéry (1375). Chargé par Édouard III de nombreuses missions diplomatiques à l'étranger, il fut, le 14 juin 1381, une des victimes du soulèvement populaire à Londres. Dans son registre sont consignées de nombreuses ordinations et institutions de bénéfices ecclésiastiques, quelques décisions diocésaines sur l'observation du dimanche et des fêtes religieuses, des mandements pour la levée d'un dixième accordé au roi par le pape en 1362, etc. Il contient aussi plusieurs testaments : celui notamment de Gautier de Mauny en 1371, qui est en français. Un autre document en français est une lettre de l'évêque confirmant la nomination d'un gardien de parc (ligne 12, il faut lire *aussint* au lieu d'*aussuit*). La transcription et le commentaire sont dus à M. R. C. FOWLER.

Ch. B.

— A. E. LITTLE et R. C. EASTERLING. *The Franciscans and Dominicans of Exeter* (Exeter, Wheaton et Co, 1927, in-4°, 92 p. et 2 pl. ; prix : 7 s. 6 d. *History of Exeter Research Group*, fasc. 3). — Étude minutieuse et soignée d'histoire locale, qui intéresse jusqu'à un certain point l'histoire générale en ce qu'elle apporte des exemples précis de pratiques qui existaient et de questions qui se posaient partout. — E. J.

— A. KOSZUL. *Was bishop William Barlow friar Jerome Barlow?* (10 p. ; extrait de la *Review of english studies*, t. IV, n° 13, janvier 1928). — Barlow, évêque de Saint-Asaph, régulièrement nommé et consacré suivant le rite catholique (1536), devenu, sous Édouard VI, évêque apostat de Bath et Wells (1548-1553), enfin élevé par Élisabeth au siège anglican de Chichester (1559-1569), est connu, au début de sa

carrière épiscopale, par une lettre fort plate au roi Henri VIII, où il s'accuse d'avoir écrit et fait imprimer plusieurs ouvrages hostiles à l'orthodoxie romaine. L'un d'eux, qu'il désigne lui-même par le titre *Burial of the mass*, est mieux connu sous celui de *Rede me and be not wroth*; un autre est un *Dyaloge betwene a gentilman and a husbandman*. M. Koszul, qui dirige avec le succès que l'on sait la petite Collection Shakespeare, croit et donne de bons arguments pour faire admettre qu'avant son élévation à l'épiscopat Barlow fut moine avec le prénom de Jérôme; c'est du moins ce que dit expressément l'auteur du *Premier divorce d'Henri VIII* (en qui j'ai cru reconnaître le controversiste Nicolas Harpsfield). Le moine Jérôme et l'évêque William sont donc un seul et même personnage. Assez piètre personnage au demeurant. Si son nom échappe à l'oubli, c'est par le fait que, seul survivant en 1559 des évêques consacrés selon le rite traditionnel de l'Eglise catholique, il put transmettre aux évêques anglicans le sacrement de l'ordre hérité des apôtres. Ch. B.

— Frederick J. SMITHEN. *Continental Protestantism and the English Reformation*. Préface de P. CARNEGIE-SIMPSON (Londres, James Clarke, s. d. [1927?], in-8°, 256 p., index). — Pollard, avec beaucoup d'historiens anglais modernes, représente la Réformation anglaise comme un fait autonome, presque purement indigène, du moins jusqu'à l'apparition du puritanisme. M. Smithen met en lumière les faits qui plaident contre cette théorie. Tyndale a probablement vu Luther, et c'est à Worms que cet ami de Colet et d'Érasme publie dès 1530 le Nouveau Testament en anglais. Les Psaumes de Coverdale sont imités de Luther et d'autres Allemands. En 1557 apparaissait en anglais le Nouveau Testament genevois, puis la Bible tout entière, dédiée à Élisabeth. Au reste, M. Smithen relève les rapports épistolaires entre les réformateurs anglais et Melancthon, Calvin, surtout Bullinger. Il suit les réfugiés anglais sur le continent, comme Coverdale et Hooper, avant même le temps de John Knox, qui prêcha dans Genève, de 1556 à 1559, et des *Marian exiles*. Il montre le rôle joué, dans cette évangélisation de l'Angleterre par le continent, non seulement par Genève d'où vinrent les non-conformistes et où Cartwright vécut au moins en 1571, mais par Francfort et par Heidelberg. Il suit aussi les étrangers en Angleterre, Bucer surtout, Vermigli, Ochino, enfin Jean de Lasco (p. 121-125). N'oublions pas que le noble polonais, qui avait beaucoup voyagé, apportait avec lui, lorsque Cranmer l'invita en 1548, non seulement l'humanisme cracovien, mais l'esprit de Farel et des réformés parisiens. A Zurich, il a subi l'influence de Zwingli. A Bâle, il avait goûté non seulement l'érasmianisme, mais la doctrine d'Écolampade, avant de voyager en Allemagne et aux Pays-Bas. En Angleterre, il est une sorte de surintendant de l'église des étrangers, car dès le règne de Henri VIII l'Angleterre fut un « refuge » pour des Néerlandais, comme Utenhove, des Français, des Allemands. En 1550, Austin Friars est attribué à cette *Ecclesia Peregrinorum*. Croit-on qu'elle ait été, avec ses deux sections de langue française et de langue allemande, sans action sur le milieu ambiant? M. Smithen nous renseigne sur cette église (p. 125-131).

Ainsi s'établit le bilan des influences « continentales » sur l'organisation ecclésiastique, la théologie, la liturgie de l'Angleterre — même de l'Eglise anglicane. C'est donc exagérer que de voir dans la Réforme anglaise un fait purement insulaire. Henri HAUSER.

— La librairie Humphrey Milford a mis en vente un ouvrage considérable intitulé *Caricatures of the « Winter King » of Bohemia* (Oxford Clarendon Press, 1928,



gr. in-4°, 61 p. et 24 pl. ; prix : 42 s.). Ces dessins satiriques proviennent pour la plus grande partie de la collection formée à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle par Alexandre Hendras Sutherland et par sa veuve, qui, en 1837, s'en dessaisit en faveur de la Bodléienne ; quelques autres ont été acquis plus tard par le British Museum. Ils sont anonymes ; mais ils paraissent avoir été exécutés dans l'Allemagne méridionale ; les notices qui les expliquent sont en dialecte bavarois. La Bavière fut en effet, comme on sait, hostile à l'Électeur palatin Frédéric V, celui qui prit la couronne de Bohême et la garda pendant un seul hiver ; de là, son sobriquet : le « Winterkönig ». De 1618 à 1621, plus de deux cents caricatures et poèmes ont paru en Allemagne pour et contre lui. L'intérêt artistique de la publication paraît d'ailleurs l'emporter de beaucoup sur son intérêt politique. L'introduction, les notes et les traductions sont l'œuvre de M. E. A. BELL.

— A la même librairie a paru le tome II du *Survey of international events and treatises* dû à M. C. A. MACARTNEY ; il se rapporte à l'année 1925 (xii-486 p. et 4 cartes ; prix : 26 s.). Il a pour complément un autre volume : *Chronology of international events and treatises*, rédigé par Miss V. M. BOULTER, 1920-1925, pour faire suite à la *History of the Peace conference* de M. Temperley. Signalons enfin : *The post-war mind of Germany and other studies*, par M. C. H. HEREFORD (Ibid., 1927, 256 p. ; prix : 10 s.).

— *Calendar of State papers, Domestic series, of the reign of William III, 1697*. Edited by William John HARDY (Londres, His Majesty's stationary office, 1927, viii-677 p. ; prix : 1 l. 1 s.). — Ce volume contient le résidu des papiers après qu'on eut démenagé les archives des secrétaires d'État, et l'on nous prévient qu'ils n'ont pas une très grande importance à cause des nombreuses publications de textes qu'on a déjà tirées de cette riche mine. En cherchant bien cependant, et un copieux index y aide beaucoup, l'érudit pourra y glaner d'utiles renseignements, par exemple sur Jean Bart (appelé souvent Jean de ou du Bart), ou sur un chef d'escadre moins célèbre, mais non encore oublié, le baron de Pointis ; sur les négociations avec la France et la joie avec laquelle fut accueillie en Angleterre la nouvelle de la paix de Ryswick ; sur les huguenots français et les Vaudois. On notera aussi que les renvois au mot Irlande remplissent trente-quatre colonnes, où les noms de lieu sont en nombre considérable. — La rédaction du volume est due à feu W. J. HARDY ; l'impression, commencée en 1913, fut suspendue pendant la guerre. Elle fut reprise et poussée jusqu'au bout par Miss Ethel STOKES, qui a compilé l'index.

Ch. B.

— Nous avons reçu récemment de l'auteur, et nous nous excusons de les mentionner avec un si long retard, deux instructives brochures de M. Lowell Joseph RAGATZ intitulées : l'une, *A check-list of House of Commons sessional papers relating to British West Indies and to the West Indian slave trade and slavery, 1763-1834* ; l'autre, *A guide to the official correspondence of the governors of the British West India colonies with the secretary of State, 1763-1833* (Londres, The Brajan Edward Press, 1924, 42 et 79 p. ; prix de chaque : 2 s.). C'est un utile complément aux *Calendars* pour les colonies anglaises des Indes occidentales, qui sont en cours de publication par les soins du P. Record Office.

Ch. B.

— Sir Oliver LODGE. *Science and human progress* (Londres, Allen et Unwin, in-12, 1927, 187 p.). — Ce livre est un recueil de six conférences faites par le célèbre

physicien anglais pour inaugurer les « Holley Stewart Lectures », récemment créées pour « la recherche de l'idéal chrétien dans toute la vie sociale ». On y trouve un mélange curieux, et d'ailleurs séduisant, de science et de mysticisme. Quand l'auteur expose la nature de l'espace, à la fois infinie et limitée ; quand il montre comment la nature s'évanouit aux yeux de l'analyse scientifique moderne en de simples charges électriques ; quand il développe les théories les plus récentes sur la nature de l'énergie, on sent qu'il est sur son terrain propre et on le suit avec confiance. La science, chez Sir Oliver, est constamment interprétée et débordée par la foi, foi très haute d'ailleurs, mais dont la substance est faite peut-être de plus d'imagination que de savoir positif. L'auteur croit à la finalité, aux esprits, aux relations entretenues par l'homme avec des êtres supérieurs, à une évolution générale par laquelle le bien se dégage du mal au prix de tâtonnements sans nombre, à une immortalité qui pourrait comporter l'association de l'âme avec un « corps éthéré », etc. Tous ces thèmes sont d'ailleurs enchaînés avec art et développés avec une sorte de lyrisme chaleureux et vraiment entraînant. Les six conférences sont émaillées d'abondantes citations des classiques anciens et des poètes anglais modernes ; elles prouvent que Sir Oliver appartient à cette grande tradition d'humanisme qui est demeurée l'honneur des milieux intellectuels d'outre-Manche.

T. R.

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

---

### FRANCE

**Annales du prince de Ligne.** T. VII, 1926. Voir *Revue historique*, t. CLIV, p. 133. — T. VIII, avril-décembre 1926. Henri LEBASTEUR. Nouveau recueil de lettres. Édition critique du Recueil publié à Weimar en 1812; suite (la plupart de ces lettres ne sont pas datées). Suite au tome IX du *Nouveau recueil*, édité par Henri Lebasteur (cinquante et une lettres, dont plusieurs à M<sup>me</sup> de Staël, à Narbonne, à Wieland, etc. Vient à la suite une autre série de trente-sept lettres; très peu sont datées. Beaucoup de menus traits, de papotage, de bavardage. Annotation nécessaire et peut-être surabondante).

**Annales historiques de la Révolution française**, 1928, mai-juin. — Albert MATHIEZ. La Terreur, instrument de politique sociale des Robespierriistes. Les décrets de ventôse sur le sequestre des biens des suspects et leur application. — Edmond SOREAU. Veymerange, ou Chronique de la bourgeoisie révolutionnaire (sur les tripotages effectués par les financiers et hommes d'affaires au temps de Calonne. Un d'eux, Gabriel-Claude Palteau dit « de Veymerange », petite localité située près de Thionville, se compromet assez pour être inquiété en 1793. Pour éviter d'être arrêté, il se suicide le 12-13 pluviôse an II). — Pierre-Paul VIARD. Vers l'ajustement légal des prix, métal et papier, dans l'Hérault, à la fin de l'an V. — Albert MATHIEZ. L'agitation ouvrière à la veille de Thermidor. Les aspirations sociales du montagnard Goujon, d'après son beau-frère Tissot.

**Archivum latinitatis medii aevi.** Bulletin Du Cange, 1928, fasc. 1. — H. GELZER. Remarques lexicographiques sur la latinité de saint Avit; suite et fin. — W. M. LINDSAY. Baro (étude sur ce mot, qui apparaît dans le Glossaire de Philoxenus, abrégé très altéré d'un texte plus ancien provenant peut-être de Festus ou du scholiaste de Virgile, par l'intermédiaire d'Isidore de Séville. On lit dans les *Etymologiae*: « Barones, graeco nomine, quod sint fortes in laboribus »).

**Bibliothèque de l'École des chartes.** 1927, juillet-décembre. — Suzanne SOLENTE. Les manuscrits des Dupuy à la Bibliothèque nationale (important mémoire de soixante-treize pages). — Pierre MAROT. La date de la mort de l'évêque de Toul, Ricuin de Commercy, 7 février 1124. — Jean MARCHAND. Un compte inédit de Bertrand Du Guesclin (en 1372-1373). — Pierre MAROT. Identifications de quelques partenaires et juges des « Unica » des jeux-partis du Chansonnier d'Oxford (intéressant pour l'histoire littéraire). — Léon MIROT. Études lucquoises; suite; ch. II: Les Isbarre, monnayeurs royaux (en particulier Augustin Isbarre, qui mourut à Paris le 27 août 1425; publié d'importants documents inédits qui les concernent). — Nécrologie: Gustave Servois, par Ch.-V. LANGLOIS; François Delaborde, par Maurice Prou; Henry Martin, par Frantz FUNCK-BRENTANO; René Poupardin, par

Maurice Prou; Alexandre Vidier, par Ch.-V. LANGLOIS; Camille Anchier, 1869-1927; Étienne Bougenot, 1856-1927; Arthur Loth, 1842-1927.

**Bulletin de la Société d'histoire moderne.** 1928, 11 avril. — LÉON CAHEN. Quelques observations sur l'histoire économique de la Restauration, d'après M. Henri Sée. = 13 mai. JACQUES ANCEL. La Prusse et la Serbie en 1866, d'après des documents publiés par Herman Wendel (important pour bien connaître la politique de Bismarck à l'égard des Slaves du Sud; il voulait les soulever contre l'Autriche, se servir d'eux, et non les servir).

**Carnet de la Sabretache.** 1928, mai. — J.-H. LAVIGNE-DELVILLE, enseigne de vaisseau. Six semaines de captivité en Russie; suite et fin. — Correspondance militaire des frères Fargues du Pigné, an XI-1812; suite (Étienne en Italie, 1806-1808; en Autriche, 1809; Charles, son frère, à l'École militaire de Fontainebleau en 1804). — Mémoires du capitaine GODET; suite (poursuite de l'armée autrichienne après Ulm).

**Le Correspondant.** 1928, 25 mai. — Bernard FAY. Problèmes américains. La situation morale du christianisme aux États-Unis; I: Le protestantisme. — LUIGI STURZO. La conscience moderne et la critique du droit de guerre. — PAUL SYLVÈRE. Les Italiens en Lybie. — A travers la presse étrangère. Grande-Bretagne, trad. de LECHARTIER. = 10 juin. Bernard FAY. La situation morale du christianisme aux États-Unis; II: Le catholicisme. — JEAN D'ANDIGNÉ. Voyages en Loire (depuis le XVI<sup>e</sup> siècle; anecdotes). — GEORGES GOYAU. Un apôtre social: Léon Harmel (président, en 1896, de l'*Œuvre des cercles*, société qui se proposait d'établir des relations confiantes entre les patrons, les ouvriers et l'État. « Serviteur du Christ, du Pape et du Peuple », il est mort en 1915). — A. LUGAN. Un moine-poète à Salamanque, Luis de Leon (1528; accusé d'opinions hétérodoxes sur la Bible, il fut mis en prison; reconnu innocent, il fut rendu à la liberté et mourut en 1576). — HENRI DAVIGNON. Une Histoire de Belgique (récemment publiée par Adrien de Meeus. C'est moins une histoire qu'un plaidoyer véhément en faveur d'un gouvernement fort). — A travers la presse étrangère. Suède, par JACQUES DE COUSSANGE. = 25 juin. Georges LECHARTIER. Le martyre du Mexique (s'inspirant des doctrines bolchevistes, les dictateurs actuels du Mexique persécutent l'Église catholique, à la fois par haine contre la religion et pour trouver un prétexte de s'appropriier les biens de l'Église). — CASIMIR SMORGORZEWSKI. La vérité sur la guerre polono-bolcheviste (de 1920-1921; d'après les livres du maréchal Pilsudski et du général Sikorski). — FERNAND PASSELECQ. Un ouvrage d'art sur le cardinal Mercier (plan de cet ouvrage, qui doit paraître par les soins d'un Comité présidé par le comte Henri Carton de Wiart). — A travers la presse étrangère. Hongrie, par ÉMILE HORN.

**La Grande Revue.** 1928, mai. — GUY CROUZET. Enquête sur « l'Intelligence et les Partis », II. — MARCEL et ANDRÉ BOLL. L'art dans la société contemporaine. — ALBERT MATHIEZ. La séparation des Églises et de l'État a-t-elle existé sous la Révolution française? (non: sous un régime qui n'admettait pas les dissidences philosophiques et religieuses, il n'y avait pas de place pour un État laïque et neutre. Le mot même de laïcité est récent: il ne figure pas dans l'édition du dictionnaire de l'Académie, 1878). — M.-T. LAURIN. Un grand pays agricole: la Bresse (très intéressant pour l'histoire économique).

**Journal des Savants.** 1928, avril. — J.-B. CHABOT. Jérusalem (d'après l'ouvrage

des PP. Vincent et Abel ; avec un plan du Saint-Sépulchre, diagrammes de restauration). — J. CARCOPINO. Les origines de l'Hercule romain (analyse la thèse consacrée à ce sujet par M. Jean Bayet). — Th. REINACH. L'art dans les monnaies grecques. — François RENÉ. Le legs de Ch.-César Baudelot à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (extrait de ses testaments et codicille, datés du 23 octobre 1706 et du 4 novembre 1710).

**Mercure de France.** 1928, 1<sup>er</sup> juin. — KADMI-COHEN. La faillite sioniste (« le sionisme de demain ne peut être que le sionisme économique. Seul il satisfera le double besoin d'utilitarisme et d'idéalisme qui anime le peuple juif »). — Jules DE GAULTIER. Les précurseurs de la morale esthétique ; II : Épicure et la culture des images. — Jacques DE COUSSANGE. Encore le Journal de Fersen (d'après le t. II du Journal de Fersen que vient de publier M<sup>lle</sup> Alma Soderhjelm ; partie qui était encore entièrement inédite et qui se rapporte aux années 1794-1795. Ses rapports avec Madame, fille de Louis XVI et de Marie-Antoinette, qui découragea son zèle par sa sécheresse et son indifférence au sujet des dettes que Fersen avait contractées pour organiser la fuite du roi). — Chronique de Glozel ; suite. = 15 juin. Jules DE GAULTIER. Jésus, *homo estheticus*. — Georges HUARD. Une source d'Anatole France (dans ses romans : *Les autels de la peur* et *Les dieux ont soif*, France a manifestement utilisé *Les prisons de Paris sous la Révolution*, par Dauban). — Chronique de Glozel.

**La Révolution de 1848 et les Révolutions du XIX<sup>e</sup> siècle.** 1928, n<sup>o</sup> 124, mars-mai. — Paul RAPHAËL. Émile Ollivier et la suspension du recteur d'Aix en 1848. — GÉRARD-STAUB. Balzac et la cuisine électorale. — Michel FOURNIOL. La préfecture de la Drôme en 1848-1849.

**Revue de l'histoire des religions.** 1927, juillet-août. — Magnus OLSEN. Magie et culte dans la Norvège antique (deux conférences faites en mai 1927 à l'Institut d'études scandinaves : 1<sup>o</sup> sur le pouvoir magique des runes ; 2<sup>o</sup> sur le culte du couple divin de la fécondité). — Marguerite BRUNOT. Le congrès d'histoire du christianisme. Jubilé Alfred Loisy, Paris, 14-22 avril 1927 (analyse des principales communications). — Ch. PICARD. Sur l'histoire religieuse des « Premières civilisations » (analyse détaillée du tome I de *Peuples et civilisations*). — L. BARBEDETTE. La formation religieuse de Malebranche ; ses premières études.

**Revue de l'histoire de Versailles et de Seine-et-Oise.** 1927, octobre-décembre. — Lionel DE LA TOURRASSE. Lettres du Milord Perth, gouverneur du prince de Galles, sur la maladie et la mort de Jacques II, roi d'Angleterre (adressées les 11 septembre et 9 octobre 1701 au R. P. abbé de la Trappe). — P. FRANCASTEL. Note sur la décoration de la chambre de la reine au XVIII<sup>e</sup> siècle (publie un mémoire inédit des « ouvrages de sculpture en bois » exécutés suivant les dessins de M. de Cotte, « premier architecte » de S. M., et sous le contrôle de M. Gabriel, par De Goullons, Le Goupil et Verbrecht dans les six premiers mois de l'année 1730. Quelques débris seulement de ces belles boiseries existent encore). — Lieutenant-colonel HERLAUT. Le recrutement des volontaires nationaux à Versailles en août-septembre 1792 ; suite et fin. — Commandant Alphonse GRAVIER. Villes et villages de Seine-et-Oise en 1370 (extrait du compte de Jehan Le Mire dressé en tableau, en regard duquel quatre colonnes indiquent la variation de la population en 1735, 1824, 1911 et 1926. En appendice, extrait d'un compte pour la rançon du roi Jean ; liste de la contri-



bution fournie par vingt et un villages en 1369, *sic*). — E. LERY. Les premiers jeux de paume de Versailles. — Ch. HIRSCHAUER. Recherches sur l'histoire de l'imprimerie et de la librairie à Versailles. L'imprimerie des hôtels de la Guerre, de la Marine et des Affaires étrangères, 1768-1775 ; supplément). — Commandant Alphonse GRAVIER. Capitaine *aux* gardes, capitaine *des* gardes (ces deux expressions désignaient au XVIII<sup>e</sup> siècle deux troupes différentes de la Garde royale). — Yvonne BEZARD. Louis XVI à trois ans (d'après une requête adressée au roi en 1775 par Catherine Le Dohér, qui avait eu l'occasion en 1757 de faire de menus cadeaux au futur roi qu'elle avait eu « l'honneur de tenir différentes fois sur les bras et par les lizières »).

**La Revue de Paris.** 1928, 15 mai. — Jules CAMBON. Les ententes et la Société des Nations. — Eugenio d'Ors. Énigme et destinée de don Francisco de Goya. — Jacques MORTONE. Une tentative d'évasion pendant la guerre. — René JOHANNET. A la recherche de l'Europe (l'Europe, tourmentée par l'industrie, le particularisme, la démagogie et la guerre, s'effrite sous nos yeux ; il n'en reste pas moins qu'elle détient en soi une énergie formidable dont il convient de critiquer l'orientation ou l'emploi). = 1<sup>er</sup> juin. Guy DE MONTJOU. La question de Tanger. — SALUSTE. Les origines secrètes du bolchevisme. Henri Heine et Karl Marx (le bolchevisme est né d'une association secrète fondée en 1819 par un groupe d'Israélites allemands sous le titre : « Union des Juifs pour la civilisation et la science » ; elle se proposait de faire pénétrer dans la civilisation issue du christianisme des idées spécifiquement juives qui en provoqueraient peu à peu la dissolution. Un des plus enthousiastes adeptes de ce néo-messianisme est Heine, qui, poursuivi en Allemagne, trouva un asile sûr en France, devint un ardent saint-simonien, accueillit les agitateurs étrangers reçus à leur tour en France, notamment Marx et, avec lui, toute une équipe de jeunes intellectuels qui travaillèrent à répandre les théories du communisme révolutionnaire et international). = 15 juin. Vicomte DE MONTBAS. Caulaincourt à Châtillon, I (achève la réhabilitation de Caulaincourt en utilisant des documents nouveaux : le journal de voyage tenu par son secrétaire et sa volumineuse correspondance). — J. G. PRODHOMME. La femme de Mozart : Constance Weber. — Henri BIDOU. Notes d'un voyage en Grèce. — SALLUSTE. Henri Heine et Karl Marx, II (de la part considérable prise par Marx pour organiser le communisme en France et la première internationale sous le Second Empire).

**Revue des Deux Mondes.** 1928, 1<sup>er</sup> juin. — VERAX. Quelques maîtres du destin ; III : Le général Primo de Rivera. — Henri BREMOND. Lettres de Prosper Mérimée à Francisque Michel (choix de lettres inédites, 1849-1870, provenant de la collection Mouravitz, bibliographe bordelais, intime ami de la famille de M. Bremond). — Baron BEYENS. Deux années à Berlin, 1912-1914 ; IV : La conférence de Londres (très intéressants renseignements sur la politique balkanique du tsar de Bulgarie et sur la politique serbe de l'Autriche-Hongrie. A cette époque-là, Guillaume II et Kiderlen-Waechter travaillent sincèrement à calmer les impatiences de l'Autriche inquiète des succès remportés par les Serbes). — Duc DE LA FORCE. Le maréchal de La Force ; VII : Catholiques et protestants (levée du siège de Montauban et mort du connétable ; La Force nommé maréchal, par Louis XIII, le 25 mai 1622). = 15 juin. Gabriel HANOTAUX. Regards sur l'Égypte et la Palestine, mars-avril 1928 ; I : Chez le roi Fouad (il y est question d'une Histoire de la nation égyptienne projetée par le roi et dont il veut confier la direction à M. Hanotaux, comme pen-

dant à l'*Histoire de la nation française*. Le plan est déjà établi et les collaborateurs désignés). — André DALLY. Nos trésors d'art, III. — La Monnaie. — Prince NAPOLÉON. Mission à Varsovie, 1858 (le récit et les pièces qui l'accompagnent sont extraits des archives de Prangins). — André CHEVRILLON. Les principes critiques de Taine ; I : Race, moment, milieu. — Henriette CÉLARIÉ. Chez nos colons du Maroc. — Émile PICARD. Réflexions sur la science et les théories scientifiques. — Pierre TROYON. Les expositions ; I : Trois portraitistes (Winterhalter, Largillière, Houdon). — Louis GILLET. Sir Edmund Gosse (sa vie et son œuvre).

**Revue des études arméniennes.** T. VII, fasc. 2, 1927. — Le P. Léowond Movsé-SIAN. Lori et l'histoire de la famille Bagratide arménienne Kurikian, trad. de l'arménien et annoté par Frédéric MACLER (avec un rapide coup d'œil sur le passé historique de la région qui fut la terre du petit royaume Kurikian, du x<sup>e</sup> au xii<sup>e</sup> siècle, et un tableau généalogique de la famille royale). — H. BERBÉRIAN. Découvertes archéologiques en Arménie de 1924 à 1927 (long rapport avec une carte). — Bibliographie.

**Revue des Études historiques.** 1928, avril-juin. — Louis KARL. La Hongrie et la diplomatie européenne au xvii<sup>e</sup> siècle (quelques indications tirées de sources déjà connues par les publications françaises et anglaises). — Commandant DE LA ROCHE. Les Écuries du roi sous l'Ancien régime (utilise des documents inédits tirés des Archives nationales O<sup>1</sup>). — J. D'AURIAC. La toilette de l'impératrice Joséphine (analyse un compte des dépenses allant de février 1811 à janvier 1814 ; on y voit que, même après le divorce, les dépenses de l'impératrice ne cessèrent de monter). — Em. DÉBORDE DE MONTCORNIN. Marc-Antoine Désaugiers, 1772-1827 (d'après le livre de M. L. Flers).

**Revue des études hongroises.** 1928, n<sup>o</sup> 1. — M. ZSIRAI. Joseph Szinnyei, à l'occasion de son 70<sup>e</sup> anniversaire (ce fascicule est dédié à cet éminent linguiste hongrois). — A. MEILLET. Sur la terminologie de la morphologie générale. — C. TAVIGLIANI. L'influsso ungherese sull' antica lessicografia rumena. — H. TRONCHON. En guise d'introduction à une bibliographie critique de l'influence anglaise en Hongrie (5 pages). — A. SAUVAGEOT. Sur un nom de nombre commun aux langues samoyèdes, tongous, mongol. — J. MELICH. Gépides et Roumains : *Gelon* du Notaire anonyme (discute les conclusions de C. Diculescu dans son livre sur les Gépides touchant le « Valaque » Gelon, qui, selon l'Anonyme, occupait la Transylvanie au temps de la conquête hongroise. « M. Diculescu n'a pas réussi à démontrer philologiquement que les Gépides eussent joué un rôle quelconque dans la formation du peuple roumain »). — Z. GOMBOCZ. Observations sur le consonnantisme des mots d'emprunt turks en hongrois. — V. TARKIAINEN. La littérature finnoise d'aujourd'hui. — I. FABIAN. Les études françaises à l'Université de Budapest. — A. ECKHARDT. Une tradition hongroise sur les Champs catalauniques (dans les *Gesta Hungarorum*, Simon de Kéza, à la fin du xiii<sup>e</sup> siècle, place la bataille *in campo Belvider*, peut-être Beauvoir, à l'est de Troyes). — A. ALFÖLDI. Les champs catalauniques (croit à une confusion avec une bataille livrée par l'empereur Aurélien contre Tetricus). = Notes et documents. = Comptes-rendus.

**Revue d'histoire moderne.** 1928, janvier-février. — C.-G. PICAVET. La question des zones franches entre France et Suisse. — H. SÉE. Le commerce français à Cadix et dans l'Amérique espagnole au xviii<sup>e</sup> siècle. — Colette BOUYSSOU. L'administra-

tion financière et les comptes de la ville de Toulouse à la veille de la Révolution. — Chroniques de L. FEBVRE sur la Réunion de Metz à la France (1552-1648) et de P. BONENFANT sur la Bibliographie de l'histoire moderne et contemporaine de la Belgique.

**Revue d'histoire de l'Église de France.** 1928, avril-juin. — Abbé RONY. Élection de Victor III; conflit entre le nouveau pape et Hugues, archevêque de Lyon, 1085-1087. — Joseph DEDIEU. L'agonie du jansénisme, 1715-1790. Essai de bio-bibliographie (signale de nombreux documents inédits dans la bibliothèque janséniste de M. Lingua de Saint-Blanquat, possédée aujourd'hui par la vicomtesse d'Aurelle de Paladine). = Bulletin critique. = Chronique d'histoire régionale.

**Revue historique de Bordeaux.** 1928, janvier-février. — Émile DE PERCEVAL. L'agonie d'une demeure princière (il s'agit du château de Cadillac, magnifique demeure édifiée et ornée par les Épernon, et qui passa ensuite aux Foix-Candale. En 1711, le duc de Foix, pressé par des besoins d'argent, voulut le vendre en lotissant le terrain. Le curé Bellet, antiquaire servent et éclairé, suggéra aux ministres, pour sauver au moins le château, divers projets qui font l'objet du présent article et qui n'aboutirent pas. Le duc finit par le vendre en 1713. Tout cela se passait au XVIII<sup>e</sup> siècle et non, comme le dit l'auteur à maintes reprises, au XVII<sup>e</sup>. Dévasté sous la Restauration, le château est encore debout, mais il n'est plus qu'une maison de détention pour les femmes). — Xavier VÉDÈRE. Le Vieux-Marché (de Bordeaux; sur la place s'élevaient deux édifices caractéristiques : le pilori et la « clie », qui était une halle couverte, fermée de tous côtés par « des claires-voies en forme de claye ». Ils furent démolis en 1793. L'auteur en reconstitue l'histoire; une eau-forte en rend l'aspect d'après des documents du temps). — Marvin Mac Cord LOWES. Les premières relations commerciales entre Bordeaux et les États-Unis d'Amérique, 1775-1789; suite.

**Revue historique de droit français et étranger.** 1928, n° 1. — S. C. NABER. Platon et les États généraux de 1484 (les paroles prononcées par le chancelier Guillaume de Rochefort « por requerre trop grande franchise et liberté, chet-on en trop grand servaige » sont empruntées à Platon, *Rép.*, VIII; et c'est du texte même de Platon qu'il tira cette citation). — Charles APPLETON. A l'époque classique, le transfert de la propriété de la chose vendue et livrée était-il subordonné, en règle, au paiement du prix? (commentaire des *Institutes*, II, 1, § 41). — Marc BLOCH. Un problème d'histoire comparée : la ministérialité en France et en Allemagne (examen serré des théories récentes, surtout de celle de Ganshof). — Paul COLLINET. Les nouveaux fragments des *Institutes* de Gaius (fournis par les papyrus d'Oxyrrhynchus, n° 2103). — Fabien THIBAUT. Les « coloni » dans le Polyptyque d'Irminon (ces « coloni » étaient certainement pour certains cas, et probablement pour d'autres cas, des hommes libres, ne descendant pas des colons romains). — E. MARTIN-CHABOT. Un cas d'extradition en 1448 entre la principauté d'Orange et l'État pontifical d'Avignon.

#### ALLEMAGNE

**Historisches Jahrbuch.** Bd. 48, H. 1 (1928). — K. L. HITZFELD. Krise in den Bettelorden im Pontifikat Bonifaz VIII? (décrétale *Super Cathedram*, du 18 février 1300, réglementant et limitant l'exercice, par les Mendicants, des droits de prédication, confession et sépulture; son influence sur la situation financière des couvents).

— Paul KAUFMANN. Görres im Kampfe gegen die preussische Reaktion (renseignements inédits sur les événements qui ont précédé la fuite de Görres à Strasbourg, en 1819). — Hubert BASTGEN. Talleyrands Aussöhnung mit der Kirche : nach vaticanischen Aktenstücken (difficultés de Mgr de Quélen avec le pape, après la réconciliation ; textes publiés en appendice). — E. v. FRAUENHOLZ. Der deutsche Zusammenbruch im Jahre 1918 (revue de diverses publications, parmi lesquelles *Erinnerungen und Dokumente* du prince Max de Bade et traduction des documents publiés par le Foreign Office).

## ÉTATS-UNIS

**The american historical Review.** 1927, avril. — Lynn THORNDIKE. The blight of pestilence on early modern civilization (suit dans les textes la trace de la peste dans les divers pays de l'Europe, depuis le milieu du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle jusqu'au <sup>xviii</sup><sup>e</sup>, et en indique les conséquences sociales). — Herbert D. POSTER. International calvinism through Locke and the Revolution of 1688. — Marcus L. HANSEN. The history of american emigration as a field for research. — Grace L. NUTE. The papers of the American fur company ; a brief estimate of their significance (les archives de cette compagnie ont pour origine les papiers de John D. Clute, qui fut membre de cette association de 1854 à 1879 ; elles se rapportent surtout aux années 1835-1845). — Alexander A. VASILIEV. Byzantine studies in Russia, past and present (conférence faite devant les membres de l'American historical Association en décembre 1925). — Lota SPELL. The first philanthropic organization in America (d'après un manuscrit provenant d'un Livre de la fraternité du Saint-Sacrement, qui fut fondée en 1538 au monastère de saint François de Mexico. On y peut suivre l'œuvre charitable accomplie par les membres de cette institution jusqu'à la fin du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle). — Documents. J. G. DE ROULHAC HAMILTON. A society for preservation of liberty, 1784 (d'après une affiche dont on ne connaît qu'un exemplaire). — Lettre sur la mort du président Taylor, adressée à Lord Palmerston, ministre des affaires étrangères, par Sir Henry Lytton Bulwer, alors ambassadeur d'Angleterre à Washington, 11 juillet 1850. = C.-rendus. = Octobre. Marcus W. JENNEGAN. Productivity of doctors of philosophy in history (on s'est ému aux États-Unis après avoir constaté que les docteurs en philosophie produisent si peu de travaux scientifiques et l'on a ouvert une enquête sur les causes de ce faible rendement et sur les remèdes. C'est le but du présent article d'apporter une réponse au questionnaire). — Georges H. GUTTRIDGE. Lord George Germain in office, 1775-1782 (Lord George avait été condamné par le conseil de guerre à quitter l'armée pour avoir refusé d'exécuter à Minden en 1759 les ordres de Ferdinand de Brunswick. Malgré la réprobation soulevée alors contre lui, quand la guerre de l'Indépendance américaine eut éclaté et après les premiers revers des troupes anglaises, on fit appel à ses aptitudes militaires et à sa réputation de fermeté ; il entra dans le ministère North comme secrétaire d'État pour les affaires américaines ; il les dirigea pendant six ans et demi en dépit de son impopularité et des jalousies de ses collègues. Il ne fallut rien de moins que l'intervention du roi pour obliger le chef du ministère à se séparer d'un collègue redouté et malchanceux). — Edward Mead EARLE. American interest in the greek cause, 1821-1827. — Thomas P. ABERNETHY. Andrew Jackson and the rise of south-western democracy. = Notes et suggestions. A. B. MACDONALD. Recent spanish arabic studies (Ribera, Asin et leurs élèves). — Arthur

Lyon Cross. On coppering ships' bottoms (des premiers essais tentés pour protéger les vaisseaux contre les vers rongeurs au moyen d'une cuirasse de cuivre, 1761-1777 ; on ne tarda pas à en reconnaître les salutaires effets). — William A. ROBINSON. A misued quotation (montre comment une citation erronée d'une phrase où Théodore Dwight fit en 1801 une horrible peinture du jacobinisme a trompé plusieurs historiens récents). — Robert E. RIEGEL. Standard time in the United States (expose comment la conférence de Washington, 1<sup>er</sup> octobre 1884, fut amenée à admettre le méridien de Greenwich comme le point de départ de la division de l'espace en degrés, avec le jour de vingt-quatre heures et l'application du système décimal pour mesurer à la fois le temps et l'espace). = 1928, janvier. Henry Osborn TAYLOR. A Cayman's view of history. — Edwin E. AUBREY. Social psychology as liaison between history and sociology. — Raymond J. SONTAG. German foreign policy 1904-1906 (d'après les documents publiés dans la *Grosse Politik*). — Avery O. CRAVEN. The agricultural reformers of the ante-bellum South. = Notes et suggestions. Henry E. BOURNE. The economic history of the French Revolution as a field of study (d'après les documents relatifs à la vie économique de la Révolution). — Carl Ludwig LÖKKE. Jefferson and the Leclerc expedition (d'après les documents publiés par Mary Trendley, *The United States and Santo Domingo, 1789-1866*, et les documents des archives des Affaires étrangères). — Louis C. KARPINSKI. Manuscript maps relating to American history in french, spanish and portuguese archives (indications sommaires). = Documents. Dépêches envoyées par le consulat des États-Unis à la Nouvelle-Orléans, 1801-1804 ; suite et fin. = C.-rendus et chronique. = Avril. Samuel REZNECK. Constructive reason by words in the fifteenth century (a-t-on raison d'affirmer qu'au x<sup>v</sup> siècle les tribunaux de la Couronne interprétèrent le statut de 1352 sur le crime de haute trahison comme pouvant être édifié sur de simples paroles ? Tout au plus peut-on dire que les paroles incriminées sont venues s'ajouter aux autres témoignages à charge. Rien de plus). — Violet BARBOUR. Consular service in the reign of Charles II (intéressant pour l'histoire du commerce). — Frances MOREHOUSE. The Irish migration of the 'Forties (montre que le nombre des Irlandais qui émigrèrent pendant les années de famine de 1845 et 1850 a été beaucoup plus grand que les chiffres fournis par le Gouvernement britannique). = Notes et suggestions. Robert G. ALBION. Admiralty prise case briefs (1803-1808). — M. E. CURTI. Pacifist propaganda and the treaty of Guadalupe Hidalgo, Mexique (1848). L'article 21 paraît avoir introduit dans la diplomatie américaine l'idée d'un arbitrage permanent entre les nations). = Documents : Francis SULLIVAN. Letters of a Westpointer, 1860-1861 (vingt et une lettres écrites par Édouard Willoughby de West-Point, alors capitaine d'artillerie au service des Confédérés). = C.-rendus et Chronique.

**Foreign affairs.** 1928, juillet. — André SIEGFRIED. The passing of England's economic hegemony (l'âge du charbon, qui a fait la richesse de l'Angleterre de 1815 à 1914, est passé ; sa balance commerciale ne cesse de baisser. D'ailleurs, son activité se transforme et elle tend à devenir le principal courtier commercial du monde). — Walter LIPPMAN. Second thoughts on Havana (ce qui ressort de la sixième conférence pan-américaine, c'est la nécessité, pour les États-Unis, d'avoir dans l'Amérique centrale une diplomatie vigilante, capable de longues pensées et d'efforts continus). — Ogden L. MILLS. Our foreign policy. A republican view (il appartient au parti républicain de renoncer à la politique d'isolement). — Franklin D. Roose-



VELT. Our foreign policy. A democratic view (les démocrates doivent renoncer à une politique stérile comme celle du désarmement préconisée par M. Kellogg. Les États-Unis doivent travailler d'abord à regagner la confiance et l'amitié du monde en organisant sagement la paix). — Boris BAKHMETEFF. Ten years of bolchevism (l'exil de Trotzky, en décapitant le communisme, marque la fin de la période révolutionnaire ; les communistes ont joué dans la Révolution russe le rôle des Jacobins français à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et subissent le même sort tragique). — J. Reuben CLARK. The oil settlement with Mexico (expose les négociations qui ont abouti au règlement signé le 28 mars 1928 sur la question des propriétés des mines de pétrole possédées au Mexique par des citoyens américains des États-Unis). — Clarence K. STREIT. Haiti. Intervention in operation (arrangements pris avec le président Borno, élu en 1922, et qui poursuit une politique d'entente avec les États-Unis). — Ralston HAYDEN. What next for the Moro? (les Moros sont des indigènes des Philippines, répandus dans Midanao et dans l'archipel de Sulu. Or, Midanao produit en abondance toutes les cultures tropicales et les terres les plus fertiles sont les moins peuplées ; les Moros sont incapables d'exploiter ces richesses, ardemment convoitées par les nouveaux maîtres des Philippines. Ils devront fatalement subir le joug étranger ; mais les Américains, après les avoir soumis par la force des armes, ne sauraient se soustraire à l'obligation morale de leur donner des justes lois. Le problème est posé). — Josef REDLICH. Hapsburg policy in the Balkans before the war (d'après les notes journalières prises par feu Joseph Barnreither, 1912-1914. L'auteur déplore l'aveuglement du gouvernement dualiste dans ses rapports avec la Serbie). — Edgar TURLINGTON. The financial independence of Persia. — C. C. WU. Foreign relations of the Chinese nationalist government. — Herbert B. ELLISTON. Reparations, debts and the future. — Aloïs MUSIL. Religion and politics in Arabia (avec une carte). — William L. LANGER. Some recent books on international relations. — Denys P. MYERS. Source material. Public documents officially printed.

**Speculum.** 1928, avril. — Charles Homer HASKINS. Latin literature under Frederick II (cet empereur était un bon latiniste, comme son grand chancelier Pierre de La Vigne ; il encouragea les études ; on trouvera ici une liste des œuvres latines qui lui ont été dédiées. En ce qui concerne l'historiographie, l'influence de Frédéric se fit sentir surtout par les furieuses polémiques de sa lutte avec Grégoire IX ; pas de chroniques, mais des lettres et papiers d'État en grand nombre, écrits par Pierre de La Vigne, Nicola della Rocca, Terrisio di Atina, Jean « de Argussa », etc. La poésie latine, très en faveur à la cour sicilienne, est représentée par Schiavo de Bari, Jacques de Bénévent, Henri d'Avranches. Littérature d'un caractère uniquement séculier ; « cette sécularisation cadre exactement avec celle de l'État »). — Philip Barrows WHITEHEAD. The acts of the council of 499 and the date of the payer *Communicantes* and *Nobis quoque* in the canon of the Mass. — Elizabeth Cox WRIGHT. Common law in the thirteenth-century english royal forest (prouve qu'au XIII<sup>e</sup> siècle les régions légalement considérées comme constituant la « forêt royale » n'étaient pas régies uniquement par la « forest law », mais que, dans certains cas, la « common law » était appliquée, comme toutes les autres infractions à la loi commune). — Lynn THORNDIKE. Sanitation, baths and street-cleaning in the Middle ages and Renaissance (nombreuses références montrant que l'hygiène publique et privée n'était pas aussi négligée ou même ignorée au Moyen Age qu'on l'a dit). —

Francis Peabody MAGOUN et S. Harrison THOMSON. *Kronika o Alexandru Velikem*. A czech prose translation of the *Historia de preliis*, reunion J<sup>3</sup> (minutieuse étude des manuscrits contenant la traduction en prose tchèque du *De preliis*, roman historique qui se rattache à la légende d'Alexandre le Grand). — Le R. P. German PRADO O. S. B. Mozarabic melodies (avec deux fac-similés et plusieurs transcriptions en notes modernes). — Florence A. YELDHAM. Fraction tables of Hermannus Contractus (étudiés surtout d'après deux manuscrits de Durham et d'Oxford, dont on donne quelques extraits). — Robert J. MENNER. Two notes on medieval Evhemerism (concernant Alfred et Ælfric, Ninus et Nemrod). — S. Harrison THOMSON. Three unprinted opuscula of John Wyclif (1<sup>o</sup> Errare in materia fidei quod possit Ecclesia militans; 2<sup>o</sup> De clavibus Ecclesie, id est De potestate ligandi; 3<sup>o</sup> De officio regis conclusio). — Walter Muir WHITEHILL. An inscription of 1095 at Loarre (inscription funéraire d'un certain « famulus Dei Tulas », mort la veille des calendes de décembre 1095, date absolument certaine, comme en fait foi un fac-similé publié d'après un estampage. L'inscription se trouve sur la façade de l'église du château de Loarre, Huesca). = C.-rendus. = Liste des livres reçus. = Notice nécrologique sur Thomas Frederick Crane, 1844-1927, professeur à l'Université Cornell, auteur de nombreux ouvrages sur le folklore médiéval, la littérature française et italienne, etc.).

## GRANDE-BRETAGNE

**Antiquity**, 1928, juin. — D. RANDALL-MAC IVER. Forerunners of the Romans, II (caractérise cinq peuples et civilisations qui ont occupé l'Italie septentrionale vers l'an 1000, deux cents ans avant l'arrivée des Étrusques; quatre de ces peuples pratiquaient la crémation; le cinquième, les Picéniens, l'inhumation. Une carte et cinq planches). — Vice-amiral Bayle SOMERVILLE. Two great dolmens of central France (minutieuse description des dolmens de Saint-Antoine-du-Rocher, près de Tours, et de Bagneux, près de Saumur; avec trois planches). — Eric THOMPSON. The « Children of the Sun » and Central America (réfute la théorie de l'École de Manchester d'après laquelle les Aborigènes de l'Amérique centrale ont dérivé leur civilisation du sud-est asiatique et, indirectement, de l'Égypte. Montre en quoi consistait la religion des Maya, peuple primitif du Yucatan). — Eliot CURWEN. Ancient cultivations at Grassington, Yorkshire (avec une carte montrant dans cet endroit la persistance des méthodes celtiques pour la culture du sol à l'époque romaine). — O. G. S. CRAWFORD. Our debt to Rome? (il y eut certainement une brisure profonde entre le régime impérial en Bretagne et l'établissement des Anglo-Saxons; l'examen de la carte et le résultat des fouilles archéologiques prouvent qu'entre les deux époques un changement profond s'effectua dans la répartition du sol entre les habitants; certains exemples locaux montrent que les anciennes voies romaines ont été remplacées par des chemins très différents. Deux cartes et une bibliographie). — Einar GJERSTAD. The swedish excavations in Cyprus. — Alan ROWE. The recent finds at Beisan (fouilles d'un énorme tumulus appelé Tell-el-Hom dans la Palestine méridionale. Deux planches). — George H. BUSHNELL. The Alexandrian library (résume ce qu'on sait de cette bibliothèque; elle fut en partie brûlée en 47 av. J.-C. et n'existait plus en 272 de notre ère. Sa destruction ne saurait donc être imputée à l'armée du calife Omar en 642). = Notes and News (un plan de Volubilis d'après un article de M. Salesses; la croix de

saint Jean à Iona; l'Institut oriental de l'Université de Chicago; résultat des fouilles récentes au mur d'Hadrien, d'après *Durham University Journal*, mars 1928; outils en fer trouvés à Ur et remontant au quatrième millénaire, etc.).

**Bulletin of the Institute of historical research.** Vol. VI, n° 16, juin 1928. — F. J. WEAVER. Anglo-french diplomatic relations 1558-1603; suite (bibliographie des sources manuscrites relatives aux ambassadeurs anglais en France de Sir Francis Walsingham, 1570-1573, à Sir Amyas Paules, 1576-1579). — Hilda JOHNSTONE. Pascasius Valentini and the Frescobaldi (publie un acte émané de la garde-robe du roi en 1299, ayant pour objet de solder les dépenses faites au service du roi en Gascogne par un certain Pascasius Valentini, dit « Ladalli de Arragonia »; la « Societas Friscobaldorum » s'est portée garante de la somme due par le roi). — Pierre JANELLE. An unpublished poem on bishop Stephen Gardiner (poème en anglais tiré d'un volume appartenant à la bibliothèque de Trinity college, Cambridge. L'auteur est un certain William Palmer, « gentilhomme pensionnaire » du roi et zélé protestant. Il le composa pendant l'été de 1547. De ce poème, qui est sans valeur littéraire, on publie ici seulement les passages qui ont un intérêt historique). — Sommaire des thèses (on peut signaler celle de Mary C. L. Salt sur les ambassades en France pendant le règne d'Édouard 1<sup>er</sup>; celle de Jean Strachan Wilson sur le travail administratif du Lord chancelier sous les deux premiers Stuarts; celle de J. W. Herbert sur les débats constitutionnels à la Jamaïque de 1748 à 1776, etc.; celle de C. W. De Kiewiet sur la politique britannique à l'égard des Républiques hollandaises du Sud-Afrique, 1818-1872). — Addition et correction au *Dictionary of national biography* et au *New English dictionary*.

**History.** 1928, avril. — E. F. JACOB. Suger of St. Denis (sa vie, son œuvre littéraire et artistique). — Florence M. G. HIGHAM. Fact and fancy in the writing of history (à propos de plusieurs livres récents; « on ne peut interpréter les faits sans appeler la fiction à son aide »). — C. H. K. MARTEN. The first school examination and the teaching of history. — E. Jeffries DAVIS. Trimoda necessity (explique comment le mot *trimoda* s'est, depuis Selden, transformé en *trinoda*, que rien ne justifie). = C. rendus.

**The Times. Literary Supplement.** N° 1372. — The « Black Dwarf » (étude sur un journal hebdomadaire publié sous ce titre : Le nain noir, pour soutenir la cause de la réforme radicale, 1817-1820). = N° 1374. George III (d'après sa correspondance, publiée par Sir John Fortescue). = N° 1375. Sixty years of social thought (c'est surtout une critique d'un nouveau livre de Bernard Shaw sur le socialisme). — Mrs. ESDAILE. Peprys Le Sueur and Gibbons (sur l'histoire du Royal Exchange et l'abbaye de Westminster). = N° 1376. The house of Minos (d'après les t. II et III de Sir Arthur Evans). — William A. SHAW. Burnet and the « Characters » of John Macky (montre que les *Characters*, qui sont des tableaux de la cour d'Angleterre dans les premières années du XVIII<sup>e</sup> siècle insérés par Macky dans ses Mémoires, ont pour auteur Burnet, qui se proposait de les faire paraître dans l'Histoire de son temps). = N° 1377. Sir Thomas Malory and the sentiment of glory (importance de la *Morte Darthur* pour la formation de la prose anglaise; pourquoi ce célèbre roman est aujourd'hui injustement dédaigné). = N° 1373. Asia in travail.

## ITALIE

**Archivio storico Siciliano.** T. XLVII-XLVIII, 1927. — A. SANSONE. Le fortune della spedizione dei Mille. Nuovi documenti. — C. A. GARUFI. Il più antico diploma purpureo con scrittura greca ad oro della cancelleria Normanna di Sicilia (l'unique et célèbre diplôme en langue grecque, écrit en lettres d'or sur parchemin pourpré et conservé aux archives de la Chapelle palatine de Palerme, si souvent étudié et reproduit depuis Montfaucon, n'émane point, comme on l'a cru, de la chancellerie byzantine, mais de celle du grand comte Roger; il le faut dater d'avril 1094).

A. DE B.

**Archivio Veneto.** T. LVIII, 1927. — C. GASPAROTTO. Patavium, municipio romano. — G. MAGNANTE. Il consiglio dei Rogati a Venezia, dalle origini alla metà del sec. XIV. — G. BISCARO. I primordi dell'Ordine Franciscano in Treviso. — V. LAZZARINI. Una donazione di Naimerio Polani alla dogaresa Michiel (1155). — V. MALAMANI. Il teatro lirico a Venezia nel sec. XIII.

A. DE B.

**Giornale storico e letterario della Liguria.** T. II, 1926. — U. FORMENTINI. Consorterie langobardiche fra Lucca e Luni. — A. COSTA. Gian Lucca Pallavicino e la corte di Vienna (1731-1753). — G. GNECCO. Il Molière nella produzione comica di Stefano De Franchi. — P. RIVOIRE. Gabriella Malaspina di Fosdinovo. Vicende di una monaca del sec. XVIII. — T. III, 1927. V. VITALE. Le relazioni commerciali di Genova col regno Normanno-Svevo. — E. PANDIANI. Storia dei pirati liguri. — V. FORMENTINI. Intorno al duomo di Sarzana. — U. GIAMPAOLI. Per la storia del costume (contribution à l'histoire du costume au XVI<sup>e</sup> siècle). — O. PASTINE. Genova e Massa nella politica mediterranea del primo settecento. — V. VITALE. Intorno ai « Libri iurum » (conservés aux archives du ministère des Affaires étrangères à Paris). — M. BATTISTINI. Sui Francesi uccisi a Filattiera nel 1796 (meurtre de deux fonctionnaires français, en Toscane, pendant l'occupation napoléonienne). — M. FERRARI. Intorno alle origini di Sarzana.

A. DE B.

**Historia. Studi storici per l'antichità classica.** 1<sup>re</sup> année, n° 4, 1927, octobre-décembre. — A. SOLARI. I centri Emiliani della tribù Stellatina (sur les origines romaines de Forum Livi, aujourd'hui Forlì, et de Forum Populi; ces lieux auraient d'abord dépendu du municipe de Mevaniola, ce qui expliquerait leur inscription dans la tribù Stellatina). — A. NEPPI MODONA. Sull'uso dei pempòbola nell'antichità (à propos de deux fourches à cinq pointes, trouvées dans un dépôt de la fin de l'âge du bronze; selon une opinion, c'étaient des outils de pêche; selon une autre, des instruments pour faire rôtir les viandes dans les sacrifices). — M. SEGRE. La più antica tradizione sull'invasione Gallica in Macedonia e in Grecia, 280-279 a. Cr. (nous avons deux traditions sur cette invasion; celle qui est représentée par Pausanias, Diodore, Justin, et qui jouit de peu de crédit, s'accorde pourtant avec des documents épigraphiques et archéologiques, contemporains ou presque contemporains des événements). — C. ALBIZZATI. Statuetta ellenistica d'acrobata (curieux petit bronze, exécuté au III<sup>e</sup> ou au II<sup>e</sup> siècle av. J.-C., et représentant un nain acrobate; très apparenté à des statuettes trouvées dans les fouilles sous-marines de Mahdia). — R. ANDREOTTI. Ancora sulla toponomastica Lunese-Pisana. — R. SABBADINI. Per una nuova edizione di Virgilio; il codice Vaticano Palatino 1631 (observations sur ce célèbre manuscrit, qui se trouvait à l'abbaye de Lorsch au début du IX<sup>e</sup> siècle et y resta jusqu'au milieu du XVI<sup>e</sup>). = Nécrologie: Vasile Par-

van. = Nouvelles archéologiques sur Rome et la province de Rome. Correspondance toscane. Bulletin bibliographique, dépouillement des périodiques ; vie universitaire. = 2<sup>e</sup> année, n° 1. 1928, janvier-mars. G. NICCOLINI. *Les Leges sacratae* (lois émanant de la plèbe seule, qui prêtait serment de les faire respecter, et déclarant *sacer* le violateur éventuel ; elles n'eurent plus de raison d'être quand les plébéscites devinrent de véritables lois de l'État romain). — P. BAROCELLI. Le incisioni rupestri delle Alpi Marittime (on connaît, sur le monte Bego, au-dessus de Ventimiglia, à des altitudes variant de 1900 à 2,600 mètres, plus de 14,000 gravures rupestres, représentant soit des figures cornues, images plus ou moins abrégées de taureaux, sans doute animaux divins, soit des hommes, des armes et outils, des charriures, soit des figures géométriques dont le sens échappe ; il y avait donc là, à l'époque énéolithique et à l'âge du bronze, un lieu de pèlerinage, fréquenté par des agriculteurs qui devaient vivre dans les vallées des Alpes-Maritimes ; ces gravures, qui ont été étudiées surtout par un Anglais, Bicknell, exigent une exploration systématique). — C. ALBIZZATI. Per l'arte dell' età imperiale (observations sur la sculpture romaine de l'époque impériale, depuis le second siècle, à propos de l'ouvrage de M<sup>me</sup> E. Strong). — Maria Teresa POLIDORI. Sulla e Mario nei rapporti della guerra sociale. = Dépouillement des périodiques. Correspondance de Toscane. Nouvelles archéologiques (d'Italie). Nouvelles publications d'archéologie coloniale (Cyrène et Tripolitaine). Vie universitaire. = Elisa VIANELLO. Il trattato sulle Leggi di M. Tullio Cicerone (long mémoire d'une étudiante). = N° 2, avril-juin. L. CANTARELLI. L'ultimo rifugio di Romolo Augustolo (à Naples, dans l'îlot appelé aujourd'hui Castel dell' Uovo). — A. SOLARI. Sui limiti dell' antico territorio Claternese (au sud-est de Bologne). — U. ANTONIELLI. Il posto dell' Italia negli studi di preistoria (cette place est « di primissimo ordine » ; exposé sommaire de l'œuvre des préhistoriens italiens, surtout de Pigorini). — M. SEGRÉ. La fonte di Pausania per la storia dei Diadochi (Pausanias se sert d'un auteur qui n'est pas antérieur à l'époque impériale). = P. BAROCELLI. Article nécrologique sur Ernesto Schiaparelli. = L. ROVERE. Studi di preistoria in Piemonte (publications de P. Barocelli). = Dépouillement des périodiques. Correspondance de Toscane. Récentes découvertes archéologiques italiennes en Albanie. Le musée archéologique de Florence. Le premier congrès national d'études romaines (tenu à Rome en avril 1928). Le congrès international étrusque (tenu à Florence et à Bologne en avril-mai 1928). = R. ANDREOTTI. Sul nome di Claudia dato alla Via Emilia. — E. ANDREOLI. Intorno all' antichità di Imola.

**Levana.** Rassegna bimestrale di filosofia dell'educazione e di politica scolastica. T. VI, n°s 1-2, 1927, janvier-avril. — A. GAMBARO. I due apostoli degli asili infantili in Italia (Aporti en Lombardie et Lambruschini en Toscane). — G. SAITTA. L'educazione dell' Umanesimo. IX : Bernardino di Siena, o il Santo dell' Umanesimo. A. DE B.

**Memorie storiche Forogiuliesi.** Giornale della regia Deputazione sopra gli studi di storia patria per il Friuli. T. XXI, 1925. — P. S. LEICHT. Scuole superiori e vita studentesca nel Friuli medievale. — P. PASCHINI. Raimondo della Torre, patriarca d'Aquileia. — Id. Il patriarcato di Pietro Gera. — Id. Un secolo di storia Rosacense (notes et documents sur l'abbaye de Rosazzo au xv<sup>e</sup> siècle). = T. XXII, 1926. L. SUTTINA. Femminette berlingatrici nei versi di un notaro Udinese del Quattrocento (scène de vie bourgeoise du xv<sup>e</sup> siècle contée en vers imagés par Ser



Tadeo de Baldino de Bonvillani, notaire d'Udine; la pièce inédite est publiée d'après le ms. 286 de la Bibliothèque palatine de Parme). — P. PASCHINI. L'abbazia di Rosazzo nella prima metà del Cinquecento. — M. I. LEICHT. « La rotta de' Tedeschi in Frivoli » (poème de Perossino della Rotonda da Perugia, célébrant une défaite infligée aux Allemands en Frioul, au début du XVI<sup>e</sup> siècle, par le condottiere Baglioni; publié d'après un opuscule du temps conservé à la bibliothèque de Séville).

A. DE B.

**Nuovi studi medievali.** Rivista di filologia e di storia. T. II, 1925-1926. — C. GUERRIERI CROCETTI. La leggenda di Rodrigo, contributo allo studio dell' epopea spagnuola. — G. W. COOPLAND. An unpublished work of John of Legnano, the « Somnium » of 1372. — GEROLAMO BISCARO. Si, che per simil non s'entro in Malta (disserte sur l'origine du nom de « Malta » qui, dans ce vers de Dante, désigne la prison destinée aux clercs condamnés à la réclusion perpétuelle). — ROGER S. Loomis. Romance and epic in the romanesque art of Italy (critique de Mâle, *L'art religieux du XII<sup>e</sup> siècle*).

A. DE B.

**Rendiconti della R. Accademia dei Lincei.** Classe des sciences morales, historiques et philologiques. 6<sup>e</sup> série, t. II, fasc. 3-4, 1926, mars-avril. — F. BRANDILEONE. Perché Dante colloca in Paradiso il fondatore della scienza del diritto canonico? (parce que le décret de Gratien se rapporte au for laïc et au forecclesiastique. L'auteur combat l'interprétation contraire de Ruffini et de Tamassia. Longue dissertation de 85 p.). — ENRICO CERULLI. Le popolazioni della Somalia nella tradizione storica locale. — DOMENICO ZANCANI. Monumenti e riflessi di arte italiota in Epiro. — GIUSEPPE FURLANI. Di una presunta versione araba di alcuni scritti di Porfirio e di Aristotele. = Fasc. 5-6, mai-juin. PIETRO LOI. Di una silloge epigrafica umanistica della biblioteca universitaria di Pisa (recueil d'inscriptions romaines qui ont été transcrites au XVI<sup>e</sup> siècle dans trois mss. appartenant à la bibliothèque de l'Université de Pise). — E. RIZZO. Elisia Caetani Lovatelli (cette grande dame qu'ont illustrée ses travaux sur l'archéologie classique était née le 12 octobre 1840; elle est morte le 22 décembre 1925). — DOMENICO COMPARETTI. Antichissima iscrizione sabina testè trovata nell' agro Tiburtino (avec deux fac-similés). — M. GUARDUCCI. Intorno ad una serie di bronzetti etruschi rinvenuti sull' Appennino bolognese (avec quatorze figures). — Id. Intorno a tre tazze d'argento del museo di Bologna (avec onze figures). = Fasc. 7-10, juillet-octobre. I. GUIDI. Due nuovi manoscritti della « Cronaca abbreviata » di Abissinia (cette chronique fut composée probablement sous le règne d'Iyasu II, 1729-1753; on en connaissait déjà trois rédactions, dont une, dans un ms. de Paris, contenait le texte édité par Basset en 1880). = Fasc. 11-12, novembre-décembre. E. CERULLI. Canti amarici dei Musulmani di Abissinia (ces chants en langue ahmarique appartiennent à l'époque actuelle). — L. CECI. Inscriptio Tiburtina antiquissima (cette inscription est antérieure à celle de Duennos, qui est du début du V<sup>e</sup> siècle; elle appartient à un groupe de très anciens documents dont l'écriture ne sert pas encore à exprimer la pensée humaine, mais avait un sens religieux, comme hiéroglyphique). — C. A. NALLINO. « Phernè » nel senso di « Donatio propter nuptias » in scritti siriaci e giudaici. — A. NEPPI MODONA. Il nuovo monumento epigrafico protoetrusco del Museo metropolitano di New York (dresse le tableau des signes alphabétiques inscrits sur de très anciens monuments qu'on reproduit ici; ils paraissent procéder d'un alphabet hellénique transmis directement en Étrurie et de l'Étrurie à Rome). — L. CECI. Roma e gli Etruschi.

I : Il fascio littorio (les termes *lictor*, *fascis*, *securis*, sont proprement latins ; ils ne doivent rien à l'étrusque. Le faisceau du licteur jouit d'une antiquité telle qu'il n'admet ni importation ni emprunt). — G. VINACCIA. Saggio di metrologia etrusca. — Vittorio SCIALOJA. Notice nécrologique sur Giacomo Lumbroso (avec la bibliographie de ses œuvres). = T. III, 1927, janvier-février. Francesco GABRIELLI. « classicità » e « modernità » nella poesia di Al-Mutanabbi. — F. BRANDILEONE. Notice nécrologique sur Francesco Schupfer (longue notice sur la vie et les travaux de ce savant professeur et historien du droit romain qui naquit à Chioggia le 5 janvier 1833 et mourut le 8 septembre 1927). — L. CECI. Elia Lattes e la etruscologia (notice nécrologique. Lattes, né à Venise en 1843, mort à Milan le 1<sup>er</sup> juin 1925, fut un des maîtres dans le déchiffrement et l'explication des textes en langue étrusque. Mémoire richement documenté de quatre-vingt-onze pages). — Francesco ORESTANO. Notice nécrologique sur Rudolf Eucken (mort octogénaire à Iéna, le 15 septembre 1926). — L. CECI. Roma e gli Etruschi. II : La storia di tre parole (ces trois mots sont *amare*, *pulcher* et *populus* ; selon Kretschmar, ces trois expressions ont été empruntées à l'étrusque par les Latins, qui n'en avaient pas l'équivalent. L'auteur proteste et s'efforce de prouver que le latin possédait cet équivalent. Les sentiments qu'ils expriment ne doivent rien à l'étranger). — Francesco GABRIELLI. Documenti relativi al califfato di Al-Amin in At-Tabari (documents importants pour l'histoire de l'Islam en 802-813 de notre ère, après la mort de Haroun al-Rachid, et qui sont la principale source du chroniqueur At-Tabari). = Notice nécrologique sur Domenico Comparetti, doyen d'âge de l'Académie, mort le 19 janvier 1926. = Fasc. 3-4, 1927, mars-avril. G. FURLANI. Sulla pronuncia del nome Samas-Sum-Ukin (nom d'un frère d'Assurbanipal). — Id. Di un supposto gesto precatori Assiro (geste de l'adorant qui, de la main droite, envoie, pendant qu'il récite la prière, des baisers à la statue divine devant laquelle il se tient debout. Est-ce un geste primitif de prière, comme le prétend Langdon? Non, c'est tout simplement un geste de commandement. Pour le prouver, on passe en revue toutes les représentations figurées que fournissent les monuments assyriens et non-assyriens, grecs et classiques). — L. CECI. Roma e gli Etruschi. III : Il vino e l'asino (les deux mots *vinum* et *asinus* ont été empruntés par les Latins aux Étrusques). — P. S. LEICHT. Gasindi e vassalli (est-ce la conquête franque de la Lombardie qui a causé le développement de la classe des « gasindi » en celle des « vassalli »? Quelle est le sens du terme « fidelitas » et comment il évolua?). — Nicola FESTA. Notice nécrologique sur Vittorio Puntoni (professeur de philologie classique, né à Pise le 24 juin 1859, mort le 20 mars 1926). — Biagio BRUGI. Dove erano custodite in Pisa le Pandette nel secolo XIV? (un document de l'année 1358 prouve qu'à cette date un ms. des Pandectes était conservé à Pise sous la garde des Anciens du peuple). — Achille LORIA. Notice nécrologique sur Francesco Isidoro Edgeworth (professeur de logique et d'économie politique à King's College, Londres ; auteur d'un traité remarqué sur la science de la finance). = Mai-juin. Notices nécrologiques sur Domenico Comparetti par A. CHIAPPELLI ; sur Paul-Frédéric Girard, par P. BONFANTE ; sur Vittorio Diorini, par P. S. LEICHT. — E. CERULLI. Nuovi documenti arabi per la storia della Somalia. — Rodolfo DE MATTEI. La « Monarchia di Spagna » di Campanella et la « Ragion di Stato » di Botero (l'ouvrage de Giovanni Botero, *La Ragion di stato*, a été publié en 1589, dix ans avant la *Monarchia di Spagna* de Campanella, qui lui a fait de fréquents emprunts. Cela ressort de nombreux passages reproduits en

deux colonnes parallèles. Deux fac-similés : l'un d'un ms. non interpolé de la *Monarchia*, avec des annotations de la main de Campanella, qui se trouve à la bibliothèque Sainte-Geneviève ; l'autre d'un frontispice de l'édition allemande de la *Monarchia* interpolée, qui a paru en 1623, du vivant même de Campanella). = Juillet-octobre, fasc. 7-10. Carlo CONTI-ROSSINI. Di alcuni scritti etiopici inediti (1<sup>o</sup> Les actes éthiopiens de saint Sébastien ; le texte de ces actes est un remaniement moderne de l'œuvre attribuée à saint Ambroise. 2<sup>o</sup> Arkaledes et les souvenirs sur saint Ewostatewos recueillis par ses disciples. 3<sup>o</sup> Prières traduites de l'arabe en langue éthiopique par Marqoryos en 1540, etc.). — G. PATRONI. La morte di Eracle, e alcuni aspetti dell' oltretomba (longue discussion du mémoire publié par Mingazzini dans les *Rendiconti*, série VI, vol. 1).

Ch. B.

## NORVÈGE

**Historisk Tidsskrift** (Revue historique norvégienne. Avec résumés en anglais. Oslo, Grøndahl, 5<sup>e</sup> série, t. VI, fasc. 6-7, 1926-1927, 5 couronnes par an). — Einar BLIX. Engelskmennene og Ofot-Luleå-Banen (Les Anglais et le chemin de fer d'Ofot à Luleå, 1864-1903 ; il fut construit de 1883 à 1887 et fit faillite en 1889). — Asgaut STEINNES. Peningar vegnir og Peningar svartir (étude sur la *grossa moneta*, 1/5 d'argent, ou 28 au marc ; la *moneta subtilis*, 1/4 d'argent, ou 480 à la livre ; 1 mark compté de grosse monnaie = 3 marks comptés de monnaie légère = 1 1/2 mark pesé de monnaie légère d'argent). — Bardi GUDMUNDSSON. Götalands politiske stilling fra 950 til 1050 (La situation politique de la province de Götaland de 950 à 1050 ; elle aurait fait partie des possessions du roi danois Harald Gormsson). — Jonas HAUER. Norges Historie, bibliografi for 1924-1925 (Bibliographie de l'histoire de la Norvège ; 1924-1925). = 5<sup>e</sup> série, t. VII, fasc. 1. Alexander BUGGE. Litt om hvorledes Brunlanes er blit bygget (Comment Brunlanes, sur la côte ouest du fjord d'Oslo, a été colonisé ; déductions fondées sur les découvertes archéologiques et sur les textes antérieurs au XII<sup>e</sup> siècle). — Johan SCHREINER. Olav den Hellige og nabolandene (Olaf le Saint et les pays voisins ; il fut battu par Canut le Grand). — J. ÅDIGARD DES GAUTRIES. Hvorledes Normandi fik grænsene sinel (Quand la Normandie a-t-elle atteint ses frontières actuelles ? Vers 937). — P. HOLMESLAND. Mer om Olav Haraldssons hjemreise fra England 1015 og første tog til Trondhjem (Revient sur le retour d'Angleterre d'Olav, fils de Harald, et sa première expédition à Trondhjem). — Hans TOLL. Några moment i Götalands äldsta historia (Quelques moments de la plus ancienne histoire du Götaland). — Johan JERSTAD. Skyrstal og skupreidetal (« Navire » et « bras de navire », dans les textes norvégiens du XIII<sup>e</sup> s.). — Anton ESPELAND. Herlaug Hudfat (biographie d'un chef norvégien). — Alexander BUGGE. Stemninger i Norge omkr. 1790 (L'état d'esprit en Norvège vers 1790 ; les premières manifestations de désirs d'indépendance d'après les lettres du consul anglais à Oslo). — Arne BERGSGÅRD. Brev fra 1814 (lettres sur les événements de Norvège en avril 1814). — Wm. SPEAR. Ofot-banen (rectifications à l'article d'Einar Blix mentionné plus haut sur le chemin de fer d'Ofot). = T. VII. Johan SCHREINER. Harald Hårfagre og hans efterfølgere [Harald Hårfagre et ses successeurs] (Hårfagre causa l'émigration en Islande par sa conquête de la côte occidentale ; Eirik, qui lui succéda, n'était pas l'aîné de ses enfants, mais le seul né d'une princesse ; les petits fils de Hårfagre durent recommencer son œuvre). — Arne

BERGSGÅRD. Sporsmålet om folkesuveräniteten i 1814 (La question de la souveraineté du peuple en 1814 ; elle ne fut débattue que dans ses rapports avec la question de la pleine indépendance ou de l'union avec la Suède). — OSCAR A. JOHNSEN. Nordiske Handelsforbindelser med Frankrike for 1814 (les relations commerciales de la Norvège avec la France avant 1814 eurent lieu surtout par l'intermédiaire des Hanséatiques pendant la seconde moitié du Moyen Age, puis par celui des Hollandais ; enfin, après 1672, par celui des Scandinaves eux-mêmes ; elles étaient importantes, la balance en étant cependant favorable à la France à cause de l'importation des produits coloniaux et surtout du vin). — FR. ORDING. To brever fra O. G. Ueland (deux lettres de O. G. Ueland à Gunnar Birkeland, père de l'archiviste, 1835 et 1848). — JOHAN SCHREINER. Sigvats sendeferd til Svitjod [La mission de Sigvat à Svitjod] (Svitjod était la résidence du roi de Suède sur le lac Mälär). E. L.

## PAYS-BAS

Mededeelingen van het Nederlandsch Historisch Instituut te Rome. VII<sup>e</sup> deel ('s-Gravenhage, M. Nijhoff, 1927, LXIII-224 p., 35 pl., fl. 7). — H. M. R. LEOPOLD. Le rôle de l'étain dans l'histoire de l'ancienne civilisation hellénique (il était la base de la richesse à l'époque du bronze ; l'appauvrissement des pays situés autour de la mer Égée résulta du transfert du commerce de l'étain de la Crète en Phénicie). — G. VAN HOORN. La danse des armes et le départ des guerriers sur des vases italiens. — A. W. BIJVANCK. L'arc de Constantin. — FR. THYSSEN. La tombe de saint Caius dans les catacombes de Callixte. — G. J. HOOGWERFF. Philips van Winghe. — CHR. HUELSEN. Dessins romains inédits de Marten van Heemskerck. — A. H. L. HENSEN. Un portrait encore inconnu du pape Adrien VI. — J. F. M. STERCK. Sur le pape Adrien VI. — T. H. FOKKER. Jan Sons de Hertogenbosch, peintre à Parme. — J. D. M. CORNELISSEN. Thomas Erpenius et la « Propagande » (il entretenait des rapports suivis avec elle pour ses impressions arabes ; on y espéra un moment le convertir au catholicisme). — G. J. HOOGWERFF. La Communauté néerlandaise-allemande à Livourne et son cimetière. — HERMANN EGGER. Vues de Rome de Lieven Cruyl. — T. H. FOKKER. Œuvres d'artistes des Pays-Bas septentrionaux et méridionaux conservées dans les trois anciennes républiques italiennes (essai d'inventaire). E. L.

Tijdschrift voor Geschiedenis. 43<sup>e</sup> année, 1928, janvier. — DR C. P. BURGER. Het werk van de Linschoten-Vereeniging. — JAN ROMEIN. Nieuwe literatuur over de volksverhuizing (étude de divers ouvrages sur les migrations de peuples). — N. B. TENHAEFF. Drie capita uit de Geschiedenis van Zuid-Afrika (analyse des ouvrages de J. P. van der Merwe, de Cory et de Ph. R. Botra sur l'Afrique du Sud au XIX<sup>e</sup> siècle). — F. et M. HUDIG. Achttiende-eeuwsche Fransche Schilderkunst (sur l'Histoire de la peinture française au XVIII<sup>e</sup> siècle, de Louis Réau). — AVRIL. H. BOLKESTEIN. De waardering der grieksche Kunst door haar tijdgenooten (appréciation de l'art grec par ses contemporains). — ENNO VAN GELDER. De Nederlandsch Adel en de opstand tegen Spanje, 1565-1572. — ALBERT VAN LAAR. De oorsprong van Antwerpen in het licht van de theorie van het ontstaan van de steden (l'origine d'Anvers et la théorie de l'origine d'Anvers). — D. TH. ENKLAAR. Nieuwe literatuur over de ministerialiteit (d'après les ouvrages de Ganshof et de K. Weimann). H. S.

## RÉPUBLIQUE ARGENTINE

**Anales de la Facultad de ciencias jurídicas y sociales de la Universidad de la Plata**, director Dr Enrique Ruiz Guíñazú, año I, 1926. — José Nicolás MATIENZO. La constitución y la representación proporcional (montre les avantages de la représentation proportionnelle dans les élections au Congrès national). — Juan Carlos RÉBORA. La reforma del código civil (elle est nécessaire). — David LASCANO. Ejercen los arbitros jurisdicción? — Eduardo WILLIAMS. Legislación cambiaria uniforme (mesures prises pour unifier internationalement le droit relatif aux lettres de change et aux chèques). — Enrique RUIZ GUÍÑAZÚ. La fuerza sobre el derecho (sur l'évolution politique récente de plusieurs pays européens dans le sens de la dictature). — Luis MÉNDEZ CALZADA. Rol de la jurisprudencia entre las fuentes subsidiarias del derecho en la legislación argentina. — Carlos Alberto ALCORTA. Estudio sobre la naturaleza y fundamentos de la extradición (vues d'ensemble). — Atilio DELL'ORO MAINI. Del sistema de jubilaciones al régimen de los seguros (étude sur les retraites ouvrières et les assurances sociales). — Alejandro M. UNSAIN. La ley italiana de organización profesional [d'avril 1926]. — Enrique GIL. Represión de la competencia desleal (étude de législation comparée relative à la concurrence déloyale). — Eduardo R. ELGUERA. El derecho de superficie en la legislación argentina. — Juan José Díaz ARANA. La libertad de contratar. = Año II, 1927. Benito A. NAZAR ANCHORENA. Los ferrocarriles en el Código civil, naturaleza jurídica de la propiedad ferroviaria (le droit du concessionnaire d'un chemin de fer ressortit au droit administratif et non au code civil). — Juan A. GONZÁLEZ CALDERÓN. Nuestro federalismo y derecho de minas (le patrimoine historique des provinces au point de vue minier à sauvegarder). — Enrique RUIZ GUÍÑAZÚ. El problema jurídico del impuesto. — José PECO. El uxoricidio por adulterio en la etnología (étude la question historiquement chez les peuples américains avant la conquête espagnole). — Juan E. LOZANO. La prejudicialidad civil en el procedimiento penal. — David LASCANO. Unidad de la jurisdicción. — Enrique V. GALLI. Valor jurídico del silencio. — Eduardo R. ELGUERA. La hipoteca sobre muebles (étude son évolution historique). — Pablo SANTOS MUÑOZ. Influencia de la libertad de testar sobre el crecimiento de la población (depuis 1800, dans divers pays, exposé théorique et historique). — Atilio DELL'ORO MAINI. Il contrato de ajuste y la conferencia de Ginebra (sur le contrat d'engagement des marins). — Carlos Alberto ALCORTA. La escuela histórica del derecho y la condición del derecho internacional (étude les origines du mouvement qui tend à la codification du droit international). — Faustino J. LEGÓN. Legislación social y de fondo en la constitución sanjuanina. — Ladislao THÓT. La ciencia jurídica musulmana (ses origines historiques, son évolution, ses différentes écoles, ses sources). — Manuel PINTO. El contrato del trabajo.

**Boletín del Instituto de investigaciones históricas** (de la Facultad des lettres de Buenos-Aires), n° 31, 1927, 1<sup>er</sup> trimestre. — Roberto LEHMANN NITSCHKE. Hans Staden, arcabucero alemán de la expedición Sanabria al río de la Plata (1550-1553) (notice bio-bibliographique sur Staden auteur de la *Verdadera historia y descripción de una tierra... en el Nuevo Mundo*; critique et extraits de ce récit relatifs à l'expédition Sanabria). — Le P. GRENÓN, S. J. Desmitiendo un cuento (rétablit la vérité touchant la construction de l'église des Jésuites à Cordoba). — Juan CANTER. La instalación de la imprenta Gandarillas (fait l'historique de l'imprimerie fondée par



le Chilien de ce nom, réfugié à Buenos-Aires en 1815). — E. P. GRENÓN. Del correo del año 10 (incidents concernant le maître de la poste de Barrancas sur la route de Buenos-Aires au Chili en 1810). — José Torre Revello. Noticia historica de la Biblioteca universitaria de Sevilla (fin de la description des manuscrits de cette bibliothèque relatifs à l'Amérique espagnole, commencée dans le n° 30). — Notices bibliographiques ; dépouillement de périodiques et de journaux. — Ch. LEMUEL NICHOLS. Las diversas formas del código de Colón (sur les exemplaires du recueil des privilèges accordés à Christophe Colomb). — Inventario de documentos publicados (en supplément, avec pagination distincte : résumé des articles d'intérêt historique parus dans les journaux argentins *La cronica argentina* de décembre 1816 à février 1817, *El censor* d'août 1815 à janvier 1816). = N° 32, 1927, 2<sup>e</sup> trimestre. Emilio RAVIGNANI. Las provincias interiores y la obra constituyente del Congreso nacional de 1824-1827 (rédaction de la partie correspondante du cours d'histoire constitutionnelle professé par l'auteur). — Emilio A. CONI. Hans Staden arcabucero alemán de la expedición Sanabria (pour rectifier une erreur de R. Lehmann Nitsche dans son article paru dans le n° 30 ; établit que Hernando de Salazar, qui prit part à cette expédition, n'était pas le fils du capitaine Huan de Salazar, qui en fut l'un des chefs, mais d'un habitant de Grenade du même nom). — Ricardo R. CAILLET-BOIS. Documentos referentes a Guillermo P. White (aventures de cet Anglo-Américain émigré à Buenos-Aires, qui eut l'entreprise de l'armement de l'escadre argentine de 1810 à 1815). — José Torre Revello. Cómo escribió sobre la costumbres de la colonia un fraile capuchino (résumé d'un mémoire présenté au Conseil royal des Indes par le P. Mariano Yunqueiras, en 1788, sur les réformes nécessaires des mœurs au Pérou, Chili et Rio de la Plata). — Documentos relativos a América [latina] existentes en el Foreign Office (extraits du n° XLI des *List and indexes* publiés par le Public Record Office de Londres). — Notices bibliographiques ; dépouillement de périodiques et de journaux. — Tables alphabétiques détaillées des matières des nos 28 à 32 (tome V) du présent Boletín : — Inventario de documentos publicados (en supplément avec pagination distincte : résumé des articles d'intérêt historique parus dans le journal argentin *El censor* de janvier à septembre 1816). = N° 33, t. VI, 1927, 3<sup>e</sup> trimestre. R. LEHMANN-NITSCHKE. Hernando de Salazar y Juan de Salazar de Espinosa (cf. son article du n° 31 et celui de E. A. Coni du n° 32). — Benjamin VILLEGAS BASAVILBASO. La adquisición de armamentos navales en Chile durante la guerra del Brasil (histoire de la mission V. Vázquez à Valparaiso et destinée des trois navires de guerre achetés au Chili pour la République argentine en 1826). — José Torre Revello. Un emisario del dictador [du Paraguay], José Gaspar Rodríguez de Francia hace protestas de fidelidad, en su nombre, al rey de España (fait connaître les documents de l'an 1826 qui le prouvent). — Vicente DÁVILA. Encomiendas (notice historique sur les commanderies d'Indiens accordées aux conquistadores par les rois d'Espagne). — José Torre Revello. El acta de fundación de la ciudad de Todos los Santos de la Nueva Rioja, 20 de mayo 1591 (publie cet acte). — Documentos relativos a América [latina] existentes en el Foreign Office (extraits du n° XLI des *List and indexes*, fin, cf. n° 32). — Notices bibliographiques ; dépouillement de périodiques et de journaux. — F. A. PERALTA J. Algunas palabras de uso corrientes en la Republica Argentina (explication de mots du langage courant n'existant pas en espagnol classique). — Inventario de documentos publicados (supplément avec pagination distincte : résumé des articles d'intérêt historique parus dans le journal argentin *El*

*ensor* de septembre 1816 à janvier 1817). = N° 34, t. VI, 1927, 4<sup>e</sup> trimestre. H. SÉE. Esbozo de la historia del comercio francés en Cadix y en la América española en el siglo XVIII (quelques renseignements intéressants sur les relations commerciales entre la France et l'Amérique espagnole par Cadix de 1691 à 1760). — Isaac MANULIS. La real Audiencia pretorial de Buenos Aires (étude cette institution créée en 1661, supprimée dix ans plus tard, rétablie en 1785). — Julián DE LA PEÑA. Noticia histórica sobre el nombre Luján (origine du nom de la ville de Lujan, province de Buenos-Aires). — Ricardo R. CAILLET-BOIS. La muerte de Luis XVI comentada par un poeta colonial (sur un poème inédit, qu'il publie, composé en 1793 par J. Manuel Fernández; il prouve qu'on avait sur les bords du Rio de la Plata des renseignements exacts sur le procès, le testament et la mort du roi Louis XVI). — José TORRE REVELLO. Esclavas blancas en las Indias occidentales (sur le passage en Amérique espagnole de quelques esclaves blanches comme servantes au xvi<sup>e</sup> siècle). — Documentos relativos a América [latina] existentes en el Foreign Office (suite des extraits du n° XLI des *List and indexes* du Public Record Office). — Notices bibliographiques; dépouillement de revues et de journaux. — Juan Maria GUTIÉRREZ. Voces usadas en Buenos Aires (explication des mots usités dans un sens spécial). — Inventario de documentos publicados (supplément avec pagination spéciale: résumé des articles d'intérêt historique parus dans le journal argentin *El censor* de janvier à avril 1817). E. M.-C.

**L'Esprit international. The international mind.** 1928, 1<sup>er</sup> avril. — C. H. BECKER. L'esprit international et l'enseignement national. — N. IORGA. La Roumanie, les Balkans et l'Europe centrale. — René PINON. L'évolution de la question des détroits. — Maurice MURET. Les tendances internationales du roman contemporain. — Jacques ANCEL. Les bases géographiques du problème albanais (avec une carte montrant les grandes routes établies par les Italiens. « La domination italienne s'inscrit maintenant sur la carte »). — George R. E. GORDON. La fonction internationale du christianisme. — Henri LICHTENBERGER. Vers le rapprochement franco-allemand (parle surtout du « Comité franco-allemand d'information et de documentation », dont le promoteur est M. Émile Mayrisch, président de l'Entente internationale de l'acier). — Chronique (tableau résumé des relations internationales pendant le dernier trimestre, des questions économiques et financières). — Documents. Négociation franco-américaine (du 28 décembre 1927 au 27 février 1928. Traité d'arbitrage franco-américain, 6 février 1928. La conférence panaméricaine, 21 janvier 1928).

BIBLIOGRAPHIE DES COMPTES-RENDUS<sup>1</sup>

*Abadal i Vinyals (Ramon)*. El pseudo arquebispe de Tarragona Cesari i les preteses butles de Santa Cecilia. *Alma*, 1928, 50 (étude très complète sur la vie de Césaire,

fondateur du monastère de Santa Cecilia de Montserrat, et prétendu archevêque *in partibus* de Tarragone).

*Abbott (Frank Frost)* et *Johnson (Allan*

1. Liste alphabétique des revues analysées, avec le sens des abréviations employées :

*A. H. R.* = American historical Review. — *A. H. Rev. fr.* = Annales historiques de la Révolution française. — *Alma* = Archivum latininitatis mediæ ævi. — *Ant.* = Antiquity. — *B. É. C.* = Bibliothèque de l'École des chartes. — *B. invest. hist.* = Boletín del Instituto de investigaciones históricas. — *H.* = History. — *Hist.* = Historia. — *H. T. O.* = Histo-

- Chester*). Municipal administration in the Roman empire. *A. H. R.*, janvier 1928.
- Actuaciones y documentos de Gobierno central... en el descubrimiento..., población... y pacificación de las antiguas provincias españolas, hoy República de Venezuela, 1486-1600, par fray *Froylán de Rionegro*, t. I. *B. invest. hist.*, 1927, n° 34.
- Aiton* (*Arthur Scott*). Antonio de Mendoza, first viceroy of New Spain. *A. H. R.*, janv. 1928.
- Alazard* (*Jean*). Pérugin. *R. C.*, 1928, n° 4.
- Albe* (chanoine *Edmond*). Rocamadour. Documents pour servir à l'histoire du pèlerinage. *R. H. Égl. Fr.*, 1928, 241.
- Alexander* (*Constance M.*). Baghdad in bygone days. *T.*, n° 1374 (biographie très fouillée de Claudius James Rich, qui passa de longues années à Bagdad, voyagea dans le Kourdistan en 1820. D'après ses papiers, utilisés par sa nièce).
- Ambrosini* (*Gasparo*). L'Italia nel Mediterraneo. *T.*, n° 1375.
- Annales de la Société J.-J. Rousseau, t. XVI. *R. C.*, 1928, n° 4.
- Araquistain* (*Luis*). La agonía Antillana. El imperialismo yanqui en el mar Caribe. *T.*, n° 1378.
- Arup* (*Erik*). Danmarks Historie. *H. T. O.*, 28, 125 (essai très personnel d'une histoire selon les conceptions modernes).
- Ashby* (*Th.*). The Roman campaign in classical times. *Hist.*, 1928, n° 1 (compte-rendu de G. Lugli).
- Aubert* (*Morcel*). La sculpture française du Moyen Age à la Renaissance. *R. C.*, 1928, n° 4 (bon résumé).
- Autobiography (the) of *Edward, Lord Herbert of Chesham*. *T.*, n° 1378 (quatre somptueux volumes, avec bonne introduction par C. H. Herford).
- Bacon* (*Benjamin W.*). The story of Jesus, and the beginning of the Church. *T.*, n° 1275.
- Baron* (*Hans*). Zur Frage des Ursprungs des deutschen Humanismus und seiner religiösen Reformbestrebungen. *T. v. G.*, 42, 201 (montre qu'à des influences nordiques se sont joints des éléments italiens).
- Barrow* (*R. H.*). Slavery in the roman empire. *T.*, n° 1376.
- Beard* (*Charles*). The Reformation of the sixteenth century in its relation to modern thought. *H.*, 1928, 61 (livre publié en 1883 et qui n'a pas été mis au courant).
- Beard* (*Charles*) et *Mary (E.)*. The rise of american civilization. *A. H. R.*, 1927, octobre (brillant et suggestif).
- Beaverbrook* (Lord). Politicians and the war, 1914-1916. *T.*, n° 1372 (utilise surtout les papiers de Bonar Law, qui fut son intime ami).
- Bedarida* (*Henri*). Parme et la France, de 1748 à 1789. *R. C.*, 1928, 226.
- Bell* (*Clive*). Civilization. *T.*, n° 1377.
- Bemis* (*Samuel Flagg*). The american secretaries of State and their diplomacy. *A. H. R.*, octobre 1927 (instructif).
- Berlière* (dom *Ursmer*). L'ascèse bénédictine, des origines à la fin du XII<sup>e</sup> siècle. *R. Rel.*, t. XCVI, p. 115.
- Beverina* (*Juan*). La guerra [1816-1827] contro el imperio de Brasil. *B. invest. hist.*, 1927, n° 32.
- Beyer* (*Oskar*). Die Katakombenwelt. *R. C.*, 1928, n° 4 (considérations sur l'ensemble des faits religieux et particulièrement artistiques dans les catacombes romaines).
- Bickley* (*Francis*). The diaries of Sylvester Douglas, lord Glenverbie. *T.*, n° 1372 (ces mémoires, assez intéressants pour l'histoire mondaine en Angleterre et en France, s'arrêtent en 1819).
- Bonham* (colonel *John*). Oude in 1857. Some memories in the Indian mutiny. *T.*, n° 1372 (notes prises au jour le jour par un témoin direct).
- Brampton* (*C. Kenneth*). The *De imperatorum potestate* of William of Ockham. *R. C.*, 1928, 208 (très médiocre).
- Bridges* (*Robert*). The collected papers of Henry Bradley. *T.*, n° 1374.
- Brögger* (*A. W.*). Kulturgeschichte des Norwegischen Altertums. *Ant.*, 1928, 253 (important).
- Brugmans* (*H.*). De buitenlandsche Politiek van het Britische rijk van omstreeks 1870-1914 [La politique étrangère de la Grande-Bretagne de 1870 à 1914]. *T. v. G.*, 42, 217 (grande objectivité).
- Budge* (Sir *E. A. Wallis*). The book of the saints of the ethiopic Church. *T.*, n° 1378 (traduction anglaise en quatre volumes du

risk Tidskrift f. oldkyndighet. — *J. S.* = Journal des Savants. — *M. Fr.* = Mercure de France. — *R. C.* = Revue critique d'histoire et de littérature. — *R. et. hongr.* = Revue des études hongroises. — *R. H. Dr.* = Revue de l'histoire du droit. — *R. H. Rel.* = Revue de l'histoire des religions. — *R. H. Égl. Fr.* = Revue d'histoire de l'Église de France. — *T.* = The Times. Literary supplement. — *T. v. G.* = Tijdschrift v. Geschiedenis.

- synaxaire éthiopien d'après les mss. orientaux 660 et 661 du British Museum).
- Cash (W. Wilson). The expansion of Islam. *T.*, n° 1378.
- Casson (S.). Macedonia, Thrace and Illyria, their relations to Greece down to the time of Philip. *T. v. G.*, 42, 191 (basé sur des recherches de tout genre et luxueusement illustré).
- Chapman (Charles E.). A history of the Cuban republic; a study in Hispanic american politics. *A. H. R.*, 1927, 167.
- Chappuis (Paul-G.). De l'influence du stoïcisme sur la pensée chrétienne primitive. *R. H. Rel.*, vol. XCVI, p. 80 (excellente thèse).
- Chiaudano (Mario). Il bilancio sabaudo nel secolo XIII. Le curie sabaude nel secolo XIII. *B. É. Ch.*, 1927, 327 et 328.
- Ciaceri (E.). Storia della Magna Grecia. *Hist.*, 1928, n° 2 (compte-rendu de G. Niccolini).
- Clarke (M. V.). The medieval city state. An essay on tyranny and federation in the Middle Ages. *A. H. R.*, 1927, 101 (bon manuel pour les étudiants).
- Clemenceau (Georges). Démosthène. *T. v. G.*, 42, 189 (intéressant à cause de la personnalité de l'auteur, mais de peu de valeur historique).
- Combès (Gustave). La doctrine politique de saint Augustin. *R. H. Égl. Fr.*, 1928, 215.
- Cornell (Henrik). Biblia pauperum. *B. É. Ch.*, 1927, 332 (excellente étude sur soixante-dix-huit manuscrits de ce curieux recueil d'images).
- Corpus inscriptionum latinarum. Vol. XI, partis poster. fasc. 2. *Hist.*, 1928, n° 2 (compte-rendu par A. Neppi Modona).
- Coulange (Louis). La messe. *R. C.*, 1923, 233.
- David (P.-L.). Amance en Franche-Comté, d'après des documents recueillis par l'abbé P.-L. Éberlé, curé d'Amance. *B. É. Ch.*, 1927, 326.
- De Regibus (Luca). Storia e diritto romano negli « Acta martyrum ». *Hist.*, 1928, n° 1 (compte-rendu de G. Botti).
- Ducati (Pericle) e Giglioli (Giulio). Arte etrusca. *Hist.*, 1928, n° 1 (compte-rendu par A. Neppi Modona).
- Elias (Johan E.). Schetsen uit de geschiedenis van ons zeewezen [Histoire de notre marine]. *T. v. G.*, 42, 209 (renouvelle l'histoire politique du sujet, esquisse seulement le côté technique).
- Engelstoft (Poul), Hansen (H. P.) et Munch (P.). Det danske folk under den fri forfatning. *A. H. R.*, janvier 1928 (t. VII et VIII de l'Histoire populaire du Danemark. Ils se rapportent aux années 1848-1925).
- Epitymbion H. Swoboda dargebracht. *R. C.*, 1928, n° 4 (Mélanges Swoboda contenant des mémoires sur la philologie et les littératures anciennes, l'histoire des religions et surtout l'histoire générale).
- Farinelli (Arturo). Il romanticismo nel mondo latino. *R. C.*, 1928, 224.
- Fawkes (Alfred). Shall we disestablish? *T.*, n° 1372 (proteste contre la séparation de l'Église anglicane et de l'État).
- Fayle (C. Ernest). A history of Lloyd's. *T.*, n° 1372 (excellente étude sur l'origine de ce puissant établissement et sur son prodigieux développement).
- Fite (Emerson D.) et Freeman (Archibald). A book of old maps, delineating american history from the earliest days down to the close of the revolutionary war. *A. H. R.*, janvier 1928.
- Fortenbaugh (Robert). The development of the synodical polity of the Lutheran Church in America to 1829. *A. H. R.*, octobre 1927 (insuffisant).
- Foster (William). The english factories in India, 1668-1669. *H.*, 1928, 69 (dernier volume d'une fort importante compilation).
- Freyer (Hans). Der Staat. *R. C.*, 1928, n° 4 (« cela relève de cette philosophie abstraite qui est insupportable à tout historien »).
- Fyfe (Hamilton). The British liberal party. *T.*, n° 1374 (critique très sévère de ce parti et de la politique de Gladstone, qui le créa en 1868).
- (J. G.). Scottish diaries and memoirs, 1550-1746. *T.*, n° 1372.
- Gamble (William Thomas Miller). The Monumenta Germaniae historica; its inheritance in source-evaluation and criticism. *A. H. R.*, avril 1928 (bref exposé de la méthode critique en histoire depuis le v<sup>e</sup> siècle jusqu'au xix<sup>e</sup>. Omissions nombreuses).
- Gann (Thomas). Maya cities; exploration and adventure in middle America. *Ant.*, 1928, 246 (l'auteur a retrouvé toute une ville avec six grands temples; elle fut un des principaux centres, dans le Yucatan, de l'empire Maya).
- Gautherot (Gustave). Septembre 1792. Histoire politique des massacres. *R. H. Égl. Fr.*, 1928, 243 (très médiocre).
- Gilson (Étienne) et Théry (G.). Archives d'histoire et littérature du Moyen Age. *R. Rel.*, t. XCVI, p. 100.
- Godley (Eveline). Charles XII of Sweden. *T.*, n° 1375.
- Goodman (Florence Remington). The diary of John Young, dean of Winchester from 1616 to the Commonwealth. *T.*, n° 1372

- (bonne peinture de la vie cléricale au temps de Charles I<sup>er</sup>).
- Goodspeed (E. J.)*. New solutions of New Testament problems. *T.*, n° 1374.
- Goris (J.-A.)*. Étude sur les colonies marchandes méridionales à Anvers de 1488 à 1567. *T. v. G.*, 42, 204 (important, mais non sans lacunes).
- Gould (Frederick J.)*. Hyndman, prophet of socialism. *T.*, n° 1377.
- Gregory (J. w.)*. Human migration and the future. *T.*, n° 1376 (intéresse surtout les États-Unis, le Canada et l'Australie).
- Guarducci (Margherita)*. Leggende dell' antica Grecia relative all' origine della umanità. *Hist.*, 1928, n° 2 (compte-rendu par A. Neppi Modona).
- Gunkel (H.) et Zscharnack (L.)*. Die Religion in Geschichte und Gegenwart. *R. C.*, 1928, 235 (analyse les fasc. 7-22 de la deuxième édition).
- Haas (H.)*. Bilderatlas zur Religionsgeschichte. *I. R. C.*, 1928, n° 4.
- Hagani (Baruch)*. L'émancipation des Juifs. *R. C.*, 1928, 232 (il s'agit presque exclusivement des Juifs français et allemands).
- Hammarström (M.)*. Glossarium till Finlands och Sveriges latinska Medeltidsurkunder. *H. T. O.*, 28, 135 (il faudrait un semblable glossaire du latin médiéval pour la Norvège).
- Harlow (Vincent T.)*. A history of Barbadoes, 1625-1685. *A. H. R.*, 1927, 165.
- Harrison (Marguerite)*. Asia reborn. *T.*, n° 1378 (exposé intelligent, soigné, impartial, des dix dernières années).
- Hauterive (Ernest d')*. Figaro policier. Un agent secret sous la Terreur. *A. H. Rev. fr.*, 1928, 275 (il s'appelait Dossonville; après avoir servi tous les régimes sous la Révolution et l'Empire, la Restauration récompensa son zèle royaliste en le nommant commissaire de police à Paris).
- Headlam-Morley (Agnès)*. The new democratic constitutions of Europe. *T.*, n° 1378.
- Henley (Pauline)*. Spenser in Ireland. *T.*, n° 1375 (laisse beaucoup à désirer).
- Highbarger (E. L.)*. The history and civilization of ancient Megara. *Ant.*, 1928, 240.
- Hill (George F.)*. L'art dans les monnaies grecques. *J. S.*, 1928, 168 (art. de Th. Reinach).
- Homo (Léon)*. Les institutions politiques des Romains; de la Cité à l'État. *A. H. R.*, 1927, 98 (la partie relative au renversement de la République et à l'évolution de l'Empire est manquée).
- Howorth (Sir Henry H.)*. History of the Mongols from the ninth to the nineteenth century. Part IV. *T.*, n° 1378.
- Hudita (I.)*. Histoire des relations diplomatiques entre la France et la Transylvanie au XVII<sup>e</sup> siècle. *R. et hongr.*, 1928, 123-132 (très neuf, mais inexpérimenté).
- Hülßen (Ch.)*. Forum und Palatin. *T. v. G.*, 42, 192 (excellent).
- Ispizja (Segundo de)*. La primera vuelta al mundo; t. II: Historia de la geografía y de la cosmografía en las edades antigua y media. *B. invest. hist.*, 1927, n° 31.
- Jenks (Edward)*. The book of english law. *T.*, n° 1377 (trop sévère pour Blackstone, l'auteur montre bien les changements considérables que le droit anglais a subis depuis les *Commentaires*, surtout en ce qui concerne la législation sociale).
- Jones (Howard Mumford)*. America and french culture, 1750-1848. *T.*, 1372 (compilation considérable, mais peu critique).
- Kendrick (T. D.)*. The druids. *Ant.*, 1928, 234 (c'est le meilleur livre qu'on ait encore écrit sur le sujet, qui demeure très obscur).
- Klingberg (Frank J.)*. The anti-slavery movement in England. *A. H. R.*, avril 1928.
- La Peña y Reyes (Antonio de)*. El congreso de Panamá. *B. invest. hist.*, 1927, n° 31 (R. Caillet-Bois: bonne contribution à l'histoire de ce congrès tenu en 1826).
- Lapkès (Jacques)*. La main-d'œuvre agricole en Allemagne de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'en 1926. *R. H. Dr.*, 1928, 140.
- Laranjo Coelho (Possidónio M.)*. A Pedreira, apontamentos para a história. Terras de Odiana. As ordens de cavalaria no alto alentejo. *B. É. Ch.*, 1927, 331 (trois utiles monographies sur l'histoire locale du Portugal).
- Lažcano (Martín V.)*. Las sociedades secretas, políticas y masónicas en Buenos Aires. T. I et II. *B. invest. hist.*, 1927, n° 33 (activité de ces sociétés en faveur de l'indépendance et de l'organisation de la République argentine de 1795 à nos jours).
- Leclercq (dom Henri)*. Saint Jérôme. *B. É. Ch.*, 1927, 317 (portrait plein de vie et de vérité).
- Le Coulter (J.)*. Mathurin Cordier et les origines de la pédagogie protestante dans les pays de langue française, 1530-1564. *R. H. Rel.*, vol. XCVI, p. 86.
- Levillier (Roberto)*. Nueva crónica de la conquista del Tucumán; t. I: 1542-1563. *B. invest. hist.*, 1927, n° 32.
- Libertini (Guido)*. Centuripe. *Hist.*, 1928, n° 1 (compte-rendu de G. Lugli).
- Lichnowski (prince)*. Auf dem Wege zum Abgrund. *M. Fr.*, n° 720 (expose les succès que, lors de son ambassade à Londres, le



- prince obtint, surtout auprès du parti libéral).
- Luschin von Ebengreuth (A.)*. Allgemeine Münzkunde und Geldgeschichte des Mittelalters und der neueren Zeit. *T. v. G.*, 42, 186 (insuffisant, mais rendra cependant des services).
- Mackenzie (W. Mackay)*. The medieval castle in Scotland. *H.*, 1928, 56.
- Maire (Albert)*. Bibliographie générale des œuvres de Blaise Pascal, t. IV et V. *R. C.*, 1928, n° 4 (insuffisant).
- Mangan (John Joseph)*. Life, character and influence of Desiderius Erasmus of Rotterdam. *A. H. R.*, 1927, 108 (ouvrage gâté par les préjugés d'un médecin-psychiatre hostile au mouvement luthérien).
- Marais (J. S.)*. The colonisation of New Zealand. *A. H. R.*, janvier 1928.
- Mariscal (el)* Francisco Solano López. *B. invest. hist.*, 1927, n° 31.
- Martin (E. C.)*. The British West-african settlements, 1750-1821; a study in local administration. *H.*, 1928, 72.
- Matheson (P. E.)*. The life of Hastings Rashdall. *T.*, n° 1377 (bonne biographie de l'érudit auquel on doit l'histoire des universités au Moyen Age).
- Maugham (Frederic Herbert)*. The case of Jean Calas. *T.*, n° 1373.
- Mavor (James)*. The Russian revolution. *T.*, n° 1378.
- Meynier (A.)*. Les coups d'État du Directoire; I: Le 18 fructidor an V. *R. C.*, 1928, 214.
- Miura-Stange (Anna)*. Celsus und Origenes. *R. C.*, 1928, 200 (exposé minutieux de la réfutation entreprise par Origène du pamphlet de Celse contre les chrétiens).
- Monteiro (Tobias)*. Historia do impero. A elaboração da independencia; t. I: 1808-1823. *T.*, n° 1374 (de longues et fructueuses recherches dans les archives, mais peu de critique).
- Montoto (Santiago)*. Colección de documentos inéditos para la historia de Ibero América, t. I. *B. invest. hist.*, 1927, n° 32.
- Murdoch (James)*. A history of Japan; vol. III: The Tokugawa epoch, 1652-1668. *A. H. R.*, 1927, 139.
- Nevins (Allan)*. The emergence of modern America. *A. H. R.*, avril 1928 (expose la transformation qui suivit la guerre de sécession).
- Nielse (Ditlef)*. Handbuch der altarabischen Altertumskunde; Bd. I: Die altarabische Kultur. *A. H. R.*, 1927, 91.
- Nors (P.)*. The court of Christian VII of Denmark. *T.*, n° 1378 (c'est la chronique scandaleuse du règne plutôt qu'une histoire véridique).
- Oberholtzer (Ellis Paxson)*. A history of the United States since the civil war, vol. III. *A. H. R.*, octobre 1927, 162.
- Ogburn (William Fielding)* et *Goldenweiser (Alexander)*. The social sciences and their interrelations. *A. H. R.*, avril 1928.
- Paasche (Fredrik)*. Norges og Islands litteratur indtil utgangen av middelalderen. *H. T. O.*, 28, 151 (écrit avec amour et avec une connaissance profonde du sujet); *R. C.*, 1928, n° 4 (ouvrage de premier ordre).
- Patch (Howard R.)*. The goddess Fortuna in mediæval literature. *A. H. R.*, avril 1928.
- Paton (Lucy Allen)*. Les prophéties de Merlin. *A. H. R.*, 1927, 177 (bonne édition du texte contenu dans un ms. de Rennes).
- Pendrill (Charles)*. Wanderings in mediæval London. *T.*, n° 1376.
- Pierce (Bessie Louise)*. Public opinion and the teaching of history in the United States. *A. H. R.*, janvier 1928.
- Pirenne (Henri)*. Les villes du Moyen Age. *R. C.*, 1928, 203 (savante discussion par Marc Bloch).
- Ponteil (Félix)*. La situation économique du Bas-Rhin au lendemain de la Révolution française. *A. H. R. fr.*, 1928, 279 (inventaire très documenté du commerce, de l'agriculture et de l'industrie dans ce département au début du Consulat).
- Quesada (Ernesto)*. Lamadrid y la coalicion del Norte. Epoca de Rosas. *B. invest. hist.*, 1927, n° 31 (R. Caillet-Bois: travail intéressant, en dépit de lacunes dans la documentation).
- Randall (J. H.)*. The making of the modern mind; a survey of the intellectual background of the present age. *H.*, 1928, 49 (énorme compilation qui peut rendre des services aux étudiants déjà instruits. Produit américain).
- Recueil des instructions données aux ambassadeurs de France. Hollande. Tomes I-III. *T. v. G.*, 42, 183 (l'éditeur utilise excellemment les documents français, mais ignore les documents et la littérature des Pays-Bas).
- Redier (Antoine)*. La vraie vie de saint Vincent de Paul. *R. H. Égl. Fr.*, 1928, 231 (essai de biographie critique).
- Reid Moir (J.)*. The antiquity of man in East Anglia. *Ant.*, 1928, 251 (S. Hazledine Warren critique fortement la méthode et les résultats de cet ouvrage. L'auteur a édifié une pyramide sur son sommet et non sur sa base).
- Renouard (Ph.)*. Les marques typographiques parisiennes des xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles. *B. É. Ch.*, 1927, 334.
- Richmond* (vice-amiral Sir H. W.). National policy and naval strength. *T.*, n° 1377.

- Ridola (D.).** Le grandi trincee preistoriche Materane; la ceramica e la civiltà di quel tempo. *Hist.*, 1928, n° 1 (compte-rendu de U. Rellini).
- Rivière (Jean).** Le problème de l'Église et de l'État au temps de Philippe le Bel. *R. H. Dr.*, 1928, 121 (étude précieuse pour l'histoire des idées politiques du Moyen Âge).
- Robbins (Sir Alfred).** The Press. *T.*, n° 1376.
- Ronaldshay (Lord).** The life of Lord Curzon; t. II: The viceroy of India. *T.*, n° 1376.
- Rosenthal (Erwin).** Giotto in der mittelalterlichen Geistesentwicklung. *T. v. G.*, 42, 198 (excellente description du milieu où Giotto s'est développé, mais n'apporte rien de nouveau sur lui).
- Rostovtzeff (M.).** The social and economic history of the Roman Empire. *H. T. O.*, 28, 123 (rivalise avec l'ouvrage de Dopsch).
- Salerian-Saugy.** Les conseils de guerre judiciaires en France sous l'ancien régime. La juridiction du colonel-général de l'infanterie. *R. H. Dr.*, 1928, 135.
- Salmon (Mary).** A source-book of Welsh history. *H.*, 1928, 55.
- Salter (F. R.).** Some early tracts on poor relief. *H.*, 1928, 65.
- Sanchez Albornoz (Claudio).** Estampas de la vida en León durante el siglo x. *Alma*, 1928, 49 (reconstitution saisissante et fidèle de la ville de León et de la vie qu'on y menait il y a mille ans).
- Sandy (J. E.).** Latin epigraphy; 2<sup>e</sup> édit. revue par S. G. Campbell. *Hist.*, 1928, n° 2 (compte-rendu de A. Neppi Modona).
- Sapori (Armando).** La crisi delle compagnie mercantili dei Bardi e dei Peruzzi. *R. C.*, 1928, 206.
- Sarton (George).** Introduction to the history of science; vol. I: From Homer to Omar Khayyam. *A. H. R.*, janvier 1928 (ouvrage considérable par l'étendue des recherches).
- Scherer (Emil Clemens).** Geschichte und Kirchengeschichte an den deutschen Universitäten. *A. H. R.*, janvier 1928; *R. C.*, 1928, 209 (Ed. Jordan: travail important et instructif).
- Schmidt (Ludwig).** Geschichte der germanischen Frühzeit. *T. v. G.*, 42, 193 (destiné au grand public; jugements subjectifs).
- Schück (Adolf).** Det svenska stadsväsendets uppkomst och äldsta utveckling. *H. T. O.*, 28, 137 (étude circospecte sur les origines et les premiers développements des villes suédoises).
- Sée (Henri).** Les origines du capitalisme moderne. *T. v. G.*, 42, 187 (bonne introduction au sujet, quelques lacunes pour les Pays-Bas).
- Seignobos-Romein.** De Middeleeuwen. *R. v. G.*, 42, 199 (remaniement de l'ouvrage français; on a conservé les mérites de composition, mais aussi nombre d'erreurs de détail).
- Shafaat Ahmad Khan.** Sources for the history of British India in the seventeenth century. *A. H. R.*, octobre 1927.
- Shaw (Bernard).** The intelligent woman's guide to socialism and capitalism. *T.*, n° 1375.
- Shepherd (W. R.).** Historical atlas. *H.*, 1928, 41 (la plupart des cartes, encombrées de noms, ne sont pas claires).
- Shetelig (Haakon).** Préhistoire de la Norvège. *R. C.*, 1928, n° 4 (donne une vue d'ensemble sur le développement matériel et moral de la Suède depuis les temps les plus reculés jusqu'à l'époque historique).
- Singer (Charles).** A short history of medicine. *T.*, n° 1377.
- Sofer (J.).** Lexicalische Untersuchungen zu den *Etymologiae* des Isidorus von Sevilla. *Alma*, 1928, 51 (recherches sur quarante-cinq termes notés par Isidore).
- Steed (Wickham).** Journalism. *T.*, n° 1376.
- Stock (Leo Francis).** Proceedings and debates of the British parliaments respecting North America. *A. H. R.*, janvier 1928 (t. II relatif aux années 1689-1702).
- Strieder (J.).** Jacob Fugger der Reiche. *T. v. G.*, 42, 203 (écrit pour le grand public, mais par un auteur qui domine son sujet).
- Taylor (Griffith).** Environment and race; a study of the evolution, migration, settlement and status of the races of man. *A. H. R.*, avril 1928.
- Terán (Juan B.).** La salud de la America española. *R. C.*, 1928, n° 4 (ce n'est pas le nationalisme intégral, mais une infusion de pragmatisme anglo-saxon que l'auteur propose comme remède à ses compatriotes).
- Tex (Jan den).** Locke en Spinoza over de tolerantie. *T. v. G.*, 42, 202 (important).
- Torres y Lauzas (Pedro).** Catálogo de los documentos relativos a las Islas Filipinas, existentes en el archivo de Indias de Sevilla; t. I et II: 1493-1587. *B. invest. hist.*, 1927, n° 32 et 33.
- Trenholme (N. M.).** The english monastic boroughs. *H.*, 1928, 54 (intéressant en particulier pour l'histoire des insurrections urbaines en 1381. Ouvrage resté inachevé par la mort de l'auteur).
- Van de Linde (J.).** De Grondlegger van de gewetensvrijheid. *T. v. G.*, 42, 202 (médiocre étude sur les fondateurs de la liberté de conscience).
- Van den Borne (Fidentius).** D. H. Franciscus v. Assisi en de Minderbroedersorde. *T. v. G.*, 42, 197 (excellent résumé sur François d'Assise et les Frères Mineurs).

## CHRONIQUE

---

Le Bureau du Comité international des Sciences historiques s'est réuni à l'Institut international de coopération intellectuelle les 25 et 26 mai. La Commission pour la Revue internationale d'histoire et le Bureau de l'Annuaire international de bibliographie historique s'étaient réunis un peu auparavant, l'une à l'Institut de coopération intellectuelle, l'autre à la Sorbonne.

Voici les différentes questions traitées par le Bureau suivant l'ordre du jour établi pour sa réunion.

La question de la composition du Bulletin a été traitée en même temps que celle du projet de Revue. L'étude de ce projet continuera. En attendant qu'il soit réalisé, la décision a été prise, conformément aux conclusions du rapport établi à propos du Bulletin par le secrétaire général et aussi conformément aux recommandations de la Commission pour la Revue, d'élargir notablement le Bulletin en y faisant entrer non pas seulement des comptes rendus d'assemblées — comptes rendus dont les dimensions seront beaucoup réduites — et non pas seulement les résultats d'enquêtes générales pour l'organisation du travail, mais aussi les résultats d'enquêtes spéciales de recherches pour l'étude des problèmes historiques. De plus, conformément aux recommandations de la Commission de la Revue, le Bureau du Comité a approuvé en principe un double projet : création d'une Bibliothèque que ferait paraître le Comité, et formation d'une commission spéciale de publication, qui aurait un rôle consultatif pour la composition du Bulletin.

Un rapport oral présenté par le président du Bureau de l'Annuaire de bibliographie a permis de constater les progrès très heureux de cette entreprise. Plus de trente pays, y compris la Russie, et parmi les pays qui ne sont pas encore membres du Comité, l'Afrique du Sud, le Canada, la Colombie, le Luxembourg, la Palestine, ont fourni leur contribution scientifique à l'Annuaire international. Le travail de rédaction pourra être mené à bien dès que seront parvenues les fiches se rapportant à la production historique anglaise.

En ce qui concerne la publication de la liste des diplomates, on sait déjà que l'Angleterre a très heureusement pris l'initiative. M. Émile BOURGEOIS a été choisi comme membre français de la Commission, qui pourra d'ailleurs être complétée. La Commission se réunira à Oslo à l'occasion du Congrès. C'est la raison pour laquelle le Bureau a ajourné jusqu'au moment du Congrès la discussion plus approfondie de cette question.

En ce qui concerne la Commission pour l'enseignement de l'histoire, le Bureau du Comité a décidé de proposer pour le moment d'adjoindre aux deux membres déjà choisis, M. GLOTZ (France), président, et M. ONCKEN (Allemagne), secrétaire, MM. CALISSE (Italie), HANDELSMAN (Pologne), Edward BULL (Norvège) et KREY (Amérique) ; le nombre des membres de la Commission pourra être augmenté si le besoin s'en fait sentir.

M. LELAND a présenté, sur le projet de recueil des constitutions, un rapport concluant à l'ouverture d'une enquête et à la formation d'une Commission pour la préparation du travail. Ces conclusions ont été approuvées par le Bureau.

Le Bureau a approuvé de la même manière le rapport de M. Nicolau d'OLWER, tendant à la révision des listes chronologiques. Il a été décidé qu'une commission serait constituée à Oslo pour préciser les conditions de ce travail, et que les résultats obtenus seraient publiés au fur et à mesure dans le Bulletin du Comité.

Au sujet des rapports de l'histoire et du cinéma, trois décisions ont été prises, comme suite au rapport établi par le secrétaire général. La question de l'entrée du Comité international des sciences historiques comme membre adhérent dans la Commission internationale du Cinéma d'enseignement et d'éducation sociale, constituée auprès de l'Institut international de coopération intellectuelle, a été renvoyée pour décision à l'Assemblée générale d'Oslo; en attendant, une demande sera adressée à la Commission internationale pour que le secrétaire général du Comité des historiens puisse suivre ses travaux. Par une seconde décision, le Bureau du Comité a résolu de renvoyer à la Commission pour l'enseignement de l'histoire la question des rapports qui pourraient s'établir éventuellement entre le Comité et les producteurs de films ou de scénarios historiques. Le Bureau a décidé en troisième lieu que la question de la conservation et du classement des films documentaires serait réservée à la Commission spéciale pour l'iconographie, commission qui sera constituée à Oslo.

A propos de la réédition du répertoire des sources pour l'histoire du Moyen Age, le Bureau du Comité a été heureux d'apprendre de M. BRANDI (Allemagne) que cette réédition était entreprise dans les meilleures conditions possibles.

La question de l'accessibilité des archives a été renvoyée à l'Assemblée d'Oslo, M. ALTAMIRA (Espagne) devant prendre part à cette Assemblée. A propos de la même question, M. LHÉRITIER (France) a envisagé l'établissement d'une collaboration entre le Comité et la Société des Nations, par l'intermédiaire de l'Institut international de coopération intellectuelle.

L'ordre du jour se terminait par l'examen de quatre nouveaux projets : Union-index ou bibliographie des livres de voyageurs, projet présenté par M. IORGA (Roumanie); projet de M. CARON (France) pour une bibliothèque historique de photographie, s'appliquant à l'histoire de la civilisation; projet de M. MALCOLM CARROLL (États-Unis d'Amérique) pour une bibliographie rétrospective de la presse périodique; projet de M. LHÉRITIER (France) pour la création d'un Office de traduction.

Concernant le projet de M. CARON, qui doit être réalisé dans le cadre d'une entreprise générale de l'Institut international de Coopération intellectuelle, le Bureau a décidé de constituer une Commission consultative dont M. Caron fera partie. M. Malcolm Carroll, dont le projet a été admis en principe, a été chargé de préparer un rapport général approfondi, M. Mommsen (Allemagne) devant en établir un particulier pour la presse germanique.

Le projet de M. Lhéritier sur la création d'un Office de traduction pour l'histoire pourra se réaliser en liaison avec le projet déjà mis à l'étude par l'Institut international de coopération intellectuelle.

Deux projets qui ne figuraient pas à l'ordre du jour ont été admis en principe par le Bureau : celui de M. BAXTER (Angleterre) tendant à l'établissement d'une coopération dans les recherches scientifiques poursuivies aux archives du Vatican, celui de M. PIRENNE (Belgique) tendant à l'établissement d'une liaison entre le

Comité et l'Institut international de coopération intellectuelle pour faire avancer la question des encres et des papiers.

— Par l'entremise de M. LELAND et de l'American Historical Association, le Comité vient d'obtenir de la Fondation Rockefeller une nouvelle subvention de 30,000 dollars répartie sur cinq années.

— Un Congrès universitaire franco-britannique s'est réuni à Londres du 18 au 24 juillet. La France y était représentée par MM. Charléty, recteur de l'Université de Paris, et Cavalier, directeur de l'Enseignement supérieur. La première séance (18 juillet) a été consacrée à l'œuvre des universités anglaises dans ses rapports avec l'Empire britannique et les pays étrangers.

— Quelques semaines plus tard (27 août-2 septembre), Oxford recevait les très nombreux délégués du XVII<sup>e</sup> Congrès orientaliste international. On en comptait environ 600, répartis en douze sections. Le langage officiel était l'anglais et le français, l'allemand et l'italien.

— Le VI<sup>e</sup> Congrès international des sciences historiques, qui s'est tenu à Oslo, capitale de la Norvège (14-18 août), a été suivi par un très grand nombre de délégués venus du Nouveau comme de l'Ancien Monde. La réception qui leur a été faite a été des plus cordiales. Un volume de *Résumés des communications*, publié avant l'ouverture du Congrès (xiv-406 p.), peut déjà donner une idée des travaux qui ont occupé les quinze sections dont se composait le Congrès, mais non des discussions soulevées par les auteurs présents au Congrès. Il faut y ajouter ce qui a déjà paru dans le *Bulletin of the international Committee of historical sciences*.

L'Union académique internationale poursuit la publication de la Correspondance de Grotius. Elle s'informe s'il existe des bibliothèques, publiques ou privées, possédant la très rare édition *princeps* (1625) du *De jure belli et pacis*. Elle sera reconnaissante à ses correspondants de bien vouloir la renseigner à ce sujet (Palais des Académies, Bruxelles).

On annonce la fondation d'un « Institut international pour l'étude des langues et des civilisations africaines », où sont représentées vingt-quatre sociétés savantes et plus de dix nations. Dès maintenant est mise en train l'élaboration de bibliographies relatives à la linguistique et aux civilisations africaines. G. BN.

**France.** — L'Académie française a décerné les récompenses suivantes : 1<sup>o</sup> premier prix Gobert : M. Alfred MARTINEAU : *Dupleix et l'Inde française* ; second prix : M. Émile DE PERCEVAL : *Le vicomte Laisné (1767-1835)*. — Prix Thiers : M. Émile GABORIT : *La Révolution et la Vendée*. — Prix de l'Académie : MM. le duc DE DOUDEAUVILLE : *Une politique française au XIX<sup>e</sup> siècle* ; Candide DE NANT : *Pages glorieuses de l'histoire canadienne* ; César CARRON : *La colonisation de la période de Québec*. — Le prix Théroutanne est ainsi partagé : 1,000 francs à chacun des auteurs suivants : M. Henri BÉDARIDA : *Parme et la France de 1748 à 1789* ; Robert DAVID : *Le drame ignoré de l'armée d'Orient* ; Roger MERLIN : *Merlin de Thionville* ; Édouard DE MOREAU : *Saint-Amand, apôtre de la Belgique et du nord de la France* ; 500 francs à chacun des auteurs que voici : Émile DE MEUGHEN : *Thomas Morus et les utopistes de la Renaissance* ; Paul GUÉRIOT : *La captivité de Napoléon III en Allemagne*, et Maurice RENARD : *Notre-Dame royale*. — Sur le prix Monthyon, l'Académie accorde une récompense de 2,000 francs à M. André SIEGFRIED : *Les États-Unis*



d'aujourd'hui ; des récompenses de 1,000 francs chacune au général Arthur BUCHER : *L'art de vaincre* ; à M. Charles DELVERT : *La vivante Pologne* ; à M<sup>me</sup> DURY : *L'ambassade de Chateaubriand à Rome* ; à MM. JEAN GUEHENNO : *L'Évangile éternel (Étude sur Michelet)* ; Georges DE LAGARDE : *Recherches sur l'esprit politique de la Réforme*.

— L'Académie des sciences morales et politiques accorde une récompense de 1,500 francs au commandant THOMAZI : *La guerre navale aux Dardanelles*. — Elle répartit les revenus de la fondation Michel-Perret en un prix de 1,000 francs à M. HANDELSMAN, professeur à la Faculté des lettres de Varsovie, pour son volume sur les *Idées françaises et la mentalité politique en Pologne au XIX<sup>e</sup> siècle*, et deux récompenses de 500 francs chacune à M. CRÉTEUR : *Le Tribunal de commerce de Cambrai (1791-1925)*, et M. LA COULOUÈRE : *Procès de Louis XVI. Rôle exact de Perdoux-Bordas-Danet*. — Le prix Gabriel-Monod (3,000 francs) est décerné à M<sup>lle</sup> Claude DERBLAY pour son livre : *Roger de Comminges, sieur de Sambol, gouverneur de Metz (1553-1615)*. — Le prix Drouyn de Lhuys (3,000 francs) est également partagé entre M. Henri BÉDARIDA : *Les premiers Bourbons de Parme et l'Espagne (1731-1802)*, et le lieutenant de vaisseau Georges DOIN pour ses deux ouvrages : *Navarin (juin-octobre 1827)* et *la Mission de M. de Boislecomte, l'Égypte et la Syrie en 1833*.

— A l'occasion du centenaire de la conquête d'Alger, qui sera célébré dans un Congrès international en 1930, la Société de géographie d'Alger et de l'Afrique du Nord décernera un grand prix à un travail ou à des travaux concernant l'histoire, la géographie, les explorations, la cartographie de l'Afrique française. Seront admis à concourir les auteurs de mémoires imprimés ou manuscrits depuis 1927. La date extrême de la remise en quatre exemplaires des mémoires imprimés et de deux exemplaires des ouvrages dactylographiés ou manuscrits est fixée au 31 décembre 1929. Ils devront être adressés au président de la Société, 11, rue de Constantine, à Alger.

— La librairie « Les Belles-Lettres », où paraît la collection Guillaume Budé, vient de mettre en vente une grande *Histoire de la littérature chrétienne*, par M. A. PUECH, membre de l'Institut ; les tomes I et II ont paru en même temps : le tome I concernant le *Nouveau Testament* ; le tome II *Le II<sup>e</sup> et le III<sup>e</sup> siècle* (in-8°, 500 et 668 p. ; prix de chaque volume : 30 fr.). Le tome III paraîtra dans le courant de l'année 1929.

— On a récemment vendu à Londres un manuscrit de la *Nouvelle Héloïse* pour la somme de 20,000 £. A ce sujet, M. P.-P. Plan publie, dans le *Journal des Débats* du 24 mars 1927, une intéressante note, relative à deux autres copies autographes connues du même texte, exécutées l'une pour M<sup>me</sup> de Luxembourg, l'autre pour M<sup>me</sup> d'Houdetot.

G. BN.

**États-Unis.** — Le 14 janvier 1928 est mort Archibald Cary COOLIDGE, professeur d'histoire et directeur de la bibliothèque à l'Université Harvard. Né en 1866, il avait fait ses études à Harvard, à Paris à l'École des sciences politiques, à Berlin, puis à Fribourg-en-Brisgau. Un passage de quelques années dans le service diplomatique, loin de le détourner de l'histoire, l'avait au contraire plus fortement attaché à elle, en lui montrant l'importance et la valeur pratiques. C'est à ce stage, en particulier, qu'il dut de s'intéresser au présent et au passé de l'Europe orientale ; il apprit le russe, et, quand il revint, en 1893, comme professeur à l'Univer-

sité qui l'avait formé, il y fut l'initiateur de l'enseignement de l'histoire de ces régions, qui, depuis, s'est répandu aux États-Unis, et dont les représentants actuels sont pour la plupart ses élèves. Appelé à la Sorbonne en 1906-1907, comme professeur d'échange, il tira des leçons qu'il y fit son livre sur *Les États-Unis puissance mondiale*, qui, tout compte tenu de la différence des points de vue, peut, pour l'influence qu'il a exercée, se comparer aux excellents *États-Unis d'aujourd'hui* de M. André Siegfried. Durant la Grande Guerre, dont il discerna dès le début le caractère et le sens historique (témoin une étude sur *Nationalités et nouvelle Europe*, présentée à l'Association historique américaine en décembre 1914), son gouvernement fit appel à son savoir et à son expérience pour accomplir une mission en Russie en 1918, ensuite pour diriger la préparation technique des questions relatives à l'Europe centrale et orientale en vue de la Conférence de la paix et une mission américaine en Europe centrale. En ces diverses qualités, il a, sans nul doute, exercé une influence considérable sur l'attitude prise par les États-Unis dans ces problèmes. Lorsque fut fondé le grand périodique de politique internationale *Foreign Affairs*, dont la *Revue historique* a régulièrement annoncé et analysé les excellents articles, A. C. Coolidge se trouva tout désigné par la valeur de ses travaux et la largeur de son horizon historique et politique pour en prendre la direction, et il porta, du premier coup, sa revue au niveau des meilleures publications de ce genre. Il avait fait preuve des mêmes brillantes qualités d'organisateur dans la direction de la bibliothèque qui lui était confiée, et dont les fonds slave et germanique, en particulier, ont dû pour une bonne part leur enrichissement à son attention toujours en éveil, à son ingéniosité et plus d'une fois à sa libéralité. Sa mort laisse dans l'équipe historique américaine un vide qui ne sera pas facile à combler.

L. E.

**Grande-Bretagne.** — On annonce la mort de trois érudits anglais des plus distingués : MM. ROUND, DAVIS et TREVELYAN. La *Revue historique* parlera plus longuement d'eux dans sa plus prochaine livraison.

— La librairie Milne et Hutchinson (Aberdeen) a publié un *Catalogue of the publications of Scottish historical and kindred clubs and Societies*, par M. Cyril MATHEWSON (prix : 10 s.).

**Hongrie.** — M. Aladar BALAGI, ancien professeur à l'Université de Budapest, vient de mourir à l'âge de soixante-quinze ans. Élève de l'illustre Jacques Burckhardt à Heidelberg, il avait ensuite subi, à Paris, l'influence de l'école d'Hippolyte Taine. Son *Colbert* (1887, 2 vol.) est un tableau complet de l'œuvre du grand ministre et du régime sous lequel il a pu l'accomplir. Titulaire de la chaire d'histoire générale à la Faculté des lettres de Budapest à trente ans, il y groupa pendant quarante années autour de sa chaire de nombreux auditeurs, attirés par la nouveauté de ses vues sur l'histoire nationale et européenne. Grand fouilleur d'archives et de bibliothèques (à Pétersbourg et à Cracovie, en Italie, à Paris, à Londres, à Simancas et surtout, pour l'histoire de Hongrie, à Vienne), grand voyageur à travers les deux mondes, ses cours étaient nourris de faits et d'aperçus hardis. Ses travaux étaient les fragments d'une Histoire universelle que, jusqu'à sa dernière année, il a eu le projet d'écrire.

Son histoire de la garde royale hongroise fondée par Marie-Thérèse, travail de jeunesse, est le fruit de ses recherches aux Archives de la cour à Vienne. Adversaire du Compromis austro-hongrois, partisan irréductible de l'indépendance de la Hon-

grie (dont la réalisation par le traité de Trianon ne l'a cependant pas satisfait), il joua pendant quelques années un rôle politique, comme député d'un arrondissement de Budapest. Un pamphlet lancé contre les auteurs d'un dictionnaire historique de la langue hongroise pour venger la mémoire de son père, lexicographe connu, qu'ils avaient critiqué sans justice, sa polémique contre le *Rákóczi en exil* du professeur Szekfü ont éveillé des échos jusque parmi le grand public. Plus sereins et d'une réelle valeur sont ses travaux sur l'histoire de l'imprimerie en Hongrie, sur les carabiniers croates de Wallenstein, sur Frédéric-Guillaume I<sup>er</sup> de Prusse, sur Charles XII et la traversée de la Hongrie par les Suédois, 1709-1715 (ce dernier en suédois), et sa bibliographie de l'histoire de Budapest, dont le tome II est sous presse. En lui disparaît un chercheur infatigable, adversaire redoutable, ami sûr, huguenot puritain, d'idées très modernes et en même temps très national.

L. K.

**Italie.** — Le 24 avril 1928 est mort le sénateur Ferdinando MARTINI, homme politique et littérateur. Né à Florence en 1841, il écrivit d'abord pour le journalisme et pour le théâtre; puis il fut gouverneur de l'Érythrée après le désastre d'Adoua. Il a laissé, parmi beaucoup d'œuvres, d'intéressants souvenirs sur la Toscane d'avant 1859.

G. BN.

— Le 11 juin et jours suivants s'est tenu à Florence le premier Congrès national de folklore italien. — A la même date, et pour la première fois à Trieste, s'est tenu le Congrès annuel de la Deputazione di storia patria per la Venezia.

G. BN.

— A l'occasion du récent Congrès étrusque qui s'est tenu en Italie, on a signalé qu'un compatriote du professeur Trombetti, M. Mogita, aurait trouvé dans la langue basque la clé de la langue étrusque. Le linguiste espagnol Julio Cejador serait arrivé à des conclusions analogues en ce qui concerne l'alphabet ibérique, qu'il retrouve en Italie, en Grèce et en Crète.

G. BN.

— M. Amerigo NAMIAS, professeur à l'Université de Rome, a publié il y a quatre ans des *Principes de sociologie et de politique*, qui viennent d'être traduits par M. Gaston Bouthoul (Paris, Giard, 1928, in-8°, vi-436 p.; prix : 60 fr.). On y trouve une introduction sur l'objet de la sociologie, sur les précurseurs de cette discipline, particulièrement Vico, sur le plan du déterminisme dans les phénomènes sociaux et les méthodes à appliquer à ceux-ci (statistique comparative, déductive, inductive) : notons que les noms de Marx et d'E. Durkheim n'y figurent pas. Dans le fond de l'ouvrage, il nous rappelle l'ère de la sociologie organiciste, avec une première partie consacrée à l'anatomie sociale, et une autre qui traite de la psychologie sociale : c'est dire qu'il n'apporte pas à la méthodologie sociologique une aide bien efficace, pas plus que lorsqu'il aborde la psychologie des foules, l'âme collective, l'opinion publique, en utilisant principalement les thèses de Sighale et de M. G. Le Bon. L'historien tirera plus de profit de la seconde partie du livre, qui traite de l'évolution sociale; sur la place qu'il faut faire aux facteurs individuels (hommes de génie) et psychologiques (langage, religion, coutumes, morale, droit, politique, culture intellectuelle, éducation et instruction), il y a, de-ci de-là, des idées justes, rarement originales ou creusées d'ailleurs, et parfois contaminées par la persistance de poncifs périmés (par exemple sur les races).

G. BN.

## INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

---

- Abensour (Léon)*. Voir *Godard (M.)*.
- Albornoz (Claudio Sanchez)*. Muchas paginas mas sobre las behetrias, 309.
- Antonelli (Étienne)*. Traité d'économie politique, t. I, 308.
- Aronson (Moses Judah)*. La philosophie morale de Josiah Royce ; essai sur l'idéalisme social aux États-Unis d'Amérique, 166.
- Ashley (William)*. The bread of our forefathers, 312.
- Aubin (Hermann)*. Die Entstehung der Landeshoheit nach niederrheinischen Quellen : Studien über Grafschaft, Immunität und Vogtei, 433.
- Aulard (A.)*. Les déclarations des Droits de l'homme (1789-1852), 382.
- Baasch (Ernst)*. Holländische Wirtschaftsgeschichte, 303.
- Bacon (Roger)*. Opera hactenus inedita, fasc. VI et VII, 175.
- Bacqué (Franc)*. Les inspecteurs des manufactures sous l'Ancien régime, 1669-1791, 320.
- Baethgen (Friedrich)*. Chronica Johannis Vitodurani, 109.
- Balabanof (M<sup>me</sup> Angelica)*. Erinnerungen und Erlebnisse, 222.
- Barbagallo (Corrado)*. Le déclin d'une civilisation ou la fin de la Grèce antique ; trad. par G. Bourgin, 300.
- Barnes (Harry Elmer)*. Voir *Knight (Melvin M.)*.
- Baxter (Richard)*. The Poor Husbandman's Advocate, 312.
- Bein (Alex.)*. Die Staatsidee Alexander Hamiltons, 166.
- Bell (E. A.)*. Caricatures of the « Winter King » of Bohemia, 386.
- Belmont (Perry)*. Le tarif douanier et les partis aux États-Unis, 1789-1927, 319.
- Below (G. von)*. Der deutsche Staat des Mittelalters, vol. I, 123.
- Die italienische Kaiserpolitik des deutschen Mittelalters, mit besonderem Hinblick auf die Politik Friedrich Barbarossas, 112.
- Below (G. von)*. Territorium and Staat, nouv. édit., 124, 133, 146.
- Benjamin (René)*. Glozel, vallon des morts et des savants, 380.
- Benoît (Fernand)*. La légation du cardinal Sadolet auprès de François 1<sup>er</sup> en 1542, 354.
- La société avignonnaise, 354.
- La tragédie du sac de Cabrières, 354.
- Bernard (Daniel)*. Voir *Savina (Jean)*.
- Beyerle (Konrad)*. Lex Bajuvariorum, Lichtdruckwiedergabe der Ingolstädter Handschrift, 120.
- Bigard (Louis)*. Le Pecq et le Vésinet, 384.
- Une contribution à l'étude des communes rurales et des franchises communales dans la prévôté de Paris, 384.
- Bigo (Robert)*. La Caisse d'escompte (1756-1793) et les origines de la Banque de France, 327.
- Bloch (Marc)*. La ministérialité en France et en Allemagne, 332.
- Les coliberts, 333.
- Boissonnade (P.)*. Le socialisme d'État. L'industrie et les classes industrielles en France pendant les deux premiers siècles de l'ère moderne (1453-1661), 319.
- Bondoïs (Paul-M.)*. La manufacture de points d'Espagne de Clamart, 321.
- Boukharine*. La théorie du matérialisme historique ; manuel populaire de sociologie marxiste, 307.
- L'économie mondiale et l'impérialisme, 328.
- Boulter (Miss V. M.)*. Chronology of international events and treatises (1920-1925), 387.
- Bourgin (Georges)*. Les premières journées de la Commune, 335.
- Bousquet (G.-H.)*. Vilfredo Pareto ; sa vie et son œuvre, 172.
- Brackmann (Albert)*. Germania Pontificia, t. II, 1<sup>re</sup> partie, 153.
- Brinkmann (Karl)*. Wirtschaft- und Sozialgeschichte, 299.
- Brodnitz (Georg)*. Recent work in German history, 1920-1927, 298.

- Bruchet (Max)*. Marguerite d'Autriche, duchesse de Savoie, 353.
- Brunner (H.) et Heymann (E.)*. Éléments d'histoire du droit allemand, 119.
- Bull (Edvard)*. Jemtland og Norge, 342.
- Business (The)* Historical Society, 298.
- Calogeras (J. Pandia)*. A politica exterior do Imperio. As Origens, 168.
- Cannan (Edwin)*. An Economist's Protest, 171.
- Caspar (Erich)*. Hermann von Salza und die Gründung des Deutschordensstaats in Preussen, 189.
- Charliat (P.-J.)*. Les relations économiques entre la France et l'Europe septentrionale à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, 316.
- Chelbatz (P.)*. Voir *Genet (J.)*.
- Christ (Karl)*. Tragédie du sac de Cabrières, 381.
- Clark (G. N.)*. War trade and Trade war, 1701-1713, 316.
- Clarke (M. V.)*. The medieval city state, 141.
- Close rolls of the reign of Henry III*, 1251-1253, 175.
- Collomp (Paul)*. La papyrologie, 173.
- Coornaert*. L'organisation administrative du travail dans une industrie rurale en Flandre au xviii<sup>e</sup> siècle, 321.
- Coulton (G. G.)*. Life in the middle ages; vol. I : Religion, folk-lore and superstition, 176.
- Dauphin (V.)*. Le corps médical de l'Anjou en 1784, 173.
- Day (Clive)*. A history of commerce, 314.
- Dehérain (H.)*. L'Institut de France et ses publications, 222, 383.
- Denis (Pierre)*. L'Amérique du Sud (Géographie universelle, t. XV), 307.
- Deroquigny (Jules)*. Voir *Koessler (Maurice)*.
- Descripción de la Ciudad de Mexico*, antes y despues de la llegada de los conquistadores españoles, 379.
- De Smet (Joseph)*. Table générale de la Revue belge de philologie et d'histoire (t. I-V) et du Bulletin philologique et historique (t. I et II), 379.
- Dez (Pierre)*. Histoire des protestants et de l'Eglise réformée de l'île de Ré, 381.
- Doebel (M.)*. Histoire de Bavière, t. I (jusqu'à la paix de Westphalie), 118.
- Dopsch (Alfons)*. La civilisation allemande au Moyen Age, 111.
- Les fondements économiques et sociaux de la civilisation européenne et de son évolution de César à Charlemagne, 111.
- Dopsch (Alfons)*. L'évolution économique de l'époque carolingienne, 111.
- Zur Methodologie der Wirtschaftsgeschichte, 298.
- Dunham (A. L.)*. The development of the cotton industry in France and the Anglo-french treaty of commerce of 1860, 322.
- Durrer (Robert)*. Die Schweizergarde in Rom und die Schweizer in päpstlichen Diensten, 351.
- Dussaud (René)*. Glozel à l'Institut, 380.
- Easterling (R. C.)*. Voir *Little (A. E.)*.
- Encyclopédie départementale des Bouches-du-Rhône*; t. VII : L'agriculture, par *Paul Masson et Ét. Estrangin*, 312, 383.
- Esquisse d'une civilisation oubliée : le Yucatan à travers les âges*, 378.
- Even (Louis)*. La vie municipale à Vitré au xviii<sup>e</sup> siècle, 333.
- Fehr (Hans)*. Histoire du droit allemand, 119.
- Ferradou (André)*. Le rachat des droits féodaux dans la Gironde, 310.
- Festskrift til Kristian Erslev*, den 28 decbr. 1927, fra danske Historikere, 375.
- Ficker (J.) et Puntchart (Paul)*. Le principat d'Empire, 2<sup>e</sup> tome, vol. II et III, 125.
- Fiddes (George)*. The Dominions and colonial office, 369.
- Floud (Francis L. C.)*. The ministry of agriculture and fisheries, 368.
- Flugel (Félix)*. Voir *Knight (Melvin M.)*.
- Fowler (R. C.)*. Diocesis Londoniensis. Registrum Simonis et Sudberia, 385.
- Franchet (L.)*. Glozel? 380.
- Freund (Michael)*. Die Idee der Toleranz im England der grossen Revolution, 359.
- Ganshof (F. L.)*. Étude sur les *ministeriales* en Flandre et en Lotharingie, 134.
- Genet (J.)*. Histoire des peuples Shoshones-Azèques, 378.
- et *Chelbatz (P.)*. Histoire des peuples Mayas-Quichés : Mexique, Guatémala, Honduras, 378.
- Gérardin (Ed.)*. Histoire de Lorraine, 2 vol., 165.
- Giraud (Hubert) et Igalen (Jules)*. Pernes, ancienne capitale du Comtat-Venaissin, 364.
- Gley (Werner)*. Die Besiedelung der Mittelmark von der slawischen Einwanderung bis 1624, 148.
- Godard (M.) et Abensour (Léon)*. Cahiers de doléances du bailliage d'Amont, t. II, 297.



- Grandjean (Georges)*. La vie héroïque de saint François Xavier, 381.
- Grandsire (Georges)*. L'impôt sur le revenu en Lorraine et Barrois au XVIII<sup>e</sup> siècle, 363.
- Groethuysen (B.)*. Origines de l'esprit bourgeois en France, t. I, 333.
- Gueneau (Louis)*. La législation restrictive du travail des enfants, 323.
- Le développement de l'industrie de la soie artificielle dans le monde, 323.
- Guigue (Georges)*. La magnificence de la superbe et triomphante entrée de la cité de Lyon (1548), 380.
- Hallermann (Hermann)*. Die Erbleihe an Grundstücken in den westfälischen Städten bis 1500, 143.
- Hampe (Karl)*. Der Zug nach dem Osten, 147.
- Kaiser Friedrich II in der Auffassung der Nachwelt, 115.
- Hardy (William John)*. Calendar of State papers, Domestic series, of the reign of William III (1697), 387.
- Harsin (Paul)*. L'afflux des métaux précieux au XVI<sup>e</sup> siècle et la théorie de la monnaie chez les auteurs français, 326.
- Hauser (Henri)*. Les débuts du capitalisme, 326.
- Le sel dans l'histoire, 315.
- Hearnshaw (F. G. C.)*. A survey of socialism, analytical, historical and critical, 335.
- Heath (Thomas L.)*. The Treasury, 372.
- Heimpel (Hermann)*. Das Gewerbe der Stadt Regensburg im Mittelalter, 145.
- Hereford (C. H.)*. The post-war mind of Germany and other studies, 387.
- Heymann (E.)*. Voir Brunner (H.).
- Hirsch (Hans)*. Die hohe Gerichtsbarkeit im deutschen Mittelalter, 130.
- Histoire de la Belgique contemporaine, 1830-1914, t. I, 379.
- Hofmeister (Adolf)*. Chronica Mathiae de Nuwenburg, 109.
- Hoops (Johannes)*. Reallexikon der germanischen Altertumskunde, 108.
- Hottenger (G.)*. L'ancienne industrie du fer en Lorraine, 321.
- Hourticq (Louis)*. Ingres, 384.
- Huguet (Edmond)*. Dictionnaire de la langue française du XVI<sup>e</sup> siècle, 8<sup>e</sup> fasc., 385.
- Huisman (Michel)*. La Belgique et les Pays-Bas au milieu des vicissitudes européennes, 379.
- Igalen (Jules)*. Voir Giraud (Hubert).
- Ingersoll (Jean Rose)*. The Rome of Horace, 378.
- Ivanoff (N.)*. La marquise de Sablé et son salon, 382.
- James (W. M.)*. The British navy in adversity. A study of the war of American independence, 360.
- Jenkinson (Hilary)*. The later court hands in England from the fifteenth to the seventeenth century, 349.
- Johnsen (O. A.)*. La chute de l'Empire norrois, 339.
- Jordan (Ed.)*. Dante et la théorie romaine de l'Empire, 128.
- Henri VI a-t-il offert à Célestin III de lui faire hommage pour l'Empire? 114.
- Jouanny (M.)*. Voiron, étude de géographie urbaine, 307.
- Kampers (Franz)*. Vom Werdegange der abendländischen Kaisermystik, 128.
- Kantorowicz*. Kaiser Friedrich der Zweite, 116.
- Kehr (Paul)*. Papsturkunden in Spanien, vol. I, t. II, 348.
- Keilhau (Wilhelm)*. La Norvège et la guerre mondiale, 344.
- Kellogg (Frank B.)*. The war prevention policy of the United States, 173.
- Keutgen (F.)*. Der deutsche Staat des Mittelalters, 123.
- Keyser (Erich)*. Die Entstehung von Danzig, 149.
- Kienast (Walther)*. Die deutschen Fürsten im Dienste der Westmächte bis zum Tode Philipps des Schönen von Frankreich, Bd. I, 117.
- Knight (Melvin M.)*. Economic history of Europe in modern times, 302.
- Economic history of Europe to the end of the middle ages, 301.
- Studies in American imperialism. The Americans in Santo Domingo, 331.
- Koch (Wilhelm)*. Die Geschichte der Binnenflischerei von Mitteleuropa, 144.
- Koebner (Richard)*. Die Anfänge des Gemeinwesens der Stadt Köln, 141.
- Koessler (Maurice)* et *Derocquigny (Jules)*. Les faux amis ou Les trahisons du vocabulaire français, 384.
- Kohi (Halvdan)*. Johan Sverdrup, t. I-III, 342.
- Le redressement paysan en Norvège, 340.
- Kosminsky (E. A.)*. Russian work on English economic history, 298.
- Kozul (A.)*. Was bishop William Barlow friar Jerome Barlow? 385.
- Kralik (Richard)*. Geschichte der Stadt Wien und ihrer Kultur, 143.

- Kramer (Stella).** The english crafts studies in their progress and decline, 323.
- Krijanowski (G. M.).** Dix années d'édification économique en U. R. S. S., 1917-1927, 177.
- Krusch (Bruno).** Die Lex Bajuvariorum mit zwei Anhängen : Lex Alemannorum und Lex Ribuaria, 119.
- Neue Forschungen über die drei oberdeutschen Leges, 120.
- Künssberg (von).** Voir *Schröder (Richard)*.
- Kulischer (Josef).** Allgemeine Wirtschaftsgeschichte des Mittelalters und der Neuzeit, Band I, 301.
- Kuske (Bruno).** Quellen zur Geschichte des Kölner Handels und Verkehrs im Mittelalter, 3 vol., 143.
- Kutscha (Alfred).** Die Stellung Schlesiens zum deutschen Reiche im Mittelalter, 150.
- Labrouquère (André).** Les idées coloniales des physiocrates, 317.
- Lacour-Gayet (G.).** Talleyrand, t. I, 372.
- Landa (Diego de).** Relación de las cosas de Yucatan; trad. par J. Genet, 378.
- La Roncière (Charles de).** La découverte de l'Afrique au Moyen Age, t. III, 160.
- Leroi (René).** La politique monétaire anglaise dans l'Inde, 331.
- Levison (Wilhelm).** Zur Geschichte des Klosters Tholey, 154.
- Lewis (E. A.).** The welsh Port Books (1550-1563), 318.
- Lintzel (Martin).** Die Beschlüsse der deutschen Hoftage von 911 bis 1056, 126.
- Little (A. E.) et Easterling (R. G.).** The Franciscans and Dominicans of Exeter, 385.
- Lodge (Oliver).** Science and human progress, 387.
- Loeffler (Kl.).** Deutsche Klosterbibliotheken, 109.
- Loewe (Victor).** Das deutsche Archivwesen, 108.
- Lot (Ferdinand).** La fin du monde romain et le début du Moyen Age, 301.
- Lubimenko (M<sup>me</sup>).** England's part in the discovery of Russia, 177.
- Macariney (C. A.).** Survey of international events and treatises, II (1925), 387.
- Manhart (George Born).** The english search for a North-West passage in the time of Queen Elizabeth, 358.
- Manzoni (A.).** Lettres inédites; publ. par A. Crispolti, 224.
- Marshall (Dorothy).** The english poor in the XVIII century, 334.
- Martiny (Rudolf).** Hof und Dorf in Altwestfalen, 139.
- Massiet du Biest (J.).** Le chef-cens et la demi-liberté dans les villes du Nord avant le développement des institutions urbaines, 333.
- Masson (Paul).** Voir *Encyclopédie des Bouches-du-Rhône*.
- Matheson (Cyril).** Catalogue of the publications of Scottish historical and kindred clubs and societies.
- Mathiez (Albert).** La Terreur, instrument de la politique sociale des robespierristes, 311.
- Maybaum (Heinz).** Die Entstehung der Gutsherrschaft im nordwestlichen Mecklenburg, 152.
- Meyer (Herbert).** Das Mühlhauser Reichrechtbuch aus dem Anfang des dreizehnten Jahrhunderts, 121.
- Michael (P. Emil).** Histoire du peuple allemand, t. VI, 114.
- Mitard (A.-E.).** Le bassin de Lalevade, 323.
- Moltor (Erich).** Die Reichsreformbestrebungen des 15. Jahrhunderts bis zum Tode Kaiser Friedrich III, 127.
- Monnet (P.).** Le pays d'Allevard, 307.
- Monti (Antonio).** Pio IX nel Risorgimento, 223.
- Muggenthaler (Hans).** Tätigkeit eines deutschen Zisterziensklosters im XII und XIII Jahrhundert, 147.
- Müller (Karl Friedrich).** Geschichte der Getreidehandelspolitik, des Bäcker- und Müllergewerbes der Stadt Freiburg i. Br. im 14, 15 und 16 Jahrhundert, 146.
- Murray (Evelyn).** The Post office, 371.
- Nabholz (Hans).** Zur Frage nach den Ursachen des Bauernkrieges 1525, 310.
- Namias (Amerigo).** Principes de sociologie et de politique, 419.
- Newsholme (Arthur).** The ministry of Health, 369.
- Nicolle (Paul).** La vente des biens nationaux dans les anciens cantons de Vire et de Pontarcy, 311.
- Norden (Eduard).** Die germanische Urgeschichte in Tacitus Germania, 110.
- Nowak (Ludwig).** Quellen zur Geschichte der Bojer, Markomannen und Quaden, 110.
- Ohle (Rudolf).** Die Bedeutung der Zisterzienser für die Besiedelung der Mark Brandenburg, 148.
- Olsen (Magnus).** Ferme ancestrale et centre religieux, 337.
- Ordning (Fr.).** Henrik Ibsens Vennekreds

- « Det laerde Holland » et kapitel av norsk Kulturliv, 168.
- Patzelt (Mlle Erna)*. Entstehung und Charakter der Weistümer in Oesterreich, 122.
- Péladan (Joséphin)*. Histoire et légende de Marion de Lorme, 173.
- Peter (Joseph)*. L'occupation étrangère dans le département du Nord, 1793-1794, 174.
- Pfaff (Volkert)*. Kaiser Heinrichs VI höchstes Angebot an die römische Kurie (1196), 114.
- Pfitzner (Josef)*. Geschichte des Breslauer Bistumlandes; Teil I : Bis zum Beginne der böhmischen Herrschaft, 151.
- Picard (Roger)*. Le salaire et ses compléments: Allocations familiales. Assurances sociales, 334.
- Picotti (G. B.)*. La giovinezza di Leone X, 352.
- Pipkin (Charles W.)*. The idea of social justice, 171.
- Postan (M.)*. Credit in medieval trade, 325.
- Posthumus (N. W.)*. De nationale organisatie der lakenkoopers tijdens de Republiek, 324.
- Prentout (H.)*. Les États provinciaux de Normandie, t. III, 380.
- Puntschart (Paul)*. Voir *Ficker (J.)*.
- Ragatz (Lowell Joseph)*. A check-list of House of Commons sessional papers relating to British West Indies, 1763-1834, 387.
- A guide to the official correspondence of the governors of the British West India colonies, 1763-1834, 387.
- Redford (Arthur)*. Labour migration in England, 1800-1850, 334.
- Reinach (Salomon)*. Ephémérides de Glozel, 379.
- Revellio (Jose Torre)*. Adición a la relación descriptiva de los mapas, planos, etc., del virreinato de Buenos-Aires, 176.
- Richard (M<sup>me</sup> Marcelle)*. Les forêts du plateau de Langres, 312.
- Ritter (Gerhard)*. Die Staatsanschauung des Freiherren von Stein, 173.
- Robinson (Chalfont)*. The great roll of the Pipe for the fourteenth year of the reign of king Henry III, 174.
- Roe (F. C.)*. French travellers in Britain, 1800-1926, 176.
- Roth (Hermann Heinrich)*. St. Severin in Köln, 154.
- (*Rudolf*). Zeugen und Eidshelfer in den deutschen Rechtsquellen des Mittelalters, 1<sup>re</sup> partie, 123.
- Rothamsted experimental station library.
- Catalogue of the printed books on agriculture (1471-1840), 297.
- Rousiers (Paul de)*. Les grandes industries modernes; t. V : Les industries chimiques. Le régime légal des ententes, 324.
- Rowland (Albert Lindsay)*. England and Turkey : the rise of diplomatic and commercial relations, 357.
- Rutkowski (J.)*. Histoire économique de la Pologne avant les partages, 303.
- Saint-Simon*. Mémoires (éd. par A. de Boislisle), t. XL, 382.
- Salandra (Antonio)*. Ricordi e pensieri, 224.
- Sander (Paul)*. Geschichte des deutschen Städtewesens, 141.
- Sante (Georg Wilhelm)*. Die deutsche Westgrenze im 9. und 10. Jahrhundert, 138.
- Santifaller (Leo)*. Das Brixner Domkapitel im Mittelalter, 155.
- Sapori (Armando)*. I libri di commercio della Compagnia dei Peruzzi di Firenze, 325.
- Savina (Jean) et Bernard (Daniel)*. Cahiers de doléances des sénéchaussées de Quimper et de Concarneau, 298.
- Sayous (André-A.)*. Les changes de l'Espagne sur l'Amérique au xvi<sup>e</sup> siècle, 325.
- Les procédés de paiement et la monnaie dans l'Amérique espagnole, 325.
- Schmeidler (Bernhard)*. Kaiser Heinrich IV und seine Helfer im Investiturstreit, 113.
- Schmidt (Ludwig)*. Geschichte der germanischen Frühzeit. Der Entwicklungsgang der Nation bis zur Begründung der fränkischen Universalmonarchie durch Clodowech, 111.
- Schmoller (Gustav)*. Deutsches Städtewesen in alterer Zeit, 140.
- Schneider (Friedrich)*. Kaiser Heinrich VII, 117.
- Schröder (Richard) et Künssberg (von)*. Manuel d'histoire du droit allemand, 119.
- Schulte (Aloys)*. Der Adel und die deutsche Kirche im Mittelalter, 154.
- Schumacher (Karl)*. Siedelungs- und Kulturgeschichte der Rheinland von der Urzeit bis in das Mittelalter, 112.
- Schwind (von)*. Lex Bajuvariorum, 120.
- Scientific Magazine of the chair of Ukrainian history; n° 6 dedicated to D. Bagaley, 365.
- Sée (Henri)*. La vie économique de la France sous la monarchie censitaire, 1815-1848, 305.
- Le commerce des toiles de Laval à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, 317.
- Matérialisme historique et interprétation économique de l'histoire, 308.

- Sde (Henri)*. Note sur l'industrie textile de la Mayenne dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, 323.  
— Notes sur les foires en France au XVIII<sup>e</sup> s., 317.
- Seeger (Hans Joachim)*. Wesfalens Handel und Gewerbe vom 9. bis zum Beginn des 14. Jahrhunderts, 145.
- Segrè (Arturo)*. Storia del commercio, 2<sup>e</sup> édit., 313.
- Selby-Bigge (Lewis Amherst)*. The Board of education, 370.
- Seton (Malcolm C. C.)*. The India office, 371.
- Shepherd (William R.)*. Historical Atlas, 6<sup>e</sup> édit., 378.
- Smithen (Frederick J.)*. Continental protestantism and the English reformation, 386.
- Sombart (Werner)*. Das Wirtschaftsleben im Zeitalter des Hochkapitalismus, 328.
- Spangenberg (Hans)*. Die Entstehung des Reichskammergerichts und die Anfänge der Reichsverwaltung, 128.
- Steinbach (Fr.)*. Studien zur westdeutschen Stammes- und Volksgeschichte, 137.
- Steinherz (S.)*. Ein Fürstenspiegel Karls IV, 117.
- Stenton (M<sup>me</sup> Doris M.)*. The great roll of the Pipe for the fifth year of the reign of King Richard I, 174.
- Stimming (Manfred)*. Das deutsche Königsgut im 11. und 12. Jahrhundert; Teil I : die Salierzeit, 127.
- Stowasser (Otto H.)*. Das Land und der Herzog in Bayern und Oesterreich, 129.
- Strecker (Karl)*. Codex epistolarum Tegernseensium, 154.
- Strieder (Jakob)*. Études sur l'histoire des formes de l'organisation capitaliste, 2<sup>e</sup> éd., 146.  
— Jakob Fugger le Riche, 146.
- Strunk (Hermann)*. Quellenbuch zur Geschichte des Erzstifts Bremen, 2<sup>e</sup> éd., 118.
- Studi e documenti su G. Mameli e la Repubblica romana*, 224.
- Stutz (Ulrich)*. Reims und Mainz in der Königswahl des zehnten und zu Beginn des elften Jahrhunderts, 126.
- Tarlé (Eugène)*. Le Blocus continental et le royaume d'Italie, 305.
- Tawney (R. H.)*. Studies in economic history : the collected papers of George Unwin, 356.
- Teilhac (Ernest)*. L'évolution juridique des trusts et sa portée, 330.  
— L'œuvre économique de J.-B. Say, 308.
- Teran (Juan B.)*. El nacimiento de la América española, 315.
- Tonnelat (Ernest)*. Histoire de la langue allemande, 156.  
— Histoire de la littérature allemande, des origines au XVII<sup>e</sup> siècle, 156.
- Toudouze (Eugène)*. Rembrandt, 385.
- Toutain (J.)*. L'économie antique, 300.
- Troup (Edward)*. The Home Office, 366.
- Tupling (G. H.)*. The economic history of Rossendale, 305.
- Tyc (Théodore)*. L'immunité de l'abbaye de Wissembourg, 159.
- Ugolini*. Albania antiqua, 348.
- Valverde (Antonio L.)*. Compendio de historia del comercio, 314.
- Van der Essen (L.)*. Correspondance de Frangipani, premier nonce de Flandre (1596-1606), t. I, 355.
- Van Winter (P. J.)*. La participation du commerce d'Amsterdam à la formation des États-Unis, 318.
- Vasari (Giorgio)*. Les vies des plus excellents peintres, sculpteurs et architectes; trad. par Charles Weiss, 385.
- Wayson de Pradene (A.)*. L'affaire de Glozel, I, 379.
- Vehse (O.)*. Die politische Propaganda in der Staatskunst Kaiser Friedrichs II, 115.
- Viard (Pierre-Paul)*. La dime en France au XVII<sup>e</sup> siècle, 309.
- Vignoli (Léon)*. La course maritime, ses conséquences économiques, sociales et internationales, 316.
- Virlogeux (Maurice)*. Quelques aspects de l'évolution des prix au siècle dernier et en notre temps, 327.
- Volk (P. Paulus)*. Die Generalkapitel der Bursfelder Benediktiner-Kongregation, 378.
- Von den Steinen (Wolfram)*. Staatsbriefe Kaiser Friedrichs des Zweiten, 115.
- Vuilleumier (Henri)*. Histoire de l'Église réformée du pays de Vaud sous le régime bernois; t. I : L'âge de la Réforme, 163.
- Waas (Adolf)*. Vogtei und Bede in der deutschen Kaiserzeit, vol. I et II, 131.
- Webb (S. et B.)*. English local government. English old poor law, 1<sup>re</sup> partie, 334.
- Weber (Max)*. Histoire économique générale, 299.
- Weimann (Karl)*. Die Ministerialität im späteren Mittelalter, 136.
- Winter (Georg)*. Die Ministerialität in Brandenburg, 134.
- Yoshitomi*. Les anciennes corporations du Japon, 324.
- Zaristische (Das) Russland*, 223.

## TABLE DES MATIÈRES

### ARTICLES DE FOND

	Pages
ANGYAL (David). Gabriel Bethlen . . . . .	19
CARCOPINO (Jérôme). Salluste, le culte des <i>Cereres</i> et les Numides . . . . .	1
JUSSERAND (J.-J.). Le maréchal d'Estrades et ses critiques . . . . .	225
MATHIEZ (Albert). Le premier Comité de Salut public et la guerre . . . . .	255

### MÉLANGES

DRIAULT (Édouard). Napoléon et les Juifs . . . . .	283
LANGLOIS (Marcel). Saint-Simon historien . . . . .	81
PERPILLOU (Aimé). La question de droit entre César et le Sénat . . . . .	272

### BULLETIN HISTORIQUE

<b>Histoire d'Allemagne.</b> Moyen Age, par Marc BLOCH . . . . .	108
<b>Histoire économique et sociale</b> (1927-1928), par Henri SÉE . . . . .	297
<b>Histoire de Norvège</b> , par Gunnar HÖST . . . . .	336

### COMPTES-RENDUS CRITIQUES

AROUSON (Moses Judah). La philosophie morale de Josiah Royce ( <b>H. Sée</b> ) . . . . .	167
BEIN (Alex.). Die Staatsidee Alexander Hamiltons in ihrer Entstehung und Entwicklung ( <b>Id.</b> ) . . . . .	166
BENOÎT (Fernand). La légation du cardinal Sadolet auprès de François I <sup>er</sup> en 1542 ( <b>Henri Hauser</b> ) . . . . .	354
Id. La tragédie du sac de Cabrières ( <b>Id.</b> ) . . . . .	354
Id. La société avignonnaise au xvi <sup>e</sup> siècle ( <b>Id.</b> ) . . . . .	354
BRUCHET (Max). Marguerite d'Autriche, duchesse de Savoie ( <b>Henri Hauser</b> ) . . . . .	353
CALOGERAS (F. Pandia). A politica exterior do Imperio ( <b>Septime Gorceix</b> ) . . . . .	168
DURRER (Robert). Die Schweizergarde in Rom und die Schweizer in päpstlichen Diensten ( <b>Henri Hauser</b> ) . . . . .	351
Festschrift til Kristian Erslev, fra danske Historikere ( <b>Lucien Maury</b> ) . . . . .	375
FREUND (Michael). Die Idee der Toleranz im England der grossen Revolution ( <b>Henri Sée</b> ) . . . . .	359
GÉRARDIN (Éd.). Histoire de Lorraine ( <b>Robert Parisot</b> ) . . . . .	165
GIKAUD (Hubert) et IGALÉN (Jules). Pernes, ancienne capitale du Comtat-Venaissin ( <b>V.-L. Bourrilly</b> ) . . . . .	364
GRANDSIRE (Georges). L'impôt sur le revenu en Lorraine et Barrois au xviii <sup>e</sup> siècle ( <b>M. Marion</b> ) . . . . .	363
JAMES (W. M.). The British navy in adversity ; a study of the war of American independence ( <b>R. de Kerallain</b> ) . . . . .	360
JENKINSON (Hilary). The later court hands in England from the fifteenth to the seventeenth century ( <b>Ch. Bémont</b> ) . . . . .	349



## TABLE DES MATIÈRES

	427
	Pages
KEHR (Paul). Papsturkunden in Spanien ( <b>J. Calmette</b> ) . . . . .	348
LACOUR-GAYET (G.). Talleyrand. I, 1754-1799 ( <b>Chr. Pfister</b> ) . . . . .	372
LA RONCIÈRE (Charles de). La découverte de l'Afrique au Moyen Age ( <b>L. Gallois</b> ) . . . . .	160
MANHART (George Born). The english search for a North-West passage in the time of queen Elizabeth ( <b>Inna Lubimenko</b> ) . . . . .	358
ORDING (Fr.). Henrik Ibsens vennekreds « Det laerde Holland » ( <b>Émile Laloy</b> ) . . . . .	168
PICOTTI (G. B.). La giovinezza di Leone X ( <b>Henri Hauser</b> ) . . . . .	352
ROWLAND (Albert Lindsay). England and Turkey ( <b>Inna Lubimenko</b> ) . . . . .	357
Scientific Magazine of the scientific chair of Ukrainian history ( <b>Id.</b> ) . . . . .	365
TAWNEY (R. H.). Studies in economic history : the collected papers of George Unwin ( <b>Henri Sée</b> ) . . . . .	356
TROUP (Edward). The Home Office ( <b>Charles Bémont</b> ) . . . . .	366
TYC (Théodore). L'immunité de l'abbaye de Wissembourg ( <b>Marc Bloch</b> ) . . . . .	159
UGOLINI. Albania antica ( <b>Jérôme Carcopino</b> ) . . . . .	348
VAN DER ESSEN (L.). Correspondance d'O. M. Frangipani, premier nonce de Flandre ( <b>Henri Hauser</b> ) . . . . .	355
VUILLEUMIER (Henri). Histoire de l'Eglise réformée du pays de Vaud. I. L'âge de la Réforme ( <b>Lucien Febvre</b> ) . . . . .	163
NOTES BIBLIOGRAPHIQUES : Allemagne (173, 378), Amérique centrale (378), Bel- gique (379), États-Unis (173), France (173, 379), Grande-Bretagne (174, 385), République argentine (176), Russie (176), Histoire générale (171, 378); Histoire de l'Antiquité (172, 378).	

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

**Allemagne.** Historisches Jahrbuch (197, 394).

**Belgique.** Académie royale. Bulletin de la classe des lettres (197); Analecta Bol-  
landiana (198); Revue belge de philologie et d'histoire (198).

**États-Unis.** Agricultural history (198); The american historical Review (395);  
Foreign affairs (199, 396); Speculum (199, 397).

**France.** Académie des inscriptions et belles-lettres (178); Annales du prince de  
Ligne (389); Annales historiques de la Révolution française (178, 389); Archi-  
vum latinitatis mediæ ævi (389); Bibliothèque de l'École des chartes (389);  
Bulletin de la Société d'histoire moderne (178, 390); Bulletin de la Société  
Ernest Renan (179); Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient (179);  
Bulletin de l'Histoire de Paris et de l'Île-de-France (179); Bulletin hispanique  
(179); Carnet de la Sabretache (180, 390); Conférence des Sociétés savantes,  
littéraires et artistiques du département de Seine-et-Oise (180); Correspon-  
dant (181, 390); Grande Revue (182, 390); Journal des Savants (183, 390);  
Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne (183); Mercure  
de France (183, 391); Polybiblion (184); Révolution de 1848 et les Révolu-  
tions du XIX<sup>e</sup> siècle (391); Revue archéologique (184); Revue de l'histoire des  
religions (391); Revue de l'histoire de Versailles et de Seine-et-Oise (391);  
Revue de Paris (184, 392); Revue des Deux Mondes (185, 392); Revue des  
études anciennes (186); Revue des études arméniennes (393); Revue des  
études historiques (393); Revue des études hongroises (393); Revue des ques-  
tions historiques (187); Revue d'histoire de l'Eglise de France (187, 394);

Revue d'histoire diplomatique (188) ; Revue d'histoire franciscaine (188) ; Revue d'histoire moderne (189, 393) ; Revue historique de Bordeaux (190, 394) ; Revue historique de droit français et étranger (394) ; Romania (190) ; Société d'histoire du droit (193).

**Grande-Bretagne.** Antiquity (200, 398) ; Bulletin of the Institute of historical research (201, 399) ; Bulletin of the John Rylands library Manchester (201) ; The english historical Review (202) ; History (202, 399) ; The Quarterly Review (203) ; The Scottish historical Review (203) ; The Times. Literary supplement (204, 399) ; Transactions of the Royal historical Society (205) ; University of London. Institut of historical research (205).

**Italie.** Africa italiana (205) ; Archivio della R. Società romana di storia patria (206) ; Archivio storico lombardo (206) ; Archivio storico per la Sicilia orientale (207) ; Archivio storico per le provincie napoletane (207) ; Archivio storico siciliano (400) ; Archivio Veneto (400) ; Atti et memorie della R. Deputazione di storia patria per le provincie di Romagna (207) ; Giornale storico e letterario della Liguria (400) ; Historia. Studi storici per l'antichità classica (400) ; Levana (401) ; Memorie storiche Forogiuliesi (401) ; Nuovi studi medievali (402) ; Rendiconti della R. Accademia dei Lincei (402).

**Norvège.** Historisk Tidsskrift (404).

**Pays-Bas.** Mededeelingen van het Nederlandsch historisch Instituut te Rome (405) ; Tijdschrift voor Geschiedenis (405).

**République argentine.** Anales de la Facultad de ciencias jurídicas y sociales de la Universidad de la Plata (406) ; Boletín del Instituto de investigaciones históricas (406).

L'esprit international (408).

**Bibliographie des comptes-rendus** (208, 408).

**CHRONIQUE :** Le Cinquantenaire de la *Revue historique* (214) ; Institut international de coopération intellectuelle (214) ; Académie de droit international de La Haye (215) ; Comité international des sciences historiques (214, 414) ; Union académique internationale (416). — Allemagne (222) ; Belgique (222) ; États-Unis (223, 417) ; France (216, 416) ; Grande-Bretagne (418) ; Hongrie (418) ; Italie (223, 419).

**NÉCROLOGIE :** États-Unis : A. C. Coolidge (417). — France : Dr Cabanès (219) ; D. Pasquet (219) ; Émile Senart (216) ; Paul Sabatier (218). — Hongrie : Aladar Balagi (418).

**INDEX BIBLIOGRAPHIQUE.** . . . . . 420

**TABLE DES MATIÈRES** . . . . . 426

#### ERRATUM :

Page 157, l. 16 : *au lieu de : Kantocorowicz, lire : Kantorowicz.*

*Le gérant : R. LISBONNE.*

## LISTE DES LIVRES REÇUS AU BUREAU DE LA REVUE

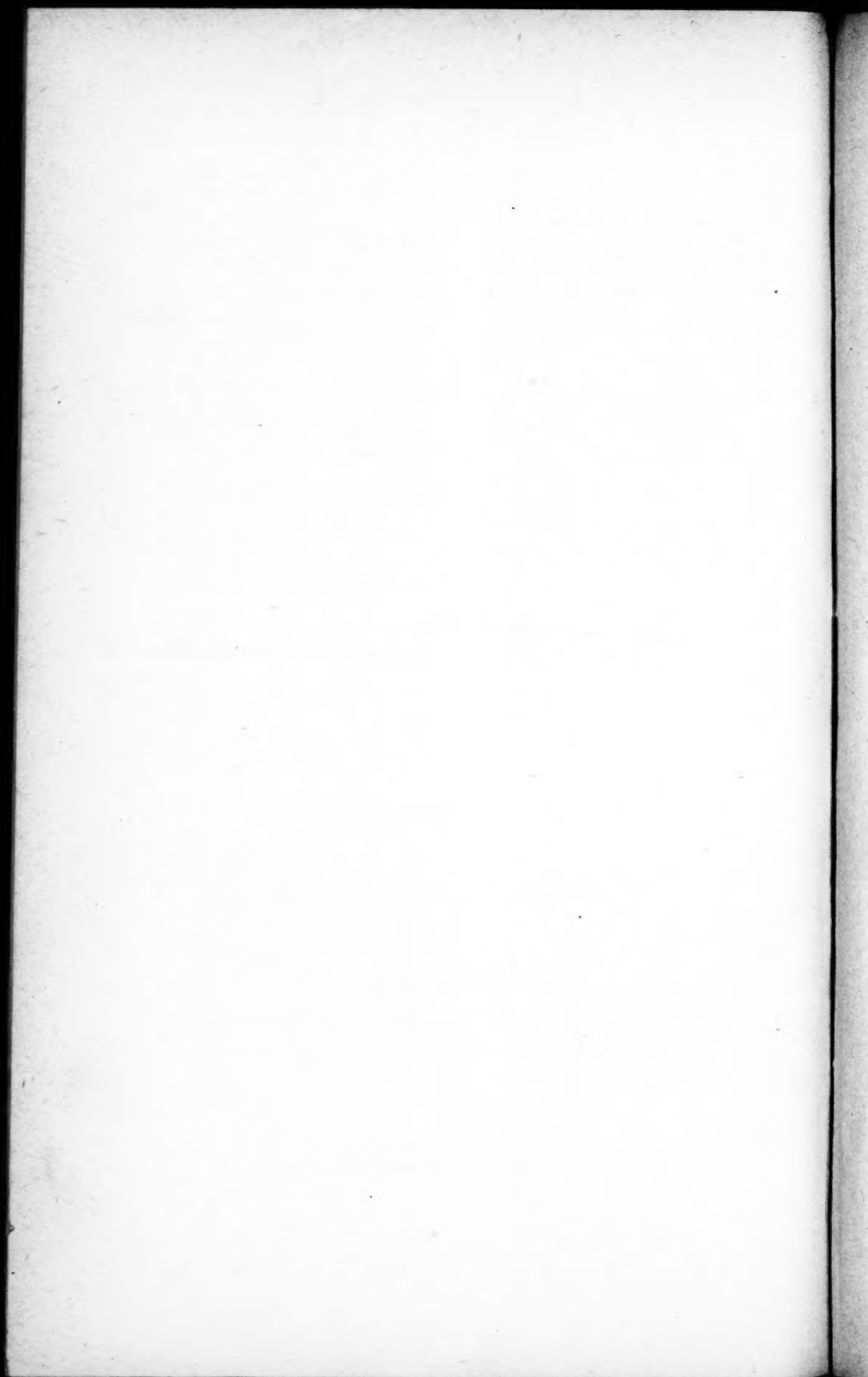
*Les volumes dont le format n'est pas indiqué sont in-8°; le nom de Paris n'est pas indiqué pour ceux qui ont paru chez des libraires de cette ville*

- Acerdos del extinguido cabildo de Buenos-Aires, série III, t. IV, 1769-1773. Buenos-Aires (Archivo general de la nacion), 1928.
- Alanic (*Mathilde*). Le mariage de Hoche. Perrin, 1928, xv-283 p.; prix : 25 fr.
- Anglade (*Joseph*). Les troubadours de Toulouse. Toulouse, Privat; Paris, Henri Didier, 1928, 209 p.
- Archives secrètes de l'empereur Nicolas II. Traduit du russe par V. Lazarevski. Payot, 1928; prix : 20 fr.
- Beaverbrook (Lord). Politicians and the war, 1914-1916. Londres, Butterworth, 240 p.; prix : 10 s. 6 d.
- Belmont (*Perry*). Le tarif douanier et les partis aux États-Unis, 1789-1927. Payot, 1928, 110 p.; prix : 15 fr.
- Bossuat (*Robert*). Drouart La Vache, traducteur d'André le Chapelain, 1290. Champion, 1926, xx-264 p. Li livres d'amours de Drouart de La Vache. Ibid., viii-275 p.; prix : 35 fr. chaque.
- Bouvier (*René*). Un financier colonial au xv<sup>e</sup> siècle, Jacques Cœur. Champion, 1928, 175 p.; prix : 25 fr.
- Brehier (*Émile*). La philosophie de Plotin. Boivin, 1928, xix-188 p.
- Calot (*Franz*) et Michon (*Louis-Marie*). Port-Royal et le jansénisme. Éditions Albert Morancé, 67 p. [s. d.].
- Castelnau (*Jacques-Thomas de*). Le Paris de Louis XIII, 1610-1643. Hachette, in-16, 161 p.
- Chartrou (*Joséphé*). L'Anjou de 1109 à 1151. Foulque de Jérusalem et Geoffroi Plantagenet. Les Presses universitaires de France, 1928, xv-442 p.; prix : 50 fr.
- Ohrist (*Karl*). Tragédie du sac de Cabrière. Ein Calvinistisches Drama der Reformationszeit. Halle a. d. Saale, Max Niemeyer, 132 p.; prix : 6 m.
- Congrès d'histoire du christianisme. Jubilé Alfred Loisy. T. I, publié sous la direction de P.-L. Couchoud. Éditions Rieder, 1928, 278 p.; prix : 25 fr.
- Croce (*Benedetto*). Teoria e storia della storiografia, 3<sup>e</sup> édit. Bari, Laterza, 1927, viii-334 p.
- Davaud (*Pierre*). Ce qu'il faut connaître de l'histoire d'Allemagne. Boivin, 1928, 157 p., in-16; prix : 7 fr.
- Documents (les) pontificaux sur la démocratie et la société moderne. Introduction et notes par G. Michon. Éditions Rieder, 1928, 282 p.
- Duchêne (*Albert*). La politique coloniale de la France. Le ministère des colonies depuis Richelieu. Payot, xvi-347 p.; prix : 36 fr.
- Eckhart (*Franz*). Introduction à l'histoire hongroise. Champion, 1928, 179 p.
- Ernst (*Otto*). Le dernier siècle de la cour de Vienne. François-Joseph intime, d'après la correspondance tirée des Archives secrètes de la Maison d'Autriche; trad. par Géo Bell. Payot, 1928, 279 p.; prix : 25 fr.
- Feraud (*L.-Charles*). Annales tripolitaines. Tunis, Tournier; Paris, Vuibert, 1927, xix-478 p.
- Fontaine (*Nicolas*). Saint-Siège, « Action française » et « Catholiques intégraux ». J. Gamber, 1928, 209 p.
- Fueter (*Eduard*). Die Schweiz seit 1848. Geschichte Politik Wirthschaft. Zurich et Leipzig, Orell Füssli, gr. in-8°, 304 p.; prix : 18 fr. 75 (suisses).
- Fulöp-Müller (*René*). Le diable sacré : Raspoutine et les femmes. Payot, 1928, 392 p., 28 illustr.; prix : 25 fr.
- Funk-Brentano (*F.*). Restif de La Bretonne. Albin Michel, 1928, 424 p., 20 illustr.; prix : 25 fr.
- Garnier (*Armand*). Agrippa d'Aubigné et le parti protestant. Contribution à l'histoire de la Réforme en France. Fischbacher, 1928, 3 vol., vi-414, 366 et 304 p.
- Gioberti (*Vincenzo*). Epistolario. Florence, Vallecchi, 4 vol., xvi-311, 383, 397 et 442 p.; prix : 30 l. chaque.
- Girault (*Arthur*). Principes de colonisation

- et de législation coloniale ; t. V, 3<sup>e</sup> partie : L'Afrique du Nord ; 2 : La Tunisie et le Maroc, 5<sup>e</sup> édit. Librairie du Recueil Sirey, 1928, ix-559 p.
- Guiette (Robert)*. La légende de la Sacristine. Étude de littérature comparée. Champion, 1927, 554 p. ; prix : 80 fr.
- Hecker (J.-F.)*. La religion au pays des Soviets. Éditions sociales internationales, 1928, 245 p.
- Henri-Robert*. Les grands procès de l'histoire ; VI<sup>e</sup> série : Christine de Suède ; le maréchal de Saxe ; le mariage et le sacre de Louis XVI ; l'agonie du régime. Payot, 256 p. ; prix : 15 fr.
- Hourticq (Louis)*. Ingres. Hachette (Classiques de l'art), 1928, gr. in-8°, xvi-125 planches.
- Kœltz (commandant)*. L'offensive allemande de 1918. Les conditions politiques et militaires. Alfred Costes, 80 p. ; prix : 6 fr.
- Latané (John H.)*. A history of american foreign policy. New-York, Doubleday, Page et C<sup>ie</sup>, 1927, xiv-725 p. ; prix : 6 doll.
- Légende (la)* de Mélusine, renouvelée par *Jean Marchand*. Boivin, 1927, x-273 p. ; prix : 24 fr.
- Lehmann (Paul)*. Gesta Ernesti ducis. Munich, Oldenbourg, 1927, in-4°, 56 p. ; prix : 3 m.
- Fuldaer Studien. Neue Folge. Ibid., 1927, in-8°, 52 p. ; prix : 2 m.
- Lotz (W.)*. Gab es eine geldwirtschaftliche Verfassung der Staatsfinanzen unter den Karolingern? Munich, Oldenbourg, 1926, 17 p. ; prix : 1 m.
- Mac Danel (Ralph Clifman)*. The Virginia constitutional Convention of 1901-1902. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1928, 166 p.
- Manuel d'introduction historique et critique à toutes les Saintes Écritures*, par les PP. *Cornely* et *Merk*, S. J. Trad. fr. sur la 9<sup>e</sup> édition latine par l'abbé *Mazoyer* et revue par le P. *Merk* ; II : Nouveau Testament. Lethielleux, 1928, 611 p. ; prix des t. I et II : 50 fr.
- Marchal (Henri)*. Guide archéologique aux temples d'Angkor. Paris et Bruxelles, G. Van Oest, 1928, vii-217 p., carte.
- Martène (dom)*. Histoire de la Congrégation de Saint-Maur ; publ. par dom *G. Chardin* ; t. I : 1612-1630 (Archives de la France monastique, t. XXXI). A. Picard, 1928, xxxiv-287 p.
- Martin (A.-G.-P.)*. Le Maroc et l'Europe. Ernest Leroux, 1928, 146 p. ; prix : 9 fr.
- Masi (Gino)*. Il popolo a Firenze alla fine del dugento. Modène, Società tipografica Modenese, 1928, 52 p.
- Mitteis (Heinrich)*. Politische Prozesse des früheren Mittelalters in Deutschland und Frankreich. Heidelberg, 1927, 124 p. ; prix : 5 m.
- Mommsen (Wilhelm)*. Johannes Miquel ; Bd. I : 1828-1866. Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1928, 402 p. ; prix : 10 m.
- Monceaux (Paul)*. La vraie légende dorée. Relations de martyres, traduites avec introduction et notices. Payot, 328 p. ; prix : 20 fr.
- Oláh (Liliane)*. Une grande dame, auteur dramatique et poète au XVIII<sup>e</sup> siècle : M<sup>me</sup> de Montesson. Champion, 1928, 208 p.
- Paléologue (Maurice)*. Les entretiens de l'impératrice Eugénie. Plon, 1928, 276 p. ; prix : 12 fr.
- Paláu (frère Francisco)*. Historical memoirs of New California ; publ. par *Herbert Eugene Bolton*, vol. I. Berkeley, University of California Press, 1926, xix-331 p.
- Panella (Antonio)*. L'ultima difesa delle leggi di giurisdizione in Toscana. Rome, Sec. naz. per la storia del Risorgimento italiano, 60 p.
- Pimodan (Gabriel de)*. Vie du général de Pimodan, 1822-1860. Champion, 1928, xx-372 p. et 12 photos et 1 carte ; prix : 30 fr.
- Politique (la)* extérieure de l'Allemagne, 1870-1914 ; t. IV : 1<sup>er</sup> novembre 1883-30 septembre 1886 ; trad. par *Henri Audoin*. Alfred Costes, 1928, xx-313 p. ; prix : 70 fr.
- Porée (Charles)*. Sources manuscrites de l'Histoire de la Révolution dans l'Yonne ; I : Archives nationales, 2 vol., 1918, 1927. Auxerre, impr. l'Universelle, vi-456 et 468 p.
- Puigarnau (Jaime Mans)*. Les classes serviles bajo la monarquia visigoda y en los estados christianos de la Reconquista española. Barcelona, José Bosch Pelayo, 1928, 161 p.
- Raby (Fr. J. E.)*. A history of christian-latin poetry, from the beginning to the close of the middle ages. Oxford, at the Clarendon Press, xii-491 p. ; prix : 21 s.
- Rigné (Raymond de)*. La clef de l'erreur judiciaire de Mgr Pierre Cauchon. Éditions Valp, 94 p. ; prix : 10 fr.
- Rivière (P.-Louis)*. Études marocaines. Librairie du Recueil Sirey, 1928, xiii-176 p.
- Roman (le)* de la Rose ; principaux épisodes traduits par M<sup>me</sup> *B.-A. Jeanroy*. E. de Boccard, 1928, 133 p.
- Rörig (Fritz)*. Hansische Beiträge zur deutschen Wirtschaftsgeschichte. Breslau, Ferdinand Hirt, 1928, 284 p. ; prix : 16 m.
- Scovazzi (I.)* et *Noberasco (Filippo)*. Storia

- di Savona, vol. III. Savona, Tipografia italiana, 1928, 445 p.; prix : 15 l.
- Serra Vilaró (J.)*. Civilització megalítica a Catalunya (Museum archaeologicum dicecesanum). Solsona, gr. in-8°, 351 p.
- Shepherd (William R.)*. Historical atlas, 6<sup>e</sup> édit. University of London Press, 1927, xi p., 216 cartes et Index de 94 p.; prix : 18 s.
- Taldir Jaffrennou (F.)*. La véritable histoire de La Tour d'Auvergne-Corret (1743-1800). Figuière, 1928, 250 p.; prix : 12 fr.
- Tallgren (O. J.)*. Survivance arabo-romane du catalogue d'étoiles de Ptolémée. Études philologiques sur différents manuscrits, I. Introduction et série I. Helsingfors, Societas Orientalis Fennica, 1928, 83 p.
- Théâtre (le) édifiant aux xiv<sup>e</sup> et xv<sup>e</sup> siècles*, par J. E. Schneegans. E. de Boccard, 1928, 158 p.
- Towner (R. H.)*. La philosophie de la civilisation; trad. de l'anglais par Abel Doysié. Champion, 1928, 2 vol., xi-328, 369 p.; prix : 50 fr.
- Turner (Edward Raymond)*. The privy council of England in the seventeenth and eighteenth centuries, 1603-1784. Baltimore, The Johns Hopkins Press. Londres. H. Milford, 1928, 507 p.; prix : 7 doll. 50 c.
- Vaissière (P. de)*. Conjuración de Cinq-Mars. Hachette, 1928, 122 p.; prix : 17 fr.
- Vasiliev (A. A.)*. History of the Byzantine empire; trad. par Mrs. S. Ragozin. I. Madison, University of Wisconsin Studies in the social sciences and history, n° 13, 1928, 457 p.
- Viatte (Auguste)*. Les sources occultes du romantisme. Illuminisme, théosophie, 1770-1820; I : Le préromantisme; II : La génération de l'Empire. Champion, 1928, 331 et 332 p.
- Vidal (Mgr J.-M.)*. Les Oratoriens à Saint-Louis-des-Français. Établissement du pouvoir de l'ambassadeur de France sur l'Eglise nationale, 1617-1629. Rome, Établissements français; Paris, Aug. Picard, 1928.
- Webb (C. C. J.)*. Religious thought in the Oxford movement. S. P. C. K., 1928, vii-157 p.; prix : 6 s.
- Zeller (Gaston)*. L'organisation défensive des frontières du Nord et de l'Est au xvii<sup>e</sup> siècle. Berger-Levrault, 1928, 132 p., carte; prix : 12 fr.
- Zevaès (Alexandre)*. Sur l'écran politique. Ombres et silhouettes. Notes, mémoires et souvenirs. Les éditions Georges Anquetil, 1928, 359 p.; prix : 15 fr.





## CHEMINS DE FER D'ALSACE ET DE LORRAINE

Touristes, visitez l'Alsace avec ses montagnes couronnées de vieux châteaux et de couvents, ses sombres forêts de sapins, ses lacs dormants, ses cols élevés, ses plaines fertiles, ses champs de bataille de 1870 et de la Grande Guerre, ses villes musées et leurs vieilles églises de grès rose.

Amateurs de sports d'hiver et de hautes altitudes, allez au Ballon de Guebwiller, au Champ du Feu, au Hohwald, à la Schlucht, au Hohneck.

Joueurs de Golf, rendez-vous au Golf de Sélestat, l'un des plus beaux du monde. Restaurant élégant, salles de douches. Vue merveilleuse sur les Vosges et la Forêt Noire.

Voyageurs, qui vous intéressez à la grande industrie, visitez les hauts fourneaux, aciéries, laminoirs de la région de Thionville qui, le soir, jettent des lueurs fantastiques sur la campagne lorraine.

Relations rapides avec Paris, la Belgique, la Hollande, la Suisse, l'Italie, l'Orient.

Services directs : Strasbourg à Lyon, Marseille, la Côte d'Azur ; et Strasbourg, Belfort, Dijon, Bordeaux, Nantes.

Pour tous renseignements, s'adresser aux chemins de fer d'Alsace et de Lorraine :

A PARIS : 5, rue de Florence (8°).

A Strasbourg : 3, boulevard du Président-Wilson.

## CHEMINS DE FER DE L'EST

### CIRCUITS AUTOMOBILES

Excursions par auto-cars permettant de visiter une des parties les plus pittoresques des Vosges et les principales Stations Thermales de la région de l'Est.

A. — De Belfort à Gérardmer, au Ballon d'Alsace, à l'Hartmannswiller.

1<sup>er</sup> circuit : Belfort-Gérardmer-Belfort. — Aller : via le Ballon d'Alsace, Bussang, Wesserling, la Route des Crêtes, le Hohneck, la Schlucht, Gérardmer. — Retour : via la Bresse, Cornimont, Le Thillot, Saint-Maurice.

2<sup>e</sup> circuit : Belfort-Ballon d'Alsace-Belfort. — Via Giromagny, le Ballon d'Alsace, Sewen, Massevaux, Rougemont-le-Château.

3<sup>e</sup> circuit : Belfort-l'Hartmannswiller. — Aller : via Roppe, Rougemont-le-Château, Thann, Cernay, Uffholtz, l'Hartmannswiller. — Retour : via Uffholtz, Cernay, le Pont d'Aspach, La Chapelle.

B. — De Vittel ou de Contrexéville à Colmar.

1<sup>er</sup> circuit : Vittel-Contrexéville-Colmar. — Via Darney, Bains-les-Bains, Plombières, Remiremont, Sapois, Gérardmer, la Schlucht, Munster (et retour le lendemain).

2<sup>e</sup> circuit : Contrexéville-Vittel-Colmar. — Aller : via Valleroy-le-Sec, Dompierre, Epinal, Remiremont, Sapois, Gérardmer, la Schlucht, Munster. — Retour : via Munster, la Schlucht, Gérardmer, le Tholy, Tendon, Vallée de la Docelle, Epinal, Dompierre, Valleroy-le-Sec.

C. — De Vittel et de Contrexéville à Gérardmer.

Aller. — Via Darney, Bains-les-Bains, Plombières, Remiremont. — Retour : via Epinal, Dompierre, Valleroy-le-Sec.

D. — De Vittel et de Contrexéville à Domrémy.

Aller : via Châtenois, Neufchâteau. — Retour : via Neufchâteau, Aulnois, Bulgnéville.

NOTA. — Pour tous renseignements, s'adresser aux gares d'arrêt du parcours, à la gare de Paris-Est (Bureau des Renseignements), ou au Service Commercial, 13, rue d'Alsace, Paris.

**CHEMIN DE FER DU NORD**

---

## **PARIS-NORD A LONDRES**

**Via CALAIS-DOUVRES**

**Via BOULOGNE-FOLKESTONE**

*Traversée maritime la plus courte, quatre services rapides dans chaque sens*

**Via DUNKERQUE-TILBURY**

**Service de nuit — Voitures directes à Tilbury  
pour le centre et le nord de l'Angleterre**

---

### **SERVICES RAPIDES**

**entre la FRANCE et la BELGIQUE, l'ALLEMAGNE, la POLOGNE  
la RUSSIE et les PAYS SCANDINAVES**

---

### **SERVICES PULLMAN**

**PARIS à LONDRES " La Flèche d'Or "**

**PARIS-BRUXELLES-AMSTERDAM " L'Etoile du Nord "**

**CALAIS-LILLE-BRUXELLES**

**LONDRES-BOULOGNE-VICHY (Saison d'été)**

**Pour tous renseignements, s'adresser Gare du Nord, à Paris**

---

**CHEMINS DE FER DU MIDI**

---

## **MILLAU, centre de Tourisme** **porte d'entrée des Gorges du Tarn**

---

C'est de MILLAU que le touriste peut, de la manière la plus facile et la plus agréable, rayonner dans le Massif Central, les Cévennes et les Causses.

Les services d'auto-cars de la Compagnie des chemins de fer du Midi permettent de visiter, en deux jours, les gorges du Tarn, de la Jonte et de la Dourbie, le Mont Aigoual, la célèbre grotte de Dargilan, et la merveille souterraine de l'Aven Armand.

Devant le succès obtenu par ces services, la Compagnie du Midi a créé un nouveau circuit de quatre jours qui conduit le touriste par les sites les plus grandioses du Massif Central : les gorges basses du Tarn, les gorges du Viaur, Rodez, Conques (trésor de l'Abbaye), Espalion, les gorges de la Truyère, Vic-sur-Cère, le Lioran, St-Flour, le viaduc de Garabit, les ruines du Château d'Alleuze, Claudesaigues, l'Aubrac, Mende, les gorges du Tarn.

## POUR ALLER AU MAROC

la voie de MARSEILLE est la plus courte,  
la plus rapide et la mieux abritée

---

A dater du 14 avril, les luxueux paquebots de la Compagnie Paquet partent de Marseille tous les samedis (au lieu de trois fois par mois en hiver) à destination de Tanger et Casablanca.

Les départs du Maroc pour Marseille ont lieu : tous les samedis de Casablanca, tous les dimanches de Tanger.

Signalons, en outre, que les vapeurs de cette même Compagnie, à destination du Sénégal, qui quittent Marseille tous les mercredis jusqu'au 9 mai inclus, date à partir de laquelle les départs n'ont lieu que tous les 14 jours, prennent également des passagers pour Tanger et Casablanca.

Des billets simples (chemin de fer et paquebot) valables 15 jours et des billets d'aller et retour valables 30 ou 90 jours et permettant l'enregistrement direct des bagages sont délivrés par les principales gares P.-L.-M. pour Tanger et Casablanca ou vice-versa.

---

## POUR ALLER EN CORSE

la traversée la plus courte se fait par NICE

---

Dès le 15 mars, trois fois par semaine (vendredi, samedi, dimanche) les meilleurs paquebots de la Compagnie Fraissinet effectuent la traversée de Nice en Corse dans l'après-midi.

La réduction de durée du trajet maritime met désormais la Corse à 24 heures de Paris. En effet, le voyageur parti de Paris à 17 h. 10, par le rapide 15 (lits-salons, couchettes, places de 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> classes, wagon-restaurant) arrive en gare de Nice à 11 h. 05; il y trouve un autobus qui le conduit au port d'où le paquebot, partant à midi, le dépose en Corse le soir même.

Pour la première fois, cette année, les traversées de jour si appréciées des touristes, seront assurées au retour de Corse à la vitesse de 15 nœuds. Elles auront lieu le jeudi (départ d'Ajaccio à 10 h. 30, arrivée à Nice à 19 h. 20).

## POUR LES VACANCES

Voyageurs à la recherche d'un joli coin ou d'une plage de famille pour y passer vos vacances, touristes qui désirez parcourir la Bretagne en auto-cars, ne vous mettez pas en route avant d'avoir préparé votre voyage. Ne commettez pas l'erreur de nombreuses personnes qui partent à l'aventure et s'en reviennent désillusionnées parce qu'elles ne savaient pas qu'à proximité de leur villégiature, elles avaient telles excursions intéressantes ou tels monuments à visiter.

Un voyage bien préparé vous aidera à passer d'agréables vacances. Dans ce but, le RÉSEAU DE L'ÉTAT vient de rééditer à votre intention son GUIDE OFFICIEL ILLUSTRE qui contient, en plus d'une documentation intéressante, de nombreuses photographies et des cartes détaillées des régions qu'il dessert.

Ce GUIDE est mis en vente dans les bibliothèques des gares du Réseau, Bureaux de Tourisme des gares de Paris (Saint-Lazare et Montparnasse) et dans les principales agences de Paris, au prix de 4 fr. 50 l'exemplaire.

### CHEMINS DE FER DE PARIS A ORLÉANS

## BILLETS ALLER & RETOUR INDIVIDUELS

pour les stations

balnéaires, thermales et climatiques

Pour répondre aux désirs du public en favorisant les villégiatures, ces billets sont rétablis pour l'été 1928.

Ils sont délivrés en 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> classes au départ de toutes gares des sept grands réseaux français à destination des stations balnéaires, thermales et climatiques dénommées Réseaux d'Orléans et du Midi, sous condition d'un minimum de parcours et d'un séjour minimum de douze jours au lieu de villégiature.

Réduction : variant de 20 à 30 % suivant les parcours et suivant la classe.

Délivrance : pour les stations balnéaires, du 1<sup>er</sup> juin au 30 septembre; pour les stations thermales et climatiques, du 1<sup>er</sup> mai au 25 juin et du 20 août au 30 septembre.

Validité : 33 jours. Faculté de prolongation moyennant supplément pour les billets de stations balnéaires.

En aucun cas la validité des billets ne peut dépasser la date du 5 novembre.

## LA ROUTE DE BRETAGNE en Auto-Car

Voyage en 5 journées de Vannes à Dinard et vice-versa

Départ de Vannes : tous les vendredis du 8 juin au 21 septembre inclus; tous les lundis et vendredis du 2 juillet au 3 septembre inclus.

Départ de Dinard : tous les lundis, du 7 mai au 24 septembre inclus; tous les lundis et mercredis, du 2 juillet au 5 septembre inclus.

1<sup>er</sup> jour : Vannes, Sainte-Anne-d'Auray, Carnac, Lorient, Quimperlé, Pont-Aven, Cœnecneau, Quimper.

2<sup>e</sup> jour : Quimper, Pointe-du-Raz, Audierne, Douarnenez, Quimper.

3<sup>e</sup> jour : Quimper, Locronan, Morgat, Morlaix.

4<sup>e</sup> jour : Morlaix, Lannion, Tréguier, Paimpol, St-Brieuc.

5<sup>e</sup> jour : St-Brieuc, Val-André, Fréhel, Dinard.

Prix du transport pour le parcours total Vannes-Dinard  
ou vice-versa : 450 fr.



Éditeurs *Félix Alcan*, Paris; *Akad. Verlagsgesellschaft*, Leipzig; *David Nutt*, Londres;  
*Nicola Zanichelli*, Bologna; *G. E. Stechert & Co.*, New York; *Ruiz Hermanos*, Madrid;  
*Renascença Portuguesa*, Porto; *The Maruzen Company*, Tokyo :

# SCIENTIA

REVUE INTERNATIONALE DE SYNTHÈSE SCIENTIFIQUE

Paraissant mensuellement (en fascicules de 100 à 120 pages chacun)

Directeur : **EUGENIO RIGNANO**

**EST L'UNIQUE REVUE**

à collaboration vraiment internationale.

**EST L'UNIQUE REVUE**

à diffusion absolument mondiale.

**EST L'UNIQUE REVUE**

de synthèse et d'unification du savoir, qui traite les questions fondamentales de toutes les sciences : histoire des sciences, mathématiques, astronomie, géologie, physique, chimie, biologie, psychologie et sociologie.

**EST L'UNIQUE REVUE**

par conséquent qui, intéressant directement les statisticiens, les démographes, les ethnographes, les économistes et ceux qui cultivent le droit, l'histoire des religions et, d'une façon générale, la sociologie, par ses nombreux et importants articles et comptes-rendus relatifs à leurs sciences, leur offre aussi le moyen de connaître sous une forme résumée et synthétique les plus grands problèmes de toutes les autres branches du savoir.

**EST L'UNIQUE REVUE**

qui puisse se vanter d'avoir parmi ses collaborateurs les savants les plus illustres du monde entier. Une liste de ceux-ci, comprenant plus de 350 noms, est reproduite dans tous les fascicules.

Les articles sont publiés dans la langue de leurs auteurs, et à chaque fascicule est joint un supplément contenant la traduction française de tous les articles non français. Ainsi la revue est complètement accessible même à qui ne connaît que la langue française. (Demander un numéro spécimen gratuit au Secrétaire général de « Scientia », Milan, en joignant à la demande, pour remboursement des frais d'expédition et de poste, la somme de trois francs en timbres-poste de votre pays.)

ABONNEMENT : 200 fr. BUREAUX DE LA REVUE, Via A. de Togni, 42, Milano (116)

Secrétaire général : Dr Paolo BONETTI

---

## LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

Vient de paraître :

THEUNIS, Baron CARTON DE WIART, TIRARD, HOUDAILLE  
Comte MANZONI, DE STEFANI, Marquis DE CREWE.  
HON. G. PEEL, J. BARTHÉLÉMY, AVENOL.

## LA POLITIQUE MONÉTAIRE DE DIVERS PAYS D'EUROPE

*Conférences organisées par la Société des Anciens Élèves et Élèves  
de l'École libre des Sciences politiques*

1 vol. in-16 . . . . . 12fr.

**LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN**

---

Viennent de paraître :

# **CALIGULA**

**ÉTUDE D'UN CAS DE FOLIE CÉSARIENNE A ROME**

PAR

**LUDWIG QUIDDE**

TRADUCTION DE L'ALLEMAND ET AVANT-PROPOS

PAR

**GASTON MOCH**

1 vol. in-16. . . . . 5 fr.

---

# **LE RÔLE**

DE

**L'INCONSCIENT DANS L'INVENTION SCIENTIFIQUE**

PAR

**JOSEPH-MARIE MONTMASSON**

Diplômé d'études supérieures de philosophie  
Docteur ès lettres

1 vol. in-8° . . . . . 85 fr.

---

# **LA PEINTURE SUÉDOISE CONTEMPORAINE**

PAR

**P. LESPINASSE**

1 vol. in-8° écu de la Collection *Art et Esthétique*, avec planches . . . . . 15 fr.

---

# **LE CORRÈGE**

PAR

**PAUL DE STÖCKLIN**

1 vol. in-8° écu de la Collection *Art et Esthétique*, avec planches . . . . . 15 fr.

---

NOGENT-LE-ROUOTR. IMPRIMERIE DAUPELEY-GOUVERNEUR.

5 fr.

UE

35 fr.

15 fr.

15 fr.